Le Monde

55e ANNÉE – N° 16797 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE •

MERCREDI 27 JANVIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE INTERACTIF

■ Le code-barres, 25 ans de succès

■ Emploi : 9 pages d'annonces classées

ELIE KAGAN

■ Photojournalisme : Elie Kagan est mort

Il fut le seul à prendre des photos de *« la nuit noire »* du 17 octobre 1961, et a fixé la mémoire politique des années 60-70. Trop engagé pour être reconnu, Elie Kagan est mort lundi 25 janvier à Paris. p. 28

■ Le financement du RPR

La mise en examen d'Alain Juppé dans l'affaire du financement du RPR a été partiellement annulée par la cour d'appel de Versailles. Il reste mis en examen pour des emplois fictifs. p. 10

■ Nucléaire : M. Schröder recule

Le chancelier allemand a décidé de reporter l'examen du projet de loi sur la sortie du nucléaire. Le retraitement des déchets en France et en Grande-Bretagne pourrait se prolonger. p. 4

■ Polémique sur le génocide arménien

Des intellectuels, dans un texte adressé au *Monde*, et des chercheurs reprochent à l'historien Gilles Veinstein, élu au Collège de France, de nier que le massacre des Arméniens soit un génocide. p. 9

■ CNRS : un rapport détonant

Le rapport d'un « comité externe d'évaluation » remis à Claude Allègre met en cause le statut des chercheurs, critique leur manque de mobilité et prône l'établissement de passerelles avec l'université. p. 32

■ Victoire de Canal Plus sur TF 1

En cédant sa participation dans Pathé à Canal Plus et à Vivendi, Bolloré permet à la chaîne cryptée de remporter une double victoire : sur TF 1 et sur la direction de Pathé. p. 19

■ Trouver une solution pour l'Irak

Alors que Washington admet qu'un de ses missiles a, peut-être, dévié de sa trajectoire et fait des victimes civiles à Bassorah, l'Unscom a transmis à l'ONU un rapport, dont *Le Monde* a obtenu une copie, évoquant un contrôle continu de l'industrie d'armement irakienne. p. 3

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 127 - 7,50 F

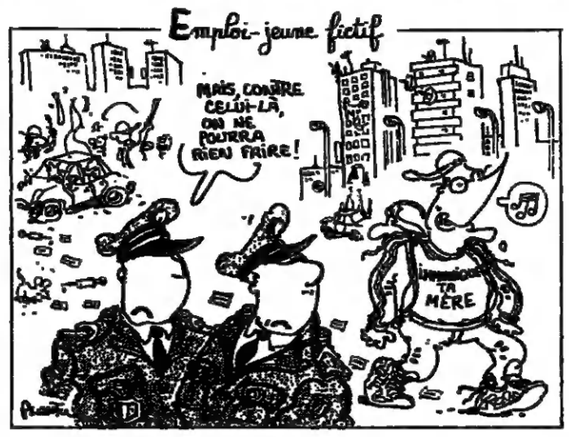
Sécurité : M. Jospin arbitre contre M. Chevènement

● Le premier ministre refuse de suivre le ministre de l'intérieur sur la délinquance des mineurs ● Crédits et moyens renforcés, législation inchangée ● Possible mise sous tutelle des allocations ● Notre enquête : « Paroles de jeunes contre paroles de flics »

PRÉVENIR et traiter, plutôt que punir davantage : Lionel Jospin a choisi d'arbitrer, au conseil de sécurité intérieure, qui se réunira mercredi 27 janvier, en faveur d'Elisabeth Guigou, ministre de la justice – et des membres du gouvernement qui partagent ses positions – plutôt que dans le sens souhaité par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Le premier ministre prévoit d'augmenter les moyens financiers et la présence policière permettant de lutter contre l'insécurité. Ceux-ci devraient permettre de développer les dispositifs éducatifs renforcés (DER), destinés aux mineurs récidivistes, en augmentant les places disponibles. Un renforcement significatif du nombre de magistrats chargés du traitement des petits délits est aussi prévu.

En revanche, et contrairement aux demandes réitérées de M. Chevènement qui souhaitait instaurer une comparution judiciaire immédiate des jeunes délinquants, l'ordonnance de 1945 ne será pas modifiée. Afin de ne pas se couper totalement du ministre de l'intérieur, avec lequel il s'est entretenu au cours d'un déjeuner, dimanche 24 janvier, M. Jospin semble accepter l'idée, non d'une suppression, mais d'une mise sous tutelle des allocations pour les familles de délinquants récidivistes. Soucieux de préserver la cohésion de la majorité « plurielle », menacée par le débat sur la sécurité et par la polémique opposant les Verts à M. Chevènement, M. Jospin a pris la défense du ministre de l'intérieur, lundi, au cours d'un déjeuner de la majorité, contre les attaques de Daniel Cohn-Bendit.

Le Monde commence la publication d'une enquête sur la violence en France, vue par les victimes, les auteurs, les policiers, les élus. Dans une cité de Stains (Seine-Saint-Denis), Marie-Pierre Subtil a recueilli *« paroles de jeunes »* et *« paroles de flics »*.



● Des arbitrages défavorables au ministre de l'intérieur p. 6
● Ce qu'en disent les professionnels de l'enfance p. 6
● Vu de l'étranger : en Grande-Bretagne et en Scandinavie p. 7
● Notre enquête : paroles de jeunes contre paroles de flics p. 12-13

La droite sénatoriale met en échec la parité hommes-femmes

LE SÉNAT examine, mardi 26 janvier, le projet de loi constitutionnelle visant à promouvoir *« l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électifs et aux fonctions électives »*. Décidée à *« faire barrage à la politique des quotas »*, la majorité sénatoriale RPR, UDF et DL entend modifier sur le fond le texte voté à l'Assemblée, laissant à la seule initiative des partis le soin de promouvoir les femmes en politique, sans l'assortir de mesures incitatives. Elle s'appuie notamment sur l'argumentation de la philosophe Elisabeth Badinter, qui avait qualifié le projet de *« texte de régression »*. La droite sénatoriale s'oppose ainsi à la volonté affichée du président de la République, en accord sur cette question avec le premier ministre.

Lire page 8 et notre éditorial page 15

Baptistes et méthodistes, ils communient pour Clinton le pécheur

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

C'était dimanche matin, dans Washington désert, désenchanté, pluvieux. A l'église méthodiste de la 16e Rue, le prédicateur J. Philip Wogaman avait choisi d'évoquer Hosea, *« le prophète de l'amour »*. La voix douce, suave, il philosophait, pédagogue et charmeur, érudit et plein de malice. Et puis soudain, par on ne sait quelle pirouette, il déboucha sur le *« triste débat de Capitol Hill »*, *« le plus douloureux, le plus désastreux des débats »*. L'écoute, alors, se fit plus tendue. Le révérend Wogaman, théologien respecté, n'est-il pas connu comme le pasteur habituel de la famille Clinton ? L'un des trois conseillers spirituels – et officiels – de ce président qui devait, mardi soir, rencontrer Jean Paul II ?

« Le sujet, disait-il, *oppose deux conceptions de la morale, deux visions de la vie en société. Ce peut être l'occasion, pour ce pays, de choisir clairement ses valeurs. De définir ce qui constitue son âme. »* D'un côté, le clan des conservateurs : *« Ceux pour qui la morale est d'abord affaire de discipline, de stricte application de la loi. Cela va de pair avec les principes d'autorité, de condamnation et de punition. »* De l'autre côté, le clan des libéraux : *« Ceux pour qui la morale est affaire d'amour et d'attention aux autres. Pour qui les idées de repentance, de pardon et de tolérance priment sur l'idée de sanction ou de revanche. »* La préférence du pasteur ne faisait aucun doute. A la sortie de l'office, J. Philip Wogaman confirmait : il continuera de soutenir Clinton, *« indéfendable mais pas impardonnable »*, *« pécheur et repentant sincère et fiable »*.

Au même moment, à l'ouest de la ville, dans l'église baptiste de Jérusalem, le révérend Clinton Washington accueillait ses fidèles pour l'office de 11 heures. De vrais fidèles, de ceux qui traversent toute la ville ou émergent de banlieue pour venir dans cette église-là. Erigée pour la communauté noire. Animée par un pasteur noir, le même depuis trente ans. Et, selon le mot d'un paroissien, *« plus chantante, plus dansante, plus accueillante que ne pourrait l'être le paradis »*. L'imposant Clinton Washington, au rire gigantesque, avait un message à faire passer. Il a lu, une fois n'est pas coutume, le début de son sermon. *« Le président William Jefferson Clinton est un pécheur, mais ce n'est pas un criminel. »* Une pause. Le temps de parcourir du regard les bancs de l'assistance.

Et d'ajuster son souffle. *« Destituer un président parce que c'est un pécheur revient à détruire la Constitution. Destituer un président parce qu'on n'arrive pas à le battre lors de deux élections n'est pas seulement honteux, mais détourne la "règle de la loi". Des dizaines de millions d'électeurs ne devraient pas voir balayer leurs votes au prétexte que moins de trois cents politiciens partisans ne sont pas contents de leur choix. Nous connaissons la différence entre le crime et le péché privé. »*

Il y eut un lourd silence. Et puis une cacophonie de *« Amen ! »* et de *« So be it ! »* (*« Qu'il en soit ainsi ! »*). Et puis le pasteur a laissé libre court à sa fiamme. Pour commenter. Fustiger les sénateurs. Dénoncer le piège tendu à Clinton, ce président si proche, dit-il, des pauvres, des humbles, du peuple noir en particulier. *« C'est un président qui se préoccupe de nous, qui nous aime et qui nous ressemble. Et ça les rend malades. Et ils veulent le lui faire payer. »* D'ailleurs, Clinton Washington a trouvé le slogan qui, dans toutes les églises noires, devrait trouver un écho : *« La destitution de Clinton serait tout simplement la nôtre. »* Et l'hypothèse, heureusement, lui semble déraisonnable.

Annick Cojean

CIO : Samaranch s'explique

ALORS QUE les révélations sur des tentatives de corruption ébranlent chaque jour un peu plus le Comité international olympique (CIO), affaibli par l'affaire de Salt Lake City, son président, Juan Antonio Samaranch, affirme dans un entretien au *Monde* qu'il n'a pas *« l'intention de quitter* [son poste] *aujourd'hui »*. Face au dopage et à la prévarication, il tente de minimiser le rôle du CIO. *« Il est faux de croire que nous sommes les maîtres du sport mondial »*, assure-t-il. Pour enrayer la crise, il proposera cependant un plan de réformes lors de la session extraordinaire des 17 et 18 mars. Ce plan prévoit notamment de rémunérer le prochain président s'il n'est pas *« suffisamment riche »*, pour assumer ses fonctions.

Lire page 24

Tout y est dit, à vous de voir !

200 PAGES
50 F - 7,62 €

▲ 174 pays analysés par les journalistes et correspondants du « Monde »
▲ A l'approche des élections européennes, un cahier spécial sur l'euro et l'Europe
▲ Les nouvelles données de la politique économique et sociale française
▲ Le panorama des 26 régions françaises
▲ Les mutations de l'économie française et mondiale
▲ Un palmarès, par secteur, des plus grandes entreprises en France et dans le monde
▲ Un véritable tour du monde économique et social

Le Monde

Les assureurs contestent le monopole de la « Sécu »

LE GRAND Meccano de la protection sociale, patiemment construit depuis 1945, vient de s'enrichir d'une pièce majeure : la couverture maladie universelle (CMU), destinée à offrir, à partir du 1er janvier 2000, la gratuité des soins à six millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (3 800 francs net pour une personne seule). Pour une dépense totale évaluée à 9 milliards de francs, la CMU complète la loi sur les exclusions votée en juillet 1998 et introduit le chaînon manquant dans le système sanitaire. Est-ce trop cher payé pour un système de santé qui a absorbé, en 1998, 800 milliards de francs (10 % de la richesse nationale), parfois sans grande efficacité, tout en laissant plusieurs millions de personnes à sa porte ?

Le premier ministre, Lionel Jospin, et la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, se sont montrés discrets, tant que le projet n'était pas bouclé. Ce n'est que pour mieux brandir cette réforme, dans les semaines à venir, comme la preuve irréfutable que leur action n'est affectée d'aucun déficit social et qu'elle ne souffre d'aucun retard : devant les députés socialistes, le 19 janvier, Lionel Jospin a affiché sa volonté de faire adopter ce texte par le Parlement avant la fin du mois de juin. Ce projet n'en a pas moins fait l'objet de difficiles tractations politiques, dont la mouture finale porte la trace. En laissant aux bénéficiaires de la CMU le choix de souscrire une couverture complémentaire, soit auprès d'une caisse de « Sécu », soit auprès d'une mutuelle ou d'une compagnie d'assurances, le gouvernement a refusé de trancher entre deux scénarios, au risque de mécontenter tout le monde.

Le premier scénario, soutenu par la CGT, FO, le Parti communiste et les associations caritatives, prévoit que la Sécurité sociale gérera seule le dispositif, même si l'Etat en assure le financement. Le second, défendu par la CFDT, une partie du monde mutualiste et les assureurs, privilégie le financement et la gestion de la part complémentaire par les mutuelles, les compagnies d'assurances et les institutions de prévoyance, et place les bénéficiaires de la CMU dans une situation comparable à celle de la majorité des salariés.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 15

Le grand fils du petit roi

ABDALLAH BEN HUSSEIN

AVANT d'être de nouveau hospitalisé, mardi 26 janvier, aux Etats-Unis, le roi Hussein de Jordanie a désigné son fils aîné, le prince Abdallah, trente-six ans, comme son successeur. Le nouveau prince héritier commande les forces spéciales chargées de la sécurité. Syrie, Arabie Saoudite et Palestine : le Proche-Orient vit à l'heure des successions difficiles.

Lire page 2

International 2 | Tableau de bord 20
France 6 | Aujourd'hui 24
Société 9 | Météorologie 25
Régions 11 | Jeux 26
Horizons 12 | Culture 27
Carnet 16 | Guide culturel 29
Entreprises 17 | Kiosque 30
Annonces classées 17 | Abonnements 30
Communication 19 | Radio-Télévision 31

هكذا من الأصل

DYNASTIES Le roi Hussein de Jordanie a désigné, lundi 25 janvier, son fils aîné Abdallah comme son prince héritier, fonction occupée pendant trente-trois ans par le frère du roi, le prince Hassan. En raison des sérieux problèmes de santé dont souffre le roi, le prince Abdallah, commandant des forces spéciales chargées de la sécurité du royaume, risque de devoir prendre rapidement les rênes du pouvoir, au moment où la Jordanie connaît une grave crise économique et politique. ● EN SYRIE, derrière l'élection présidentielle du 9 février, qui reconduira inévitablement au pouvoir le président Hafez El Assad pour sept ans, se profile la question de la succession pour laquelle ce dernier semble préparer son fils Bachar. ● DEUX AUTRES pays-clés de la stabilité régionale, l'Arabie saoudite et la Palestine, se posent des questions sur l'avenir.

Le Proche-Orient à l'heure des successions difficiles

Après avoir désigné son successeur à Amman, le roi Hussein de Jordanie a été de nouveau hospitalisé aux Etats-Unis où il est traité pour un cancer. Dans son royaume, comme dans d'autres pays de la région, minés par l'autoritarisme et la crise économique, la relève s'annonce délicate

AMMAN,
de notre envoyé spécial

Une semaine après son retour au royaume, le roi Hussein de Jordanie a été réhospitalisé, mardi 26 janvier, aux Etats-Unis pour un cancer des ganglions lymphatiques. La veille, il avait nommé son fils, Abdallah, prince héritier, en remplacement du prince Hassan, frère cadet du roi. Un décret royal contresigné, lundi 25 janvier, comme le veut la Constitution, par le premier ministre Fayez Tarawneh et le ministre de l'intérieur Nayef Qadi, avait ruiné les espérances de Hassan. Le prince n'avait eu d'autre choix que de consentir à sa disgrâce, précisant qu'il se mettait à la « *disposition du roi* » dont il « *acceptait la décision* ».

Moins d'une semaine après son premier retour des Etats-Unis où, depuis six mois, il était traité pour le même cancer, le souverain hachémite a donc repris les choses en main, écartant d'un trait de plume celui que tout le monde voyait déjà roi. Fils issu, en secondes noces, du mariage du roi Hussein avec l'Anglaise Toni Gardiner, le nouveau prince héritier aura trente-sept ans le 30 janvier. Formé aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, général d'une armée dont les 100 000 soldats doivent au régime leur solde, la santé de leur famille et l'éducation de leurs enfants, le prince Abdallah commande les forces spéciales chargées de la sécurité générale du royaume.

Âgé d'un an à peine, en 1963, il avait déjà été prince héritier. Mais les menaces qui pesaient alors sur le royaume et sur la vie de son souverain avaient poussé Hussein à amender la Constitution et à désigner son frère cadet, le prince Hassan.

Le même dispositif pourrait permettre un jour au futur roi Abdallah de nommer héritier du trône son frère cadet, le prince Hamza, dix-huit ans, fils de Hussein et de sa quatrième et dernière épouse, la reine Noor. C'est, selon certains, la véritable raison des changements qui viennent d'intervenir.

Dans la démocratie limitée et sous contrôle qu'est la Jordanie, les manœuvres de coulisse du Palais arrivent rarement jusqu'au public et le monarque ne rend compte à personne des raisons de ses décisions. Ces derniers jours, les plus hauts dignitaires du régime en étaient à discrètement demander aux journalistes ce qu'ils savaient.

« *Tout le monde joue serré et personne ne sait ce qui se passe vraiment* », affirmait, hier encore, sans vouloir être identifié, l'un de ces nombreux anciens ministres qui peuplent les salons de la capitale jordanienne. Les spéculations de toutes sortes vont bon train.

CURE D'AUSTÉRITÉ

Mais il n'est pas interdit de penser que les tensions, dans une famille de onze enfants issus de quatre mères différentes, chacune veillant jalousement sur le sort de sa progéniture, et avant ses parents, ses alliés, ses ennemis et ses obligés, ont dû jouer leur rôle dans les divisions qui ont abouti à la disgrâce du prince Hassan.

La divergence des intérêts personnels est à prendre d'autant plus en compte qu'il est admis qu'aucune divergence politique sérieuse n'oppose le roi à son frère. Tous deux, reconnaissent politiciens, diplomates et journalistes, n'ont jamais manifesté de désaccords majeurs sur les dossiers cruciaux du pays, qu'il s'agisse des problèmes économiques, des relations avec le voisin irakien ou de l'implication jordanienne dans le processus de paix israélo-palestinien. Seules des différences de style, et de clientèle, sépareraient les deux hommes.

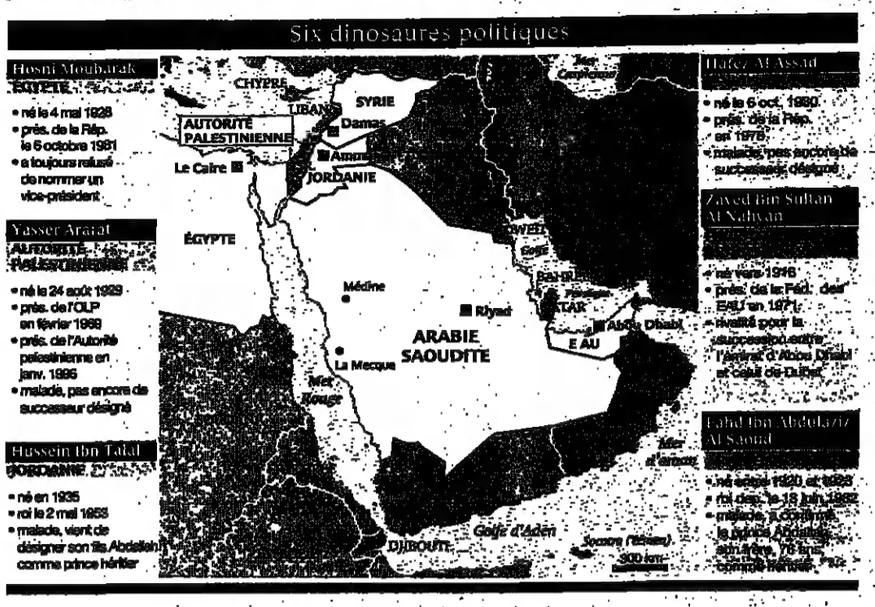
Le nouveau prince héritier, que l'état de santé de son père pourrait amener rapidement au pouvoir, va devoir manœuvrer finement pour sortir la Jordanie des difficultés qui la frappent. Le royaume qui, longtemps, vécut de l'aide des monarchies arabes et des devises gagnées par sa main-d'œuvre émigrée dans les émirats (400 000 personnes en 1990 au Koweït), a été durement frappé par la guerre du Golfe puis par la récession pétrolière. Au même moment, le marché irakien étranglé par l'embargo se fermait aux produits jordaniens. Il ne s'est toujours pas rouvert. De même, à l'ouest, les espoirs économiques nés de la normalisation des relations avec Israël ne se sont pas matérialisés.

Étranglée par sa dette, étouffée par une bureaucratie pléthorique et inefficace, minée par la corruption et submergée par le chômage, la Jordanie traverse une cure d'austérité imposée par un plan d'ajustement structurel épuisant. « *Les réformes avancent trop lentement, bloquées par un Palais frileux* », avance cet homme d'affaires d'origine palestinienne qui tente de commercer avec ses homologues israéliens sans s'embarrasser d'idéologie ; « *Il nous faut des réformes globales, rapidement,* renchérit un parlementaire proche du prince Hassan, *des réformes tant économiques que politiques, sans cela c'est la question de l'avenir du régime qui se posera.* »

Pour les secteurs les plus dynamiques du royaume, aucune réforme n'est en effet possible tant que l'avenir restera décidé par un homme seul. C'est pourtant, une fois de plus, ce que vient de faire le roi en décidant de changer l'identité de son successeur.

Personne ne s'est publiquement élevé contre cette décision prise par un monarque apparemment apprécié. Mais beaucoup, tel cet ancien premier ministre, pense que ce sera la dernière fois. « *Le roi est aimé*, assure-t-il, *mais, lorsqu'il aura disparu, tout explosera et l'enfer s'ouvrira sous nos pieds.* »

Georges Marion



La lente et prudente intronisation de Bachar El Assad en Syrie

LE 8 FÉVRIER, le président Hafez El Assad participera au scrutin le plus *select* de Syrie. Seul candidat présenté, en vertu de la Constitution, par le commandement régional du Parti Baas, le président sortant devrait être reconduit sans problème dans ses fonctions pour un cinquième septennat consécutif. Désigné pour la première fois en 1971, peu de temps après sa prise du pouvoir, il a été constamment réélu depuis.

Officiellement, donc, la question de la succession n'est pas d'actualité. La foule rassemblée à Damas, lundi 25 janvier, pour une manifestation de masse en faveur de la candidature du président sortant a, une fois encore, entonné son slogan favori : « *Qa'idouna ila al abad* » (« Notre chef pour l'éternité »). Mais, compte tenu de l'âge du président, soixante-huit ans, et de sa santé qui alimente toujours les rumeurs, cette succession est présente dans tous les esprits.

Le 21 janvier 1994, le sort s'est joué d'un projet de longue date du président syrien. En portant en terre, le lendemain à Kardaha, près de Lattaquié, Bassel El Assad, son fils aîné qui avait trouvé la mort ce jour-là, à trente et un ans, dans un accident de voiture sur la route de l'aéroport de Damas, il s'est retrouvé privé cruellement de celui qu'il destinait à prendre sa relève.

RESPONSABLE ET MODERNE

Dès le 2 mars de la même année, le ministre de la défense, Moustapha Tlass, évoquait « *les qualités* » du fils cadet, Bachar, âgé à l'époque de vingt-neuf ans. Arraché aux études d'ophtalmologie qu'il suivait à Londres, il dut alors commencer un difficile apprentissage qui consista pour lui à tenter de mettre ses pas dans ceux de Bassel. Et, tout d'abord, dans ceux des forces armées. Après avoir obtenu, en 1997, le grade de lieutenant-colonel, celui de son frère au moment de son accident fatal, il a été nommé au début de cette année colonel. Cette nomination coïnciderait avec celle, à un grade identique, d'officiers proches de son frère et qui constituaient autour de lui une sorte de garde prétorienne. C'est en politique que le lent travail de légitimation semble le plus délicat. A trente-quatre ans, Bachar ne dispose d'aucun mandat ni d'aucun titre important au sein du Parti Baas. Périodiquement, certaines rumeurs font état d'une proche entrée dans l'appareil du parti, mais elles ont été régulièrement démenties par les faits.

Comme son frère quelques années plus tôt, Bachar El Assad soigne son image de jeune homme responsable et moderne. Bassel s'était attaché à se forger une image d'intégrité en luttant ostensiblement contre la corruption ; son frère fait de même en essayant de tirer profit de son expérience universitaire, en se faisant, notamment, le promoteur d'un plan d'informatisation du pays et de connexion au réseau Internet. Avec un succès mesuré, compte tenu du retard technologique de la Syrie et de la frilosité de ses responsables du renseignement.

Parmi les dossiers confiés désormais à Bachar El Assad figure le Liban, où il a pris un net ascendant sur les responsables syriens qui en avaient jusqu'à présent la charge : le vice-président de la République, Abdul-Halim Khaddam, et le général de brigade Ghazi Kanaan. Là encore, il renoue en partie avec le parcours de son frère, qui avait spectaculairement offert 800 000 pieds d'arbres fruitiers aux agriculteurs de la plaine libanaise de la Bekaa peu avant son accident mortel. Cette lente intronisation s'accompagne de mises à l'écart qui témoignent *a contrario* de la réticence de certains cercles du pouvoir. En 1998, le frère de Hafez El Assad, Rifaat, a ainsi perdu son titre de vice-président, et, au début de l'été, c'est le chef d'état-major des armées, Hikmat Chehabi, qui a été poussé vers la retraite. Lorsque la question de l'avenir de son fils lui est posée, le président syrien dispose d'une réplique toute faite : la Constitution syrienne stipule que le président de la République doit au moins être âgé de quarante ans. Bachar El Assad aura quarante et un ans au terme du nouveau septennat qui devrait être confié à son père le 8 février. Cette lente intronisation s'approchera alors de son moment de vérité.

Gilles Paris

Des dirigeants qui avaient maintenu « une stabilité » utile à l'Occident

À L'HEURE où la Jordanie prépare l'après-roi Hussein, d'autres pays arabes, clefs de la région, se posent des questions sur le (ou les) possible (s) cours des choses dans

ANALYSE

Des forces existent qui sont avides de libéralisation et de démocratie

leurs propres territoires : l'Arabie saoudite, la Syrie et la Palestine sont dans des situations comparables. La dynastie des Saoud, les présidents Hafez El Assad et Yasser Arafat ont été jusqu'à maintenant les garants, dans leur pays respectifs, d'une stabilité, comprise dans son sens restreint d'absence de perturbations. Mais l'heure des successions approche plus ou moins vite, et elle ne s'annonce pas sereine.

L'ère des « dinosaures » politiques sur lesquels, bon gré mal gré, l'Occident a dû compter est sur son déclin. Et si elle ne présage pas forcément de profonds bouleversements, cette fin ouvre la porte à l'inconnu.

Les Occidentaux, singulièrement les Etats-Unis, qui invoquent souvent leur propre « *intérêt national* » lorsqu'il s'agit du Proche-Orient, ne peuvent que se poser des questions sur l'avenir. Contenir l'Union soviétique, assurer l'approvisionnement de l'Occident en pétrole et garantir la sécurité d'Israël ont été les axes de leur politique au Proche-Orient depuis les années 50. Le danger communiste a disparu depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Mais les deux autres éléments-clés de cette politique n'ont pas changé.

La garantie des approvisionnements pétroliers passe toujours par le soutien indéfectible à la Maison des Saoud. La sécurité de l'Etat hébreu dépend désormais du laborieux processus de paix, engagé en 1991. La Syrie et l'Autorité palestinienne en sont des acteurs indispensables, mais leur engagement passe par Hafez El Assad et Yasser Arafat, uniques garants, pour le moment, de la neutralisation des forces centrifuges.

Structurellement, l'Arabie saoudite, la Jordanie, la Syrie et les territoires autonomes palestiniens sont dissemblables. La première est de fait une sorte de « propriété de famille », le royaume hachémite une « *monarchie héréditaire et de forme parlementaire* », la Syrie, une République et les territoires autonomes palestiniens, l'embryon d'un système qui devrait être républicain. Mais les textes sont une chose, et la réalité en est une autre.

Les abus de pouvoir, à des degrés divers, sont communs aux quatre pays et suscitent des mécontentements, dont il est difficile de prévoir quelles formes ils pourraient prendre en cas de fragilisation des pouvoirs. Dans tous ces pays, les islamistes sont, mais pas seuls, les principaux mouvements constitués de l'opposition. Des forces démocratiques existent qui sont avides de libéralisation et de démocratie.

La Loi fondamentale promulguée en 1992 par le roi Fahd d'Arabie saoudite a supprimé l'automaticité de la succession verticale pour spécifier que c'est le plus apte d'entre eux qui doit gouverner. Elle n'est pas près d'être appliquée, le prince héritier désigné, Abdallah, qui gouverne de facto le pays depuis l'embolie cérébrale dont a été victime le roi en juin 1995, devant être intronisé après la mort de ce dernier. Mais que se passera-t-il après Abdallah, lui-même déjà septuagénaire ?

MÉCONTENTEMENT

La question est d'autant plus justifiée qu'aucune réforme économique structurelle n'a été engagée qui permette de redresser le pays, dont la stabilité intérieure dépendait surtout de l'Etat-providence, fruit de l'immense manne pétrolière des années de prospérité. Le mécontentement grandit au sein d'une population dont 75 % ont moins de trente ans. Aucune réforme politique, sinon de pure forme – la création, en 1993, d'un Conseil consultatif sans pouvoirs –, n'a non plus été engagée.

Hormis sa traversée du désert, consécutive au soutien apporté à l'Irak lors de l'invasion du Koweït, le roi Hussein a toujours été une pièce maîtresse de la politique occidentale – américaine – au Proche-Orient. Le « petit roi » et son royaume relevaient de l'image d'Epinal, pour ce qu'on pourrait appeler, « amitié caractérisée » avec l'Occident. La Jordanie connut certes des turbulences, mais l'expérience politique du monarque, capable d'allier ou de faire alterner fermeté et conciliation, lui permit d'en venir à bout. Il n'est pas acquis que les Jordaniens reporteront leur allégeance sur son fils aîné Abdallah, qui vient d'être nommé prince héritier. Les aléas du processus de paix, la crise financière et économique, la corruption et le chômage sont à l'origine d'une montée des tensions.

La Syrie est le parangon d'Etat où un homme seul gouverne, et sa Constitution est le prototype du régime présidentiel dans son acception la plus absolue. Le président El Assad jouit de pouvoirs militaires, politiques, législatifs et administratifs totaux. C'est lui qui établit la politique générale de l'Etat, qui désigne les membres du gouvernement, qui peut dissoudre l'Assemblée nationale, dont les lois ne sont exécutives qu'après son approbation. M. El Assad est commandant en chef des forces armées, préside le Conseil suprême des magistrats, est secrétaire général du parti Baas au pouvoir et du Front national progressiste (rassemblement de formations qui font de la figuration). Ce ne sont que quelques exemples. La répression, dans ce pays, est souvent impitoyable. Pour les Syriens, il ne fait aucun doute que le chef de l'Etat nourrit le projet d'une sorte de présidence dynastique, à laquelle il prépare son fils, Bachar. Ce projet suscite des rancœurs au sein des milieux du pouvoir. Est-il certain que les Syriens l'accepteront ?

Parce qu'il a conduit la lutte nationale palestinienne pendant trois décennies, parce qu'il en est la figure emblématique, parce qu'il sait « récupérer » ses adversaires en les flattant ou en les divisant, Yasser Arafat réussit aujourd'hui, non sans difficultés, à imposer une sourdine aux différentes contestations. C'est ce qui, en Palestine, tient lieu aujourd'hui de stabilité. Mais les Palestiniens ne veulent pas que se perpétue indéfiniment chez eux le système autocratique de gouvernement en vigueur dans nombre de pays arabes. La création d'un Etat, doté d'institutions, apparaît comme l'unique garde-fou – même s'il n'est pas hermétique – aux luttes de clans et de personnes pour l'éventuelle succession d'Arafat.

Mouna Naïm

OISE
L'anglais à Oxford
L'anglais à Bristol
L'allemand à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.
Bordeaux 05 57 92 24 12 Lille 03 20 40 28 28
Lyon 04 78 24 68 74 Paris 01 44 19 66 66
Rennes 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 88 45 38 00

L'ONU cherche une solution à la crise avec l'Irak

Les propositions françaises font leur chemin

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Pas question, disent désormais les Russes, que le Conseil de sécurité de l'ONU soit saisi d'un nouveau rapport de la commission chargée de désarmer l'Irak (Unscom). Décidé à mettre fin aux activités de ladite commission, Moscou refuse que les discussions au sein du Conseil soient menées à partir de ses conclusions. Cela n'a pas empêché l'Unscom de dresser un rapport qu'elle a transmis, lundi 25 janvier, *« de façon informelle »*, au Conseil de sécurité.

Ce document de quelque deux cent cinquante pages, dont *Le Monde* a obtenu une copie, laisse la porte ouverte, pour la première fois, au passage au contrôle à long terme, c'est-à-dire continu, de l'industrie d'armement irakienne. Le président de l'Unscom, Richard Butler, prend désormais en compte *« la possibilité que l'on ne pourra pas faire la comptabilité totale des armes prohibées de l'Irak »*. Il avertit néanmoins que, si le Conseil décide de tourner la page sur le désarmement de l'Irak, il devrait en accepter les conséquences. *« Si l'on ne résout pas de manière crédible les questions prioritaires du désarmement*, écrit-il, *il faudrait examiner les conséquences sur le système de vérification à long terme »*, qui devrait être *« plus rigoureux et plus coûteux »*.

Dressant un bilan *« exhaustif »* des travaux de l'Unscom depuis sa création en 1991, le rapport, qui indique qu'il reste encore du travail à faire pour désarmer Bagdad, n'en énumère pas moins, pour la première fois, les moyens techniques nécessaires pour le contrôle à long terme.

« UNE NOUVELLE RÉALITÉ »

Le renforcement du contrôle des frontières, pour empêcher l'Irak d'importer des matériels prohibés, étant à ses yeux *« de toute première urgence »*, M. Butler demande un nombre considérable de personnels pour le faire. Il propose aussi que l'ONU soit dotée de moyens techniques, pour être en mesure d'analyser les échantillons chimiques *« sur place »*. L'Unscom, estime le diplomate australien, doit impérativement être en mesure de poser ses avions *« partout sur le territoire irakien »*, afin de mener ses inspections plus rapidement.

A la demande de la Russie et de la Chine, le document ne sera pas rendu public. *« Personne n'a oublié les conséquences du dernier rapport de l'Unscom »*, explique un diplomate occidental, faisant allusion au précédent rapport, dans lequel l'Unscom affirmait que Bagdad ne coopérait pas avec les inspecteurs de l'ONU, et qui fut à l'origine du déclenchement, en décembre, des bombardements américains et britanniques du territoire irakien. Aucun pays membre du Conseil n'a demandé la publication du rapport, ni même sa consignation comme un document officiel du Conseil de sécurité.

« Cela prouve, estime un diplomate membre du Conseil, *que malgré les divergences sur l'Irak tout le monde est conscient du fait qu'il existe désormais une nouvelle réalité, qui exige une nouvelle solution, sans l'Unscom dans sa forme actuelle »*. Comme lui, de nombreux diplomates estiment qu'un nouveau rapport, décrivant *« ce que l'Irak n'a pas fait, ne fera pas avancer les choses »*.

Aussi, réunis pendant plus de quatre heures, lundi 25 janvier, les pays membres du Conseil ont judicieusement évité de parler du document, mais aussi, ce qui est plus étonnant, des missiles américains *« égarés »* qui auraient fait, le même jour, onze morts dans le sud de l'Irak. *« Il est inutile d'accuser les Américains de quoi que ce soit. Il vaut mieux trouver une solution globale »*, explique un diplomate. Cette solution globale tourne autour des propositions de la France.

La logique française, qui *« fait lentement mais sûrement »* son chemin, consiste à dire que, pour sortir de l'impasse actuelle entre l'ONU et Bagdad, *« il faut soit faire la guerre totale à l'Irak, soit trouver le moyen d'assurer une présence internationale dans ce pays, afin que le régime ne soit plus en mesure de reconstituer ses armes de destruction massive »*. Personne, au Conseil, ne conteste cette analyse, mais certains pays, notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, refusent la solution suggérée par Paris, à savoir la levée des sanctions économiques.

Selon la France, pour que l'Irak accepte le contrôle à long terme de son industrie d'armement, le Conseil devrait approuver la levée de l'embargo pétrolier. Un document, lui aussi *« non officiel »*, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) conforte une autre thèse française. Le président de l'AIEA, Mohamad El Baradei, propose, ainsi que le souhaite Paris, de confier le désarmement de l'Irak à des agences internationales et non plus à l'Unscom.

La discussion au sein du Conseil *s'est engagée*. Les Américains, disent les diplomates, sont *« très discrets »*. Washington, ajoutent-ils, *« préfère, à ce stade, que les Britanniques mènent le combat »*. Le climat au sein du Conseil est tendu. L'ambassadeur brésilien, Celso Amorim, qui préside, pour le mois de janvier, les travaux du Conseil, n'en a pas moins affirmé : *« Nous faisons chaque jour des progrès. »*

Afsané Bassir Pour

Les attaques contre les chrétiens en Inde embarrassent le premier ministre Vajpayee

Le BJP, le parti nationaliste hindou au pouvoir, est accusé de laxisme face aux extrémistes

Le premier ministre Atal Bihari Vajpayee, un modéré au sein du parti nationaliste hindou, qui domine la coalition au pouvoir, est sous la pression de ses alliés qui le somment de condamner la vague de violences frappant les chrétiens et d'agir contre les extrémistes. Plusieurs gouvernements étrangers ont discrètement fait connaître leur préoccupation et exigé que New Delhi prenne des mesures.

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

La campagne antichrétienne menée depuis plusieurs mois par des groupes extrémistes hindous a pris un tour très politique après la mort d'un missionnaire australien et de ses deux fils, brûlés vifs dans leur voiture, dans l'Etat d'Orissa (Est), samedi 23 janvier (*Le Monde* du 26 janvier). Le président K. R. Narayanan, qui avait déjà condamné très sévèrement ce crime *« barbare »*, a de nouveau fortement plaidé, mardi 26 janvier, en faveur de la tolérance religieuse, dans un discours radio-télévisé adressé à la nation pour célébrer le Jour de la République. Citant le Mahatma Gandhi, le président a affirmé : *« Je n'attends pas que l'Inde de mes rêves soit celle d'une religion, qu'elle soit hindoue, chrétienne ou musulmane. Je désire qu'elle soit tolérante, avec toutes ses religions travaillant côte à côte. »*

Le gouvernement des nationalistes hindous du BJP, le Parti du peuple indien, est sous la pression de ses alliés qui lui reprochent son laxisme à l'égard des groupes extrémistes de sa mouvance, et exigent cette fois des actes sous peine de retirer leur soutien. Après avoir affirmé que le BJP n'avait plus le droit moral de gouverner, le premier ministre de l'Andhra Pradesh a écrit au premier ministre pour lui demander la convocation urgente du Conseil national de développement pour étudier des mesures propres à protéger les minorités.

ACCUSATIONS PRÉCISES

Si le premier ministre, M. Atal Bihari Vajpayee, considéré comme un modéré au sein du BJP, a promis une punition exemplaire des coupables, le ministre de l'intérieur, M. L. K. Advani, s'est pour sa part plutôt attaché à exonérer les extrémistes hindous de cet acte. Malgré les accusations précises et fondées sur des témoignages, portées contre le Bajrang Dal, groupe extrémiste hindou impliqué dans des attaques contre les chrétiens aujourd'hui et les musulmans dans le passé, par la police de l'Etat d'Orissa (Est), M. Advani a affirmé : *« Je connais ces organisations depuis longtemps, et elles n'ont pas de criminels dans leurs rangs. »*

Principal parti de l'opposition, le Congrès, dont un membre important s'est rendu sur place et a établi un rapport, devrait faire connaître sa réaction détaillée à l'issue d'une réunion de son bureau politique. *Les groupes chrétiens qui, depuis le* début de cette campagne, ont fait appel au président et au premier ministre, ont cette fois demandé l'intervention de la Cour suprême. Dans une lettre remise lundi à son président, ils lui demandent d'ordonner au gouvernement de garantir la sécurité de la communauté chrétienne (vingt-trois millions de personnes sur environ un milliard d'Indiens) conformément à la Constitution. Dans une autre lettre destinée aux alliés du BJP, ils demandent à ceux-ci de retirer leur soutien.

Cette vague de violence risque aussi d'avoir des conséquences internationales. Plus ou moins discrètement, plusieurs gouvernements étrangers ont déjà fait connaître leur inquiétude à propos des attaques répétées contre les chrétiens et cette affaire risque de relancer leurs préoccupations. Canberra a reclamé que les coupables soient punis et que les Australiens opérant dans les mêmes conditions que le missionnaire assassiné soient protégés.

Pris dans ses contradictions et son refus de condamner, dès le début de cette vague antichrétienne, les actes les plus violents commis à l'encontre de prêtres, de religieuses et sur des églises, le gouvernement va, cette fois, devoir choisir entre son maintien au pouvoir dans une alliance qui le contraint au compromis, et ses extrémistes qui profitent de son laxisme pour imposer leurs vues. Au sein même du BJP, des voix commencent toutefois à se faire entendre pour se dissocier d'actions qui entachent gravement l'image des nationalistes hindous. Il faudra toutefois des actions fermes et rapides pour contrer une vague qui ne fait que s'étendre dans les zones défavorisées et reculées où la population chrétienne reste très vulnérable.

Françoise Chipaux

Washington admet une possible erreur de tir à Bassorah

LE PENTAGONE a admis, lundi 25 janvier, tout en réservant sa conclusion définitive, qu'*un missile* américain a peut-être dévié de sa trajectoire et fait des victimes civiles irakiennes. Bagdad avait accusé les forces américaines d'avoir provoqué la mort de 11 civils et d'en avoir blessé 59 autres en tirant un missile contre un quartier de la ville de Bassorah, dans le sud du pays.

« Il est bien possible qu'un de nos missiles n'ait pas fonctionné comme prévu », a déclaré le chef du Commandement central américain, le général Anthony Zinni, qui s'est toutefois empressé d'ajouter que le Pentagone n'avait pas achevé son analyse des escarmouches de lundi. *« Nous regrettons profondément toute perte civile, indépendamment de ce qui peut en avoir été la cause »*, a-t-il ajouté, accusant le président irakien, Saddam Hussein, d'avoir provoqué les accrochages de lundi.

Si cette information était définitivement confirmée par le Pentagone, ce serait la première fois que les Etats-Unis reconnaîtraient être à l'origine de victimes civiles depuis *le début des escarmouches* dans les zones d'exclusion aérienne du nord et du sud du pays.

Des échanges de tirs entre des avions américains et la défense antiaérienne irakienne se sont produits quotidiennement du 11 au 14 janvier, avant de reprendre chaque jour depuis samedi. Le général Zinni a relevé que ces incidents augmentaient depuis décembre, tant en nombre qu'en intensité, et que les Irakiens développaient leurs capacités de coordination pour défier les appareils américains.

Depuis « Renard du désert », a-t-il indiqué, plus de 70 violations des deux zones d'exclusion aérienne ont été commises par plus d'une centaine d'appareils irakiens. Une vingtaine de missiles ont été tirés contre les appareils américains et le nombre des missiles sol-air irakiens déployés dans le sud du pays a triplé. Aucun appareil américain ou britannique n'a été touché lors de ces escarmouches. – *(AFP.)*

Arcstar Communications globales avancées par NTT

Le réseau *Arcstar* de NTT propose des services de communications globales d'une *fiabilité* unique. Qui mieux que NTT peut vous connecter à l'Asie et au Pacifique? N°1 au Japon, NTT est reconnu pour ses qualités depuis plus d'un siècle. En bonne place parmi les leaders mondiaux de la télécommunication, NTT propose aux entreprises des services de très haut niveau tels que : une assistance multilingue, un service de maintenance 24 heures sur 24, ainsi que de nombreuses technologies de pointe destinées à faciliter vos affaires. En choisissant NTT, vous faites le meilleur choix pour vous relier à l'Asie.

NTT

Constructeurs de l'âge de l'infocommunication

Pour plus d'informations, contactez: NTT France S.A. 90, Avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris TEL: 33-1-40-76-06-60 FAX: 33-1-40-76-00-15
http://info.ntt.co.jp/global

هكذا من الأصل

Le Sénat américain débat à huis clos de l'ajournement du procès Clinton

WASHINGTON. *Après avoir entendu les dernières plaidoiries de* l'accusation et de la défense pour ou contre l'ajournement du procès *en destitution du président Clinton – qui mettrait en fait un terme à* toute la procédure – les cent sénateurs se sont réunis, lundi 25 janvier, à huis clos pendant quatre heures et demie. Les efforts de deux démocrates pour que la séance soit publique ont échoué et, en vertu de l'article 29 du règlement, tout sénateur qui violerait la confidentialité de ces débats risque l'expulsion de la Chambre haute.

La discussion a porté sur la motion d'ajournement présentée par le démocrate Robert Byrd. Elle devait reprendre mardi avant que les sénateurs n'abordent la question cruciale de la convocation des témoins ; les démocrates sont contre, la majorité des républicains pour. Le vote sur ces deux textes n'était pas attendu avant mardi soir ou mercredi matin. *Si le rejet du premier semblait acquis, l'incertitude régnait sur le second.* – *(Corresp.)*

Sierra Leone : les rebelles multiplient les enlèvements d'étrangers

FREETOWN. Les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF), qui s'accrochaient, lundi 25 janvier, à leurs positions dans l'est de la péninsule de Freetown, la capitale de la Sierra Leone, ont capturé plus d'une dizaine d'étrangers ces derniers jours. Deux journalistes occidentaux ont ainsi été enlevés lundi matin. Si l'envoyé spécial du *Figaro*, Patrick Saint-Paul, a été relâché peu après, ce n'était toujours pas le cas, mardi matin, de celui du quotidien espagnol *El Mundo*, Javier Espinosa. En outre, onze hommes d'affaires indiens ont été kidnappés par les rebelles il y a quelques jours à Freetown. Parmi eux, le consul honoraire du Japon.

Une dizaine de missionnaires, ainsi que l'archevêque de Freetown, avaient été enlevés la semaine dernière par les rebelles. Cinq ont pu échapper à la vigilance de leurs ravisseurs lors d'un bombardement. Le père Mario Guerra, enlevé le 16 novembre par le RUF, a également recouvré la liberté il y a quelques jours mais une religieuse indienne a été tuée par les rebelles. On ne sait rien du sort de cinq autres religieuses. – *(AFP.)*

Benyamin Nétanyahou remporte les primaires du Likoud

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien a remporté, lundi 25 janvier, les primaires du Likoud pour la désignation du candidat du bloc conservateur aux élections générales prévues les 17 mai et 1er juin. Benyamin Nétanyahou a recueilli 81,7 % des voix contre 18,3 % pour l'ancien ministre de la défense, Moshe Arens. Seuls 31,4 % des membres du Likoud ont participé à ce vote.

M. Nétanyahou a demandé par ailleurs à M. Arens de devenir le nouveau ministre de la défense en remplacement de Itzhak Mordehaï, limogé en raison de ses visées politiques. Âgé de 73 ans, Moshe Arens a déjà été à deux reprises ministre de la défense. Ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis au début des années 80, il avait alors lancé M. Nétanyahou en politique en faisant de lui son bras droit. – *(Reuters.)*

DÉPÊCHES

■ **GRANDE-BRETAGNE : la Chambre des communes s'est prononcée**, lundi 25 janvier, en faveur de l'abaissement, de 18 à 16 ans, de l'âge de la majorité sexuelle pour les homosexuels. Ce vote en seconde lecture a été acquis par 313 voix contre 130, ce qui reflète à peu près la majorité travailliste, favorable à la loi, contre l'opposition des conservateurs. Le texte doit maintenant être renvoyé à la Chambre des lords, laquelle, en juillet 1998, avait repoussé ce même projet du gouvernement Blair de dépénalisation des relations homosexuelles à partir de 16 ans. – *(AFP.)*

■ **MAURITANIE : le dirigeant de l'opposition,** Ahmed Ould Daddah, président de l'Union des forces démocratiques (UFD) de Mauritanie, a été inculpé, lundi 25 janvier, pour *« incitation à l'intolérance et atteinte à l'ordre public »* par le procureur de la République, a-t-on appris de source judiciaire. Deux autres personnes, arrêtées à la mi-décembre et libérés en même temps que M. Ould Daddah en janvier, ont également été convoquées et inculpées par la justice. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : le géant du gaz, Gazprom,** après avoir essuyé des pertes équivalentes à 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) pour 1998, envisage de licencier 10 % de ses effectifs, soit 35 000 personnes, selon Guennadi Ejov, porte-parole du président de Gazprom, Rem Viakhiriev, qui a dévoilé, samedi 23 janvier, les projets du monopole dans le journal moscovite de langue anglaise *Moscow Times*. – *(AP.)*

■ **Le chef kurde Abdullah Öcalan** *« a transité par la Russie »* après avoir quitté l'Italie le 16 janvier, a affirmé, lundi 25 janvier à Moscou, le chef du Front populaire de libération du Kurdistan, Mahir Valat. *« Notre leader se trouve désormais dans son pays de destination »* a-t-il ajouté, refusant d'indiquer où celui-ci se trouve. Les officiels russes ont toujours affirmé qu'Abdullah Öcalan n'était pas passé par le territoire russe. – *(AFP.)*

■ **CONSEIL DE L'EUROPE : Lord Russel-Johnston,** (libéral-démocrate écossais), a été élu, lundi 25 janvier à Strasbourg, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avec 209 voix sur 255. Âgé de 66 ans, il remplace la démocrate-chrétienne allemande (CDU), Leni Fischer. L'Assemblée parlementaire, qui se réunit en session plénière quatre fois par an pendant une semaine, constitue l'instance délibérante du Conseil de l'Europe. Ses membres sont délégués par les Parlements nationaux des 40 Etats-membres. – *(Reuters.)*

Deux sommets européens pour l'Agenda 2000

BRUXELLES. Les Quinze multiplient les réunions pour essayer de parvenir à un accord politique sur l'Agenda 2000 lors du Conseil européen extraordinaire des 24 et 25 mars, lequel se tiendra à Berlin et non à Bruxelles comme prévu initialement. La présidence allemande vient d'annoncer qu'une première rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement aurait lieu le 26 février, près de Bonn. Il s'agit d'accélérer le rythme de la négociation.

Lors de l'échange de vue auquel a procédé, lundi 25 janvier, le Conseil des affaires générales l'Italie a rejoint le camp, désormais majoritaire, de ceux qui sont favorables, pour la période 2000/2006, à un plafonnement des dépenses au niveau de 1999. La France a réaffirmé sa proposition de réduire les dépenses agricoles, lesquelles, selon Pierre Moscovici, le ministre des affaires européennes, pourraient être *« significativement moins élevées en 2006 qu'en 1999 »* grâce à une dégressivité des aides directes. Les Français soumettront dans les prochains jours à leurs partenaires des scénarios chiffrés permettant d'évaluer les effets concrets de la réorientation de la PAC qu'ils proposent. – *(Corresp.)*

Gerhard Schröder reporte l'examen du projet de loi sur la sortie du nucléaire en Allemagne

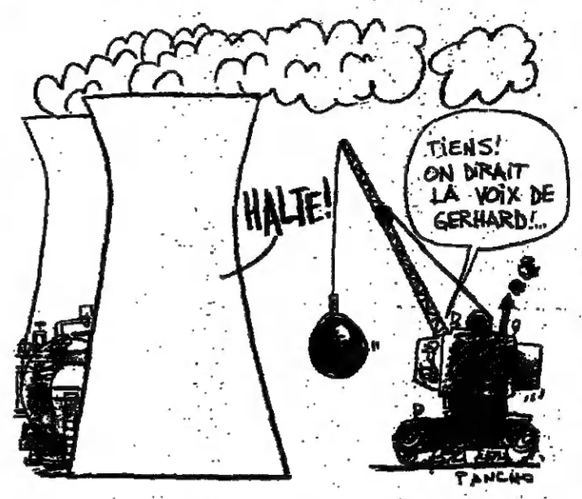
Le retraitement des déchets pourrait se prolonger plus longtemps que prévu

Après avoir paru s'accorder avec les Verts sur la sortie du nucléaire, le chancelier allemand Gerhard Schröder a décidé de repousser les échéances. Après avoir rencontré les producteurs d'électricité, Bonn a annoncé le report du projet de loi déposé par le ministre de l'environnement, Jürgen Trittin. Selon la presse, le retraitement des déchets en France et en Grande-Bretagne pourrait se prolonger.

BONN
de notre correspondant

Le chancelier allemand Gerhard Schröder fait machine arrière sur la sortie du nucléaire. Il a annoncé, lundi 25 janvier, l'ajournement de la loi sur l'abandon de l'atome élaborée par son ministre de l'environnement, Jürgen Trittin (Verts). Le projet de loi, qui devait être adopté en conseil des ministres, mercredi, ne le sera pas avant trois semaines, a indiqué, Uwe-Kartsen Heye, porte-parole du gouvernement, expliquant qu'il était nécessaire de *« clarifier de très nombreuses questions »*, notamment les conséquences juridiques, nationales et internationales, de l'abandon de l'atome. En réalité, Gerhard Schröder cède à la pression des producteurs d'électricité allemands, rencontrés de manière informelle, lundi matin, qui menaçaient de boycotter les négociations pour sortir du nucléaire. Celles-ci se sont ouvertes, mardi dans la matinée, à la chancellerie. La décision du chancelier est le deuxième camouflet infligé à M. Trittin, qui représente l'aile gauche du parti des Verts. En décembre déjà, M. Schröder lui avait demandé de revoir sa copie.

Un article essentiel de la loi pose problème : celui qui interdit à compter du 1er janvier 2000 le retraitement des combustibles irradiés à l'étranger, effectués à la Hague par la Cogema et à Sellafield par BNFL. Cette date butoir, qui ne figure pas dans le contrat de coalition signé en octobre 1998 par les Verts et le Parti social-démocrate (SPD), avait été adoptée, à la surprise générale, par la direction des deux partis le 13 janvier. En obtenant cette concession, les Verts croyaient avoir trouvé un moyen d'accélérer la sortie de l'atome en Allemagne, dont chacun croyait qu'elle serait très lente. Le porte-parole de M. Trittin a estimé, lundi, que la décision de M. Schröder représentait *« une déviation du contrat de coalition »*, mais le ministère est revenu sur cette déclaration, qui risquait d'aggraver la crise gouvernementale.



Pour les électriciens, l'interdiction du retraitement à compter du 1er janvier 2000 signifiait la « rupture de la paix » promise en décembre par le chancelier pendant la période de négociation. Elle équivalait à une volonté d'étouffer les centrales en les empêchant de recycler leurs combustibles.

Selon la presse allemande, les électriciens ont obtenu du chancelier de pouvoir poursuivre le retraitement des déchets à l'étranger pendant une période de trois à cinq ans, le temps de construire des centres de stockage intermédiaires à proximité même de leurs réacteurs. La construction de ces centres ne pose pas de problème technique, mais leur autorisation prend souvent plus de trois ans, les associations écologistes multipliant les initiatives juridiques pour empêcher leur création. On ne sait pas encore si la date du 1er janvier 2000 est définitivement abandonnée ou si le futur projet de loi prévoira seulement une dérogation, le temps que les centrales disposent de capacités de stockage propres. Le chancelier, qui ne veut pas verser un franc de dommages et intérêts pour sortir de l'énergie atomique, est obligé de négocier avec les électriciens, dont les droits de propriété sont protégés par la Constitution. *« Le gouvernement ne veut pas payer de dommages et intérêts. Cela veut dire que nos centrales tourneront tant que cela sera économiquement rentable »*, affirme un électricien.

INCERTITUDES JURIDIQUES

Second problème : des incertitudes juridiques pèsent sur la loi Trittin. Ce dernier, appuyé par le chancelier, claironnait depuis deux semaines que les électriciens n'auraient pas à payer de dommages et intérêts à la Cogema et BNFL. Ils n'avaient qu'à invoquer la force majeure provoquée par le changement de la loi, ce qui a provoqué un tollé en France et en Grande-Bretagne. La réalité est moins simple : M. Trittin n'a consulté le ministère de la justice pour étudier le dossier qu'en milieu de semaine dernière et ses experts ne rendront leur verdict que dans cinq à six semaines. Il n'est pas certain que l'Allemagne ait le droit de déclarer caduc les accords de retraitement. Le projet Trittin pourrait être en contradiction avec des accords pris entre la France et le gouvernement Kohl, violerait un échange de lettres entre les deux gouvernements, publiées au *Journal officiel* en 1990, mais dont on ne sait encore s'il a valeur de traité entre Etats. Selon une consultation de droit commandée par le ministre-président de Bade-Wurtemberg, Erwin Teufel (chrétien-démocrate, opposition), l'interdiction du retraitement violerait en outre le traité Euratom, qui autorise le libre transport de matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques. Enfin, note le quotidien *Berliner Zeitung*, la loi allemande – en vertu du principe de territorialité – ne s'appliquerait pas aux combustibles allemands encore non retraités, mais déjà stockés en grande quantité sur le sol français. Devant tant d'incertitudes, le ministre à la chancellerie, Bodo Hombach (SPD), avait fait preuve dès la semaine dernière d'un ton plus conciliant face à ses partenaires, parlant dû 1er janvier 2000 comme d'une date de départ de négociation.

Surtout, la France et la Grande-Bretagne peuvent menacer de renvoyer immédiatement une centaine de convois de déchets vers l'Allemagne, ce qui ne manquera pas de créer un fort trouble politique outre-Rhin. Les ministre-président sociaux-démocrates de Basse-Saxe et de Rhénanie du Nord-Westphalie, qui abritent les centres de stockage de déchets de Ahaus et Gorleben, ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas de tels convois. Les Verts prétendent que les militants antinucléaires ne bloqueront pas les convois, s'ils savent qu'il s'agit des derniers. Mais de nombreux mouvements anti-atome voient au contraire là l'occasion de redoubler d'activisme pour bloquer définitivement le nucléaire. Cet argument plaide en faveur du maintien provisoire du retraitement des déchets à l'étranger. Quitte à demander à la Cogema de *« vitrifier »* les déchets en vue de leur stockage définitif, au lieu de les *« retraiter »*.

Arnaud Leparmentier

La guerre de la banane continue entre Bruxelles et Washington

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Plus que jamais, l'impasse persiste dans la guerre de la banane que se livrent les Etats-Unis et l'Union européenne devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Chacun des deux camps s'en tenant obstinément à ses positions, l'organe de règlement des différends, convoqué lundi 25 janvier, au siège de l'OMC à Genève, pour tenter de rapprocher les points de vue, n'a même pas pu commencer ses délibérations, faute d'accord sur l'ordre du jour.

La principale pierre d'achoppement a été, d'emblée, la demande formulée par les Etats-Unis d'obtenir l'autorisation d'imposer des sanctions commerciales à certains produits européens pour amener Bruxelles à modifier son système d'importation de bananes. Concernés au premier chef par les menaces américaines, des pays comme Sainte-Lucie pour les Caraïbes et la Côte d'Ivoire pour l'Afrique sont immédiatement montés au créneau afin de s'opposer vigoureusement à l'inscription de ce point litigieux à l'ordre du jour. Soutenus par l'Union européenne, les représentants des pays producteurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui bénéficient de facilités d'accès au marché européen, ont fait valoir que les Etats-Unis ne pouvaient pas appliquer de mesures de rétorsion tant que la commission d'arbitrage mise en place le 12 janvier pour juger de la conformité du nouveau système d'importation de bananes introduit par Bruxelles ne se serait pas prononcée.

LABORIEUSES TRACTATIONS

Rien n'y a fait : ni les efforts de médiation déployés par le directeur général de l'OMC, Renato Ruggiero, ni les laborieuses tractations de dernière minute n'ont permis de sortir de l'ornière. Dans l'espoir de désamorcer le conflit, M. Ruggiero avait avancé, dès vendredi, une première proposition de compromis prévoyant de soumettre à un arbitrage commun aussi bien le nouveau régime européen d'importation de bananes que les sanctions commerciales annoncées par Washington. Les Etats-Unis n'ont rien voulu entendre, renouvelant au contraire leur volonté de prendre des sanctions contre Bruxelles.

Estimant que l'Union européenne a pris la décision *« d'arrêter le fonctionnement de l'OMC en bloquant l'approbation de cette réunion pour tenter d'empêcher les Etats-Unis d'exercer leurs droits »*, Charlene Barshefsky, représentante américaine pour le commerce, a exprimé l'espoir que la réunion puisse avoir lieu mardi. Un autre responsable américain, cité par l'AFP, a estimé que *« la porte reste ouverte à une solution négociée »*. Jugeant insuffisantes les concessions européennes, les Etats-Unis envisagent d'imposer, à partir du 1er février, des droits de douane de 100 % sur plus de 500 millions de dollars (431 millions d'euros) de produits européens.

Washington estime que Bruxelles n'a pas suffisamment modifié son système d'importation de bananes après avoir été désavoué par un précédent arbitrage de l'OMC en 1997. Selon l'administration américaine, l'Union européenne continuerait d'accorder un traitement préférentiel aux pays ACP aux dépens des producteurs latino-américains majoritairement distribués par des multinationales d'origine américaine. Si les Etats-Unis – qui contrôlent déjà plus de 70 % du marché de la banane à travers leurs sociétés de distribution – devaient l'emporter, leur domination s'étendrait à l'ensemble du marché, laissant hors jeu les producteurs d'Afrique et des Caraïbes dont, pour certains, la banane demeure le principal produit d'exportation.

Jean-Claude Buhrer

Le pape a enflammé le stade Aztèque de Mexico

MEXICO
de notre envoyé spécial

Tous vêtus de blanc : telle avait été la consigne donnée pour le rendez-vous de la « jeunesse des Amériques », lundi 25 janvier au stade Aztèque de Mexico, dernière étape du pape avant de s'envoler vers Saint Louis, dans le Missouri (Etats-Unis). Cette grande coque ressemblait donc à un coffret nacré avec, en son cœur, l'énorme point rouge du podium et un siège doré pour celui qui allait devenir pendant trois heures le centre de tous les regards : Jean Paul II, vedette inhabituelle d'une rencontre qui n'était pas sportive, mais évangélique.

Ils étaient 120 000 fidèles à avoir pris place dans le célèbre stade pour entendre le souhait du pape que l'Amérique devienne *« le continent de l'espérance »*. Un millier de personnes venues de 36 pays, des retransmissions en direct, sur écrans géants, de plusieurs capitales américaines, renforçaient la dimension internationale de cette grande communion. Des scènes théâtrales sur quatre pyramides tronquées, aux quatre angles du terrain, retraçaient l'histoire du Nouveau Monde, des civilisations précolombiennes à l'arrivée des Espagnols avec leurs croix et leurs fusils. Ce condensé des péripéties qui ont marqué ces terres colonisées était complété par des images vidéo de violences, puis de paix. C'était le raccourci symbolique d'un millénaire à l'aube d'un autre, avec délivrance de recettes pour qu'il soit meilleur. *« L'Immaculée vaincra »*, promettait un calicot.

Le show était kitch, mais la foule y a manifesté son entrain. Tout y était : du lâcher de colombes à la pluie de pétales, en passant par les ondulations en vagues successives et les flammes des briquets. Ce fut une fête vivante, joyeuse, qui a séduit le pape, touché ce vieillard devenu l'objet d'une adulation de la jeunesse. *« Juan Pablo, tu peux compter sur moi ! »*, lui faisait savoir une banderole brandie dans cette foule blanche. *« Ça se voit, ça s'entend, le pape est présent »*, scandaient, sans se lasser, les tribunes transcendées par cette figure unique et fragile.

Le podium a opéré une lente rotation de 360 degrés afin que tous les participants puissent voir le pape en face. Reprenant les paroles du Christ, Karol Wojtyla leur a dit alors : *« Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde. »* Puis il s'est adressé, en termes forts, à ceux qui, pour lui, représentent l'espoir : *« Vous, les jeunes de Mexico et d'Amérique, vous devez faire en sorte que le monde qui vous sera un jour confié soit orienté vers Dieu et que les institutions politiques ou scientifiques, financières ou culturelles se mettent au service authentique de l'homme, sans distinction de races ni de classes. »*

Michel Bôle-Richard

Le mécontentement social gronde en Roumanie malgré l'accord conclu avec les mineurs

Les syndicats annoncent des mouvements de grèves pour février

Le gouvernement roumain compte beaucoup sur les prêts internationaux à venir pour assurer le paiement cette année du service de sa dette extérieure, soit 2,8 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros) sur un total de 10 milliards, mais il doit aussi faire face au mécontentement social qui tend à se propager à d'autres catégories que les mineurs, avec lesquels le premier ministre a choisi de négocier.

BUCAREST
de notre correspondant

Quatre jours après l'accord conclu entre le premier ministre roumain, Radu Vasile, et le chef des mineurs de la vallée du Jiu, Miron Cozma, le contenu de celui-ci demeure flou. D'après Miron Cozma, la vallée du Jiu va bénéficier d'un fonds de 200 millions de dollars (172 millions d'euros), affecté à des projets de développement régional. Le financement sera assuré, selon lui, par le programme phare de l'Union européenne. L'accord garantirait aussi à chaque mineur qui a participé à la marche forcée vers Bucarest une augmentation de salaire de 10 %, sauf aux *« lâches »*. Les *« lâches »* – c'est-à-dire ceux qui n'ont pas suivi *« l'étoile du matin de la vallée du Jiu »* – n'auront rien. Aucun mineur ne sera mis au chômage sauf à recevoir en échange un emploi sur mesure. Ce résultat aurait été notifié dans un protocole voué au secret un mois durant, selon le chef des mineurs. Tellement secret que celui-ci n'a pas pu s'empêcher d'en faire part à ses collègues, en rentrant à Petrosani, dans la vallée.

ÉVITER L'ESCALADE

« Si un autre gouvernement veut se débarrasser des mineurs, il devra nous embaucher comme gendarmes. Nous avons démontré que nous pouvions être meilleurs que ceux qui ont essayé de nous arrêter », a ironisé le chef des mineurs. Le seul engagement qu'il reconnaît avoir pris face aux autorités, c'est de réduire de 20 % par an les pertes de la compagnie nationale de la houille, afin qu'elle devienne rentable d'ici cinq ans.

Le premier ministre, qui vient de démentir l'existence d'un protocole signé avec le chef des mineurs, pourrait être confronté à une vague de protestations. *« Si quelqu'un s'imagine que c'est fini, il se trompe »*, lançait hier Dumitru Costin, chef du bloc national syndical (BNS). Réunies d'urgence par le président Emil Constantinescu, samedi 23 janvier, cinq centrales syndicales ont commencé des négociations avec Radu Vasile. Cette initiative présidentielle vise à désamorcer les éventuels conflits entre les syndicats et le gouvernement, afin d'éviter une escalade des tensions accumulées depuis l'aventure des « gueules noires ». La patience des syndicats semble à bout, mais le moment choisi pour protester – des grèves générales sont annoncées pour la mi-février – ne fait pas l'affaire du gouvernement.

Car la Roumanie ne peut accélérer les réformes sans un soutien solide des organismes de financement internationaux. La Banque mondiale a été la première à réagir en octroyant au gouvernement, mercredi 20 janvier, un prêt de 10 millions de dollars pour la création d'emplois (le chômage touche 9 % de la population active). Une délégation du Fonds monétaire international doit arriver à Bucarest en février pour négocier un prêt de 540 millions de dollars. La Roumanie compte obtenir des prêts internationaux d'une valeur de 1 milliard de dollars, pour assurer le paiement, cette année, de 2,8 milliards de dollars de sa dette extérieure, qui s'élève au total à environ 10 milliards.

Mais ces problèmes ne semblent pas intéresser Miron Cozma, conscient de vivre dans une Roumanie orthodoxe à 87 %. Son confesseur, l'archevêque Jean, qui était présent lors des négociations avec le premier ministre, proclame : *« Même si les mineurs vivent sans jamais voir le ciel, ils sont près de Dieu. »* Très respectée en Roumanie, l'Eglise orthodoxe entend s'impliquer de plus en plus dans l'espace public. Mais, avant Dieu, la Roumanie devra s'entendre avec le Fonds monétaire international.

Mirel Bran

Le premier ministre russe place ses proches

Les nouveaux promus sur des postes-clés du pouvoir sont pour la plupart des anciens des services de renseignement

MOSCOU
de notre correspondant

Evgueni Primakov, soixante-neuf ans, n'est pas candidat à la succession de Boris Eltsine. Mais le premier ministre russe place ses proches à des postes-clés du pouvoir. La dernière nomination en date a été annoncée, lundi 25 janvier : le général Iouri Kobaladze, porte-parole du service des renseignements extérieurs (le SVR, héritier du département extérieur du KGB), devient le numéro deux de la première agence de presse russe, Itar-Tass.

Ancien espion soviétique, le général Kobaladze a travaillé à Londres de 1977 à 1984, comme cameraman puis comme correspondant de Gosteleradio – le monopole d'Etat soviétique. Interrogé par l'AFP, le nouveau premier vice-directeur d'Itar-Tass a expliqué qu'une *« expérience d'agent secret est utile partout »*. « Les renseignements extérieurs prennent le pouvoir », titrait, le 20 janvier, le quotidien russe *Sevodnia*. De hauts responsables du SVR, service que M. Primakov dirigea de 1992 à 1996, ont été promus dans deux secteurs sensibles : les médias et les entreprises d'Etat pourvoyeuses de devises.

Le 27 novembre 1998, Grigori Rapota était nommé à la tête de Rosvooroujenie, organisme chargé des exportations d'armes. M. Rapota travailla de longues années avec M. Primakov comme vice-directeur du SVR de 1993 à 1998. En décembre, M. Primakov a pris la tête de la commission qui coiffe l'ensemble des activités d'armement et d'équipement.

Un autre ancien du SVR, Lev Kochlakov, qui travailla avec M. Primakov jusqu'en 1994, a été nommé en décembre 1998 au VGTRK. Cette compagnie d'Etat contrôle la deuxième chaîne de télévision du pays, RTR, la première radio, Radio-Russie, et plusieurs télévisions et radios régionales. M. Kochlakov y est directeur de l'information, supervisant les secteurs politique, société et le réseau de correspondants à l'étranger.

Dès sa nomination en septembre, M. Primakov avait verrouillé quelques positions dans l'appareil d'Etat. Iouri Zoubakov, autre vice-directeur du SVR de 1992 à 1996, fut nommé à la tête de l'administration gouvernementale. Enfin, M. Primakov a soutenu, fin septembre, la nomination de Nikolaï Bordiouja, ancien du KGB, au poste de secrétaire du conseil de sécurité. M. Bordiouja a ensuite connu une nouvelle promotion : depuis le 7 décembre 1998, il dirige au Kremlin l'administration présidentielle.

François Bonnet

Les barrages paysans se multiplient en Pologne

VARSOVIE
de notre correspondant

Des paysans mécontents de la baisse de leurs revenus, qu'ils attribuent en particulier aux importations venues de l'Union européenne, ont établi pendant toute la journée de lundi 25 janvier plus d'une centaine de barrages sur les routes polonaises, bloquant plusieurs grands axes routiers : les routes Varsovie-Gdansk, Varsovie-Poznan et Varsovie-Katowice, ainsi que d'importants passages frontaliers avec l'Allemagne, la République tchèque et l'enclave russe de Kaliningrad.

Les protestataires, pour la plupart membres d'une organisation radicale, Autodéfense paysanne, n'étaient en fait que quelques milliers ; mais leurs barrages, faits de herses, de pneus enflammés, étaient souvent très étanches, et ont provoqué de graves perturbations sur un réseau routier déjà très encombré en temps normal. Le porte-parole du gouvernement a accusé le chef d'Autodéfense paysanne, Arnold Lepper, de chercher délibérément à provoquer une réaction violente de la police.

Cette protestation radicale, soutenue sur le plan politique par le parti paysan PSL qui se trouve dans l'opposition, s'ajoute pour le gouvernement à une série de difficultés : l'important train de réformes introduit au début de l'année se met en place avec difficulté, tout particulièrement la réforme de la santé, entreprise très délicate compliquée par les réticences du corps médical et une grève très dure des anesthésistes.

De plus, les agriculteurs polonais, qui représentent le quart de la population, connaissent de réels problèmes : leur revenu a sensiblement baissé au cours de l'année écoulée et la chute des cours (de la viande tout particulièrement) met en péril ceux qui ont essayé de moderniser leurs exploitations en contractant des emprunts. La crise qui affecte la Russie – qui est de loin le premier acheteur de produits agricoles polonais – a provoqué depuis six mois un fort recul des exportations, une accumulation de stocks et une baisse des prix. Et les importants programmes d'aide alimentaire à la Russie, envisagés tant par les Etats-Unis que par l'Union européenne, suscitent de grandes inquiétudes en Pologne, dans la mesure où il s'agirait de ventes subventionnées et appuyées par d'importants crédits.

Jan Krauze

Divergences occidentales sur la crise du Kosovo

LA CONCERTATION internationale se poursuit sur le Kosovo, mais il n'y avait pas encore, mardi 26 janvier, de consensus sur la stratégie à adopter. Signe de divergences, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright – en visite à Moscou et qui doit se rendre jeudi à Londres et vendredi à Paris – n'avait pas encore officiellement accepté de participer à une réunion du groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie, comme le lui demandent les Européens.

Lundi, le Quai d'Orsay avait affirmé que ce groupe – qui rassemble les représentants de six pays : Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie – se réunirait au niveau ministériel *« cette semaine »*. Quelques heures plus tard, le porte-parole de Mme Albright indiquait qu'elle n'avait *« pas décidé pour le moment de participer »* à une telle réunion, sans toutefois l'exclure. *« Une réunion de ce type doit être bien préparée »* pour *« donner des résultats »*, expliquait un haut responsable américain.

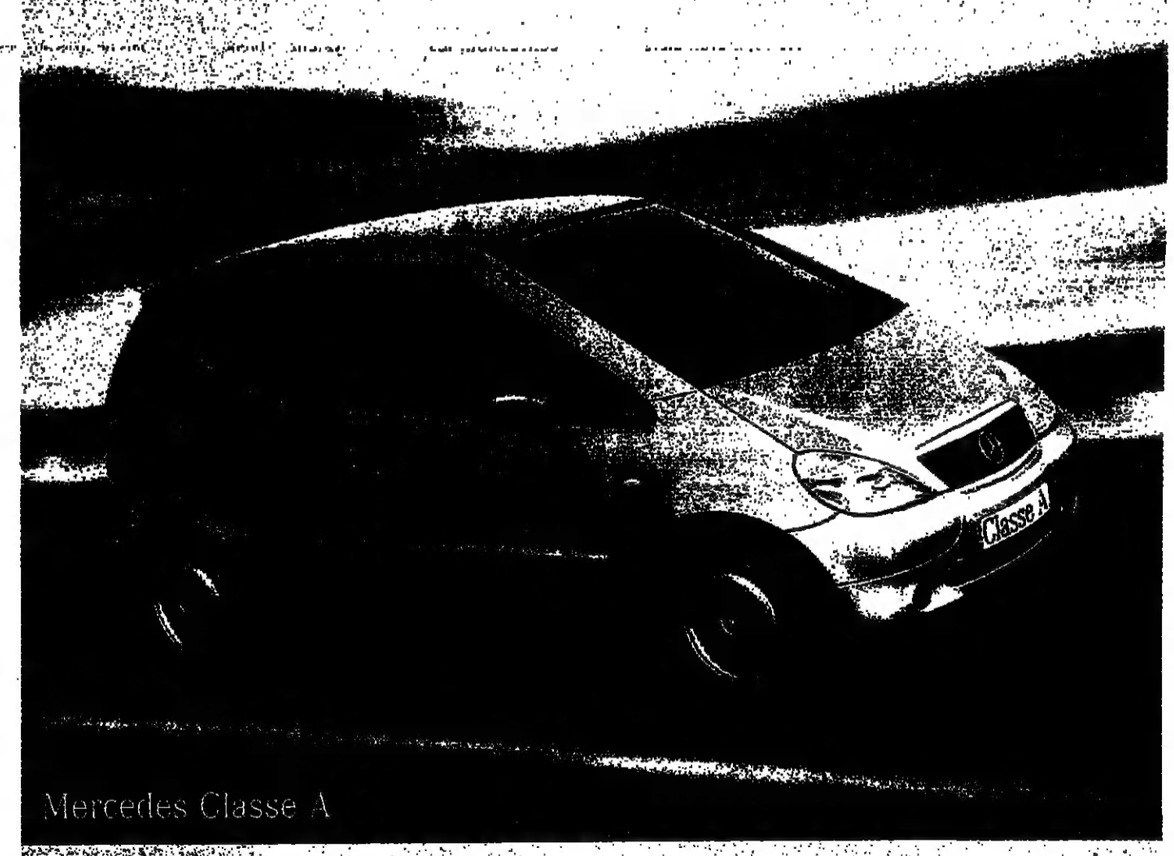
Les divergences étaient apparues, il y a quelques jours, lors d'une réunion de l'OTAN à Bruxelles. Les Etats-Unis avaient proposé à leurs alliés européens de commencer par chercher un accord sur un règlement auprès des Albanais du Kosovo, puis de l'imposer à la partie serbe sous la contrainte d'un ultimatum de quatre jours menaçant de frappes aériennes.

Plusieurs Etats européens avaient jugé qu'il était trop tôt pour s'engager dans cette voie et estimé qu'il fallait d'abord que le groupe de contact tente une nouvelle fois de nouer la négociation entre les deux parties sur un projet d'autonomie pour la province.

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, réunis lundi à Bruxelles, ont approuvé cette seconde démarche. Ils ont souhaité que le groupe de contact lance une *« invitation pressante »* aux autorités yougoslaves et aux indépendantistes albanais à négocier une solution politique dans le cadre d'une conférence internationale. Les ministres européens ont estimé, selon un diplomate, que cette *« invitation »* devait s'accompagner de pressions sur les deux parties, sous la forme d'un *« avertissement »* de l'OTAN à Belgrade (mais pas d'un ultimatum à ce stade) et de la menace de *« couper les vivres »* à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), en tarissant ses sources d'approvisionnement étrangères.

Pour Jacques Chirac, le groupe de contact doit se réunir afin de donner *« une dernière chance à la diplomatie »*. Le président français, qui s'est entretenu lundi avec le président du Conseil italien Massimo D'Alema, se rendra à Londres, jeudi, pour un dîner avec le premier ministre Tony Blair. La perspective d'avoir à déployer une force terrestre au Kosovo pourrait être évoquée. Selon le *Washington Post* du 24 janvier, elle est déjà en discussion entre Washington et les capitales européennes. La mission de vérification de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a par ailleurs indiqué que les corps de cinq Albanais, tués par balles, ont été découverts lundi dans l'ouest du Kosovo.

Claire Tréan



Mercedes Classe A

1 500 F/mois entretien compris*.
La tranquillité n'est plus une option.

Pour 1 500 F/mois, vous pouvez désormais vous offrir une Mercedes Classe A 140 Classic boîte mécanique, avec en série tous les équipements de sécurité Mercedes : les AIR-BAGS MERCEDES conducteur et passager, l'ABS (système antiblocage de roues), l'ESP (régulation de comportement dynamique), l'ASR (régulation antipatinage) ainsi que le BAS (freinage d'urgence assisté).

Prix hors options au 19/09/98 de 109 800 F TTC financé en location avec option d'achat avec un dépôt de garantie de 10 000 F et un premier loyer de 19 767 F TTC suivi de 36 loyers de 1 500 F TTC et d'une option d'achat de 56 931 F TTC pour 50 000 km. Coût total hors assurances facultatives de 126 628 F TTC et de 130 698 F TTC avec les assurances décès et complémentaire financement étoile. Offre valable du 15 janvier au 31 mars 1999 pour les véhicules livrables avant le 30 avril 1999 sous réserve d'acceptation du dossier par Mercedes-Benz Financement. *Suivant prestations prévues dans le contrat service entretien Classe A pour 50 000 km. Modèle présenté avec options.

Mercedes-Benz
fait avancer l'automobile

Minitel 3615 www.mercedes.fr

هكذا منذ الأصل

GOUVERNEMENT *Lionel Jospin a arrêté les arbitrages qu'il rendra, mercredi 27 janvier, lors de la deuxième réunion du conseil de sécurité intérieure, consacrée à la délinquance des mineurs. Après s'en être entretenu, notamment, avec Jean-Pierre Chevènement, le premier ministre a décidé de ne pas suivre le ministre de l'intérieur dans sa demande de modification de la législation concernant les mineurs.* ● *LE PREMIER MINISTRE tient compte, en revanche, des observations de M. Chevènement sur les structures d'accueil des délinquants récidivistes, dont les missions seront définies de façon plus rigoureuse et les moyens renforcés.* ● *LES SOCIALISTES EUROPÉENS sont partagés entre une approche répressive de ces questions, adoptée par les travaillistes britanniques, et une approche sociale, conservée par les gouvernements scandinaves (lire page 7).*

Sécurité : Lionel Jospin arbitre contre Jean-Pierre Chevènement

Le conseil de sécurité intérieure, qui se réunit mercredi 27 janvier, validera un renforcement des moyens et des crédits de la lutte contre la délinquance des mineurs, mais sans toucher à la législation, contrairement à ce que demandait le ministre de l'intérieur

NI L'AMITIÉ ni même l'estime ne changent rien à l'affaire. C'est en politique que Lionel Jospin s'apprête à rendre ses arbitrages dans la lutte contre la délinquance. Et il sait déjà que les annonces qu'il fera, mercredi 27 janvier, après la réunion du conseil de sécurité intérieure (CSI), convoqué à 17 heures à l'hôtel Matignon, seront *largement défavorables au* ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement.

Les deux hommes ont confronté leurs points de vue lors d'un déjeuner, dimanche 24 janvier, au pavillon de la Lanterne, résidence versaillaise affectée au premier *ministre. M. Jospin a notamment* reproché à son hôte la forme de ses propos dans le débat sur la sécurité, qui en aurait grandement desservi le fond. Du coup, le chef du gouvernement juge qu'il n'a plus d'autre choix que de faire écho aux thèses défendues par la *ministre de la justice, Elisabeth* Guigou, au détriment d'une position qu'il aurait souhaitée, au départ, plus équilibrée. Le premier ministre a peaufiné le détail de son dispositif tout au long de l'après-midi de lundi, en compagnie, notamment, du directeur de son cabinet, Olivier Schrameck. L'axe principal de ses décisions tient en un développement des moyens à mettre en œuvre dans la lutte contre l'insécurité.

● **« Eloignement » des récidivistes.** Si l'ensemble des ministres s'accordent sur la nécessité d'éloigner les mineurs récidivistes des *lieux où ils sévissent, tous* constatent également le faible nombre de places dans les dispositifs éducatifs renforcés (DER) pour les accueillir. Le premier ministre est résolu à les augmenter significativement. Au nombre de quatre-vingts aujourd'hui, ces places en *DER devraient* passer à plusieurs centaines dans les prochains mois.

● **« Temps réel ».** De la même manière, la volonté de généraliser le traitement judiciaire des petits délits « en temps réel », déjà énoncée comme une priorité lors de la première réunion du CSI, le *8 juin 1998, devrait être réaffirmée.* Cela suppose l'embauche de magistrats et d'auxiliaires de justice. En 1998, 117 délégués du procureur, chargés de recevoir les mineurs fautifs accompagnés de leurs parents et de trouver avec eux des réparations immédiates, avaient été embauchés. Là encore, *leur nombre devrait augmenter* significativement.

● **Présence policière.** Ces mesures devraient être complétées par un renforcement de la présence policière autour des établissements scolaires des zones sensibles ou, encore, par une *augmentation de l'encadrement* administratif dans les écoles et les cités difficiles.

● **Crédits.** Tout cela suppose, évidemment, des moyens financiers. L'enveloppe globale que les services de Bercy ont été priés de constituer est évaluée à plusieurs centaines de millions de francs.

Ces mesures portent en elles les défaites de M. Chevènement. Le ministre de l'intérieur réclamait une modification de l'ordonnance de 1945, pour permettre la comparution immédiate des mineurs devant la justice. M. Jospin la refuse, privilégiant le développement des procédures de conciliation déjà prévues par la loi au travers, notamment, des délégués du procureur et des « mesures de réparation » qu'ils définissent avec les parents et les éducateurs. M. Chevènement voulait aussi que soit reconnue une compétence partagée *entre son ministère et celui de* la justice sur le traitement de la délinquance des mineurs. Là encore, le premier ministre repousse sa demande, laissant l'ensemble du dossier à Mme Guigou.

> L'enveloppe globale que Bercy a été prié de constituer est évaluée à plusieurs centaines de millions de francs

Malgré tout, le premier ministre demeure attentif à ne pas désavouer totalement le titulaire de la Place Beauvau. Ainsi, il a refusé, lundi, lors d'un déjeuner avec les responsables parlementaires de la majorité « plurielle », à l'hôtel Matignon, d'abandonner l'idée de « centres de retenue » pour jeunes délinquants, évoquée par M. Chevènement, le 10 janvier, sur TF 1. En fait, c'est le régime même des *DER qui pourrait être modifié,* dans le sens, bien sûr, d'une plus grande surveillance des mineurs concernés. De la même façon, l'hypothèse d'une mise sous tutelle des allocations à destination des familles dont l'un des membres a commis un délit – et non d'une suppression, comme avait pu le laisser penser un propos maladroit du ministre de l'intérieur –, est activement étudiée par le premier ministre. Déjà mentionnée dans les conclusions du CSI du 8 juin 1998, cette possibilité n'est pas appliquée sur le terrain. M. Jospin est pressé par de nombreux élus de remettre l'accent sur cette mesure et pourrait manifester son souhait, mercredi, de la voir se développer.

Ces précautions traduisent le souci politique du premier ministre de ne pas se couper de M. Chevènement. Celui-ci a expliqué, lors de leur déjeuner à la Lanterne, que ses amis du Mouvement des citoyens (MDC) accepteraient mal, après la réalisation de l'euro, que leur sensibilité ne soit pas davantage prise en compte dans ce débat sur la sécurité. Au point, a-t-il dit, de risquer *ne plus pouvoir contrer le* courant qui se développe en faveur d'une liste autonome du MDC pour *les élections européennes.* M. Jospin a entendu l'avertissement. Pour lui, une telle liste, inévitablement conduite par M. Chevènement, obligé alors de quitter le gouvernement, menacerait gravement la cohésion de la majorité. D'où son souci de réduire les arguments de ceux qui plaident sa constitution.

Cela l'amène d'ailleurs à prendre la défense de M. Chevènement dans sa polémique publique avec Daniel Cohn-Bendit *(lire ci-dessous).* Le député européen écologiste avait affirmé qu'à *la fin des années 50 le ministre* de l'intérieur avait appartenu au club de réflexion Patrie et Progrès, favorable à l'Algérie française (*Le Monde* daté 24-25 janvier). *« C'est faux ! »*, a dit M. Jospin, lundi, lors du déjeuner de Matignon. *Je connaissais Jean-Pierre lorsqu'il était étudiant. Ses engagements politiques n'ont jamais été ceux-là. »*

Jean-Michel Aphatie

Les députés jospinistes se retrouvent sans s'organiser

PAS DE CHEF ni de structure. Encore moins – promis, juré ! – un courant. A la veille de la réunion du conseil de sécurité intérieure, et deux heures à peine avant l'audition de Jean-Pierre Chevènement par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, une quinzaine de députés *« jospinos »*, selon l'expression de Robert Gaïa (Var), devaient se retrouver en catimini, mardi 26 janvier, pour débattre, notamment, de la politique du gouvernement en matière de sécurité.

La formule de ce nouveau petit déjeuner hebdomadaire, qui se tient pendant que le ministre des relations avec le Parlement, le premier secrétaire du PS et les présidents des groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat sont réunis à Matignon autour de Lionel Jospin, a été inaugurée le 19 janvier. Entre la volonté de plusieurs députés socialistes – reprise à son compte par leur chef de file, Jean-Marc Ayrault – de voir le groupe se structurer politiquement, et le refus catégorique du premier ministre et du premier secrétaire du PS, François Hollande, de toute constitution d'un courant « jospiniste », la structure intermédiaire qui se met en place, sous l'œil vigilant du ministère des relations avec le Parlement, est des plus fragiles. Il a ainsi été rapidement mis un terme à la recherche – jugée dangereusement symbolique – d'un local extérieur au Palais-Bourbon pour abriter ces réunions : le petit déjeuner est servi dans un bâtiment de l'Assemblée.

SAVANT DOSAGE

La liste des participants à cette réunion hebdomadaire ne pouvait, toutefois, tourner le dos aux intentions de ses promoteurs. On y retrouve, donc, les *« têtes de pont »* – selon l'expression du rocardien Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne) – du bloc majoritaire jospino-rocardien, signataire de la motion de M. Hollande au congrès de Brest, en novembre 1997. Les jospinistes « pur jus » en sont, bien sûr, de même que les amis de Michel Rocard, de Pierre Mauroy ou de Martine Aubry. Les fabiusiens – un gros tiers du groupe socialiste – n'en sont pas, ni les représentants de la Gauche socialiste. Certains ex-poperénistes, comme Martine David (Rhône), sont susceptibles de passer le tamis de ce fin dosage et d'être prochainement accueillis.

Pour Marisol Touraine (Indre-et-Loire), il s'agit d'un rendez-vous *« très politique »*, au cours duquel ceux qui *« ont l'habitude de travailler ensemble »* doivent, tout en restant *« en prise avec les sujets qui préoccupent le groupe »*, réfléchir aux moyens de *« soutenir l'action du premier ministre ». « Nous avions besoin de rediscuter de politique »*, renchérit M. Gaïa, qui fait remarquer, comme d'autres participants, que les fabiusiens ont leurs propres instances de discussion. Vincent Peillon (Somme) a proposé en vain d'aller plus loin dans la *« structuration »* du groupe, mais aussi du parti, afin de donner une *« cohérence globale »* à cette entreprise.

Jean-Baptiste de Montvalon

Daniel Cohn-Bendit sous le feu des chasseurs et des chevènementistes

VALENCIENNES (Nord)
de notre envoyée spéciale

Sur un petit bristol aux armes de Saint-Amand-les-Eaux, Alain Bocquet (PCF) avait laissé un mot à *« mon cher Dany »*. Tenu d'assister à une réunion à Paris, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale ne pouvait pas, lundi 25 janvier, accueillir la tête de liste des Verts aux élections européennes dans sa *« bonne ville »*. La délégation a été reçue dans un club-house de la forêt de Saint-Amand par un adjoint du maire pour un « pot de l'amitié ». Daniel Cohn-Bendit en est reparti avec un panier plein de gaufres flamandes, de tripes du Valenciennois et les « amitiés » d'Alain Bocquet.

Le soir, à Valenciennes, M. Cohn-Bendit « faisait » sa première fac. Depuis les incidents de la Hague (*Le Monde* du 21 janvier), le candidat des Verts est entouré de policiers en civil et *de vigiles privés. A l'entrée de l'amphithéâtre,* des militants du parti de Jean-Pierre Chevènement ont déposé des tracts : *« Le MDC, courageuse avant-garde républicaine, maintient, dans la mêlée confuse qui résulte du règne de l'instant et de l'émotion-spectacle, une conception de la politique fondée sur le débat argumenté et la rectitude des comportements »*, dit le dépliant.

Le député européen va prendre la parole devant six cents étudiants et leurs parents quand des chasseurs se mettent à hurler et à siffler. Une centaine d'entre eux s'étaient massés à la porte de la faculté, avec des sacs de plastique plein d'œufs et d'avocats pourris. Les gendarmes mobiles ont laissé passer les « meneurs ». *« Je suis français, je ne veux pas d'un Allemand qui vienne m'emmerder ! »*, prévient Alex Barbeau, adjoint au maire d'Arleux et président de la Société de chasse des huttiers de la vallée de la Sensée. *C'est un personnage indésirable en France. »*

Par terre, des tracts d'un *« comité des chasseurs en colère »* dénoncent l'*« escroc »* qui *« n'a pas de nationalité, celui qui a été refoulé d'Allemagne, celui qui n'a toujours pas choisi sa patrie ». « Allez,* dit M. Cohn-Bendit, *prenez le micro pour qu'enfin nous puissions vous comprendre et qu'avec mes humbles moyens je puisse vous répondre ! »* Max Ruis, président des chasseurs côtiers du domaine public maritime du Nord, se fait le porte-voix des chasseurs en colère. *« La migration ne se fait pas au mois de février comme vous, Messieurs les écolos, vous le prétendez,* explique-t-il. *En 1968, il a fallu le bordel en France. Et il recommence ! »* M. Cohn-Bendit : *« Le problème que nous avons ensemble, camarades chasseurs, c'est que tous les hommes politiques qui ont voté pour la loi du 3 juillet 1998 sur la chasse savaient qu'ils étaient des opportunistes, que cette loi n'avait aucune valeur face aux directives européennes. »*

Après le départ des chasseurs, le député européen commente la situation à gauche. *« C'est normal que, dans une majorité, il y ait des bisbilles »*, dit-il. *« Mais M. Chevènement ? »*, demande une spectatrice. *« Ah ! si M. Jospin a besoin de M. Chevènement... Je laisse les partouzes se faire entre qui veut. »* Au premier rang, Guy Hascoët, député (Verts) du Nord, pâlit. Le lendemain, à Paris, c'est lui qui retrouvera ses collègues pour la traditionnelle réunion du groupe Radical, Citoyen et Vert.

Ariane Chemin

Les professionnels de l'enfance dénoncent les « dérives sécuritaires »

COMME ils l'avaient fait, en juin 1998, à la veille de la première réunion du conseil de sécurité intérieure (CSI) sur la délinquance des mineurs, les professionnels de l'enfance ont exprimé, lundi 25 janvier, *« leur profonde inquiétude et leur indignation devant la surenchère à laquelle se livrent les responsables politiques à propos de la délinquance des mineurs »*. Réunis en intersyndicale, l'Association française des magistrats de la jeunesse (AFMJ), les représentants des éducateurs (SNPES-PJJ, CFDT-Justice, FEN-UNSA), le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), la CGT-Pénitentiaire et la Ligue des droits de l'homme ont dénoncé les *« dérives sécuritaires »* du gouvernement et rappelé leur attachement à l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs.

Les professionnels de l'enfance s'inquiètent du ton adopté par Jean-Pierre Chevènement, y percevant un net tournant sécuritaire. *« La catégorie des jeunes délinquants est aujourd'hui désignée à la vindicte populaire,* s'indigne Hervé Hamon, président de l'AFMJ. *Il y a une contradiction fondamentale du ministre de l'intérieur, qui prône finalement un discours antirépublicain. Ce genre de propos a évidemment des conséquences : il ne peut que renforcer le fossé qui s'accroît déjà entre les jeunes et la police. »*

Les propositions de M. Chevènement ont été particulièrement mal accueillies par les syndicats. Ils estiment ainsi qu'une politique d'éloignement systématique des *mineurs délinquants, sans contenu* éducatif, s'apparenterait à une *« relégation des jeunes »*. Ils dénoncent également l'idée de supprimer les allocations familiales des parents des mineurs délinquants, qui *« reviendrait à leur supprimer toute source de revenu »* et à les *« jeter dans les bras de l'économie parallèle »*.

ÉTAT DE « GRANDE MISÈRE »

L'intersyndicale s'étonne que le CSI soit réuni de nouveau, mercredi 27 janvier, alors que les décisions du précédent n'ont *« pas encore été mises en œuvre »*. Les professionnels rappellent ainsi que la *« grande misère de la justice des mineurs »* ne fait que s'aggraver. *« Il y a aujourd'hui sept mille mesures éducatives en attente d'être exécutées, faute de moyens, contre quatre mille l'an dernier »*, affirme M. Hamon. *« Le ministère de la justice ne crée que cent dix postes d'éducateur en 1999, dont quatre-vingts remplaceront des départs à la retraite,* rappelle Françoise Laroche, secrétaire générale du SNPES-PJJ. *Il nous faut un recrutement exceptionnel d'éducateurs. C'est une exigence fondamentale si l'on veut que la justice des mineurs fonctionne enfin normalement. »*

Cécile Prieur

Au centre Le Coteau, à Vitry-sur-Seine, deux conceptions éducatives s'affrontent

« ENTRE réprimer et éduquer, il y a un troisième terme : la prévention par la psychothérapie. » Cette troisième voie, Gilbert Diatkine, psychiatre-psychanalyste, la pratiquait depuis près d'une trentaine d'années au centre psychothérapeutique Le Coteau - Georges-Amado, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), en suivant des enfants atteints d'importants troubles psychiques et comportementaux, d'intelligence normale mais en situation d'échec scolaire. Fin novembre 1998, M. Diatkine apprenait qu'il allait être licencié, de même que trois de ses confrères et une psychologue. Trois semaines plus tard, la mesure prenait effet. Les psychothérapies entreprises avec les enfants, dont certaines vieilles de plusieurs années, étaient interrompues sur-le- champ, au risque de provoquer un sentiment d'abandon chez les patients.

> **REPORTAGE**
> Un médiateur a été désigné pour tenter de démêler le conflit

Deux mouvements de grève du personnel plus tard, un médiateur, Jean-Pierre Martinez, président du Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées (Creai) d'Ile-de-France, a été désigné, vendredi 22 janvier, pour tenter de démêler un conflit qui dure depuis plusieurs mois. Le Coteau reçoit *cent soixante-dix* enfants en grande souffrance (dont soixante-dix en internat) qui sont suivis, ainsi que leurs familles, par des équipes pluridisciplinaires – assistantes sociales, psychologues, éducateurs, psychiatres, etc. Les décisions y étaient prises de manière concertée, personnel soignant et personnel administratif travaillant de concert. L'arrivée d'un nouveau directeur, Yvan Boutréau – qui ne souhaite pas s'exprimer dans la presse –, il y a un peu plus de deux ans, a mis un terme à ces pratiques.

« Le centre combinait la psychanalyse et l'éducation, il avait une technicité unique dans la région parisienne. On va le transformer en centre purement éducatif, s'insurge M. Diatkine. *Il y a évidemment des raisons économiques, mais il y a aussi la prise de pouvoir par un directeur qui suit un mouvement de pensée selon lequel la pathologie est due à des abus sexuels ; il a réussi à persuader les autorités que l'institution était maltraitante. »* Ce sont deux écoles qui s'opposent. D'une part, l'équipe d'origine, selon laquelle il faut imposer des limites aux enfants difficiles. D'autre part, une direction qui, selon une éducatrice, *« refuse d'imposer des règles aux enfants et qualifie les méthodes du personnel de "maltraitantes" »*. Les éducateurs ont assisté à des dérapages : des adolescents sont montés sur les toits, deux d'entre eux ont grimpé sur une grue de chantier. *« Les éducateurs se sont vu reprocher d'être intervenus en demandant aux enfants de descendre »*, témoigne l'éducatrice.

Le conflit a abouti à quatre licenciements. *« Nous étions considérés comme les chefs de file parce que nous étions les plus âgés »*, affirme M. Diatkine, qui, comme ses trois ex-collègues, a porté l'affaire devant les prud'hommes et a cité l'employeur, la Caisse régionale d'assurance-maladie d'Ile-de-France (Cramif), en référé, pour cessation de soins. La Cramif estime, quant à elle, que Le Coteau doit se soumettre aux normes de l'éducation spécialisée : recrutement en fonction de ses recommandations, et uniquement dans le Val-de-Marne ; renforcement des liens avec les familles. *« Les psychiatres auraient voulu que le centre soit un institut sanitaire, alors que c'est une institution médico-sociale »*, estime Alain Bénito, directeur adjoint à la Cramif. *« Ils veulent nous faire rentrer dans le moule, dans le monde des instituts de rééducation où on fait du gardiennage »*, estime pour sa part Aline Cohen de Lara, psychologue au centre.

Marie-Pierre Subtil

Les travaillistes britanniques convertis à la « tolérance zéro »

LONDRES
de notre correspondant

Responsabilité pénale à dix ans – huit en Ecosse ! –, procès publics, enfermement, couvre-feux, punitions, réparations : s'inspirant de l'expérience américaine dite de la « tolérance zéro », la Grande-Bretagne de Tony Blair s'est dotée de l'arsenal le plus répressif du siècle pour se protéger de ses enfants turbulents. Avec quels résultats ? *« Trop tôt pour le dire »*, répond Brendon O'Keith, directeur d'une « zone pilote » dans un quartier difficile de Londres. *« Quelques bonnes initiatives dans le catalogue, mais aussi des mesures préoccupantes, en parfaite violation de la convention des Nations unies sur les droits de l'enfant »*, s'inquiète Fran Russel, juriste à la Howard League for Penal Reform.

Retour sur quelques images insoutenables. Nous sommes en janvier 1998, au troisième étage du célèbre tribunal criminel de l'Old Bailey, à Londres. Sur le banc des accusés, trois garçons de dix ans, un autre de neuf. Pendant les débats, celui-ci suce son pouce. Les autres dessinent. Selon la loi de 1994 sur la justice criminelle et l'ordre public, les tribunaux ordinaires peuvent juger les mineurs accusés de crimes graves. Or – on a peine à le croire –, les quatre garçons dans le box sont soupçonnés de viol sur la personne d'une camarade de classe âgée de neuf ans. Elle est là, elle aussi, face au public et aux journalistes venus nombreux. Trois mois plus tôt, en octobre 1997, le gouvernement de Tony Blair a autorisé, et même encouragé, les magistrats à lever l'anonymat des délinquants juvéniles les plus sérieux. Une circulaire officielle, publiée en juin 1998, expliquera que *« la pratique précédente accordait trop d'importance à la protection de l'identité des jeunes délinquants aux dépens des victimes et de la collectivité »*.

Au tribunal, seule concession accordée au jeune âge des prévenus, les magistrats ont été autorisés à se dispenser de la perruque de crins de cheval qui impressionne tant les spectateurs de la justice anglaise. Pour le reste, même scénario et même distribution que dans tous les procès : un juge, des avocats, leurs assesseurs, des policiers en uniforme et un jury de douze personnes, huit hommes et quatre femmes ce jour-là. Finalement, au terme de trois jours de débats pendant lesquels les défenseurs des gamins auront eu tout loisir d'interroger et de contre-interroger la petite accusatrice – dans les pleurs qu'on imagine lorsqu'on apprendra qu'elle a effectivement été violée, plus tôt, et par un adulte –, les quatre inculpés seront acquittés faute de preuve. *« Chic !* marmonnera le plus jeune, *je vais pouvoir regarder "Star Trek" à la télé. »*

Qu'ont-ils compris, appris et retenu de la mauvaise pièce dans laquelle on les a traînés ? *« Sûrement pas grand-chose »*, s'indigne Me Russell. L'avocate, qui prépare pour les Nations unies, dont la Howard League est consultante, un rapport sévère pour ces nouvelles pratiques, déplore le gâchis. Naguère, la loi britannique reconnaissait jusqu'à quatorze ans la notion de *doli incapax*, c'est-à-dire, littéralement, *« incapacité à faire le mal »*. *« Désormais,* regrette Me Russel, *il n'existe plus aucun mécanisme permettant à la cour de vérifier que l'enfant déféré est capable d'intention criminelle et qu'il comprend la procédure dont il est l'objet. »*

Aux termes de la loi travailliste de 1998, intitulée *« Crime et désordre »*, un préadolescent de dix ans dont le comportement est jugé *« antisocial »* par un magistrat peut être soumis à un régime de liberté surveillée draconien : restriction de ses déplacements, présentation régulière au commissariat, etc. S'il viole la règle qui lui a été imposée, il peut être l'objet d'une peine d'enfermement d'un maximum de cinq ans. Pour la Howard League, le recours accru à la prison est le plus inacceptable. De 1995 à fin 1997 – dernières statistiques connues –, le nombre d'adolescents sous les verrous en Angleterre et au pays de Galles a augmenté de 17 %, pour atteindre 5 617. Faute d'établissements spécialisés, beaucoup de jeunes de quinze à dix-sept ans sont enfermés dans des pénitenciers pour adultes.

Un préadolescent de dix ans dont le comportement est jugé « antisocial » peut être soumis à un régime de liberté surveillée draconien

Pour faire face, le gouvernement travailliste a privatisé l'enfermement des jeunes de douze à quatorze ans : un contrat public pour la construction et la gestion de cinq établissements, dits d'*« apprentissage sécurisé »*, a été alloué à la société privée de sécurité Rebound. Sa première réalisation ouvre en mars 1998, à Medway, dans le Kent. Trois mois plus tard, c'est l'émeute. Les détenus, au nombre d'une quarantaine pour cent gardiens et administrateurs, se révoltent contre la dureté du règlement, les punitions, les coups, l'absence d'activités et de sorties dans la cour. Il faudra l'intervention de la police pour ramener un semblant de calme. Un rapport d'inspection diligenté par le gouvernement s'en prend à la direction de l'établissement. Entre avril et juin, juste avant l'émeute, le centre d'apprentissage sécurisé de Medway a remplacé le tiers de son personnel. Résultat : désorganisation et manque de suivi des pensionnaires. Pis, *« l'effet cumulatif d'un recours excessif à la force et l'inefficacité de traitement des intéressés semble renforcer l'attitude criminogène »* des jeunes détenus, ajoute le rapport.

Aux Communes, un député libéral-démocrate interpelle le gouvernement et l'invite à annuler la commande passée pour les quatre autres établissements ; mais les travaillistes, qui critiquaient fort l'idée même de Medway lorsqu'ils étaient dans l'opposition – *« des écoles du crime »*, disaient-ils alors –, n'ont pas d'alternative. Un deuxième centre sécurisé, géré par la même société, sera ouvert en mai. M. Blair a promis pendant sa campagne que son gouvernement serait *« tough on crime »* (« dur avec le crime »). Il l'est.

Patrice Claude.

Pour les Scandinaves, d'abord « un problème social »

Les autorités misent sur la prévention, associant la police, l'assistance éducative et l'école

STOCKHOLM
de notre correspondant en Europe du Nord

« Venez par ici, j'entends des cris. » Netti Bertilsson pousse la porte du parc cerné d'immeubles, dans le sud de Stockholm, et avance dans l'obscurité, suivie de ses deux camarades de ronde. Fausse alerte : quatre gamins de douze-treize ans qui se chamaillent. Anoraks bouffants et bonnets tombant sur les yeux, ils ne sont pas mécontents de voir les trois adultes les aborder. La cigarette au bec, ils perdent de leur arrogance pour raconter leurs problèmes scolaires. Le dialogue dure une dizaine de minutes puis on se salue.

« Ils nous connaissent déjà, ce qui sera un avantage pour nous dans quelques années, lorsqu'ils seront attirés par des jeux interdits », commente Netti. Cette assistante sociale de trente-trois ans fait partie d'une association d'adultes bénévoles, Les Mamans et les Papas en ville, qui passent leurs vendredis et samedis soirs à patrouiller dans les rues de dizaines de communes suédoises. Equipés de téléphones mobiles et d'une trousse de soins de première urgence, ils partent à l'écoute des jeunes et tentent de s'interposer en cas d'incidents.

L'association constitue un des maillons d'une politique de prévention qui, à l'échelle de la Scandinavie, a réussi, jusqu'à présent, à contenir les débordements de violence observés dans d'autres pays européens. La situation dans la région n'est pas pour autant idyllique. Frappés comme ailleurs par la crise économique, les pays scandinaves ont connu un taux de chômage élevé, dont pâtissent toujours les moins favorisés. Phénomène encore inconnu il y a une trentaine d'années, l'immigration a souvent été repoussée vers les banlieues suédoises, danoises et norvégiennes, qui, de plus en plus, prennent l'allure de ghettos. Dans un tel contexte, la délinquance juvénile a progressé, en particulier chez les moins de quinze ans.

Ces dernières années, quelques accrochages entre bandes rivales ou entre jeunes et forces de police ont troublé le calme des cités scandinaves, perturbé naguère par les seules beuveries du week-end. Ces incidents ont fait le jeu de partis xénophobes qui, en Norvège comme au Danemark, ont appelé à un durcissement de la législation. Ainsi, le Parti populaire danois a réclamé l'abaissement à douze ans de l'âge à partir duquel un mineur est jugé responsable de ses actes devant la loi et donc passible d'une peine de prison. Cet âge minimum est officiellement de quinze ans dans toute la Scandinavie, mais la pratique veut que la prison soit épargnée autant que possible à un jeune de moins de dix-huit ans.

Si les gouvernements ont nettement durci les conditions d'accueil des réfugiés, ils ont refusé jusqu'à présent d'adopter une politique répressive à l'encontre des jeunes délinquants. *« La Scandinavie reste un laboratoire social dans l'approche de ce phénomène »*, observe Nils Christie, professeur à l'Institut de criminologie d'Oslo. Traiter le mal à la racine : ainsi se résume la philosophie préventive des autorités, en dépit d'une mise en pratique parfois déficiente. La clé du dispositif passe par une collaboration étroite entre la police, les services sociaux et les écoles.

« INVESTIR DANS LES MINEURS »

Une des premières villes à l'avoir compris est Odense, commune danoise de 170 000 habitants, qui tenta l'expérience dès 1972. *« Quand nous savons que tel ou tel jeune sème le trouble, nous en informons les services sociaux, qui en discutent avec les parents pour trouver une solution »*, explique le commissaire Christian Sohn. Une recette qui, selon lui, a contribué à calmer de nombreux trublions en herbe. *« Ce n'est pas un problème d'ordre, c'est un problème social »*, dit-il. Tous les agents de police d'Odense doivent, en outre, rester au moins un an en poste dans un quartier de la ville. Ils y passent un tiers de leur temps à faire de la prévention dans les lycées, un autre tiers à patrouiller à pied ou à bicyclette, le reste étant réservé aux tâches administratives. Toujours au Danemark, un « contrat jeunesse » vient d'être inauguré, par lequel les délinquants interpellés *« s'engagent à aller à l'école ou à se livrer à des activités d'utilité publique »* au lieu d'être envoyés dans une maison de traitement, indique Britte Kyvsgaard, experte au ministère de la justice.

Les autres pays scandinaves ont suivi cet exemple. Au siège central de la police de Stockholm, les délégations étrangères se succèdent pour observer la coopération entre la brigade chargée de la délinquance juvénile et les assistants sociaux. Ceux-ci assistent aux interrogatoires des mineurs, puis les prennent à part, si possible avec leurs parents, pour évaluer les mesures sociales nécessaires. *« Nous fonctionnons comme un système d'alarme »*, résume l'un d'eux, Olli Puhakki. Seule une infime proportion de jeunes sont maintenus en détention en attendant leur procès. Une nouvelle loi à leur intention vient d'entrer en vigueur : elle permet aux tribunaux d'éviter de les condamner à la prison, en les envoyant dans des « maisons de jeunesse ». *« Il est plus rentable pour la société d'investir dans ses mineurs,* assure M. Puhakki, *parce qu'un criminel adulte lui coûtera beaucoup plus cher. »*

Antoine Jacob

La Poste, un service public ?

La Poste a entamé une réforme des tarifs d'affranchissement des abonnements de presse qui se traduit par une augmentation brutale.
C'est son droit. C'est aussi le nôtre de réagir en constatant l'aspect ciblé de cette augmentation qui touche tout particulièrement les journaux les moins lourds et donc souvent les moins chers dont Télé Z.

Télé Z voit ses coûts de distribution doubler en 1999 par rapport à ceux d'avant la réforme. Ils auront triplé en 2001 (1,60 F pour un prix de vente de 2 F). En revanche, ses concurrents seront à peine augmentés.

Certes, la Poste a mis en place un système de compensation pour les titres les plus touchés sur la base de "critères transparents, objectifs et incontestables" pour "traiter les évolutions excessives". Mais il ne couvre que 10 à 15% du préjudice subi. Aigre cerise sur le gâteau, pour 1999, la Poste propose d'instaurer un plafonnement par titre.
Journal le plus pénalisé : à nouveau Télé Z.

Voilà un service public qui change brutalement les règles d'un secteur économique et fausse ainsi la concurrence - sans apporter d'ailleurs la moindre justification.

On attend autre chose d'un service public.

Accessoirement qu'il défende les prix bas dans la Presse.

tele Z

2 249 067 ex. vendus chaque semaine dont 610 855 abonnés

(Source OJD 97/98)

هكذا منذ الأصل

هكذا من الأصل

La droite bloque au Sénat la parité voulue par Jacques Chirac et Lionel Jospin

L'égal accès des hommes et des femmes aux mandats et fonctions devra attendre

Le Sénat devait examiner, mardi 26 janvier, le projet de révision constitutionnelle visant à inscrire dans la Loi fondamentale le principe de l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électifs. La droite sénatoriale, majoritaire, refuse cette réforme voulue par Jacques Chirac et Lionel Jospin et entend se borner à une disposition incitant les partis politiques à favoriser cette égalité *(lire aussi notre éditorial page 15).*

BLOQUÉ ! Depuis quelques jours, déjà, les sénateurs de droite, majoritaires dans leur Assemblée, avaient annoncé la couleur : le texte destiné à *« favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et aux fonctions »* ne passerait pas par eux. Qu'importe que cette petite phrase, destinée à compléter l'article 3 de la Constitution, soit le résultat d'un compromis entre l'Elysée et Matignon. Qu'importe, aussi, que le président de la République et le *premier ministre en aient fait*, chacun pour son compte, l'un des signes de la modernisation des institutions. Qu'importe, enfin, que l'Assemblée nationale, à l'unanimité des députés de droite et de gauche (moins une abstention), ait voté le texte, en rendant même sa rédaction un peu plus contraignante que dans le texte cosigné par Jacques Chirac et Lionel Jospin : *« La loi détermine l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives »* (*Le Monde* du 17 décembre).

Mardi 26 janvier, les sénateurs s'apprêtaient à bouleverser l'esprit et les effets du projet en renonçant à compléter l'article 3 de la Constitution et, donc, à permettre le vote de lois visant à aider l'accès des femmes à la politique. En optant pour une modification de l'article 4 de la Constitution, ils laissent à la seule initiative des partis la possibilité de promouvoir l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats.

La réunion de la commission des lois, le 20 janvier, avait déjà donné un avant-goût des craintes et des motivations des sénateurs (*Le Monde* du 22 janvier). Alors que le rapporteur, Guy Cabanel (Rass. dém.), proposait seulement un retour au texte originel du gouvernement, permettant ainsi au Sénat d'*imprimer sa marque* sans renoncer à la volonté politique de départ, il est apparu que les sénateurs souhaitaient au contraire modifier le projet sur le fond. *« Non à la politique des quotas ! »*, ont lancé les représentants des groupes de la majorité sénatoriale. Les arguments les plus divers n'ont pas manqué.

« COMMUNAUTARISATION »

« Dans les anciens pays communistes, les quotas avaient permis la présence de 37 % [de femmes] *dans les assemblées, chiffre tombé à 6 % après le retour de ces pays à la vie démocratique*, a expliqué Patrice Gélard (RPR). *J'en déduis que les quotas ne correspondent pas à la volonté d'électeurs libres. »* Président de la commission des lois, Jacques Larché (RI) a souligné *« le risque de communautarisation »*.

Yves Fréville (Un. centr.) a exprimé sa crainte de voir *« apparaître de bons et mauvais modèles de scrutin »* ; en clair, l'instauration d'un scrutin proportionnel.

Les sénateurs de droite ont puisé aussi une part de leur argumentation dans les propos de la philosophe Elisabeth Badinter, épouse de l'ancien ministre et sénateur socialiste Robert Badinter. Entendue en décembre, Mme Badinter avait alors exposé son opposition à la parité qui, selon elle, va contre l'égalité républicaine. Contestant le bien-fondé du projet de loi – *« un texte de régression »*, avait-t-elle affirmé –, Mme Badinter avait suggéré aux sénateurs une modification de l'article 4 de la Constitution, qui traite du rôle des partis politiques, plutôt que de l'article 3, relatif à la loi. Robert Badinter s'est ensuite fait le relais de ces thèses au sein du groupe socialiste, puis en commission des lois.

Au sein de son propre groupe, l'ancien ministre paraît pourtant minoritaire. Une nouvelle audition de son épouse, puis une réunion exceptionnelle du groupe, lundi après-midi, étaient destinées à tenter de dégager une position commune, mais deux points de vue continuent de s'affronter. M. Badinter devait toutefois intervenir dans la discussion générale, alors que le président du groupe, Claude Estier, en harmonie avec le PS, soutient le projet de loi et accuse la majorité sénatoriale de *« conservatisme »*.

A droite, en choisissant de bouleverser le projet sur la parité, la majorité sénatoriale va contre un *texte voulu par l'Elysée*. Sénateur de Paris et relais de Jacques Chirac au Palais du Luxembourg, Maurice Ulrich (RPR) n'a pas, jusqu'ici, pris part au débat. *« Nous n'avons pas reçu le moindre signe montrant que le président serait en désaccord avec nous »*, expliquent le président du groupe des Républicains et Indépendants, Henri de Raincourt, et Patrice Gélard. Décidés à démonter le projet initial jusqu'au bout, les sénateurs pourraient même voter un amendement présenté par Christian Bonnet (RI), visant à supprimer toute mesure d'aide ou de contrainte financière aux partis.

La majorité, à l'Assemblée nationale, a assuré qu'elle n'acceptera pas la version du Sénat. Or une révision constitutionnelle nécessite un vote semblable des deux Chambres. Le gouvernement, qui prévoyait déjà d'organiser un congrès le 8 mars, date de la Journée internationale des femmes, peut renoncer à son calendrier.

Raphaëlle Bacqué

Rivalités feutrées au sein de la droite sénatoriale

LE GAULLISTE Christian Poncelet est-il, pour Jacques Chirac, un partenaire aussi fiable qu'a pu l'être son prédécesseur, le centriste René Monory ? S'ajoutant aux flottements de la majorité sénatoriale sur les précédents textes examinés au Palais du Luxembourg, le travail de sape effectué par la commission des lois sur le projet de loi sur la parité incite à s'interroger. Il y a peu, le président du Sénat assurait, dans nos colonnes (*Le Monde* du 16 janvier), que ce texte passerait *« sans difficulté »* majeure au Palais du Luxembourg. Las ! En proposant un chamboulement complet du texte adopté à l'Assemblée nationale et soigneusement négocié, au préalable, entre l'Elysée et Matignon, la droite sénatoriale a surpris tout le monde, jusqu'à l'entourage de M. Poncelet, où l'on admet n'avoir appris la teneur de son offensive qu'*« à la veille »* de la réunion de la commission des lois.

Cet épisode significatif n'est pas le premier. Déjà, en octobre, l'examen de la réforme du scrutin régional avait provoqué un malaise dans les rangs de la droite sénatoriale. Le dépôt, à la dernière minute, par les présidents de groupe RPR, centriste et Républicains et Indépendants (RI), d'une question préalable, dont l'adoption entraîne le rejet du texte sans discussion, avait pris de court la commission des lois. De la même façon, il était logique que l'examen, à la mi-décembre, de la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam mette aux prises, d'une façon ou d'une autre, europhiles et eurosceptiques. Encore ce débat aurait-il pu être un peu mieux orchestré : tour à tour, le président du groupe RPR, Josselin de Rohan, puis M. Poncelet, ont déploré publiquement qu'un *« accord préalable »* des présidents de groupe de la majorité sénatoriale en faveur d'amendements RPR – qui avaient reçu l'aval de l'Elysée – ait été *« rompu »* (*Le Monde* du 18 décembre). Retour de bâton ? L'offensive contre la loi d'orientation agricole menée par le RPR, qui a déposé, en solo, à la veille de l'examen de ce texte, quelque deux cents amendements, est qualifiée de *« gesticulation »* dans les rangs centristes.

« CERTAINS ONT DES AIGREURS D'ESTOMAC »

« Certains ont des aigreurs d'estomac », réplique M. de Rohan. Au Palais du Luxembourg, chacun, à l'instar du chef de file des sénateurs gaullistes, s'accorde à reconnaître que l'élection de M. Poncelet n'a pas encore été parfaitement « digérée ». Notamment dans les rangs centristes, où l'on a perdu le « plateau »... pour retrouver dans la foulée un nouveau chef de file, Jean Arthuis, non dénué d'ambition. L'ancien ministre de l'économie se félicite que *« les centristes* [soient] *davantage eux-mêmes »*, alors qu'il n'était *« pas simple »* pour eux, du temps de M. Monory, d'être *« le groupe du président »*. *« Il faut qu'on apprenne à travailler avec plus de méthode, à discuter entre nous avant de prendre position »*, souligne-t-il, en souhaitant que M. Poncelet *« laisse les groupes définir leur ligne politique »*. *« Il ne lui appartient pas de concilier les points de vue. Monory, lui, se tenait volontiers au-dessus de la mêlée ! »*, lâche-t-il.

« Par nature, Christian Poncelet est très interventionniste. S'il veut arbitrer à tous les coups, il aura du mal », reconnaît, sur ce point, M. de Rohan. Pour le reste, et tout en soulignant que la *« nervosité »* perceptible à l'approche des élections européennes n'arrange pas les choses, ce proche du chef de l'Etat réaffirme que *« le RPR restera le fer de lance de l'opposition, à l'Assemblée nationale et au Sénat »*. Chez les Républicains et indépendants – groupe composé en majorité de membres de Démocratie libérale –, on prend un malin plaisir à renvoyer dos à dos gaullistes et centristes. Et l'on suggère, incidemment, que les conditions de l'élection de M. Poncelet – élu au troisième tour après deux primaires successives à droite – ne lui auraient pas encore permis de trouver la légitimité suffisante pour faire taire les querelles.

Dans ce contexte, chacun brandit, faute de mieux, un communiqué signé le 21 janvier par Henri de Raincourt (RI), qui doit présider, jusqu'en mars, l'intergroupe de L'Alliance pour la France. Rédigé dans la tourmente de la préparation des européennes, ce texte *a minima*, qui a reçu l'aval des présidents de groupe de droite, affirme que *« dans l'esprit constructif qui a toujours marqué la concertation de la majorité sénatoriale, les groupes composant L'Alliance pour la France au Sénat apporteront leur contribution active aux efforts de l'opposition nationale pour retrouver la confiance des Français. »* De quoi rassurer l'Elysée...

Jean-Baptiste de Montvalon

La définition de la « pluriactivité » des agriculteurs est renvoyée à plus tard

LE SÉNAT reprend, mercredi 27 janvier, l'examen du projet de loi d'orientation agricole, entamé la semaine dernière et qui doit se poursuivre jusqu'au 2 février. Le rapporteur de la commission des affaires économiques, Michel Souplet (centriste, Oise) s'était, certes, déclaré *« favorable au principe d'une loi d'orientation, le contexte international et communautaire, ainsi que la situation de l'agriculture, rendant en effet urgente la définition de nouvelles orientations dans ce secteur essentiel »*.

Mais la commission avait formulé trois critiques majeures, d'ailleurs régulièrement relayées par la majorité des organisations syndicales et professionnelles : ce projet n'est pas suffisamment ambitieux ; le contrat proposé entre la société et l'agriculture est *« incertain »*, en raison du *« flou »* des dispositions sur le contrat territorial d'exploitation (CTE) et sur son financement et à cause du renforcement excessif du contrôle des structures des exploitations par l'administration ; enfin, les enjeux internationaux du secteur ne sont pas suffisamment pris en compte.

Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche, avait annoncé qu'il se montrerait très *« ouvert »* à toutes les suggestions des sénateurs pour *« améliorer ou clarifier »* le projet, mais qu'il n'accepterait pas qu'on *« dénature »* le texte d'origine préparé par son prédécesseur Louis Le Pensec, aujourd'hui sénateur (PS) du Finistère. C'est ainsi qu'il n'a pas pu donner satisfaction à Jean-Paul Amoudry (centriste, Haute-Savoie), qui voulait ouvrir la faculté de signer des CTE collectifs avec des structures telles que les groupements pastoraux agréés par arrêté préfectoral. *« Le CTE est individuel, il doit être lié à une exploitation »*, a précisé le ministre.

TEXTE CONFUS

Plusieurs sénateurs, dont Marcel Deneux (centriste, Somme), auraient voulu que le CTE soit dénommé « contrat d'entreprise agricole » – dans le prolongement du combat mené par les chambres d'agriculture –, mais le ministre s'est refusé à entrer dans une querelle sémantique et à mettre le doigt dans un engrenage débouchant sur des mesures financières. Il a ainsi, à plusieurs reprises, opposé l'article 40 de la Constitution à des amendements (par exemple sur l'assurance récolte) qui auraient eu pour effet d'aggraver les dépenses publiques ou de diminuer les recettes. Globalement, Jean Glavany a cependant veillé à se montrer relativement conciliant avec certains sénateurs de la mouvance UDF et libérale. C'est ainsi qu'il n'est pas resté insensible aux arguments de Janine Bardou (RI, Lozère) qui souhaitait que soient spécialement pris en considération les espaces boisés des zones de montagne (les châtaigneraies, par exemple), qui présentent des handicaps incontestables.

L'article 6, qui tente de définir les contours de l'activité agricole et donc les limites de la pluriactivité des paysans, a donné lieu, comme à l'Assemblée au mois d'octobre, à de vifs débats, car les artisans redoutent de la part des agriculteurs une concurrence déloyale. Les députés, en cherchant un compromis, avaient créé un texte confus aboutissant à mécontenter tout le monde. Jean-Marc Pastor (PS, Tarn) et Michel Souplet ont proposé de supprimer cet article, renvoyant à une mission d'information parlementaire le soin de faire, plus tard, le partage entre l'activité agricole et le secteur de l'artisanat et du commerce, notamment au plan fiscal. Le ministre, se heurtant au communiste Gérard Le Cam (Côtes-d'Armor), s'est rangé à cet avis. *« Il faut reprendre ce débat dans la sérénité, et une mission parlementaire qui clarifierait aussi le régime actuellement illisible des signes de qualité est la meilleure formule »*, a déclaré le sénateur du Tarn.

En revanche, Jean Glavany s'est montré constamment mordant à l'égard du RPR. *« Que d'incohérences dans vos positions »*, a-t-il lancé à Gérard César (Gironde) *« et que de travail pour la commission mixte paritaire ! »* Il est vrai qu'avant même l'ouverture du débat au Sénat, le président du groupe RPR, Josselin de Rohan, avait vilipendé ce projet *« désastreux »* et accusé le gouvernement *« de présenter un projet qui ne propose que la réponse anachronique et rétrograde de la fonctionnarisation et de la suradministration de l'agriculture »*.

François Grosrichard

Le Conseil d'Etat refuse d'annuler les régionales dans les Bouches-du-Rhône

Un siège restera vacant à Marseille

CETTE FOIS, le Conseil d'Etat n'a pas suivi son commissaire du gouvernement, Jacques Arrighi de Casanova, qui lui proposait d'annuler les élections régionales dans les Bouches-du-Rhône (*Le Monde* daté 24-25 janvier). Le commissaire – magistrat indépendant contrairement à ce qu'indique son titre – souhaitait que les électeurs du département retournent aux urnes pour désigner les 49 conseillers qui les représentent à l'assemblée régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le Conseil d'Etat, qui a rendu son arrêt lundi 25 janvier, a jugé qu'une telle décision serait *« disproportionnée »* par rapport à la gravité des irrégularités constatées lors du scrutin du 15 mars 1998. Il s'est contenté d'annuler l'attribution du 49e et dernier siège de conseiller régional du département à la liste de gauche conduite par Michel Vauzelle (PS).

Le Conseil d'Etat avait été saisi par Jean-Louis Tixier, candidat UDF non élu de la liste UDF-RPR, qui contestait l'attribution du siège à la liste de M. Vauzelle. Son recours avait déjà été examiné une première fois, le 9 décembre 1998, devant les 8e et 9e sous-sections réunies. Les magistrats avaient décidé, à une courte majorité, de suivre M. Arrighi de Casanova, qui proposait de *« redonner la parole aux électeurs »* après avoir constaté que des irrégularités remettaient en cause l'attribution de ce siège et rappelé que la jurisprudence dite de l'« indivisibilité » du scrutin de liste impose que l'annulation d'un siège entraîne celle de tous les sièges.

Une minorité de conseillers, battus, avait fait valoir, dans les couloirs, que ce choix aurait des conséquences politiques graves : président du conseil régional, M. Vauzelle et sept de ses vice-présidents, privés de leur mandat parce qu'élus dans les Bouches-du-Rhône, ne pourraient se présenter à leur propre succession. Le code électoral prévoit en effet que l'élection du président et des vice-présidents a lieu dans un délai d'un mois, alors que celle des conseillers des Bouches-du-Rhône a lieu dans un délai de trois mois. Les magistrats estimaient que le seul moyen d'éviter cette situation serait que le Conseil d'Etat examine de nouveau l'affaire et qu'il s'écarte de sa jurisprudence sur l'indivisibilité du scrutin. Le président de la section du contentieux, qui les avait entendus, avait alors ordonné un supplément d'instruction, réclamé par M. Tixier (*Le Monde* du 17 décembre 1998).

ÉQUILIBRES POLITIQUES

Devant la section du contentieux, M. Arrighi de Casanova a persisté dans ses conclusions : dans l'impossibilité où il se trouvait d'attribuer le siège, il a *« exclu »* de s'écarter de la jurisprudence, forgée en 1993, jugeant notamment que son *« instabilité »* n'est *« pas une bonne chose »*. L'arrêt du Conseil d'Etat considère, au contraire, qu'*« il n'y a pas lieu de prononcer l'annulation de l'élection dans son ensemble »*, puisque l'attribution des 48 premiers sièges n'a pas fait l'objet d'irrégularités.

Le Conseil d'Etat propose donc de laisser un siège vacant. Son commissaire avait exclu cette hypothèse, au motif qu'elle remettrait en cause les équilibres politiques au sein du conseil régional. Le Conseil d'Etat estime qu'en l'espèce, ce n'est pas le cas : la gauche, en effet, dispose de 48 sièges au lieu de 49, la droite de 37, le Front national de 37.

Rafaëlle Rivais

Deux élections cantonales partielles

ILLE-ET-VILAINE

Canton de Châteaubourg (second tour).

L., 7 371 ; V., 1 632 ; A., 77,85 % ; E., 1 277.

Michel Pigeon, div. d., 1 277 — *ÉLU*

[Seul candidat au second tour, Michel Pigeon (divers droite) succède à Jacques Bobille (divers droite), qui a démissionné pour des raisons professionnelles. M. Pigeon a bénéficié du retrait en sa faveur de l'UDF Rémi Lemoine, qui était le seul concurrent à pouvoir se maintenir.

17 janvier 1999 : L., 7 371 ; V., 3 070 ; A., 58,35 % ; E., 2 976. Michel Pigeon, div. d., 1 362 (45,76 %) ; Rémi Lemoine, div. d., 654 (21,97 %) ; Jean-Pierre Guéguen, PS, 491 (16,49 %) ; Bruno Pannetier, div., 220 (7,39 %) ; Jean Le Duff, PCF, c. m., 166 (5,57 %) ; Geneviève Magne, FN, 83 (2,78 %).

22 mars 1998 : L., 7 399 ; V., 3 858 ; A., 47,85 % ; E., 3 558 ; Jacques Bobille, div. d., 2 338 (65,71 %) ; Jean-Charles Bougerie, UDF-FD, m., 1 220 (34,28 %).]

ALPES-MARITIMES

Canton de Mandelieu - Cannes-Ouest (premier tour).

L., 22 319 ; V., 7 138 ; A., 68,01 % ; E., 6 949.

Ball. : Henri Leroy, RPR, m. de Mandelieu, 3 253 (46,81 %) ; Albert Peyron, FN, c. r., 1 686 (24,26 %).

Elim. : Apolline Crapiz, PS, 896 (12,89 %) ; René Raulo, div., 492 (7,08 %) ; Régis Ferracci, PCF, 374 (5,38 %) ; Paul Vogel, GE, c. m., 243 (3,49 %) ; Jean-Pierre Papilland, rég., 3 (0,04 %) ; Michel Brun, rég., 2 (0,02 %).

[Cette élection a été provoquée par le suicide, le 1er novembre, d'André-Charles Blanc (RPR), élu du canton et maire de Théoule-sur-Mer. Malgré le très faible taux de participation, Henri Leroy (RPR) retrouve la plus grande partie des électeurs de son prédécesseur au premier tour des élections de mars 1998. Mais, cette fois, il devance le candidat du Front national, Albert Peyron, un fidèle de Jean-Marie Le Pen. M. Peyron recule de 9,5 points.

15 mars 1998 : L., 22 547 ; V., 13 059 ; A., 42,08 % ; E., 12 601. Albert Peyron, FN, c. r., 4 263 (33,83 %) ; André-Charles Blanc, RPR, m., 3 752 (29,77 %) ; Elahee-Abdool Gafoor, PS, 1 688 (13,39 %) ; Charles Hartchenko, Verts, 945 (7,49 %) ; Régis Ferracci, PCF, 692 (5,49 %) ; Daniel Pénot, div., c. m., 492 (3,90 %) ; Françoise Leidouze, RPR diss., c. m., 420 (3,33 %) ; Paul Vogel, div. d., c. m., 283 (2,24 %) ; Xavier Layle, div., 86 (0,52 %).]

DÉPÊCHES

■ **FISCALITÉ : Dominique Strauss-Kahn évoque ses priorités** pour l'an 2000 dans un entretien au *Figaro* du 26 janvier. *« Certaines baisses* [d'impôt] *ont déjà été engagées ou évoquées, comme la taxe professionnelle ou les droits de mutation sur l'immobilier »*, dit-il, confirmant *« qu'il faudra continuer à les alléger à moyen terme »*. Le ministre de l'économie déclare réfléchir aujourd'hui *« sur les impôts payés par les ménages pour savoir lesquels simplifier et alléger en priorité »*.

■ **ÉDUCATION : Philippe Séguin** a prononcé, lundi 25 janvier, à l'Ecole normale supérieure, un long plaidoyer pour l'école, laquelle, dit-il, *« n'a pas failli »*. Il a mis en garde ses interlocuteurs contre *« l'utopie de la décentralisation »*. *« Les missions de l'école ne peuvent s'inscrire que dans un cadre unitaire, celui de la République »*, a affirmé le président du RPR.

■ **MÉGRET le président du Front national-Mouvement national**, Bruno Mégret, a souligné, lundi 25 janvier, sur LCI, qu'*« au niveau de la base du RPR et de l'UDF il y a des possibilités importantes* [d'accords], *notamment pour les élections municipales »*. M. Mégret a ajouté qu'il allait *« entreprendre de récupérer tous les attributs qui sont ceux du FN, que ce soit ses biens, ses locaux, ses finances, son sigle »*.

HISTOIRE Acquise le 29 novembre 1998 à une voix de majorité, l'élection du spécialiste de l'histoire ottomane Gilles Veinstein au Collège de France suscite une vive polémique tant dans les milieux de la recherche que dans la communauté arménienne. ● DES PERSONNALITÉS lui reprochent d'avoir, dans un article publié par la revue *L'Histoire*, nié que le massacre des Arméniens puisse être considéré comme un génocide. ● DANS UN TEXTE *adressé au Monde*, plusieurs intellectuels estiment que l'élection de M. Veinstein au Collège de France risque de cautionner *« une opinion insoutenable »*. ● L'HISTORIEN *justifie* sa position en expliquant que son interrogation sur l'emploi du terme « génocide » est liée au fait que la décision du gouvernement d'Istanbul d'exterminer les Arméniens *« n'a pas jusqu'à présent [été] établie avec la solidité et la précision nécessaires »*.

La mise en cause de l'historien Gilles Veinstein divise le Collège de France

De nombreux chercheurs et intellectuels lui reprochent de nier le caractère génocidaire du massacre des Arméniens par les Ottomans en 1915. Il répond que la décision du gouvernement d'Istanbul d'exterminer les Arméniens n'a pas été établie « avec la solidité et la précision nécessaires »

DÉBATS, pétitions, malaise dans le milieu de la recherche : l'affaire Gilles Veinstein ne cesse de prendre de l'ampleur. *A priori*, pourtant, rien ne semblait moins « médiatisable » que l'élection au Collège de France, le 29 novembre 1998, d'un spécialiste de l'*Empire ottoman du XV*e *au XVIII*e siècle à la chaire d'histoire ottomane et turque. Aujourd'hui, il faut chercher à comprendre comment un événement routinier du monde universitaire s'est transformé en boîte de Pandore d'où s'échappent à la fois la mémoire blessée du génocide arménien, la « concurrence » entre victimes juives et non juives des *tragédies du siècle*, ainsi que des enjeux géopolitiques aux conséquences lointaines et imprévisibles. La polémique est telle que l'élection au Collège de France de ce directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) a été remportée – fait rarissime – à une seule voix de majorité, même si elle a été entérinée, comme c'est l'usage, à la quasi-unanimité par l'Académie des inscriptions et belles- lettres.

M. Veinstein n'est pas un spécialiste d'histoire contemporaine. Il n'a abordé la question du génocide arménien qu'en trois occasions : dans un article publié par la revue *L'Histoire* (datée avril 1995) ; dans une lettre du 17 juillet à l'administrateur du Collège de France, le byzantinologue Gilbert Dagron ; et dans une interview-fleuve en deux parties, accordée le jour de son élection au quotidien franco-arménien *Haratch* (« En avant », 27 et 28-29 novembre 1998).

« PLUSIEURS ACCEPTIONS »

« Voici, écrit-il à Gilbert Dagron, *comment je pourrais résumer ma perception d'un problème dont aucun historien sérieux ne peut nier la complexité, même si l'événement lui-même inspire un sentiment d'horreur. Force est de constater que le terme de génocide a, dans l'usage, plusieurs acceptions. S'il s'applique à une amputation massive subie par une population, le génocide arménien ne laisse aucun doute. Si le génocide est interprété comme la résultante d'une accumulation de causes et de comportements, je n'hésite pas de nouveau à employer le terme à propos des Arméniens. En revanche, si on lie nécessairement l'application du terme à une décision d'extermination prise par un gouvernement, en l'occurrence le gouvernement ottoman (au-delà de la décision de déportation)* [laquelle fit l'objet d'une loi en bonne et due forme contresignée par le grand vizir le 29 mai 1915, NDLR], *et mise en œuvre de façon systématique, il m'apparaît qu'une telle décision n'est pas exclue, mais n'a pas été jusqu'à présent établie avec la solidité et la précision nécessaires. »*

Pour certaines personnalités proches de la communauté arménienne, ces réserves sur l'utilisation du terme de génocide sont assimilées à une entreprise *« négationniste »* asservie à la version turque de l'Histoire. Parmi eux, on trouve Claude Mutafian, un *mathématicien versé dans* l'histoire de l'Arménie, et Yves Ternon, un ancien chirurgien qui se consacre depuis de nombreuses années à la question de la comparaison, notamment juridique, entre les génocides et s'est intéressé de près à l'histoire arménienne. Le Comité pour la commémoration du 24 avril 1915, qui regroupe plusieurs associations, s'est également ému de l'élection de Gilles Veinstein.

La définition du génocide établie par la convention des Nations unis de 1948 suppose qu'un appareil d'Etat ait cherché *« la soumission intentionnelle* [d'un] *groupe* [national, ethnique, racial ou religieux] *à des conditions d'existence devant entrainer sa destruction physique totale ou partielle »*. Tout en reconnaissant avoir sous-estimé la sensibilité des associations arméniennes, Gilles Veinstein fonde son rejet de la thèse du « plan concerté » génocidaire turc sur un fait méconnu qui, s'il était avéré, battrait, selon lui, en brèche la thèse de la préméditation gouvernementale. Au plus fort des assassinats sur place des conscrits arméniens de l'armée ottomane préalablement désarmés, de la déportation impitoyable de colonnes en butte à l'extermination, seraient intervenues, en 1915 et 1916, 1 397 condamnations d'agents ottomans pour crimes contre les Arméniens.

Cette découverte faite dans les années 70 est le fait d'un historien turc et ancien ambassadeur, Kamuran Gürün. Gilles Veinstein estime qu'il faut lire cet auteur avec prudence, mais qu'il faut également prendre en compte le fait qu'il a eu accès aux archives et qu'il demeure à réfuter. Contrairement à Bernard Lewis, Gilles Veinstein n'exclut pas que la thèse de l'intentionnalité du gouvernement alors au pouvoir à Istanbul puisse être un jour démontrée. Mais, en attendant, il pencherait plutôt pour l'interprétation d'un historien hollandais, Erik Zürcher, qui attribue à un cercle interne du Comité union et progrès (le mouvement jeune-turc), et non au *gouvernement ottoman dans son* ensemble, la responsabilité de l'assassinat planifié des Arméniens de l'Empire ottoman.

« VOLONTÉ DÉLIBÉRÉE »

Les adversaires de Gilles Veinstein ne se satisfont nullement de ces explications. *« Avancer l'argument qu'on n'a pas d'ordre écrit est un faux procès,* réplique Claude Mutafian. *Le négationnisme consiste à refuser de reconnaitre la volonté délibérée. Le 24 avril, six cents intellectuels de Constantinople ont été arrêtés et assassinés. Si ce n'est pas une planification, qu'est-ce que c'est ? »* Jusqu'à présent, nul n'envisage de porter l'affaire devant les tribunaux, mais Claude Mutafian souhaite voir invalidée l'élection de Gilles Veinstein, qui doit être transmise par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, à la signature du président de la République, Jacques Chirac.

Yves Ternon maintient lui aussi l'accusation de *« négationnisme »*, même s'il n'est pas partisan de soumettre le cas à la justice. *« A l'étranger,* dit-il, *il n'y a aucun problème. Tous les chercheurs considèrent que la preuve est faite. Les seuls qui s'opposent à la qualification de génocide pour 1915-1916 sont les spécialistes de l'Empire ottoman. Je n'ai d'ailleurs jamais trouvé trace des procès dont parle K. Gürün, si ce n'est de tueurs qui n'auraient pas respecté les règles de partage des dépouilles des victimes ! (...) Le scepticisme est légitime s'agissant d'un chercheur, qui se doit d'adopter une attitude subtile. Il a le droit de douter, mais moi j'ai celui de qualifier son attitude de négation d'un génocide. »*

Pour beaucoup d'Arméniens, il est fondamental de faire entrer le génocide arménien dans les catégories juridiques qui furent mises en place pour qualifier et juger le génocide juif. D'où la référence constante à la Shoah, voire aux relations qui unissent un genocide à l'autre, ce que montre le livre de Vahakn Dadrian, *Histoire du génocide arménien* (Stock, 1995), qui met en évidence la complicité de l'allié allemand d'Istanbul.

A ce débat s'en ajoute un autre, lié aux péripéties du processus électoral lui-même. La bataille, au Collège de France, contre l'élection de Gilles Veinstein a été menée par des spécialistes de « sciences dures » – minéralogiste au Collège de France – comme Jean-Pierre Changeux, spécialiste de neurologie moléculaire et président du Comité consultatif d'éthique. Les chercheurs en sciences humaines, à commencer par deux turcologues consultés, Louis Bazin et Robert Mantran, ainsi que l'orientaliste Maxime Rodinson se sont en revanche rangés au côté de Gilles Veinstein. Beaucoup de « littéraires » se récrient devant les prétentions des « biologistes » d'imposer leurs normes et leur conception de *l'éthique à l'ensemble des savoirs.*

L'« affaire Veinstein » pose aussi une autre question qui tient à l'entrecroisement de la mémoire et de l'histoire. Comment définir *« une marge de tolérance entre le devoir de mémoire et la liberté d'interprétation historique »*, se demande Gilbert Dagron ? Comment éviter que la rationalisation historique des événements les *plus tragiques, la recherche des* causes et des raisons, la prise en compte indispensable de la complexité des contextes ne dégénèrent pas en une recherche apparente de circonstances atténuantes et d'excuses pour les crimes contre l'humanité ? Si la pénible « affaire Veinstein », par-delà la gêne qu'elle suscite un peu partout, aide le monde de la recherche à penser ces problèmes, elle laissera peut-être autre chose qu'un goût amer.

Nicolas Weill

Le précédent Bernard Lewis

La polémique autour de l'élection de Gilles Veinstein au Collège de France constitue un prolongement de la condamnation d'un autre orientaliste par des tribunaux français : l'Anglo-Saxon Bernard Lewis, alors professeur à l'université de Princeton, aux Etats-Unis. C'est un entretien publié par *Le Monde* du 16 novembre 1993 qui conduisit le Forum des associations arméniennes à porter plainte devant la justice civile : en répondant aux questions du *Monde*, Bernard Lewis avait déclaré que *« des documents turcs prouvent une volonté de déportation, pas d'extermination »*. L'intention meurtrière du gouvernement d'Istanbul de l'époque lui paraissant fort douteuse, il stigmatisait l'expression de *« génocide »* comme la *« version arménienne de cette histoire »*.

Bernard Lewis fut condamné, le 21 juin 1995, pour *« avoir manqué à ses devoirs d'objectivité et de prudence, en s'exprimant sans nuance sur un sujet aussi sensible »*, ainsi qu'en *« occultant des éléments contraires à sa thèse »* (*Le Monde* du 23 juin 1995).

La tardive reconnaissance de la communauté internationale

La diplomatie et l'opinion publique internationale ont mis du temps à dépeindre les massacres subis par les Arméniens sous les traits d'un génocide. Les Alliés qui supervisèrent les procès organisés en 1919, à Istanbul, à l'instigation d'un gouvernement qui souhaitait se dissocier des Jeunes-Turcs, ne tardèrent pas à relâcher leur pression. La demande d'une reconnaissance du caractère génocidaire des événements de 1915 prendra vite la place dans la *conscience des Arméniens, du procès qui ne fut pas mené à son terme.

Il faudra cependant attendre le 29 août 1985 pour que la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU procède à cette reconnaissance, suivie par le Parlement européen de Strasbourg, le 18 juin 1987. Le 29 mai 1998, l'Assemblée nationale française adoptait, à l'unanimité, une proposition de loi déposée par le groupe socialiste dont l'article unique était ainsi rédigé : *« La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915. »* Ce texte, salué par les associations arméniennes et qui a provoqué la colère d'Ankara, demeure cependant soumis au vote du Sénat.

PROFIL

RATTRAPÉ PAR L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Rien ne prédisposait ce directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), ancien élève de l'Ecole normale supérieure, à se retrouver au centre d'une controverse à ce point médiatisée. Né en 1945, élève de l'orientaliste Claude Cahen, Gilles Veinstein est un historien de facture assez classique ; *l'un de ces spécialistes qui fuient* comme la peste l'histoire contemporaine. Sa spécialité : l'Empire ottoman, du XVe au XVIIIe siècle. Auteur de nombreux articles scientifiques, Gilles Veinstein a surtout dirigé des ouvrages collectifs comme *Les Ottomans et la Mort* (New York, 1996), *Salonique 1850-1918, la ville des Juifs et le réveil des Balkans* (Autrement, 1993).

L'histoire contemporaine le rattrape pourtant. Une première fois, en mars 1989, le Centre d'études sur l'URSS, l'Europe orientale et le domaine turc de l'EHESS, qu'il dirigeait, organise un colloque sous le titre « Anthropologie soviétique et société traditionnelle ». Y figure en bonne place, parmi les intervenants, Claude Karnoouh, un chercheur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) qui, au début des années 80, avait soutenu Robert Faurisson au nom de la *« liberté d'expression »*. Gilles Veinstein *affirme aujourd'hui* avoir ignoré à l'époque les positions prises par Claude Karnoouh lors du procès Faurisson et il rappelle que le texte de sa communication ne fut pas publié dans les actes du colloque.

La deuxième confrontation de Gilles Veinstein avec l'histoire contemporaine remonte au procès de Bernard Lewis *(lire ci-contre)*. Choqué, comme d'autres de ses collègues, de voir le grand orientaliste traité de *« négationniste »*, Gilles Veinstein assiste aux audiences, outré, dit-il, de la pauvreté historiographique de ce débat judiciaire. Et c'est alors qu'il entreprend, dans la revue *L'Histoire*, de s'opposer terme à terme à la version que les historiens arméniens donnent du génocide de 1915. A-t-il mesuré les conséquences de ses propos ? Il affirme que non. Le voilà désormais, comme Bernard Lewis, taxé de *« négationnisme »*. Une *« étiquette hideuse »*, écrit-il dans sa lettre à Gilbert Dagron, administrateur du Collège de France *« a un homme de mes origines, né au lendemain de la guerre dans une de ces familles qui ne regardent jamais leur passé sans effroi »*.

N. W.

Une pétition d'intellectuels

***PLUSIEURS** personnalités nous ont adressé le texte suivant :*

« La réalité du génocide arménien ne souffre pas le doute, ni sur son ampleur, ni sur sa préméditation. De très nombreux documents contemporains des faits, notamment les archives diplomatiques, ont établi que l'enchaînement des déportations aux massacres et aux morts par épuisement relevait d'un plan d'annihilation de la présence arménienne en Anatolie. Dès 1915, il était clair que les responsables de ce plan étaient les ministres ottomans de l'intérieur et de la guerre, Talaat et Enver.

» Il s'agit du premier génocide du siècle, selon les critères qu'a fixés, depuis, la Convention de 1948. C'est ainsi qu'il a été qualifié dans la période récente par des personnalités et des institutions éminentes, et qu'il s'inscrit dans l'histoire de la première guerre mondiale.

» Or l'assemblée du Collège de France vient d'accepter, à la plus courte majorité, la candidature à la chaire d'histoire ottomane et turque de Gilles Veinstein, qui déclarait, quelques jours avant le vote, ne pas disposer encore de la "preuve positive d'une implication gouvernementale". Ce qui revient, sous prétexte d'un manque, d'ailleurs contesté, de document formel, à nier que le massacre des Arméniens soit un génocide au sens où il a été la mise en œuvre d'une intention du gouvernement jeune-turc.

» Même si les mérites scientifiques de Gilles Veinstein pour la période du XVe au XVIIIe siècle sont généralement reconnus, cette chaire porte sur l'ensemble de l'histoire turque moderne, et cette élection accrédite le sentiment que le Collège de France donne son consentement à un discours de remise en cause de la vérité établie du génocide arménien.

» C'est pourquoi nous demandons aux instances académiques chargées de donner un avis sur cette nomination de considérer qu'en consacrant un spécialiste, elles risquent de cautionner une opinion insoutenable, que celui-ci répète sans la justifier, en lui apportant le crédit de sa compétence sur un sujet voisin. »

Ce texte est signé notamment par Elisabeth de Fontenay, Alain Finkielkraut, André Kaspi, Jacques Le Goff, Paul Thibaud, Françoise Balibar, Michel Paty et Olivier Mongin.

Le long martyre des Arméniens

LES PERSÉCUTIONS meurtrières que subirent les Arméniens de l'Empire ottoman aboutirent en deux époques à des massacres de masse. Ceux qui furent perpétrés du temps du sultan Abdul Hamid de 1894 à 1896 furent qualifiés par l'historien arménien Vahakn Dadrian de *« politique protogénocidaire »*. Des coups de main spectaculaires de nationalistes arméniens furent suivis d'une répression féroce à Istanbul. *La disproportion entre le motif du* massacre et l'étendue de la punition collective infligée à des milliers d'Arméniens assassinés à coups de gourdins rend peu crédible la thèse de la *« provocation »* cultivée par les historiens de la thèse turque. Cette remarque s'appliquera aussi au massacre de 1915.

Entre-temps, l'Empire ottoman a changé de maître. Une révolte partie de Salonique en 1908 a porté au pouvoir le Comité union et progrès (l'Ittihad) plus connu sous le nom de « Jeune-Turc », courant modernisateur et nationaliste.

DÉPORTATIONS

La première guerre mondiale va fournir à ses dirigeants l'occasion d'une « purification ethnique » de grande envergure. Arguant de la présence de nombreux Arméniens dans l'armée russe et des morts que *les combats font dans les rangs de* l'armée et de la population turques, les autorités décident de déporter des provinces de l'est de l'Anatolie toute la population arménienne en direction des déserts de Mésopotamie et de Syrie.

A partir d'avril 1915, des colonnes misérables de centaines de milliers de déportés seront exposées à la famine et à l'extermination, notamment par les commandos de l'*« Organisation spéciale »*. De même les conscrits arméniens de l'armée ottomane sont-ils désarmés et tués sur place. Le bilan prête à controverse, dans la mesure où la démographie ottomane n'était pas une science exacte, surtout sur une population dont on ne cherchait guère à mettre la présence en évidence. Des historiens turcs parlent de trois cent mille morts, les Arméniens commémorent un million et demi *de victimes. Gilles Veinstein*, se fondant sur les travaux d'un démographe américain, Justin McCarty, estime le bilan à six cent mille tués... Les chiffres furent en tout cas assez saisissants pour susciter dans la Turquie de 1919 un procès de responsables auquel mit fin prématurément la victoire de Mustafa Kemal.

N. W.

هكذا من الأصل

La mise en examen d'Alain Juppé dans l'affaire du financement du RPR a été partiellement annulée

L'ancien premier ministre reste poursuivi pour recel d'abus de biens sociaux

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) a annulé, mardi 26 janvier, une partie de l'enquête sur le financement du RPR conduite à Nanterre (Hauts-de-Seine) par le juge d'instruction Patrick Desmure. Une partie des chefs de mise en examen d'Alain Juppé a été annulée. L'enquête du juge porte sur la rémunération de permanents du parti gaulliste par la Mairie de Paris et certaines entreprises privées.

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) a annulé partiellement, *mardi 26 janvier*, une partie de la procédure sur le financement du RPR instruite par le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine) Patrick Desmure. Les magistrats ont annulé les chefs de mise en examen d'*« abus de confiance aggravé »*, de *« recel et complicité d'abus de confiance aggravé »* et de *« recel de détournements de fonds publics »* commis au préjudice d'un syndicat intercommunal de la mairie de Paris, le SIAAP, ainsi que celle de *« détournement de fonds publics »* – qui visait le salaire d'agents pris en charge par la mairie de Paris – retenu contre Alain Juppé, ancien adjoint aux finances de la mairie de Paris et ancien secrétaire général du RPR, dans le cadre de cette affaire. L'ancien premier ministre reste néanmoins poursuivi pour *« prise illégale d'intérêt »* et de *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »*.

Dans le même dossier, la chambre d'accusation a annulé la mise en examen de Michel Roussin, ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac à la *mairie de Paris, pour « détournement de fonds publics »* tout en validant, en revanche, celle qui visait des faits de *« prise illégale d'intérêt »* et de *« complicité d'abus de confiance »*. Les mises en examen prononcées par le juge à l'encontre de deux des anciens trésoriers du RPR, Jacques Oudin et Jacques Boyon, ont été annulées par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles. Par ailleurs, une quinzaine de pièces de procédure auraient été annulées par les magistrats.

La chambre d'accusation est allée au-delà des réquisitions de l'avocat *général*, Alain Junillon, qui, le 2 *décembre* 1998, avait seulement requis l'annulation partielle d'une pièce du dossier visant l'ancien trésorier du parti gaulliste, Jacques Boyon. Avocat de M. Alain Juppé, Me Francis Szpiner a fait part de son regret face à cette décision qu'il juge partielle : il aurait souhaité que les magistrats annulent la totalité de la procédure comme il l'avait demandé dans le mémoire rédigé avec deux autres avocats. Pour sa part, Me Thierry Herzog, avocat de l'ancien trésorier Jacques Boyon et auteur d'une requête jointe à celle concernant M. Juppé, s'est félicité *« de cette annulation partielle conséquente »*.

> La chambre d'accusation est allée au-delà des réquisitions de l'avocat général, Alain Junillon, qui, le 2 décembre 1998, avait *seulement requis l'annulation* partielle d'une pièce du dossier

Les défenseurs de MM. Juppé et Boyon affirmaient, dans leur mémoire de requête, que le juge Patrick Desmure avait instruit hors de sa saisine initiale et que le tribunal de Nanterre n'était pas territorialement compétent pour enquêter sur ces faits. Le magistrat avait été conduit à enquêter *sur le financement du RPR* après la transmission d'éléments, par le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) Eric Halphen. Voilà deux ans, le procureur de Nanterre avait, lui aussi, saisi la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles sur la régularité de cette procédure. Le 18 décembre 1996, la chambre d'accusation avaient annulé quelques actes d'instruction mineurs sans mettre en cause l'intégralité de la procédure comme le recommandait le parquet général.

Jean-Claude Pierrette

Les rémunérations litigieuses des permanents du RPR

MIS EN EXAMEN, le 21 août 1998, dans l'affaire du financement du RPR pour *« détournement de fonds publics »*, *« complicité et recel d'abus de confiance aggravé »*, *« prise illégale d'intérêt »* et *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »* par le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, Alain Juppé avait choisi, lors de sa première audition, le 21 octobre 1998, de soulever des problèmes de procédure. Tout en contestant les faits qui lui étaient reprochés, ses trois avocats, Mes Francis Szpiner, Henri Ader et Georges Tonnet avaient fait des réserves sur les qualifications juridiques retenues contre lui. Ses défenseurs avaient déposé une requête en nullité devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines).

M. Juppé se voit reprocher, au titre de ses anciennes fonctions d'adjoint aux finances du maire de Paris et de secrétaire général du RPR, la prise en charge, par la Ville de Paris, des rémunérations de deux de ses collaborateurs au sein de la formation gaulliste, Noredine Cherkaoui et son épouse. Tous deux ont *reconnu avoir été salariés par la mairie du 18e arrondissement* de Paris alors qu'ils travaillaient, au sein du parti, sous l'autorité directe de M. Juppé. Une ancienne collaboratrice d'Alain Juppé, membre de son équipe à la Mairie de Paris à partir de 1983, puis au ministère du budget, en 1986, a elle aussi *reconnu qu'à son retour à l'Hôtel de Ville, en* 1988, elle avait été *« mise à la disposition du RPR »* tout en étant payée par la mairie. Enfin, des vérifications sont en cours sur les rémunérations perçues par Patrick Stéfanini, directeur adjoint du cabinet de M. Juppé à Matignon de mai 1995 à mai 1996 et secrétaire général adjoint du RPR de mai 1996 à juillet 1997. Il faisait officiellement partie de l'inspection générale de la Ville depuis 1990.

Cette enquête judiciaire est née à la suite de la transmission, par le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, d'éléments concernant des salaires présumés fictifs découverts au sein d'une entreprise privée, Les Charpentiers de Paris. Cette société étant domiciliée dans les Hauts-de-Seine, le dossier relevait de la compétence du tribunal de Nanterre. Au cours de l'instruction, les enquêteurs sont parvenus, semble-t-il, à établir qu'un système de prise en charge des salaires des permanents du RPR avait été mis en place grâce au soutien financier d'entreprises privées et de la mairie de Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE MIS EN EXAMEN

Plus d'une vingtaine de rémunérations litigieuses ont été pointées par les enquêteurs et une dizaine de chefs d'entreprise ont été mis en examen par le juge Desmure. Les dirigeants de ces sociétés ont expliqué que des responsables du RPR avaient fait des démarches auprès d'eux. L'ancien directeur général de la Compagnie financière sucres et denrées de 1984 à 1991, Jacques Bachelier, mis en examen pour *« complicité d'abus de biens sociaux »* a ainsi affirmé avoir salarié *une secrétaire du mouvement* au nom de l'amitié qui le liait à certains responsables du RPR.

Des organismes dépendant de la Mairie de Paris semblent également avoir été mis à contribution pour soutenir financièrement le RPR. Mis *en examen* dans cette affaire pour *« détournement de fonds publics et abus dse confiance aggravé »*, l'élu parisien Daniel Méraud, président du syndicat intercommunal d'assainissement des eaux de la région parisienne (Siaap) a ainsi admis avoir salarié, entre 1984 et 1994, une collaboratrice qui travaillait, en réalité, quatre jours par semaine au siège du RPR. Ancien délégué national du RPR aux affaires économiques auprès d'Alain Juppé, M. Méraud a expliqué avoir *« supporté le cas »* de cette collaboratrice *« parce qu'elle travaillait avec M. Juppé et qu'il* [lui] *était, dès lors, difficile de* [s]*'y opposer. »*

Interrogés sur ces pratiques, l'ancienne directrice administrative du RPR, Louise-Yvonne Casetta, mise en examen pour *« complicité et recel d'abus de bien sociaux »*, et les trois trésoriers successifs du RPR – Robert Galley, Jacques Oudin et Jacques Boyon – mis en examen pour *« complicité d'abus de biens sociaux »*, ont refusé d'assumer seuls la gestion du personnel du mouvement gaulliste. *« Les élus responsables du RPR donnaient des instructions »*, a affirmé Me Casetta. Les trésoriers ont invoqué la responsabilité des secrétaires généraux, visant implicitement M. Juppé. Robert Galley a, pour sa part, mis en avant le rôle de l'actuel chef de l'Etat, Jacques Chirac, président du RPR de 1976 à 1995 et maire de Paris de 1977 à 1995. *« Il m'avait dit qu'il dépendait de moi que je trouve de l'argent »*, a affirmé M. Galley sur procès verbal le 22 avril 1998.

Jacques Follorou

De la prison ferme requise contre quatre jeunes après une bagarre au Havre

Un footballeur figure parmi les prévenus

ROUEN
de notre correspondant

Le procureur de la République du Havre (Seine-Maritime), Gérard Loubens, a requis des peines de prison ferme, assorties de sursis partiel, contre quatre jeunes gens qui avaient été interpellés au cours d'une bagarre au petit matin du réveillon de Noël, au Havre, à la porte d'une boîte de nuit, au cours de laquelle cinq policiers avaient été blessés. Parmi les quatre prévenus, âgés de vingt à vingt-cinq ans, qui comparaissaient lundi 26 janvier devant le tribunal correctionnel du Havre, figure Djibril Diawara, Français d'origine sénégalaise, joueur professionnel à l'AS Monaco, sans qui l'affaire n'aurait guère eu d'écho.

PROCÈS

Djibril Diawara est originaire du Havre où il a fait ses classes au Havre Athlétic Club (HAC) avant de rejoindre le club monégasque. Il y a laissé sa famille et son frère Souleymane, vingt et un ans, qui joue toujours au HAC et auquel on prédit un brillant avenir. Les deux frères se sont retrouvés au Havre pour les fêtes de fin d'année. Le soir du 24 décembre, ils sont allés en boîte, à L'Hippocampe. Vers 4 heures du matin, les esprits se sont échauffés et, sur le trottoir, une vingtaine de jeunes en sont venus aux mains. Le patron de l'établissement a appelé la police. Il faudra jusqu'à six équipages pour rétablir le calme, racontent les fonctionnaires.

Les récits divergent sur les faits eux-mêmes. Les policiers sont formels : deux bandes se battaient et se sont réconciliées à la vue des uniformes. Dans la confusion, Djibril Diawara, qui assure avoir voulu calmer son frère, a reçu des coups de matraque. *« Ils m'ont traité de Sarrasin »*, se défend Souleymane Diawara en s'adressant aux policiers. Une plainte avec constitution de partie civile a d'ailleurs été déposée par les prévenus, l'association SOS Racisme et la patronne de L'Hippocampe, contre les propos qu'auraient tenus les policiers.

Pour le brigadier Hedi Hadjkacem, la version est tout autre : *« Un collègue a été frappé, traîné au sol. C'était un véritable lynchage. »* Cinq fonctionnaires ont été blessés et ont bénéficié d'arrêts de travail de deux à dix jours. Leur avocat, Me Jean-François Titus, du barreau du Havre, a distingué Djibril Diawara de ses compagnons, *« menu fretin de malfrats et pieds nickelés »*, car, *« pour les jeunes »*, le footballeur est *« un dieu qui n'est pas à la hauteur de sa réputation (...) »*.

Me Patrick Ben Bouali, défenseur des prévenus, s'est étonné de l'absence d'autres témoins que les policiers. Les consommateurs de la boîte, pleine à craquer cette nuit-là, sont effectivement absents de la procédure. Soucieux de défendre les *« policiers, gendarmes et magistrats, remparts à la violence »*, le procureur a requis contre Djibril Diawara une peine de huit mois de prison dont quatre avec sursis, dix-huit mois de mise à l'épreuve, une amende de 50 000 F (7 622 euros) et l'interdiction des droits civiques et familiaux pendant cinq ans. Les peines réclamées contre ses trois camarades vont de six à dix mois de prison assortis de sursis partiels. Jugement le 1er février.

Etienne Banzet

Catherine Mégret, maire de Vitrolles, est mise en examen pour discrimination

LE MAIRE Front national de Vitrolles, Catherine Mégret, épouse de Bruno Mégret, président du FN-Mouvement national, et son premier adjoint, Hubert Fayard, ont été mis en examen, lundi 25 janvier par le doyen des juges d'instruction aixois Gnenaël Le Gallo pour discrimination et incitation à la discrimination. Ils sont convoqués le 29 janvier par le juge qui avait été saisi d'une plainte avec constitution de partie civile de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), après l'attribution par la mairie d'une prime de naissance aux parents européens.

Cette allocation, d'un montant de 5 000 francs (754,5 euros), avait été jugée illégale le 17 avril par le tribunal administratif de Marseille. Une vingtaine de famille avait bénéficié de cette mesure, lancée en février 1998 à grands renforts d'affiches représentant un bébé aux yeux bleus. Le premier couple à en avoir bénéficié avait tenu à la restituer quelques semaines plus tard, regrettant *« l'indifférence »* avec laquelle il l'avait d'abord accepté.

Une semaine d'action syndicale dans l'éducation nationale

UNE SÉRIE d'actions syndicales est prévue dans l'éducation nationale du 26 au 31 janvier. Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) organisait une manifestation des établissements d'Ile-de-France, mardi 26 janvier, devant la Sorbonne, pour protester contre la baisse des moyens annoncée pour la rentrée et demander le retrait du décret sur les heures supplémentaires. Les conseillers d'orientation devraient aussi manifester, jeudi, et les surveillants, vendredi.

Des manifestations devraient avoir lieu dans chaque académie, samedi 30 janvier. De son côté, le Syndicat national des personnels de direction (SNPDEN) organise une semaine de protestation qui se terminera à la Mutualité, le 30 janvier. Dimanche 31, le SE-FEN (Syndicat des enseignants) appelle tous les personnels à manifester à Paris *« pour que les réformes engagées aillent à leur terme »*.

DÉPÊCHES

■ **HOLD-UP : trois individus cagoulés ont attaqué**, lundi 25 janvier vers 14 h 45, en plein centre de Bordeaux, un camion de transports de fonds de la société Brink's, stationné devant le siège social de la Banque populaire du Sud-Ouest. L'employé qui ramenait la sacoche a été tué sur le coup. Selon le procureur-adjoint de la République, les trois malfaiteurs sont repartis en voiture, probablement conduite par un quatrième complice, avec *« une somme modeste »*. – *(Corresp.)*

■ **CORSE : des salariés de Bastia Securita ont occupé symboliquement**, lundi 25 janvier, plusieurs mairies de Corse pour protester contre la suspension des activités de leur entreprise de transport de fonds, proche des nationalistes, après la décision prise, le vendredi 22 janvier, par le préfet de la Haute-Corse, Bernard Lemaire. Bastia-Securita assurait près de 90 % des transports de fonds dans l'île. Le préfet de la région Corse, Bernard Bonnet, a réquisitionné, lundi, l'entreprise Corse Trans dans le but d'opérer certains transports de fonds en direction de l'extrême sud de la Corse.

Le passager clandestin miraculé du Dakar-Lyon a été placé dans un foyer de l'Aide à l'enfance

MIRACULÉ de l'aviation, le jeune passager clandestin qui a fait le voyage Dakar-Lyon dans le train d'atterrissage d'un Airbus A 300 (*Le Monde* du 26 janvier) aurait probablement eu moins de chance avec l'administration française qui envisageait son éloignement forcé, si son incroyable aventure n'avait été rendue publique. Lundi 25 janvier, le jeune homme, mineur, a été placé à la Cité de l'enfance de Bron par le juge des enfants Jean Toulier. Mais cette décision, qui implique *de fait un droit au séjour au moins* provisoire, n'a été rendue que sous la pression des associations humanitaires lyonnaises qui ont obtenu la désignation d'une avocate, Marie-Noëlle Fréry.

Pendant plusieurs jours, la préfecture du Rhône et la justice, sans doute soucieuses de ne pas faire d'émules parmi les jeunes Africains candidats à l'émigration, ont caché les faits et agi comme si le passager était un adulte et non un mineur isolé bénéficiant de protection juridiques spécifiques, notamment contre toute reconduite à la frontière. Pourtant, quatre jours après l'arrivée du jeune homme, une expertise osseuse avait évalué son âge entre quinze et seize ans. Souffrant d'une blessure à la jambe qui a nécessité une intervention, il avait d'ailleurs été hospitalisé au service d'orthopédie pédiatrique de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon.

« PROPOS DÉCOUSUS »

« Je suis dans le malheur », « je ne suis pas sénégalais », « je ne veux pas retourner dans un pays noir ». Seules quelques bribes de phrases ont été recueillies de la bouche du garçon par Olivier Brachet, autorisé, lundi matin, en tant que représentant de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé), à lui rendre visite à l'hôpital, considéré comme *« zone d'attente »*. *« Il est prostré, tient des propos décousus dans le français des jeunes Africains. Il me fait penser à un enfant de la rue*, témoigne M. Brachet. *Il ne paraît pas agir par ruse. »*

Entendu la semaine dernière par le juge Patrick Lifschutz, qui a autorisé son maintien en zone d'attente, le jeune homme avait déclaré se nommer Bertrand Amri et être *né le 1er janvier* 1984 à New York. Des précisions accueillies avec scepticisme. *« Il semble émerger d'une anesthésie profonde, ses yeux papillonnent. Il est touché dans sa mémoire et ne se souvient pas de son atterrissage »*, confirme Me Fréry. Lundi après-midi, au moment même où l'avocate, enfin saisie, demandait au *juge des enfants* de placer le jeune homme dans un foyer, la police transférait ce dernier de l'hôpital vers l'aéroport de Satolas. Des rumeurs de reconduite vers l'Afrique *via* Paris circulent.

Le juge des enfants souhaite se rendre à Satolas pour entendre le jeune garçon. Mais il en est empêché par le parquet qui aurait estimé que la *« zone d'attente »* ne se trouve pas sur le territoire français. Constatant la *« situation de grande précarité »* du mineur, le juge prend finalement une ordonnance de placement pour six mois maximum. *« Depuis le début, personne n'a agi dans l'intérêt de l'enfant, personne n'a été chargé de le représenter juridiquement. On a oublié la loi et la Convention internationale sur les droits de l'enfant »*, constate amèrement Olivier Brachet. Lundi soir, le ministère de l'intérieur faisait savoir qu'il ne s'opposerait pas à la décision de placement du juge des enfants.

Philippe Bernard

OSP
VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

75 Vente sur surenchère du 1/10 au Palais de Justice de PARIS,
le JEUDI 11 FEVRIER 1999 à 14 h 30
APPARTEMENT à PARIS 7e
120, rue Saint-Dominique
de 4 pièces principales au 3ème étage et une CAVE
MISE A PRIX : 1.991.000 F
S'adresser à : Maître G. COLOMBANI, Avocat à PARIS 19ème,
2, rue Melingue - Tél. : 01.40.49.90.39
Maître J.-M. GONDINET, Avocat à PARIS 8ème, 104, rue de Rennes
Tél. : 01.45.49.26.08 - Fax : 01.45.49.27.48.
Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS,
où le cahier des charges est déposé.

De la prison ferme
quise contre quatre je
près une bagarre au ba

La nécessaire mutation des marchés d'intérêt national

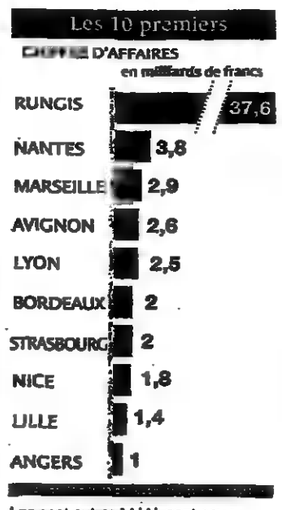
Alors que Rungis fêtera en 1999 ses trente ans, les MIN sont contraints de se moderniser pour s'adapter à l'évolution de leur environnement économique, notamment le développement des grandes surfaces. Le gouvernement a promis une réforme de leur statut actuel, qui freine ce mouvement

EN 1999, le Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis aura trente ans. Avec un chiffre d'affaires de 37,6 milliards au 1er septembre (environ 5,7 milliards d'euros) selon les statistiques du ministère de l'économie, pour un tonnage de 1,93 million de tonnes (dont 1,13 million de tonnes de fruits et légumes), le MIN du Val-de-Marne – de très loin – le principal des 17 de France. Nantes, au deuxième rang, ne réalise qu'un chiffre d'affaires de 3,8 milliards. D'importance inégale, les MIN doivent aussi, pour certains, envisager à leur tour de changer de lieu d'implantation. Jean le maire de Lyon et président de la communauté urbaine Raymond Barre (app. UDF) juge-t-il « *indispensable* » le déménagement du MIN, qui occupe 17 hectares dans le quartier central de Perrache : le marché se trouve « *contraint dans son développement* » et génère des « *nuisances par une circulation intense de poids lourds* ». De fait, le MIN de Lyon a vieilli – comme beaucoup d'autres – et il faut le moderniser. Les installations datent d'une quarantaine d'années. Elles sont jugées vétustes et devraient, dans un avenir proche, être reconstruites sur les communes de Vénissieux ou Corbas aptes à recevoir une plate-forme moderne. Encore faut-il lever nombre d'obstacles, le principal étant d'ordre juridique. Cette question agite, à Lyon comme ailleurs, les professionnels des marchés, les collectivités locales et les pouvoirs publics depuis plusieurs années.

En termes juridiques en effet, il s'agit d'un problème de « *domanialité publique* ». Les marchés sont situés sur des terrains relevant du domaine public et concédés par une collectivité locale, voire l'Etat pour Rungis. Ce qui signifie que les entreprises qui y exercent leurs activités (grossistes, transporteurs, frigoristes...) le font dans le cadre de concessions qui leur donnent un droit d'usage des *équipements*, mais aucun droit de propriété sur les immeubles qui restent classés « domaine public ».

« OISEAUX SUR LA BRANCHE »

« *Les acteurs des marchés vivent comme des oiseaux sur la branche*, résume Philippe Barre, secrétaire général de la Fédération française des marchés d'intérêt national (FFMIN). *Comme ils ne disposent que d'une simple autorisation d'occupation transformée par tacite reconduction, ils se trouvent en situation de précarité. Il faut modifier le cadre législatif pour créer des droits réels.* » Ces « droits » permettraient aux entreprises d'inscrire leurs valeurs immobilières dans leur bilan, et de céder ces actifs lors de la vente des commerces :



Les sept autres M.I.N. sont ceux d'Agen, Cavaillon, Châteaurenard, Grenoble, Montpellier, Rouen et Toulouse

« *Aujourd'hui, il est clair que les MIN ne perçoivent plus aucune subvention des pouvoirs publics comme ce fut le cas dans le passé, les opérateurs se trouvent en situation délicate lorsqu'ils sollicitent des prêts auprès de leurs banques, pour moderniser leurs installations ou les mettre aux normes d'hygiène. Les banques exigent des garanties vis-à-vis de gens qui ne sont pas propriétaires de leurs immobilisations* », fait valoir M. Barre.

Les gestionnaires des MIN n'ont eu de cesse de batailler contre cette règlementation. « *Nous ne sommes plus dans le contexte des années 50, où l'Etat souhaitait à travers les MIN mettre en place un interlocuteur entre producteurs et consommateurs* », précise Jacques Valade, vice-président (RPR) de la communauté urbaine de Bordeaux et président de la FFMIN, à l'heure où les Bordelais s'apprêtent à réhabiliter leur grande halle *(voir ci-dessous)*. « *Nous ne sommes plus en période de pénurie. L'inflation est terminée et l'offre hyperabondante. Avec l'arrivée des grandes centrales d'achat, de nouveaux acteurs sont apparus, rendant obligatoire une évolution des MIN.* »

Les autorités de tutelle et les gestionnaires des marchés ont toujours eu un souci commun : faire en sorte que les marchés de gros, lieux en principe clos et étanches, jouent un rôle économique d'entraînement grâce au regroupement, sur un même site, de grossistes, producteurs, prestataires de services diversifiés. Plate-forme traditionnelle d'approvisionnement des détaillants indépendants, les marchés « *contribuent à l'aménagement du territoire et exercent depuis l'origine une mission de service public* », indique la FFMIN, qui précise que chaque MIN s'ouvre « *une vaste zone de chalandisme comprise en moyenne dans un rayon de 100 à 150 kilomètres* ».

Les MIN doivent vivre leur époque, malgré leur actuelle précarité juridique. La montée en puissance des enseignes de la grande distribution – qui disposent de leurs propres plates-formes logistiques et ne s'approvisionnent donc pas dans les MIN – les contraint à faire des efforts pour offrir de nouveaux services. En outre, certaines de ces grandes surfaces, comme Metro, parfois installées dans les mêmes villes, se concurrencent directement en pratiquant la vente en gros. Là même, les MIN doivent s'adapter à l'évolution des modes de consommation, comme aux normes européennes, drastiques en matière sanitaire. « *Depuis cinq ans, nous investissons en moyenne 200 millions de francs par an pour la réhabilitation de nos installations* », indique Marc Spielrein, PDG de la Semmaris, la société gestionnaire de Rungis. Cette marche forcée a permis la mise aux normes du pavillon de la triperie et des produits laitiers en 1998. L'an 2000 sera consacré au pavillon de la viande (le pavillon du gibier a déjà traité), avant vient la rénovation du pavillon de la marée.

Face aux demandes insistantes des professionnels des MIN, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, en clôturant le 15 octobre 1998 à Lyon un colloque sur l'avenir des MIN a affirmé « *solennellement* » que « *l'Etat donnera aux partenaires intéressés les moyens juridiques et techniques de réussir les mutations souhaitées* ».

BAUME AU CŒUR

Ces propos sont donc venues mettre du baume au cœur des professionnels. « *Les problèmes de domanialité devraient se régler par la promulgation de simples décrets, au cas par cas, pour ce qui concerne les 16 MIN de province. En revanche, un texte de loi sera nécessaire dans le cas particulier de Rungis, compte tenu de la répartition des terrains entre plusieurs entités publiques* », explique Patrice Vermeulen, directeur de cabinet de Marylise Lebranchu, qui a demandé un avis au Conseil d'Etat sur le sujet. « *Il ne faudrait pas qu'une réglementation archaïque vienne entraver une modernisation nécessaire.* »

Claudia Courtois

Jean [illegible]

25 000 emplois directs

● **Dix-sept MIN :** créés en 1953, les marchés d'intérêt national (MIN) sont réglementés par l'ordonnance du 22 septembre 1967 et ses décrets d'application. Treize ont le statut de sociétés d'économie mixte (SEM) et quatre sont en régie.

● **Chiffre d'affaires :** toutes activités confondues, les MIN réalisent un chiffre d'affaires d'environ 40 milliards de francs (près de 10 milliards d'euros). Environ 4 millions de tonnes de fruits et légumes, soit la moitié des besoins de la population française, transitent par les MIN, près de 30 % des produits de la mer et 10 % des produits carnés.

● **Emplois :** les MIN regroupent plus de 2 000 sociétés et près de 25 000 emplois directs.

A Bordeaux, une rénovation difficile

BORDEAUX
de notre correspondante

Avant la création, en 1963, du marché d'intérêt national (MIN) de Bordeaux-Brienne, les grossistes en fruits et légumes étaient concentrés sur la halle des Capucins, au centre-ville. Ce déménagement sur les quais, dans une halle neuve longue de 300 mètres au cœur de 20 000 mètres carrés de bâtiments, devait servir d'exemple sur le plan national. Ce fut en fait... la guerre. « *Irréductibles Capucins* » contre les « *pionniers de Brienne* ». Des compagnies de CRS avaient même été appelées pour surveiller les deux marchés et éviter les échauffourées. Une ordonnance de 1967 avait instauré des périmètres de protection autour des MIN, pour éviter l'organisation de circuits parallèles de vente. La ville a contourné cette contrainte, en excluant en 1970 le secteur des Capucins de la zone de protection : Jacques Chaban-Delmas, maire de l'époque, ne voulait pas froisser cet électorat populaire du centre-ville.

Les [illegible] sont aujourd'hui apaisées. Quelques grossistes sont toujours installés sur le marché des Capucins, spécialisé dans le demi-gros et le détail. En juin, les poissonniers ont emménagé dans la halle centrale du MIN qui accueille 65 opérateurs, dont une quarantaine de grossistes en fruits et légumes. De 4 heures à 8 heures du matin, près de 400 types de produits changent de mains. Les clients du Grand Sud-Ouest, des Charentes aux Pyrénées. Dans un bruit de hall de gare, l'offre et la [illegible]. Le langage est codé, les prix ne sont jamais affichés et on évite de prononcer trop fort les mots « *franc* » ou « *kilo* ». La journée, la noria des camions s'arrête et l'activité se déplace à l'intérieur des entreprises installées autour de la halle. Ce marché diurne représente près de la moitié des transactions. En 1998, le chiffre d'affaires fruits et légumes s'élevait à plus de 2 milliards de francs (environ 305 millions d'euros).

La gestion s'effectue en flux tendus, les entreprises se diversifient, travaillent par roulement 24 heures sur 24. Pourtant, les parts de marché sont difficiles à conserver. La grande distribution s'approvisionne désormais dans ses centrales d'achat : 40 % des produits consommés en France ne transitent plus par le circuit des MIN. Selon André Frey, directeur du marché de Bordeaux, la grande surface représente 20 % des achats – Auchan a installé sa centrale d'achat en produits frais sur le MIN de Brienne –, le reste est partagé à parité entre les détaillants et la restauration collective.

BAUX EMPHYTÉOTIQUES

La rénovation du marché, [illegible] depuis une dizaine d'années, devrait offrir un second souffle aux opérateurs. Ce projet de quelque 160 millions de francs comprend la climatisation de la halle, son extension, la réfection des sols et une nouvelle architecture du bâtiment. Cette étape est indispensable aux yeux des concessionnaires de la Communauté urbaine de Bordeaux (*CUB*), qui contrôle le MIN à travers une régie directe. Mais une lettre d'observations définitives de mai 1998, la chambre régionale des comptes signalait que la CUB intervient déjà massivement dans l'équilibre des comptes de la régie. Cette intervention pourrait s'aggraver si elle « *prenait en charge tout ou partie des dépenses d'investissement* » de la rénovation. Dans l'hypothèse où la CUB ne participerait pas, les redevances payées par les entreprises seraient doublées voire triplées. « *Si les charges locatives augmentent, nous ne serons plus compétitifs par rapport à nos concurrents* », s'inquiète Monique Trias, présidente de la chambre syndicale des négociants-commissionnaires en fruits et légumes de Bordeaux et de la région. Les négociations s'éternisent. Ni la CUB ni les collectivités susceptibles d'intervenir n'ont encore voté de subventions. Le directeur du marché indique cependant que « *des échanges entre les pouvoirs publics et le MIN sont en cours pour débuter des investissements minimum avant 2001* ».

Un autre problème alimente les discussions : l'accession à la propriété. A cause de leur statut particulier, les MIN, à quelques rares ailleurs, ne permettent pas aux entreprises de devenir propriétaires de leurs locaux. Bordeaux a lancé une expérience pour le moment unique. Deux sociétés bénéficient depuis quatre ans de baux emphytéotiques de 60 à 99 ans : elles peuvent désormais envisager sans réticence de nouveaux investissements. Le secrétariat d'Etat au commerce aurait manifesté son intérêt pour ce « modèle » qui pourrait être étendu, au cas par cas, aux autres MIN.

Le Conseil économique et social préconise le renforcement de la collecte sélective des déchets

LES RAPPORTS sur la gestion des déchets ménagers se suivent et se ressemblent. Celui du Conseil économique et social (CES) – à rendre public, *le mardi 26 janvier*, fait le bilan de l'application de la loi du 13 juillet 1992. En demandant aux préfets de planifier la gestion des ordures ménagères à travers un plan départemental, cette loi tentait d'organiser des filières de traitement afin de fermer, au 1er janvier 2002, les décharges brutes. Le CES n'est guère optimiste : le volume de déchets partant en décharge [illegible] plus de 22 millions de tonnes par an. « *A l'échéance, on est encore loin de l'objectif !* », [illegible] Michèle Attar, auteur du rapport et présidente de la Fédération des coopératives HLM.

Faiblesse de la collecte sélective, opacité sur les coûts, manque d'engagement des collectivités locales, plans départementaux abstraits et peu appliqués, le constat dressé par la section du cadre de vie du CES est sévère. Le rapport souligne que les pouvoirs publics ont tardé à donner des directives claires aux collectivités locales. Quant aux élus locaux, « *ils se sont hâtés lentement* » à appliquer la loi et ont privilégié les filières radicales comme l'incinération, entraînant un suréquipement. Aucun effort n'a été fait pour réduire les déchets à la source : la quantité rejetée par habitant est passée de 200 à 400 kilos par an depuis [illegible].

SYSTÈME DEMEURANT « LIMITÉ »

Conséquence, les coûts de la gestion des déchets supportés par l'habitant ont été multipliés par vingt en quarante ans et le système de taxe d'élimination des ordures ménagères apparaît « *opaque, peu rationnel et inégalitaire* ». Quant au dispositif de collecte délégué à des organismes privés agréés, « *il n'atteint pas les résultats espérés* » : la population française mal desservie pour 25 % et ce système demeure « *limité* » à quelques matériaux (verre, papier et cartons).

Le rapport dresse une liste de propositions autour de deux objectifs : la prévention en amont et la réorganisation du financement. Le premier passe par une réduction de la production des déchets : mise en place de règles strictes aux producteurs d'emballages, obligation de reprise par les distributeurs des vieux produits manufacturés (voitures et pièces détachées, électroménager, bureautique...), encouragement à l'emploi des produits recyclés dans les cahiers des charges des marchés publics...

Le rapport propose de « *réorganiser le financement du service public* » en faisant payer plus les vrais producteurs de déchets. Ainsi la contribution des industriels au financement de la collecte et du recyclage doit augmenter et être étendue à d'autres secteurs (journaux gratuits, piles, produits de bricolage). A l'inverse, le consommateur ne devrait supporter que la partie "en vrac" en fonction du poids ou du volume. Ce rapport s'inscrit dans la logique de la collecte sélective, préconisée dans la circulaire du 22 avril 1998. Les préfets ont jusqu'au 31 décembre pour finaliser l'objectif national de 50 % de recyclage dans les plans départementaux d'élimination des déchets. Le temps presse : lundi 25 janvier, la Commission européenne a décidé de saisir la Cour européenne de justice afin d'obtenir une condamnation de la France pour non-respect des directives de 1991 sur les déchets et de celles de 1994 sur les emballages.

Sylvia Zappi

DÉPÊCHE

■ ARMAGNAC : les professionnels et les collectivités locales viennent de lancer un plan d'urgence de 100 millions de francs (environ 15 millions d'euros) pour sauver l'armagnac, déjà en difficulté et dont les exportations subissent les effets de la crise asiatique. Les départements du Gers, des Landes et du Lot-et-Garonne, les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine, ainsi que le Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA) vont débloquer une soixantaine de millions pour la commercialisation du produit et une trentaine pour la promotion touristique du pays. – *(Corresp.)*

CHIFFRE D'AFFAIRES 1998
+ 21,5 %

PINAULT
PRINTEMPS-REDOUTE

PROGRESSION DE 21,5%
DU CHIFFRE D'AFFAIRES 1998

Le groupe Pinault-Printemps-Redoute a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 16 514,7 millions d'euros (108 329 MF), en hausse de 21,5 % par rapport à 1997.

Par pôle d'activité, la variation du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

	En millions de francs 1998	En millions de francs 1997	Var	En millions d'euros 1998	En millions d'euros 1997
Distribution Grand Public	56 148	48 905	+ 14,8 %	8 559,7	7 455,5
Distribution Professionnelle	45 224	33 768	+ 33,9 %	6 894,4	5 147,9
Commerce International	1 [illegible]	506	+ 6,9 %	1 060,6	991,8
TOTAL	108 329	89 179	+ 21,5 %	16 514,7	13 595,3

Le pôle Grand Public est en hausse de 14,8 %.
Cette progression reflète :
• l'effet des acquisitions réalisées par le groupe Redcats en 1997 et de la prise de contrôle de Brylane aux Etats-Unis acquis en 1998,
• les excellentes performances de Conforama et Fnac en France et à l'international,
• l'accélération de l'activité du Printemps.
A périmètre et taux de change comparables, le chiffre d'affaires du pôle est en hausse de 6,6 %.

La croissance du pôle Commerce International de 6,9 % s'explique par :
• une forte progression de l'activité en Afrique Centrale et dans les DOM-TOM,
• la poursuite de la croissance de la pharmacie.
A périmètre et taux de change comparables, le chiffre d'affaires du pôle est en hausse de 8,2 %.

La croissance du pôle [illegible] à 33,9 %, notamment grâce :
• à l'intégration de Guilbert consolidé sur 12 mois,
• aux acquisitions réalisées par Rexel en 1997 et 1998,
• à une croissance interne observée dans chacune des enseignes du pôle, plus particulièrement chez Guilbert.
A périmètre et taux de change comparables, le chiffre d'affaires du pôle est en hausse de 4,7 %.

A périmètre et taux de change comparables, le chiffre d'affaires 1998 du Groupe est en progression de 5,9 %.
• Les effets de croissance externe et les effets de change ont contribué respectivement pour 2 032,3 millions d'euros (13 331 MF) et – 31,1 M€ (– 204 MF) à la progression du chiffre d'affaires sur l'année.

L'encours moyen productif du groupe Finaref (pôle Crédit et Services Financiers) est en hausse de 12,1 % par rapport à 1997.

Le chiffre d'affaires du Groupe au quatrième trimestre 1998 a enregistré une progression de 21,8 % à structure réelle et de 3,6 % à périmètre et taux de change comparables.

Informations complémentaires :
Pinault-Printemps-Redoute
18 Place Henri Bergson – 75381 Paris cedex 08
[illegible] 44 90 61 00

Informations Actionnaires : 01 44 90 63 25
Internet : http://www.pprgroup.com
e-mail : comfi@pprgroup.com
3615 COB, rubrique BDC

هكذا من الأصل

REPORTAGE

1. VIOLENCES EN FRANCE

Une cité en région parisienne, photographiée par Guillaume Herbaut en 1998, dans le cadre d'un travail sur les banlieues.

« Le Monde » commence la publication d'une série en trois volets sur la violence en France, vue par ceux qui la vivent au quotidien, auteurs ou victimes, policiers des quartiers à problèmes ou élus locaux confrontés à la délinquance. Au Clos-Saint-Lazare, une cité de Stains, en Seine-Saint-Denis, construite dans les années 60, notre journaliste a écouté le discours des garants de l'ordre et celui des jeunes. Des paroles qui, parfois, se ressemblent

Paroles de jeunes

LUNDI 18 JANVIER. *Jour de fête dans la cité.* Les robes en dentelle dépassent des manteaux des fillettes. Sous l'anorak, les petits garçons portent la gandoura. Les musulmans fêtent l'Aïd, la fin du ramadan. L'après-midi est gris mais particulièrement animé. Sur les marches, à l'entrée d'un immeuble, quelques jeunes gens saluent un ami. Passe une 306 blanche, banalisée en civil. « *La bande à Gérard !*, lance Khader, *vous avez vu ? Ils ont ralenti, ils nous ont regardés... les flics, on les connaît tous.* » Les relations entre les jeunes et la police, ici ? « *Le jour où on ouvrira un débat sur ce sujet-là, il ne finira pas. Les jeunes comprennent pas, la police comprend pas.* »

C'est l'histoire du chat et de la souris. Une histoire sans fin, qui se nourrit du quotidien. Des contrôles, des interpellations, du ras-le-bol de la population, des peurs et de l'image de chacun. Une histoire dont les protagonistes se défendent d'être ce qu'ils sont aux yeux des autres.

> « *On a une image de nous qui n'est pas la bonne* » : parole de flics à propos des jeunes, parole de jeunes à propos des flics

« *Certains élèves n'arrivent pas à concevoir qu'on est là pour aider les gens* », témoigne Ludovic, un des deux îlotiers qui interviennent dans les collèges. « *Les jeunes d'ici, on a tout une image. Un jour, mon petit frère faisait un footing avec un ami. Il s'est fait embarquer au commissariat. Pourquoi ? Parce qu'il avait le profil : noir, grand, crâne rasé* » (Teddy, vingt et un ans, en terminale). « *On l'aime pas, Gérard. C'est une crapule. Dès qu'il trouve mon nom de famille, c'est fini* » (Farid, dix-huit ans, chômeur). Les frères seraient-ils connus au commissariat ? « *Moi, c'est moi. Je préfère pas en parler. Mais j'ai changé, je reste droit, je suis allé m'inscrire à l'ANPE. Ils ont une image de la personne, elle change pas.* »

Au Clos-Saint-Lazare, comme dans toutes les cités, l'abcès de fixation est le hall d'immeuble. Lieu de rencontre des jeunes, lieu de trafic parfois, lieu de contrôles routiniers, lieu de répression. « *Ils nous contrôlent tout le temps alors qu'ils nous connaissent, et si on n'a pas nos papiers, ils nous embarquent alors qu'ils savent très bien où on habite, comment on s'adresse* » (Willy, seize ans, en troisième). « *Nous, on n'est pas des habitués des halls, mais l'autre jour on y était, ils sont rentrés matraque à la main, ils nous ont contrôlés, fouillés, humiliés, on était des citoyens. Le courant ne peut pas passer* » (Teddy).

« *C'est sûr qu'on va plus s'intéresser à un adolescent qu'à la femme qui marche avec son enfant* », admet Dominique Delpino, qui commande l'unité de voie publique du commissariat. « *Il n'aiment pas qu'on les contrôle. Malheureusement, ceux qu'on contrôle, à 95 %, ils ont des choses à se reprocher. Ils étaient tranquillement chez eux, ils ne seraient pas contrôlés.* » Les « *interventions* » dans les halls font souvent suite à des appels – anonymes – d'habitants. « *Quand on va en réunion de quartier, on n'entend que ça*, raconte la commissaire Pascale Dubois. *Les gens sont excédés. Ils ne supportent plus de voir des groupes de jeunes en bas de leur escalier. Ils nous reprochent d'être inactifs.* »

Au carrefour de Stains, Saint-Denis et Pierrefitte, en Seine-Saint-Denis, la cité est connue comme un lieu de trafic de drogue. Les coups de fil des habitants permettent de tenter à coups de surprendre une transaction. « *En septembre*, poursuit la commissaire, *lors d'un contrôle, des fonctionnaires ont interpellé dans un hall un jeune qui avait cinquante doses d'héroïne sur lui. D'ailleurs, le même jeune a été interpellé trois mois plus tard, toujours pour trafic de stupéfiants.* »

« *Ce qui nous dégoûte le plus, c'est qu'il se passe des choses graves, et ceux qui les font ils prennent rien. Et nous on se fait emmerder alors qu'on a fait rien.* » La complainte de Douma, vingt ans, étudiant en anglais, revient comme une rengaine. Faudrait-il donc réprimer davantage ? « *Certaines personnes, oui. Il faudrait il leur faudrait trois commissariats pour arranger les choses ici.* »

« *Ils n'ont jamais servi à rien*, renchérit un de ses copains. *On va pas vous cacher que la drogue coule à flots dans cette cité.* » Daril, vingt ans, salarié dans la sécurité, avance une explication au « *harcèlement* » dont les jeunes, délinquants ou non, se disent victimes : « *Comme ils n'arrivent pas à attraper ceux qu'ils doivent attraper, ils nous cherchent des couilles à tout le monde.* » « *Le pire, c'est qu'ils savent qui fait quoi* », poursuit Xavier, vingt-deux ans.

Omniscients et omnipotents, les policiers du commissariat ? « *Ils se trompent. A notre niveau, on fait de la petite police, je n'ai pas prétention à arrêter de gros trafiquants* », répond un des membres de la brigade anti-criminalité (BAC). Le capitaine Delpino le confirme : « *Malheureusement, nous ne savons pas tout : ils volent des choses que nous ne voyons pas.* » Dans ces choses, pas question de les rapporter. « *Un jour*, raconte Teddy, *j'ai assisté à un règlement de compte ; de ma fenêtre, j'ai vu un type se faire tuer ; les flics sont venus me demander de témoigner ; j'ai dit que j'avais rien vu.* » Ce refus, Teddy, un grand Antillais amateur de rap, le met sur le compte du « *manque de respect* ». « *Une fois*, poursuit-il, *j'étais sur les Champs-Elysées ; je regarde un flic, il me regarde et il me dit : "Qu'est-ce qu'y a, espèce de sale con ?" ; je lui ai répondu, on a échangé des injures, ils m'ont embarqué au commissariat... j'ai appris que c'était mon bon boss, qu'il fallait fermer sa gueule.* »

> « *Nous, on les respecte, eux nous respectent pas* » : parole de flics à propos des jeunes, parole de jeunes à propos des flics.

« *Souvent, quand on arrive, ils nous provoquent*, témoigne un brigadier, *il faut leur demander leur carte d'identité trois ou quatre fois.* » « *J'ai vu un petit de quatre-cinq ans donner un coup de pied dans une voiture de police* », reprend un de ses collègues. « *Les sept-huit ans nous montrent du doigt alors qu'on passe en voiture banalisée*, poursuit le brigadier. *Comment voulez-vous qu'ils nous respectent à treize-quatorze ans ?* »

Au commissariat, gardiens de la paix et gradés devancent la question : ils disent respecter les jeunes. Au pied des escaliers, la version change. « *Ils nous poussent à faire la faute*, affirme Teddy, *ils veulent montrer l'autorité, mais, nous, ça nous force encore plus à chauffer. Un jour, il y en a un qui nous a dit : "Moi, je suis pas un petit merdeux, comme vous."* » « *La parole d'un fonctionnaire, elle vaut deux paroles. C'est ce qu'ils nous disent* », assure Zetla, un collégien de seize ans qui a connu plus d'une fois la garde à vue. « *Un jour, je me suis fait taper. C'était il y a un an, après un vol à Carrefour. Ils voulaient que je balance ceux qui étaient sur les photos prises par les caméras. Ils ont cogné. J'avais un bleu à l'arcade sourcilière. Mais j'ai renoncé à porter plainte, parce qu'un bleu ça disparaît vite.* »

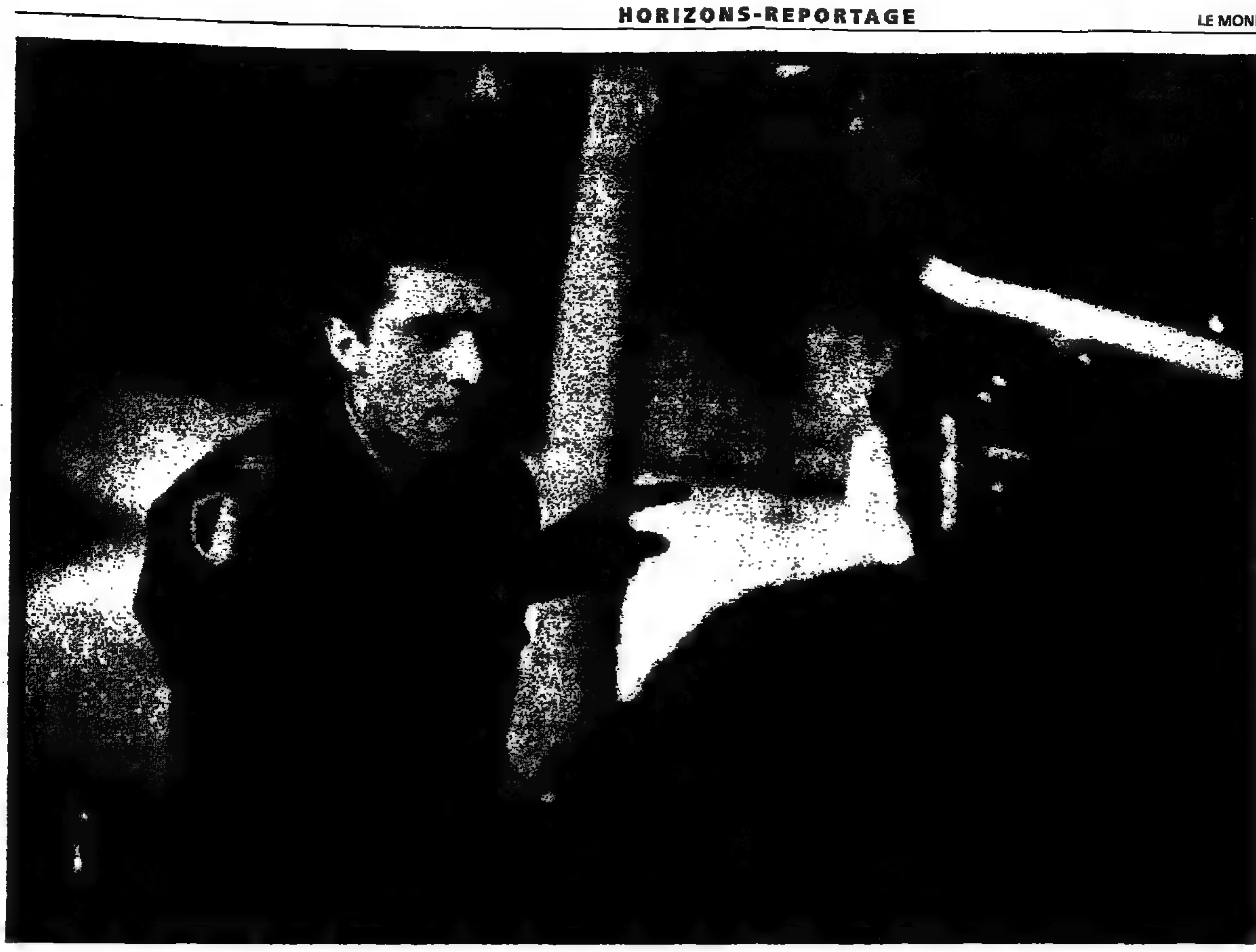
KHADER, plus âgé, n'est pas un habitué des halls. « *Un soir*, dit-il, *j'étais chez moi, il y avait du bruit en bas. Je croyais que c'était les petits. Je descends en criant : "C'est quoi ça ?" La police était là. Ils m'ont fouillé en me disant : "Tu le crois dans ta cambrousse ? Ici on les rois ici, ça nous appartient".* »

A la cité, territoire à défendre, correspond un vocabulaire guerrier. Le commissariat, qui a essuyé des tirs de mortiers il y a deux mois, à un quart d'heure à pied de la cité, a immédiatement trouvé son appellation : « *la forteresse* » : baies vitrées blindées, énormes doubles portes à l'entrée... le bloc de béton est imprenable. Dédale d'immeubles aux porches et culs-de-sac, la cité, elle, est enclavée. « *On a du mal à être maîtres des lieux*, admet un brigadier. *Eux, qu'est-ce qu'ils voudraient ? Que ce soit une zone interdite pour nous. On est gênants.* » « *Quand on vient dans leur cité, c'est un peu comme si on venait chez eux* », poursuit un de ses collègues.

Le capitaine Delpino est catégorique : « *Il est évident qu'on n'y est pas en permanence, mais on va partout, ce ne sont pas eux qui font la loi.* » Il n'empêche... Il y a trois semaines, un flagrant délit de tran-

> « Ils font peur à personne, les policiers ; déjà, au Clos, il y a cent fois plus d'armes qu'au commissariat. Quand ils viennent ici, ils ont peur, alors ils tapent »
>
> *(Zetla, seize ans, collégien)*

Dans le souci d'anonymat, les noms des interlocuteurs du Clos-Saint-Lazare ont presque tous été modifiés. Les jeunes ont choisi eux-mêmes leur pseudonyme.



Sartrouville (Yvelines), [redacted] [redacted] policier procède [redacted] l'arrestation sur [redacted] voie publique [redacted] jeune [redacted] Ce cliché [redacted] d'un reportage [redacted] vie du commissariat [redacted] Sartrouville qu'a mené, en 1996, [redacted] photographe [redacted] Herbaut.

s de jeune' contre paroles de flics

[redacted] stupéfiants [redacted] terminé par [redacted] des coupables, qui ont légèrement [redacted] naires [redacted] police. « *Pendant plusieurs jours, [redacted] y est allés tous les soirs,* poursuit Dominique Delpino. *Pour [redacted] que c'était [redacted] maîtres [redacted] coin.* »

ZETLA le collégien n'est [redacted] de [redacted] avis : « *Ici, c'est les jeunes qui contrôlent. [redacted] que moi, je leur ai déjà [redacted] fait [redacted] misère noire qu'ils ont [redacted] s'arracher les cheveux.* » Un exemple ? « *Il y a deux semaines, quand [redacted] derrière [redacted] képis.* » [redacted] policiers [redacted] commissariat ? « *Non, de Saint-Denis. [redacted] les connaît. L'un d'eux [redacted] levé [redacted] majeur. [redacted] je [redacted] dire... [redacted] leur a lancé des cailloux. Ils se sont sauvés.* » « *Tous ceux qui sont contre [redacted] jamais [redacted] dernier mot* », renchérit son copain Snipper, qui a lui aussi connu la garde [redacted] « *pour des histoires de coups [redacted] pour [redacted] shit* [haschich] ». « *C'est [redacted] guerre. Un jour, [redacted] équipe va [redacted] pourrait peut-être trouver un terrain d'entente.* » Willy l'interrompt : « *Nous, c'est [redacted] problème. Ils changent, nous on suit.* » Et Snipper de conclure : « *[redacted] attendant le jour J, [redacted] rend le mal pour [redacted] mal.* »

Conflit biaisé, puisque [redacted] parties [redacted] aux [redacted] règles. Au détour d'une [redacted] tion, Willy décrit un contrôle : « *J'avais rien sur moi, un couteau, quoi, c'est [redacted]* » Quelques minutes plus tard, Snipper raconte une scène identique. Et ajoute : « *Mais c'est [redacted] fait normal que, dans [redacted] cité, [redacted] ait un couteau puisque les plus forts s'attaquent aux plus faibles. C'est [redacted] jungle.* »

« *Parfois, on entend : "Pose [redacted] plaque, qu'on s'explique !"*, témoigne un des membres de la BAC, *mais nous on n'est pas là pour [redacted] bagarrer !* » « *A combien [redacted] policiers j'ai dit : "T'enlèves [redacted] arme, on fait un tête-à-tête." Mais leur code à [redacted] c'est : "Dégaine le plus vite !"* », raconte Zetla. « *C'est vrai que, [redacted] cités, [redacted] nos propres lois, notre code de l'honneur. Par exemple, [redacted] n'a [redacted] à vendre sur [redacted] terrain [redacted] autres, à dire du mal [redacted] la sœur [redacted] Je me suis fait fracasser parce que les grands de [redacted] cité [redacted] vu que je fumais* [du cannabis] », poursuit le collégien. « *Ici, plus on [redacted] jeunes, plus [redacted] contre la police. C'est les petits qui pr[redacted] pour [redacted]ds. Les grands, ils font leur business. [redacted] sont plus calmes, parce qu'ils [redacted] qu'il faut pas [redacted] faire remarquer. [redacted] nous crient dessus quand [redacted] flics viennent. C'est nous qui les attirons. [redacted] les comprend, parce qu'ils font leur business. Avec [redacted] ça va, parce que c'est nos proches, c'est pour [redacted] bien qu'ils nous crient dessus.* »

Zetla n'a que seize ans, mais il a déjà été [redacted] deux peines [redacted] sursis. « *Si je prends des risques,* dit-il, *c'est pour faire de l'argent, habiller décemment [redacted] petit frère, avoir des loisirs. Ici, c'est l'argent le problème. Les gens n'ont [redacted] beaucoup de ressources, [redacted] font [redacted] pour arriver [redacted] sommet. Avec l'argent, [redacted] peut [redacted] faire. [redacted] faut s'en procurer par [redacted] les moyens, même s'il y [redacted] années [redacted] prison derrière. Et tous [redacted] jeunes [redacted] avis. Quand on a de l'argent, [redacted] portes. [redacted] faut à [redacted] prix [redacted] marque pour montrer qu'on [redacted] quelque chose, pour que les gens [redacted] regardent.* » Ce jour-là, il [redacted] lui-même [redacted] simplement : aucune marque n'apparaît ostensiblement [redacted] tenue. Lorsqu'on [redacted] lui fait remarquer, il exhibe avec un sourire [redacted] crocodile qui [redacted] pantalon au niveau [redacted] la ceinture.

« *Les plans,* poursuit Zetla, *y en a plein qui [redacted] présentent, il suffit de [redacted] baisser pour ramasser le billet. Comme disent les jeunes : "C'est pas la stup qui [redacted] nourrir." [redacted] sait [redacted] bien que si [redacted] fait arrêter, [redacted] être jugé, puis on va ressortir, et ce [redacted] mêmes tentations, les portables, [redacted] voitures.* » La police ne fait donc [redacted] son travail ? « *Oui, mais y en [redacted] qui le font bien, y [redacted] qui le font mal... Y [redacted] qui [redacted]pectent pas [redacted] loi. Ils [redacted] prennent [redacted] shit, alors que, normalement, [redacted] devraient [redacted] embarquer [redacted] nous faire passer en jugement. [redacted] y en a qui discutent, qui cherchent à comprendre... Tony, c'est quelqu'un de super. Quand j'ai volé [redacted] Carrefour, il a essayé de me raisonner. Il m'a dit qu'y [redacted] d'autres moyens de s'en sortir. Je me [redacted] dit : "Parmi tous ces chiens, y [redacted] a qui comprennent les jeunes." Ça a eu de l'influence. Ses paroles me sont restées dans la [redacted] Il a pas cessé de [redacted] vouvoyer. Le respect, quoi.* »

> « Quand ils disent qu'on est racistes, ça me fait rigoler. Dans d'autres services, je l'ai ressenti ; ici, jamais »
> *(Capitaine Delpino, commissariat de Stains)*

[redacted] un [redacted] l'école primaire [redacted] nommément les [redacted] de Turc. « *Nique* [suivent trois noms] [redacted] *la BAC, bande de fils de pute, 2-0 pour nous.* » Les membres de la brigade anti-criminalité – treize gardiens de la paix et un brigadier habillés en civil – sont chargés de la répression. En toute logique, ils arrivent en tête au hit-parade des plus mal considérés. Le rejet n'est toutefois [redacted] global. « *La BAC, [redacted] jouent les cow-boys. [redacted] connaît tous leurs [redacted] Mais y en a qui sont sympas. Les flics bien, ils passent* », dit l'un. « *Il y a des bons et des mauvais, c'est comme les jeunes dans les cités* », [redacted] l'autre.

CURIEUSEMENT, si la [redacted] est surnommée « *la bande [redacted] Gérard* », Gérard n'en est [redacted] le chef. [redacted] qu'il est question de police, le prénom est sur toutes [redacted] lèvres, associé à toutes sortes d'injures. « *Il parle mal. Il frappe pas, mais c'est pas l'envie qui le retient* », [redacted] Zetla. « *[redacted] jour, il m'a dit : "Si je [redacted] revois dans un hall, je [redacted] casse [redacted] gueule" ; [redacted] m'a déjà mis trois-quatre claques* », poursuit Willy. Au commissariat, [redacted] hiérarchie [redacted] lui connaît [redacted] cette réputation. « *Quand je tourne avec lui, je vois que c'est un de ceux qui discutent le plus [redacted] les jeunes ; d'ailleurs, c'est pour [redacted] qu'ils connaissent [redacted] prénom,* affirme [redacted] capitaine Delpino. *Il [redacted] peut-être considéré [redacted] dur parce qu'il passe juste[redacted] de [redacted] discussion à [redacted] répression.* »

L'intéressé attribue [redacted] notoriété [redacted] ancienneté sur le terrain. Il [redacted] âgé de trente-deux ans, dont six passés au commissariat [redacted] Stains. « *Il y a des familles où je connais [redacted] garçons. [redacted] ont tous séjourné [redacted] nos locaux. Hier, il y a eu une intervention au Clos. Les jeunes criaient "Gérard !", [redacted] j'étais [redacted] congé [redacted] province ! Un jour, j'ai entendu un gamin de cinq ans, qui accompagnait [redacted] mère venue faire faire des papiers au commissariat, [redacted] dire : "Toi, je te connais, [redacted] t'appelles Gérard" ; je ne sais pas pour qui ils me prennent, mais sûrement [redacted] pour ce que je suis réellement ; ils nous ressentent comme des cow-boys parce qu'on fait notre travail.* » Et lorsqu'on lui rapporte le témoi[redacted] jeune homme qui [redacted] avoir reçu [redacted] coups : « *Des fois, pour arrêter les auteurs de délits, on est obligés d'employer des moyens coercitifs. Mais frapper gratuitement, non.* »

> « *Ils peuvent être violents* » : parole [redacted] flics à propos des jeunes, parole de jeunes à propos des flics.

A [redacted] question : « *Vous est-il déjà arrivé d'avoir peur pendant le service ?* », les fonctionnaires de police répondent par l'affirmative. Un des jeunes membres de la [redacted] se souvient, [redacted] particulier, d'une intervention dans [redacted] magasin qui avait été attaqué par des jeunes gens accompagnés de pitbulls. « *Quand on [redacted] descendus de voiture, [redacted] menacé de lâcher les pitbulls ; le principal auteur du délit s'est sauvé, on l'a suivi, les [redacted] nous cherchaient. J'ai eu un doigt retourné par [redacted] barre de fer.* » « *La difficulté,* poursuit [redacted] brigadier qui fait équipe [redacted] lui, *c'est de gérer le stress. Imaginez que j'aie tiré sur le pitbull et que [redacted] balle ait ricoché. Il y aurait eu [redacted] bavure. On n'a pas droit [redacted] l'erreur.* »

> « Est-ce que c'est grave de conduire sans permis ? Est-ce qu'à dix-huit ans les peines de sursis s'effacent ? Qu'est-ce qu'il faut faire pour entrer dans la police ? »

[redacted] police les situations périlleuses, [redacted] jeunes de la [redacted] timent de puissance ? « *[redacted] n'ont pas peur de la police* », constate [redacted] brigadier [redacted] la BAC. « *On n'a pas peur [redacted] nos propres parents, pourquoi [redacted] aurait peur d'eux ?*, s'étonne Snipper. *Ce qu'ils savent, c'est qu'ils [redacted] quoi ? Une dizaine ? Une quinzaine ? Nous, on [redacted] un millier.* » « *Ici, [redacted] risquent leur vie* », admet Teddy. « *Ils font peur [redacted] personne les policiers : déjà, [redacted] Clos, il y a cent fois plus d'armes qu'au commissariat,* dit [redacted] *Quand ils viennent ici, [redacted] ont peur, alors ils tapent.* » Simple constat du capitaine Delpino : « *On a plus de fonctionnaires blessés que, eux, de blessés par [redacted]* »

Quand il a terminé sa formation de gardien de la paix, Michel, d'origine bretonne, [redacted] souhaité travailler « *dans les quartiers chauds* ». « *J'avais envie de voir si ces jeunes étaient différents de moi. Et j'ai vu* », dit-il. A vingt-six [redacted] il travaille à l'unité de traitement du judiciaire, mais procède parfois à des interpellations. Les jeunes, c'est surtout pendant ses heures de loisirs qu'il les a découverts, en pratiquant la [redacted] à pied, au niveau national, [redacted] club [redacted] Pierrefitte. « *A [redacted] arrivée, un jeune a dit au coach : "Ça veut dire quoi, ça ! [redacted] prend des flics dans le club !"*, raconte-t-il. *Maintenant, [redacted] s'entend bien, il est venu chez moi.* » Son diagnostic ? « *Foncièrement, il n'y en a pas beaucoup qui sont méchants, seulement, ils peuvent être très violents avec l'effet de groupe, avec le réflexe humain qui consiste à tenter sa dernière chance.* »

> « *En groupe, [redacted] ne [redacted] plus les mêmes* » : parole [redacted] flics.
> « *En groupe, nous ne [redacted] plus les mêmes* » : parole de jeunes.

« *On peut discuter tranquillement [redacted] l'un un jour. Le lendemain, [redacted] jettera des pierres,* témoigne un des membres de la BAC. *Parfois, certains [redacted] disent : "Donne-moi ta plaque, ton flingue, tu vas voir comment je vais rétablir l'ordre." Mais c'est un discours qu'ils [redacted] quand [redacted] sont [redacted] seuls.* » Abdellah, un collégien de seize ans, l'admet : « *On est en faute aussi ; parce que, quand on est [redacted] groupe, [redacted] croit supérieurs, [redacted] croit qu'on peut les insulter à volonté.* » Les [redacted] *culpa* reviennent d'ailleurs régulièrement, [redacted] manière assez naturelle. « *Nous aussi [redacted] y [redacted] pour quelque chose. Des fois, [redacted] va [redacted] soirée. Pour rentrer, on vole une voiture* » (Krus, dix-sept ans, en seconde). « *On leur complique plus la vie qu'ils [redacted] la compliquent* » (Zetla).

Comme [redacted] autres, [redacted] rapidement le sujet du racisme. « *[redacted] nous traitent de sales Arabes ou de sales Noirs.* » Est-ce que ça lui [redacted] déjà arrivé personnellement ? « *Plusieurs fois.* » [redacted] effectifs du commissariat comptent beaucoup d'Antillais [redacted] quatre personnes d'origine maghrébine. L'un d'eux, gardien de la paix [redacted] l'unité d'investigation [redacted] recherche, [redacted] vingt-neuf ans, [redacted] : « *Je suis né [redacted] Aubervilliers, de père algérien, [redacted] mère portugaise, et j'ai grandi [redacted] Drancy. Je voulais changer les choses, j'ai toujours voulu que justice soit faite. Je prends le temps de voir les parents, de discuter avec eux, je [redacted] jeunes de faire gaffe [redacted] leurs fréquentations. Il y en [redacted] qui est en cage, là en ce moment. Je le connais par [redacted] Je lui ai déjà envoyé une [redacted] postale de [redacted] Le racisme, je l'ai vécu. Dans le privé, [redacted] existe, pas dans l'administration. Sinon, je n'y serais jamais rentré. Au sein d'une administration, il peut y avoir [redacted] tiraillements [redacted] ce sujet. Ici, jamais.* »

« *La police rajeunit. [redacted] été [redacted] l'école avec des copains noirs et maghrébins* », renchérit le brigadier qui dirige la BAC. « *Quand ils disent qu'on [redacted] racistes, ça [redacted] fait rigoler,* poursuit le capitaine Delpino. *Dans d'autres services, je l'ai ressenti ; ici, jamais.* » « *Leur parole vaut plus [redacted] nôtre* », [redacted] Zetla. « *Des fois, les keufs m'appellent bamboula,* témoigne Willy, *ça fait [redacted] plaisir, je suis obligé de riposter.* »

> « *Ce qui manque, c'est du dialogue* » : parole [redacted] flics, parole de jeunes.

Tous le disent. Le brigadier de la BAC rêve d'un autre monde : « *Moi, ce que j'aimerais bien, c'est que les gens [redacted] disent bonjour, qu'ils [redacted] aident à remplir [redacted] mission.* » [redacted] îlotiers sont [redacted] seuls [redacted] connaître [redacted] type [redacted] relations. « *Ce qui fait plaisir, c'est quand [redacted] se [redacted] dans le Clos [redacted] des jeunes de quinze-seize [redacted] viennent [redacted] serrer la main* » (Ludovic). Personne, dans [redacted] quartier, n'entretient des relations [redacted] les membres de la BAC ? Les trois hommes de l'équipe [redacted] service [redacted] ce moment-là se regardent, perplexes. « *Vous voulez dire... des relations amicales ?* » Silence. « *Je vois pas. Au mieux, [redacted] nous ignorent.* »

« *On va pas dire que nous [redacted] bien [redacted] sont mal,* affirme Abdellah. *Il faut qu'on [redacted] calme et qu'eux [redacted] calment.* » Comment y parvenir ? « *Déjà, il faudrait faire connaissance avec [redacted] police.* » Michel, [redacted] gardien [redacted] la paix qui pratique la course, [redacted] fait connaissance, lui, avec des jeunes des cités. [redacted] souvent, ils lui posent [redacted] questions : « *Est-ce que c'est grave de conduire sans permis ?* » ; « *Est-ce qu'à dix-huit ans [redacted] peines [redacted] sursis s'effacent ?* » Deux fois, il a même entendu : « *Qu'est-ce qu'il faut faire pour entrer dans la police ?* »

Marie-Pierre Subtil

PROCHAIN ARTICLE :
2. Le désarroi des victimes

Ne laissons pas la critique du PACS à la droite !

N[redacted] sommes nombreux à avoir salué la volonté du gouvernement [redacted] mettre un terme au déni juridique de l'existence [redacted] couples homosexuels. [redacted] nous ne pouvons [redacted]cepter que [redacted] débats parlementaires sur le pacte civil [redacted] solidarité (PACS) [redacted] réduisent [redacted] des [redacted] des [redacted] culpabilité ou des chantages [redacted] l'excommunication, [redacted] que s'y jouent des bouleversements fondamentaux dans l'organisation [redacted] structures imaginaires [redacted] symboliques de toute une société.

Faut-il que la seule opposition [redacted] projet prenne la forme [redacted] tentatives d'obstruction systématique par la droite, [redacted] que [redacted] prétexte de ne [redacted] faire perdre la face [redacted] la gauche [redacted] passer en force un texte de loi mal reçu parce que, pour l'essentiel, mal pensé ?

Nous sommes conscients [redacted] la nécessité [redacted] corriger [redacted] injustices [redacted] incohérences en [redacted] la vie [redacted] concubins, hétérosexuels [redacted] homosexuels. [redacted] aussi – des experts l'ont clairement montré – que cela est possible par [redacted] réformes juridiques [redacted] fiscales, étendues [redacted] couples homosexuels. Devons-nous accepter sans discussion, [redacted] peine de nous voir traités d'homophobes [redacted] défenseurs bornés de la famille chrétienne, qu'au [redacted] ces nécessaires réformes soit imposée une nouvelle forme d'union légale, compromis boi[redacted] entre désir de reconnaissance institutionnelle [redacted] désir [redacted] choix individuel, mêlant [redacted] couples qui ne veulent [redacted]rier avec ceux qui [redacted] le peuvent pas, et, pourquoi pas, [redacted] ceux qui n'ont [redacted] droit de faire couple [redacted] et [redacted] ?

> Faut-il faire comme s'il allait de soi qu'un choix de vie sexuelle doive faire l'objet d'une reconnaissance institutionnelle ?

Et pour ces derniers, à la condition qu'ils [redacted] deux, formant [redacted] paire [redacted] davantage (ce qui [redacted] illogique [redacted] PACS n'est [redacted] le modèle du mariage), [redacted] au risque [redacted] que la loi, traitant des paires de consanguins [redacted] des couples, [redacted] marquer symboliquement l'interdit [redacted] l'inceste [redacted] ou bien [redacted] le contrat [redacted] plusieurs par[redacted] admis, [redacted] du [redacted] coup [redacted] bar[redacted] légale contre la polygamie qui [redacted] ?

En quoi [redacted] Collectif pour le PACS, défendant une option politique [redacted] juridique parmi d'autres, peut-il être considéré comme le représentant de l'ensemble [redacted] ainsi [redacted] l'ensemble des concubins hétérosexuels, qui n'ont jamais été consultés, voire de [redacted] tous, qui sommes concernés puisque [redacted] PACS change la donne pour tout [redacted] monde, y compris pour [redacted] générations [redacted] ? Doit-on accep[redacted] discussion [redacted] innovation juridique consistant à [redacted] la rupture [redacted] d'un contrat [redacted] aucune contrepartie ? Faut-il [redacted] comme s'il al[redacted] qu'un choix [redacted] vie sexuelle [redacted] faire l'objet d'une reconnaissance institutionnelle ? Doit-on trouver normal que [redacted] différence [redacted] traitée comme [redacted] discrimination et que [redacted] qui choisissent ou assument de vivre une différence exigent en même temps que celle-ci soit neutralisée au nom de l'égalité ?

Faut-il donner force de loi à cette injonction paradoxale, devenue aussi répandue que destructrice, consistant à exiger d'une [redacted] qu'elle prenne en charge et reprenne à son compte [redacted] manifestations [redacted] délégitimation de [redacted]rité ? Et devra-t-on bientôt inventer un [redacted] pour ceux qui ne manqueront pas [redacted] PACS insuffisamment [redacted] voudront [redacted] rapprocher [redacted] mariage ? Pourquoi, enfin, s'entêter à vouloir résoudre un problème qui exige la clarté par [redacted] non seulement confuse [redacted] aussi perverse, parce que contradictoire [redacted] risquant de créer beaucoup plus [redacted] situations problématiques qu'elle n'en évitera ?

Poser [redacted] questions ne nous paraît pas, bien au contraire, contraire aux valeurs [redacted] gauche défendues par nos élus, et c'est une exigence minimale de la démocratie qu'elles soient sérieuse[redacted] publiquement discutées.

C'est pourquoi nous deman[redacted] qu'avant [redacted] irré[redacted] un [redacted]né sur [redacted] PACS, qui suspende les querelles politiciennes [redacted] pres[redacted] partisanes au profit d'une [redacted] réflexion, où les repré[redacted] politiques n'oublieraient [redacted] qu'ils [redacted] service [redacted] général.

Caroline Eliacheff *est psychanalyste.*
Antoine Garapon *est magistrat.*
Nathalie Heinich *est sociologue (CNRS).*
Françoise Héritier *est anthropologue, professeur au [redacted] France.*
Aldo Naouri *[redacted] pédiatre.*
Paul Veyne *est historien, professeur au Collège de France.*
Heinz Wismann *est philosophe (Ecole [redacted] hautes études en sciences sociales).*

Le complexe d'Athéna *par Nancy Huston*

DE façon prévisible, le cinquantenaire de la publication du *Deuxième* [redacted] ressuscité de vieilles polémiques, no[redacted] *autour du « destin »* maternel des femmes. Dans ce que dit Simone de Beauvoir au sujet de la maternité, il [redacted] une part de vérité : elle [redacted] suffit pas à combler la vie d'une femme. Il [redacted] des mères « *malheureuses, aigries, insatisfaites* », certes, [redacted] « *ce n'est pas en tant que mères que les femmes ont acquis le bulletin de* [redacted] ».

Mais de [redacted] que la maternité n'est pas tout, il ne s'ensuit nullement qu'elle n'est (ou ne devrait être) rien. Comme [redacted] l'enfantement était seulement [redacted] toujours une chose passivement endurée – et non l'expérience complexe d'un sujet pensant et réfléchissant. Et [redacted] si, [redacted] devenant parent, [redacted] abdiquait [redacted] cer[redacted] et cessait [redacted] citoyen !

Dans un point [redacted] vue récent (votre [redacted] du 21 janvier), Danièle Sallenave déplore « *la résistance des femmes à concevoir leur identité sur le mode de* [redacted] *liberté* [redacted] *non* [redacted] *le mode de l'apparte*[redacted] ». Règle [redacted] et fallacieuse du tiers exclu : soit vous êtes pour [redacted] liberté, soit pour l'appartenance ; soit pour la culture, soit pour la nature ; soit pour le statut de sujet autonome, soit pour l'enfermement, la prison, [redacted] tchador ? Qui peut sérieusement croire que [redacted] pauvres alternatives suffisent pour décrire les destinées humaines ?

Le commun des mortels est plus raisonnable, car il sait que c'est le propre de l'individu d'être mixte : et [redacted] (par [redacted] gènes, [redacted] héritage culturel, son milieu social et économique...) [redacted] de s'affranchir de [redacted] déterminismes, jusqu'à un certain point, par [redacted] choix individuel de ses opinions, son métier, [redacted] vie, [redacted] valeurs, ses amours.

Il est frappant que toute [redacted] génération de penseurs français – Sartre, Camus, Barthes, Bataille, bien d'autres – ait grandi [redacted] père et donc [redacted] surmoi », légers, libres et indéterminés. [redacted] traînant pas [redacted] eux dans la vie des bagages du passé, ils [redacted] pu entretenir l'agréable illusion d'évoluer dans un éternel présent, renaissant à chaque instant, et destinés à l'immortalité. Sujet transcendantal, l'homme – ce qui s'appelle un homme d'après [redacted] conception – se choisit. S'invente. S'arrache [redacted] déterminismes. S'engendre soi-même. Le sens – le [redacted] vrai – [redacted] peut jamais surgir d'un phénomène aussi bestial que l'enfantement.

Est-ce un hasard si, pas une seule fois dans [redacted] mille [redacted] quelques [redacted] du *Deuxième* [redacted], Si[redacted] de Beauvoir [redacted] suggère que [redacted] hommes pourraient s'intéres[redacted] ce qui [redacted] passe [redacted]ry ou [redacted] la cuisine ? Elle semble s'attendre que [redacted] femmes continuent d'assumer seules cette charge (et de jouir seules de ce privilège – eh oui, c'est [redacted] charge [redacted] privilège), tout en s'épanouissant aussi comme des individus *dans le monde du travail*. C'est, de plus en plus, ce qu'elles font. A force [redacted] au four [redacted] au moulin, [redacted] se sentent tiraillées, épuisées, [redacted] elles en éprouvent [redacted] une culpabilisation [redacted] crue.

La grande majorité des [redacted] humains deviennent parents. Tous en ont. Etre ou avoir un parent, a un [redacted] et que l'on tient néan[redacted] à être « *libre* »... que faut-il faire avec ? Le [redacted] l'âge de quinze jours, chez un nourreur (ou une nourrice, puisque la fémi[redacted] noms de métier est désormais admise) ? Tout de même, l'enfant va devoir rentrer chez vous, la nuit. Et s'il se réveille *au milieu* [redacted] *la nuit en pleurant*, avec quarante de fièvre ? Lui dire de se débrouiller seul, puisqu'on a un [redacted] prendre le matin – et qu'il est « *libre* », après tout, [redacted] aussi ?

Seules les déesses comme Athéna jaillissent tout [redacted] de [redacted] de leur père. Les êtres émergent, petits, fragiles et dé[redacted]pendants, [redacted] corps d'une mère. C'est peut-être dommage, c'est peut-être écœurant d'animalité ou d'« *immanence* », mais, jusqu'à [redacted] ordre, cela [redacted] partie de la condition humaine. Les sciences [redacted] reproduction ont spectaculairement progressé ces dernières années, mais [redacted] n'ont pas encore [redacted] à [redacted] adultes jacassants, diplômes de grandes [redacted] en main. En [redacted]dant que les enfants parviennent à une certaine autonomie physique et psychologique, [redacted] faut-il [redacted] faire ? Qui est censé les nourrir, les habiller, leur raconter des histoires, les câliner, [redacted] envoyer à l'école, [redacted] chatouiller, jouer avec eux, [redacted] soigner, leur apprendre le monde ?

> De ce que la maternité n'est pas tout, il ne s'ensuit nullement qu'elle n'est (ou ne devrait être) rien

cela veut dire une chose très simple : que l'on [redacted] lié [redacted] d'autres êtres [redacted] des liens d'amour et [redacted] haine, [redacted] liens chromosomiques, [redacted] liens d'histoire. Que pourrait signifier le mot « [redacted] » [redacted] rapport aux enfants ? Cela pourrait signifier, [redacted] sûr : [redacted] en faire. C'est le choix d'un grand nombre d'intellectuels et, même si c'est un choix aussi respectable qu'un autre, [redacted] peut aussi qu'il les prive [redacted] l'intuition nécessaire pour comprendre la vie [redacted] et de l'autorité nécessaire pour leur asséner [redacted] conseils. Et [redacted] l'on

Il [redacted] vrai qu'être parent – père ou mère –, c'est renoncer à une part de liberté. Il vaut mieux le savoir [redacted] s'y lancer. Ce n'est *pas* [redacted] *bonne idée* [redacted] *faire* d'abord [redacted] enfants [redacted] de s'apercevoir ensuite *que ce n'est* [redacted] de thé. [redacted] mère (ou père), c'est génial et pénible, exaltant et ennuyeux, [redacted] et [redacted] d'être soi ; [redacted] on ne peut plus se croire [redacted](e) ; ça fait mal, ça fait bizarre, ça fait peur...

Comment comprendre quelque chose [redacted] l'art, à la littérature, à l'histoire, [redacted] l'on conçoit l'être humain comme un monolithe, [redacted]barqué, selon la ronflante expres[redacted] Simone [redacted] Beauvoir, [redacted] « *la difficile gloire* [redacted] *exis*[redacted] », poursuivant [redacted] atteignant seul ses [redacted] sans égard pour quiconque ? Et [redacted] l'on qualifie systématiquement [redacted] kitsch toute allusion [redacted] l'amour, à la tendresse, [redacted] l'intensité [redacted] sentiments entre parents [redacted] enfants ? Un article récent du *Monde*, au sujet du Cambodge, nous apprend que, sous le régime de Pol Pot, « *une mère pouvait délaisser son enfant* [redacted] *chercher* [redacted] *nourriture seulement pour* [redacted] ». Est-ce cela la [redacted] à laquelle nous [redacted] censés rêver ?

Nancy Huston *[redacted] écrivain.*

CORRESPONDANCE

Une lettre de Charles Champetier

A la suite de [redacted] *publication du point de* [redacted] *de Danièle Sallenave* « La [redacted] gloire [redacted] la [redacted] existence » (Le Monde *du 21 janvier*), [redacted] *avons reçu* [redacted] *Charles Champetier, rédacteur* [redacted] *chef d'*Eléments pour la civilisation [redacted]péenne, *la lettre suivante :*

Yves Christen n'est nullement responsable du dossier principal [redacted] la dernière livraison du magazine *Eléments* consacré à « La victoire [redacted] » : [redacted] a simplement accordé un entretien qui n'occupe que [redacted] dossier. Loin de [redacted] l'« *exclusion biologisante* » des femmes, M. Christen [redacted] prononce au contraire [redacted] faveur [redacted] leur plus [redacted] participation à la vie économique [redacted] politique. [redacted] affirme par ailleurs : « *Les hommes et les femmes doivent être jugés* [redacted] *leurs actes* [redacted] *leurs mérites, non par leur appartenance à telle ou telle catégorie.* » [redacted] l'exact contraire du « *réductionnisme biologique* » dont l'accuse Mme Sallenave.

Ces vingt dernières années, la [redacted] l'objet d'innombrables travaux [redacted] des disciplines [redacted] plus diverses : [redacted]bryologie, biologie moléculaire, génétique [redacted] comportement, psychologie évolutionnaire [redacted] psychologie du développement, [redacted]rochimie, endocrinologie, etc. *Eléments* a mis à la disposition du public francophone quelques-unes des conclusions [redacted] ces tra[redacted] dont l'origine [redacted] essentiellement anglo-américaine. En quoi est-ce un crime ou une « *dérive* » que d'apporter ainsi [redacted] matériaux supplémentaires au débat [redacted] la parité et, plus largement, [redacted] hommes-femmes ? Quelle peut être [redacted] portée d'une [redacted] philosophique [redacted] sociologique qui se prendrait elle-même pour argument d'autorité [redacted] *point de pratiquer* la *négation* obscurantiste ou l'évaluation dédaigneuse [redacted] travaux dont nul [redacted] remet par ailleurs en cause [redacted] ?

Connaître [redacted] biologiques d'une [redacted] ne revient [redacted] à y réduire les [redacted] J'ai pris soin de [redacted] préciser [redacted] sur [redacted] philosophiques, historiques [redacted] sociologiques de la parité : « *La réalité naturelle* [redacted] *dessine pas* [redacted] *ordre naturel : la nature propose, l'homme dispose.* »

Je [redacted] Mme Sallenave au [redacted] d'extraire une [redacted] du [redacted] qui [redacted] nature « *raci*[redacted] » [redacted] « [redacted] ».

Ces qualificatifs diabolisateurs, [redacted] quelques insinuations usées (Pétain, Carrel, etc.), [redacted]couragent [redacted] suspicion [redacted] la [redacted]nonciation plutôt que [redacted] vertus cardinales du [redacted] démocratique qu'*Eléments* [redacted] depuis toujours : conviction, démonstration [redacted] discussion. « *Quand* [redacted] *liberté cessera-t-elle donc* [redacted] *faire peur ?* », s'interroge [redacted] Sallenave. Visiblement, la liberté intellectuelle en effraie plus d'un(e) !

Faire confiance au Brésil

par Bruno Dethomas

LE Brésil est entré, après l'Asie et la Russie, dans la tourmente des mar[redacted] internationaux. Certaines décisions récentes, comme le moratoire annoncé par le gouverneur de l'Etat du Minas Gerais de la dette qu'il a vis-à-vis du pouvoir central, peuvent *expliquer cette méfiance*. Mais les marchés seraient aveugles d'ignorer les efforts accomplis ces dernières [redacted] par *la neuvième puissance économique* du monde et les différences fondamentales qu'il y a entre ce pays et ceux qui, en 1998, ont été victimes de ces crises dites de la globalisation.

Commencée au début des années 90, l'ouverture du Brésil au monde a été spectaculaire. Cela est d'autant plus significatif que ce pays était l'un des rares à pouvoir se targuer de quelque succès dans un développement fondé naguère essentiellement sur la substitution aux importations. Les droits de douane sont tombés, en quelques années, de 35 % à 14 % en moyenne ; les grands secteurs (énergie, mines, télécommunications, transports) ont été déréglementés et les privatisations, toujours en cours, ont déjà rapporté plus de 85 milliards de dollars (près de 13 milliards d'euros). Le Brésil a été plus rapide dans la désétatisation de son économie que le Royaume-Uni de Margaret Thatcher.

Et si les entreprises européennes, qui disposent désormais, [redacted] ce pays, d'un stock d'investissements productifs de plus de 70 milliards de dollars (10,67 milliards d'euros) – preuve d'une grande confiance en l'avenir – ont participé à nombre de ces privatisations, c'est qu'avec 160 millions d'habitants (plus de 200 dans le Mercosur – Marché commun du cône sud), au revenu par tête de 6 000 dollars (914 euros, soit quatre fois le revenu par tête de l'Inde, par exemple), ce pays dispose déjà d'un large marché solvable.

Cette ouverture n'aurait pas été possible sans stabilité monétaire. La grande réussite du président Cardoso a été de ramener l'inflation, comme ministre des finances d'abord, puis comme président de la République, de plus de 5 000 % dans les douze mois précédant le plan Real (*1er juillet 1994*) [redacted] moins de 3 [redacted] en 1998. Cette réussite lui a d'ailleurs apporté [redacted] soutien d'une bonne partie des classes moyennes et défavorisées, principales victimes des jongleries nécessaires quand le salaire que l'on touche perd la moitié de sa valeur en quelques jours, et lui a assuré une confortable réélection, dès le premier tour, en octobre 1998.

Il ne s'agit pourtant [redacted] de peindre une situation plus [redacted] qu'elle n'est : cette ouverture s'est [redacted] au prix d'un chômage croissant, et le Brésil garde des inégalités sociales prononcées – avec des élites parfois insupportables d'égoïsme. [redacted] structures [redacted]core trop souvent archaïques, ce pays au territoire plus vaste que la grande Europe [redacted] en outre, difficile à réformer ; d'autant que la [redacted] de 1988, première *Loi* fondamentale post-régime militaire, a voulu tout prévoir, en [redacted] temps qu'elle rognait [redacted] pouvoirs de l'*Etat fédéral*, obli[redacted] dernier à négocier tout changement avec un Congrès encore largement représentatif [redacted] l'ancien Brésil.

[redacted] force [redacted] reconnaître que, à la veille [redacted] asiatique [redacted] russe, le pari [redacted] dirigeants brésiliens [redacted] passe de réussir : l'ouverture [redacted] marchés avait [redacted]sé les anticipations inflationnistes, [redacted] capitaux externes avaient suppléé une épargne [redacted]tionale insuffisante, du [redacted] notamment du déficit croissant des comptes publics. Une telle stratégie supposait [redacted] le Brésil réduise par [redacted] structurelles ses dépenses publiques et que [redacted] investissements améliorent la compétitivité [redacted] produits brésiliens – de fait, la compétitivité mesurée par le coût unitaire du travail progressait – et amènent une augmentation des [redacted] d'exportation qui permettraient de rémunérer les passifs extérieurs.

Il [redacted] alors à réformer réellement un système de prévoyance sociale particulièrement onéreux (42 milliards de reals de *déficit en* 1998), à lancer une réforme fiscale pour y introduire simplification et justice et à s'atteler [redacted] divers archaïsmes subsistants. Compte tenu des efforts déjà menés [redacted] bien, on pouvait faire crédit de ces réformes pour le second mandat du président, commencé ce 1er janvier.

La défiance généralisée, donc sans discernement, à l'égard [redacted] pays émergents n'en [redacted] pas laissé le temps. En obligeant, en octobre 1997, puis à nouveau au début de *septembre 1998, le gouvernement* à un relèvement massif des [redacted] d'intérêt pour enrayer la fuite des capitaux, cette méfiance a fortement renchéri le service de la dette interne et « plombé » les comptes publi[redacted] Sait-on que le paiement des seuls intérêts [redacted] coûté au budget 58,38 milliards [redacted] reals au cours des dix premiers mois de 1998, soit un montant supérieur au déficit public de cette période ?

Encore faut-il avoir conscience que des divers éléments constitutifs des crises russe et asiatique – crise macro-économique, mais aussi défaillance du système financier, concubinage excessif Etat-entreprises et insuffisance démocratique –, le Brésil ne souffre que du premier. Au lendemain de la crise mexicaine, les autorités ont obligé [redacted] aidé le secteur financier à s'assainir ; les vastes privatisations ont désengagé l'Etat des entreprises, la dette intérieure est pour l'essentiel détenue par les banques brésiliennes, et la tentation *golpiste* n'est qu'un souvenir, la nomination toute récente d'un civil au ministère de la défense venant, symboliquement, le confirmer.

> Force est de reconnaître que, à la veille des crises asiatique et russe, le pari des dirigeants brésiliens était en passe de réussir

Et maintenant ? Nul ne s'attend [redacted] prochains [redacted] faciles, du fait, entre autres, du [redacted]ment de la dette extérieure et d'une répartition [redacted] l'inévitable effort de rigueur entre la fédération et les Etats qui relève de l'alchimie politique. Mais si la récession paraît inéluctable, son ampleur et sa durée peuvent encore être limitées [redacted] des forces brésiliennes prend conscience [redacted] l'urgence [redacted] certaines réformes. Le vote, le 20 janvier, à une très large majorité, de la contribution des [redacted] au financement des retraites, texte rejeté par les députés six semaines auparavant, est à cet égard très encourageant.

Premier partenaire commercial du Brésil, premier investisseur productif, l'Europe a largement bénéficié de l'ouverture, y trouvant des opportunités multiples (ses exportations ont [redacted] été multipliées par 250 [redacted] en cinq ans). Elle a de ce [redacted] montré [redacted] solidarité en septembre-octobre 1998, lors de la mise en place par [redacted] FMI d'un programme d'appui au Brésil, pays dont le poids économique dans le sous-continent (40 % du PIB), et tout particulièrement dans le Mercosur, [redacted] peut laisser personne indifférent. L'intérêt bien compris d'une Europe renforcée par la création de l'euro [redacted] fait aucun doute, [redacted] que se prépare le sommet qui réunira, au printemps à Rio de Janeiro, [redacted] d'Etat [redacted] de gouvernement de l'Union européenne, [redacted] l'Amérique latine et des Caraïbes : il faut [redacted] aider [redacted] Brésil à sortir le plus rapidement possible [redacted] maelström.

Bruno Dethomas *est ambassadeur et chef* [redacted] *délégation de la Commission européenne au Brésil.*

Aux fous ! *par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française*

FAIT-ON de la politique par *goût d'humilier* ? C'était l'avis de Charles Quint, au dire de Jacques Attali (*Les portes du Ciel*, Acte IV, scène 1). C'est en tout cas la leçon d'un week-end politique riche en [illegible] d'amour-propre.

A Marignane, d'abord. Mégret [illegible] donc tué papa, rien que ça. Les félons tremblaient de leur propre audace en criant [illegible] la victime *« tu déconnes ! »*, mais enfin le couteau est entré. Le sourire poupin du vainqueur s'est affermi. Ses yeux ont cessé de guetter alentour ; son tour d'être trahi n'est pas pour tout de suite. Voilà vengées les nasardes du chef sur la courte taille du petit Brutus.

Etonnant, non ?, que ledit chef, baroudeur matois, se soit fait doubler comme un bleu ! Lui qui prône force, ruse et mépris, y succomber si ingénument ! Le voilà victime. Les [illegible] apprécient, dit-on ; mais victime de l'âge, ils aiment moins.

Reste son fantasme fétiche : immigration égale invasion. [illegible] FN *bis* a déjà prévu de continuer à broder autour d'un slogan aussi efficace, sans les dérapages coûteux dont l'enrobait son auteur. [illegible] *détail* suffira-t-il à rendre le Front fréquentable aux yeux des modérés ? Les élections européennes serviront [illegible] trancher ce dilemme franco-français puisqu'il est écrit que l'Europe n'y tiendra pas [illegible] première place.

A gauche, le scrutin aura aussi la fonction incidente de mesurer les forces de la majorité plurielle ; et de trancher quelques points d'honneur, chatouillés par Daniel Cohn-Bendit. Trente ans après sa dernière visite (l'intervalle rappellera quelque chose aux vieux anti-boches), l'ancienne [illegible] de [illegible] [illegible] gardé l'habitude [illegible] s'en prendre moins [illegible] ses adversaires qu'à ses alliés, c'est plus rigolo et plus juteux en voix. En deux mots chargés [illegible] poudre – *nucléaire, sauvageons* –, s'est installée la zizanie, où il est orfèvre.

Dans les deux camps français, ce sera à qui masquera le mieux les divergences sur l'Europe ; la prime au malentendu. Quant à savoir comment « faire du social » avec l'euro, que certaines banques présentent déjà, en affiches, comme un don du ciel [illegible] leur intention exclusive, on verra plus tard.

Quand ? [illegible] la faveur de présidentielle-surprise ? Là encore, le *goût d'humilier* bat son plein. Des deux têtes de l'exécutif, dont on dit qu'elles parlent *« d'une seule voix »*, laquelle [illegible] le plus de voix hétéroclites sur l'Europe, en vue d'un affrontement dont [illegible] soigneusement masquée ?

Alentour, la course [illegible] aux fonctions [illegible] remplacé le choc [illegible] idées. Seuls comptent la conquête [illegible] pouvoir et son vocabulaire de guerre civile. Etre le chef, en jouir, et qu'importe pour quoi faire ? Rien [illegible] à l'horizon hors les gyrophares de la réussite personnelle ! *« Je n'ai qu'un but*, disent-ils : *faire partager mes convictions. »* Mais c'est la place qu'ils veulent, tout leur comportement le crie. Quitte [illegible] gémir ensuite sur le peu qu'on y peut. *« Le pouvoir, c'est l'impuissance »* (de Gaulle) ; *« Le pouvoir n'est qu'une petite comédie [illegible] l'intérieur d'une grande tragédie »* (Jacques Attali, *ibid*, II, 1).

Chez Anouilh [illegible] Montherlant, déjà, le petit monde dirigeant [illegible] les maximes de cendrier minimisant son règne, pour en paraître [illegible] et dissuader les gouvernés de [illegible] un tel fardeau. [illegible] commode schizophrénie marche toujours. [illegible] s'aggrave.

[illegible] débat public de ce dernier week-end n'évoque pas l'école, et sa « cour des grands » dont on nous rebat les oreilles. Il ne rappelle même pas la cour des petits et leurs concours de zizis, ni les *Guignols de l'Info*, si ressemblants. On se serait cru au cirque, [illegible] un Barnum trois-pistes. [illegible] : aux [illegible] d'un asile psychiatrique, pavillon [illegible] agités de [illegible] petite phrase.

Pour nous [illegible] qu'on oblige [illegible] spectacle, [illegible] payer les soins, [illegible] siècle politicien s'achève [illegible] le ridicule et [illegible] honte d'empoignades entre grands névrosés [illegible] l'ambition. Comment n'entendent-ils pas monter l'exclamation accablée : *Aux fous !*

Dialogue familial *par Boucq*

« Grandis, mon fils. » *« Rétrécis, père. »*

Grand Prix d'Angoulême en [illegible] et président de l'édition 1999, François Boucq a [illegible] fables ou saynètes écrites par Jodorowsky, auteur [illegible] BD et metteur en scène [illegible] films, pour l'album « Le Trésor de [illegible] » (Humanoïdes associés).

Le Monde

[illegible] *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 [illegible] CEDEX [illegible]
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations [illegible] : [illegible]
[illegible] : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Un Sénat d'un autre âge

LE [illegible] se targue volontiers d'être le temple de la « sa[illegible] » contre [illegible] emballements du Palais-Bourbon [illegible] embardées du suffrage universel. Soigneusement protégé [illegible] par un [illegible] de scrutin d'un autre âge, les sénateurs [illegible] mêmes ne [illegible] pas mécontents de [illegible] présenter [illegible] gardiens d'une France sépia, terrienne [illegible] immobile. Ils s'apprêtent [illegible] en donner une nouvelle démonstration. Après les [illegible] de l'automne [illegible] réforme du [illegible] de scrutin régional [illegible] sur le cumul [illegible] mandats – [illegible] d'un [illegible] de main –, [illegible] projet [illegible] loi sur la parité homme-femme [illegible] politique leur donne, en effet, l'occasion de prouver que [illegible] « sagesse » conduit [illegible] lontiers, au palais du Luxembourg, [illegible].

[illegible] inscrire [illegible] Constitution le principe [illegible] lequel *« la loi [illegible] l'égal [illegible] hommes [illegible] femmes aux mandats électoraux [illegible] aux fonctions [illegible] »*. Soigneusement négocié entre l'Elysée [illegible] l'Hôtel Matignon, renforcé, mais approuvé [illegible] l'unanimité par [illegible] députés au mois [illegible] décembre, il [illegible] taillé en pièces par [illegible] commission [illegible] lois du Sénat, au motif que [illegible] principe n'a [illegible] place dans notre Loi fonda[illegible], qu'il déstabiliserait [illegible] conception républicaine [illegible] la citoyenneté, enfin que [illegible] promo[illegible] dans la [illegible] politique relève de [illegible] seule initiative [illegible] partis politiques.

Il [illegible] a quatre-vingts ans, déjà, les [illegible] avaient engagé, avec succès, la guérilla contre [illegible] volonté de la [illegible] des [illegible]putés d'accorder [illegible] de [illegible] aux femmes. Un projet [illegible] loi, adopté par [illegible] députés en 1919, ne fut examiné – [illegible] rejeté – par le Sénat qu'en 1922. La résistance fut efficace pendant vingt ans encore et il fallut [illegible] Libération et de [illegible] pour que les sénateurs s'inclinent. Le même scénario [illegible] en [illegible] de [illegible] rejouer, aujourd'hui. Avec des arguments – ou des réflexes – similaires. Peu importe aux 321 sénateurs [illegible] compter que 18 femmes dans leurs rangs. Il n'y aurait rien là, [illegible] leurs yeux, que de naturel. Et le particularisme « misogyne » du monde politique français [illegible] moins grave, [illegible] leurs yeux, que l'introduction [illegible] la parité.

Certes, quotas [illegible] parité soulèvent [illegible] objections de principe, [illegible] par la philosophe [illegible] Badinter. Ils ouvrent une [illegible] la conception universaliste de la citoyenneté, [illegible] qu'elle a [illegible] définie par la Déclaration [illegible] droits [illegible] l'homme de 1789. [illegible] qui peut nier, aujourd'hui, que [illegible] situation n'est plus tenable ; que la marginalisation [illegible] femmes en politique témoigne d'un décalage profond [illegible] de la [illegible] d'une [illegible] latente de l'espace public ; que le retard français [illegible] sortir [illegible] pétitions de principe ; que [illegible] partis politiques n'ont pas su, jusqu'à présent, corriger une criante inégalité !

Bref, que [illegible] mouvement [illegible] la parité relève d'une élémentaire exigence démocratique. Ne pas l'admettre est, à l'évidence, rétrograde. Pour ne pas [illegible].

[illegible] est édité par [illegible] LE MONDE
[illegible] du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
[illegible] : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick [illegible] (*France*) ; Franck [illegible] (*Société*) ; [illegible] Blandin (*Entreprises*) ;
[illegible] Buob (*Aujourd'hui*) ; [illegible] (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : [illegible] Beuve-Méry (1944-1969), Jacques [illegible] (1969-1982),
[illegible] (1982-1985), André [illegible] (1985-1991), Jacques [illegible] (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du [illegible] décembre 1994.
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels [illegible],
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Les assureurs contestent le monopole de la « Sécu »

Suite [illegible] la première page

Face à l'hostilité de certaines mutuelles de la fonction publique, notamment celle [illegible] la MGEN (éducation nationale), [illegible] pour tenir compte du degré [illegible] bénéficiaires [illegible] la CMU, M. Jospin a retenu... [illegible] solutions. Il entend ainsi épargner [illegible] personnes les plus en difficulté la [illegible]marche, jugée plus complexe, [illegible] l'affiliation à [illegible] mutuelle.

Cette réforme a donné lieu à [illegible] discrète [illegible] à [illegible] renversé. Une partie du monde mutualiste, qui a pourtant vocation à s'adresser aux ménages modestes, a rechigné à payer son écot [illegible] la CMU, redoutant une explosion [illegible] leurs dépenses et estimant qu'une telle prestation [illegible] de la [illegible] nationale. A l'inverse, les compagnies d'assurances, volontiers accusées de laisser les populations peu solvables à la charge de la collectivité, se sont engagées à prendre une part active dans la réforme. Ces réticences du mouvement mutualiste ont donné le sentiment que la solidarité avait quitté le camp de la mutualité pour celui de l'assurance, alors que, sur le terrain, de nombreuses mutuelles accordent déjà des tarifs préféren[illegible] [illegible] personnes en difficulté.

[illegible] à [illegible] impératifs [illegible] rentabilité, [illegible] compagnies d'assurances ne [illegible] transformées, [illegible] jour au lendemain, [illegible] sociétés *philanthropiques*. [illegible] la [illegible] constituent probablement pas un [illegible] lucratif pour les organismes complémentaires. Leur [illegible] nulle et, après [illegible] longtemps sevrés [illegible] par[illegible], [illegible] risquent d'utiliser à plein [illegible] nouveaux [illegible] et [illegible] générer [illegible] fortes dépenses, du moins [illegible] cette phase initiale de rattrapage. [illegible] rapidement compris qu'une participation [illegible] la CMU [illegible] le [illegible] d'en[illegible] qu'il faut [illegible], auprès des pouvoirs publics et [illegible] l'opinion, pour prétendre gérer, [illegible] l'avenir, l'ensemble du risque maladie.

Très vite, Claude Bébéar, président du groupe Axa, [illegible] senti qu'il [illegible] s'engager. Ne proposait-il [illegible] gouvernement Jospin, dès [illegible] 1997, de créer un « pool » d'assureurs et de mutuelles pour fournir une couverture maladie – financée par une surprime sur [illegible] santé – [illegible] ceux qui ne peuvent l'assumer ? En juillet 1998, il allait plus [illegible] annonçant, dans la [illegible] anciens [illegible] national [illegible] supérieures [illegible] sécurité sociale, qui forme notamment [illegible] directeurs de [illegible] « Sécu », son *« projet de reprendre [illegible] gestion l'aide médicale d'un département »*, actuellement assurée par les [illegible] généraux au profit [illegible] plus démunis, [illegible] qui [illegible] disparaître avec l'instauration de la couverture maladie universelle.

En [illegible] les assureurs veulent in[illegible] complètement le [illegible] la santé, et [illegible] stratégie leur interdit [illegible] ne prendre [illegible] charge que les « bons risques ». M. Bébéar, qui [illegible] véritable magistère dans le monde de l'assurance, se dit persuadé qu'*« aujourd'hui, il y [illegible] beaucoup plus d'argent [illegible] gagner [illegible] sensibilisant et motivant tous les intervenants* [assurés, professions de santé] *qu'en sélectionnant les risques »*. L'objectif [illegible] désormais public depuis de longs mois : obtenir [illegible] l'Etat, qui [illegible] d'une [illegible] obligatoire, une délégation complète pour gérer le risque santé « au premier franc », et non plus [illegible] part [illegible] par la Sécurité sociale, qui ne représente qu'un marché [illegible] 80 milliards de francs (sur une dépense de santé totale dix [illegible] plus importante).

« Seule l'introduction d'une dose [illegible] concurrence [illegible] à améliorer la productivité, entendons [illegible] rapport [illegible] la qualité [illegible] le coût des soins », soulignait Jean-Claude Jolain, [illegible] président [illegible] du Mans, dans un article publié [illegible] *Encyclopédie de l'assurance* (Economica, 1997). C'était l'esprit du projet d'Axa. Dans le cadre des expérimentations [illegible] réseaux et fi[illegible] de [illegible] autorisées par [illegible] plan Juppé [illegible] réforme [illegible] la [illegible] sociale, M. [illegible] souhaitait [illegible] substituer à la « Sécu » pour la gestion des [illegible] de [illegible] quelques milliers d'[illegible] (santé) d'Ile-de-France, y compris pour la couverture de [illegible]. Se [illegible] fort d'être plus compétitif que [illegible] caisses d'assurance-maladie, il n'a pas renoncé [illegible] son projet, même s'il a dû le mettre en sommeil après son rejet par [illegible] gouvernement.

La progression [illegible] près [illegible] 5 % [illegible] dépenses de médecine de ville en [illegible] renforce le patronat, [illegible] celui [illegible] sa [illegible] le monopole [illegible] l'assurance-maladie est intrinsèquement pervers et que [illegible] « Sécu » reste un payeur aveugle face [illegible] des médecins [illegible] des assurés trop [illegible] irresponsables. Cette [illegible]lyse est aujourd'hui relayée par [illegible] président de Démocratie libérale, Alain Madelin, [illegible] par une partie [illegible] l'UDF [illegible] RPR, qui [illegible] limites du plan Juppé [illegible] appellent [illegible] une réforme d'inspiration moins dirigiste et moins étatiste que celle de l'ancien premier ministre.

Fin février, le directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), Gilles Johanet, doit présenter un « plan stratégique » pour [illegible] venir. Son objectif ? Définir [illegible] besoins, améliorer [illegible] qualité [illegible] freiner [illegible] progression [illegible] dépenses. Le président du Medef a fermement rappelé, lundi 18 janvier, [illegible] c'est au vu du « plan Johanet » que le patronat se prononcera sur [illegible] maintien [illegible] son départ [illegible] l'assurance-maladie. [illegible] réforme, a prévenu Ernest-Antoine Seillière, il [illegible] *« absolument nécessaire [illegible] un terme à [illegible] présence »* à la CNAM, dont [illegible] Medef [illegible] vice-présidence. Ce serait une première victoire [illegible] assureurs, [illegible] signe que [illegible] jours du monopole de la « Sécu » [illegible] comptés.

Jean-Michel [illegible]

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Un Kominform économique ?

LA CRÉATION d'un conseil d'assistance économique mutuelle entre l'URSS, [illegible] Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie [illegible] la Roumanie retient l'attention de la presse internationale. On commente [illegible] divers le communiqué publié mardi [illegible] Mos[illegible] [illegible] milieux communistes [illegible] plaît à souligner le caractère démocratique de [illegible] nouvelle orga[illegible]. Le [illegible] l'égalité économique [illegible] nations participantes [illegible] prendra [illegible] qu'avec le consentement de chaque pays intéressé. Cette réplique orientale [illegible] plan Marshall donnerait ainsi une leçon aux Etats-Unis, qui, comme [illegible] sait, ne [illegible] qu'à vassaliser les pays bénéficiaires de l'aide américaine [illegible] à asservir l'Europe occidentale.

[illegible] ne sera dupe [illegible] cette interprétation tendancieuse. Depuis la fin [illegible] la [illegible] a suffisamment montré qu'elle n'entendait laisser aucune initiative [illegible] pays [illegible] par elle. C'est sous [illegible] pression que [illegible] pays [illegible] dû refu[illegible] leur adhésion au plan Marshall, et l'incident tchécoslovaque en [illegible] été la preuve la plus éclatante. En réalité, l'URSS [illegible] voix prépondérante au sein du conseil, et elle y dictera [illegible] volontés aux gouvernements communistes qu'elle [illegible] par[illegible] à installer [illegible] sa [illegible] d'influence.

Le but non avoué du gouvernement de [illegible] est de présider à une coopération économique plus étroite que jamais [illegible] elle [illegible] les démocraties populaires, d'une part, et, d'autre part, [illegible] ces démocra[illegible] elles-mêmes. [illegible] tâche il n'oubliera certainement [illegible] les intérêts primordiaux [illegible] la *« grande patrie du socialisme »*, c'est-à-dire de l'URSS.

(2[illegible] janvier 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 [illegible] LMDOC
ou [illegible]
Le Monde sur CD-ROM : [illegible]
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : [illegible] LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris [illegible] en province : [illegible]

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Jacques Chailley

Musicologue-praticien et infatigable chercheur

LE COMPOSITEUR [redacted] *musicologue français Jacques Chailley vient* [redacted] *mourir à l'âge* [redacted] *quatre-vingt-huit* [redacted].

Né à Paris le [redacted] 1910, Jacques Chailley était le fils du violoncelliste Marcel Chailley [redacted] pianiste Céline Chailley-Richez, une [redacted] de Raoul Pugno. Jacques Chailley étudie l'harmonie [redacted] Nadia Boulanger, la composition avec Henri [redacted] – un élève de Charles Gounod – [redacted] Claude Delvincourt. Il prend également [redacted] d'orchestre [redacted] le chef [redacted] Willem Mengelberg [redacted] Pierre Monteux, le créateur du *Sacre du printemps* [redacted] Stravinsky, [redacted] *Daphnis* [redacted] *Chloé* de [redacted] *Jeux* de Debussy.

Parallèlement à [redacted] études purement musicales, Jacques Chailley s'intéresse très [redacted] à la musicologie, qu'il [redacted] notamment [redacted] André Pirro. À [redacted] Sorbonne, [redacted] de [redacted] française [redacted] présente deux [redacted] 1952 : *L'Ecole musicale de Saint-Martial de Limoges jusqu'à la fin* [redacted] *XI*ᵉ *siècle* [redacted] *Chansons de Gautier du Coincl.* [redacted] la suite, Jacques Chailley publiera [redacted] nombreux ouvrages sur [redacted] période médiévale, [redacted] de la musique [redacted] origines [redacted] jours, sur la théorie – notamment [redacted] l'harmonie –, [redacted] notation, le déchiffrage – dont un excellent guide pour [redacted] jeunes pianistes. Des ouvrages dans lesquels [redacted] infatigable chercheur montrait sans pédanterie l'étendue d'un [redacted] voir immense qu'il savait [redacted] partager. [redacted] analyses [redacted] partitions de Bach [redacted] critiquées par [redacted] jeune garde. Il n'empêche qu'elles auront [redacted] qui [redacted] ont [redacted].

Musicologue-praticien, Jacques Chailley crée, en 1934, la Psalette Notre-Dame, un choeur [redacted] lequel il [redacted] revivre le répertoire du Moyen Age. Il enseigne la pratique chorale au Conservatoire [redacted] Paris [redacted] dirige l'Institut [redacted] musicologie dépendant [redacted] la [redacted] également professeur. [redacted] 1951 [redacted] Jacques Chailley enseigne au lycée [redacted] Fontaine dont [redacted] jeunes [redacted] fréquenté [redacted] aménagés pendant leurs [redacted] Conservatoire [redacted] Paris. Il dirige aussi, [redacted] 1962 à 1981, la [redacted] Cantorum, [redacted] où le compositeur Vincent d'Indy [redacted] Français [redacted] de Monteverdi et tant [redacted] musique ancienne à la fin du XIXᵉ siècle [redacted] au début du XXᵉ siècle.

Jacques Chailley [redacted] compositeur. Il [redacted] des ballets, [redacted] lyriques, [redacted] musiques de scène, plusieurs symphonies, des pièces pour orchestre, pour choeur [redacted] la musique de [redacted]. Marquée [redacted] chère [redacted] *compositeurs* [redacted] *que* Debussy et Fauré, la musique de Jacques Chailley [redacted] plus jouée comme elle l'a [redacted]. Elle [redacted] manque pourtant ni du charme spécifique [redacted] l'utilisation des modes anciens, ni de [redacted] lyrisme que [redacted] jeunes compositeurs d'aujourd'hui tentent [redacted] retrouver [redacted] la [redacted] « révolutionnaires » nés dans [redacted] *nées 20.* [redacted] Jacques Chailley *avait* [redacted] un enseignement académique – [redacted] prendre [redacted] acception [redacted] plus noble – qui lui avait [redacted] les chefs-d'oeuvre du passé [redacted] il composait [redacted] qui [redacted]. [redacted] plus naturellement du monde, il appliquait [redacted] loi qui [redacted] la musique depuis qu'elle est fixée sur le papier : « *Faire* [redacted] *neuf avec les archaïsmes du passé.* »

Alain Lompech

■ **CHARLES BROWN**, pianiste américain de blues, [redacted] mort, vendredi [redacted] janvier, au Summit Medical Centre [redacted] la ville d'Oakland (Californie). Il était [redacted] de soixante-seize ans. Natif [redacted] Texas, [redacted] Brown, qui [redacted] fait [redacted] de chimie avant [redacted] devenir musicien, avait [redacted] carrière [redacted] milieu [redacted] années 40. [redacted] connu pour son apport au rhythm'n'blues, Charles Brown [redacted] signé le [redacted] *Merry* [redacted] *Baby* qui s'était ajouté [redacted] un répertoire [redacted] chants de [redacted] dont les Etats-Unis se sont fait une spécialité. *L'arrivée du rock, à la fin* [redacted] *années 50, l'avait poussé* [redacted] l'anonymat [redacted] il [redacted] un peu sorti, il y [redacted] une dizaine d'années, [redacted] quelques enregistrements [redacted] blues.

■ **ELIE KAGAN**, photographe de presse, vient de mourir [redacted] l'âge de [redacted] ans *(lire p. 28)*.

NOMINATION

POLICE

Le contrôleur général **Jean-Pierre Havrin** a été nommé, jeudi 21 janvier, [redacted] départemental [redacted] la sécurité publique [redacted] la Haute-Garonne, à Toulouse, à compter du 1ᵉʳ [redacted]. Il remplace Alain Dreuilhe, cinquante-six [redacted], parti à l'inspection générale de la police nationale. La nomination de M. Havrin à Toulouse, quelques semaines après les [redacted] qui avaient enflammé des quartiers sensibles de la Ville rose, est une « *grande marque de confiance à l'égard de M. Havrin qui jouait un rôle important dans son cabinet* », [redacted] commenté le ministre de l'intérieur. « *Cette nomination montre l'importance* [redacted] *Jean-Pierre Chevènement* [redacted] *la lutte contre l'insécurité, notamment* [redacted] *violences urbaines et la délinquance* [redacted] *mineurs.* »

[[redacted] le 2 décembre 1947 à Saint-Germain-du-Puch (Gironde), devenu commissaire de police le 1ᵉʳ septembre 1975, Jean-Pierre Havrin a fait toute sa carrière dans la sécurité publique. Successivement en poste à Saint-Amand (Nord), Annecy (Haute-Savoie) et Cahors (Lot), il est élu, le 1ᵉʳ février 1990, secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN). En 1992, il devient directeur départemental de la police urbaine à Nîmes (Gard). Depuis le 1ᵉʳ juin 1997, Jean-Pierre Havrin était conseiller technique au cabinet du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 23 janvier sont publiés :

● **Sous-préfets** : un décret modifiant le statut des sous-préfets ; ils sont appelés à accomplir une période de mobilité de deux ans en exerçant des fonctions différentes de celles normalement dévolues aux membres du corps préfectoral.

● **Archives** : un arrêté relatif à l'ouverture de fonds d'archives de la défense concernant la période du 1ᵉʳ janvier 1939 [redacted] 31 décembre 1945.

Au *Journal officiel* du dimanche 24 janvier est publiée :

● **Conseil constitutionnel** : une décision du Conseil constitutionnel relative au traité portant statut de la Cour pénale internationale (*Le Monde* [redacted] 24-25 janvier et du 26 janvier).

Au *Journal officiel* daté lundi 25-mardi 26 janvier sont publiés :

● **Constitution** : une loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution.

● **Greffes** : un décret renouvelant Jean-Pierre Revillard à la présidence du conseil d'administration de l'Etablissement français des greffes.

● **Déchets radioactifs** : un décret nommant Yves Le Bars à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– En attendant d'être près [redacted] pour souffler soixante-dix bougies, nous [redacted] *souhaitons un* [redacted] anniversaire.

[redacted] **Papé** chéri !

Titou, [redacted] Pac et François.

Décès

– Mᵐᵉ [redacted] Benedittini, [redacted] Roche,
Mᵐᵉ [redacted] Goeury, née [redacted]
[redacted]
[redacted] et Mᵐᵉ Michel Cregut,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mᵐᵉ Guy [redacted]
leurs [redacted] et petits-enfants,
Marie, Dominique, Jean-Noël et Carole, Michel [redacted]
et leurs enfants,
[redacted] part du [redacted]

[redacted] Joseph BENEDITTINI,

survenu le 19 janvier 1999, à [redacted] (Gard).

Selon ses voeux, [redacted] d'obsèques a été célébrée dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient [redacted] *de faire-part.*

– Jean-François Bouret [redacted] Monique Gortais,
Marie et Henri Toutée,
Christiane Bouret y Martinez
[redacted] Ignacio [redacted] de Goicoechea,
Françoise et Jérôme Delorme,
Ses enfants, belle-fille, gendres,
Et [redacted] neuf petits-enfants,
Et [redacted] la famille,
[redacted] la douleur de faire part du décès de

Annick BOURET,
[redacted] MORVAN,

[redacted] 24 janvier [redacted] à l'âge de *soixante-seize ans, des suites d'une* longue maladie.

La cérémonie religieuse [redacted] lieu le mardi 26 janvier, en l'église [redacted] Lanvollon *(Côtes-d'Armor).*

[redacted] avis tient lieu de faire-part.

[redacted] rue [redacted] *Point-du-Jour,*
[redacted] *Boulogne.*

– Alcyone Droy,
sa fille,
Ses parents,
Ses frères et soeurs,
Sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Véronique DROY,
[redacted] médecine,

[redacted] le 22 janvier 1999.

Cet avis tient lieu [redacted] faire-part.

– *Un jour* de janvier 1999, *dans sa* soixante et onzième *année,*

Elie KAGAN,
photographe de presse,

[redacted] *parti pour son dernier reportage,* indépendant jusqu'au bout.

Les obsèques [redacted] lieu le mercredi 27 janvier, au cimetière parisien [redacted] Bagneux, à 11 h 30, rendez-vous [redacted] principale.

66, [redacted] René-Boulanger,
75010 Paris.

(Lire page 28.)

– La commission médicale *d'établissement de* [redacted] Montsouris,
Et son président, le professeur Philippe [redacted]
ont la tristesse d'annoncer le décès du

docteur Robert LACOURBE,
[redacted] de l'Hôpital international [redacted] l'université [redacted] Paris.

Ils se souviennent avec émotion de sa passion d'entreprendre, [redacted] ses qualités humaines et de sa générosité.

[redacted] prient sa [redacted] de [redacted] vouloir accepter l'expression [redacted] profonde *sympathie.*

La levée du [redacted] aura lieu jeudi [redacted] janvier 1999, à 9 h 45, IMM, [redacted] avenue Reille, Paris-14ᵉ.

– *Ceux qui l'ont connu et aimé ont la* douleur de faire part du décès de

Bernard LEFORT,
ancien [redacted]
de l'Opéra de Marseille,
ancien directeur
du Festival d'Aix-en-Provence,
ancien administrateur général
de l'Opéra de Paris,

survenu à son domicile parisien, le 18 janvier 1999.

Une messe [redacted] souvenir sera célébrée [redacted] février, [redacted] 10 h 30, *en l'église* Saint-Roch, à Paris, 296, [redacted] Saint-Honoré.

– Le président du conseil d'administration,
Le directeur,
Et le personnel de l'Opéra national [redacted] Paris,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Paris, le 19 janvier 1999, de

Bernard LEFORT,
administrateur général
du Théâtre national de l'Opéra de Paris
de 1980 à 1982.

[redacted] rue Scribe,
[redacted] Paris.

– Raymond Duffaut, président,
[redacted] le conseil d'administration [redacted] la Fédération française des festivals internationaux [redacted] musique
s'associent [redacted] l'hommage qui [redacted] rendu à

[redacted] LEFORT,
[redacted] directeur
du Festival d'Aix-en-Provence,

[redacted] février [redacted] à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, [redacted] Paris.

– Raymond [redacted] président,
Et [redacted] conseil [redacted] la Chambre des directeurs [redacted] lyriques [redacted] France
s'associent à l'hommage qui [redacted] à

Bernard LEFORT,
ancien directeur
[redacted] l'Opéra de Marseille,
ancien administrateur général
de l'Opéra [redacted] Paris,

le [redacted] 9 *février 1999, à 10 h 30,* [redacted] l'église Saint-Roch, à Paris, 296, rue Saint-Honoré.

(*Le Monde* [redacted] 21 janvier.)

Souhaitez la
SAINT-VALENTIN
dans le Carnet
du "Monde"
le 14 février

83 F TTC LA LIGNE

– Mᵐᵉ veuve *Lefebvre-Boyaval,*
Xavier et Marlon,
ses enfants,
Chantal Bareau,
Mᵐᵉ Régine Bruchet
et sa fille,
La famille [redacted] Lefebvre,
Les familles Lefebvre, Boyaval, Bareau,
Tous ceux qui l'ont connu et estimé,
font part du décès de

M. Christian LEFEBVRE,
docteur ingénieur
chez Hoechst-Marion-Roussel,

[redacted] le 18 janvier 1999, [redacted] quarante-quatrième année, [redacted] Rosny-[redacted]

La [redacted] religieuse a eu lieu [redacted] Calais, le 23 janvier.

45, rue Aristote,
62100 [redacted]

– Louise Matray-Bacquet
et Gérard Bacquet,
Françoise Matray-Goureau
et Jean-Louis Goureau
et [redacted] Pierre, [redacted] Jean-François, Camille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine MATRAY,
née ALAMY,

survenu le 22 janvier [redacted] à l'âge de *quatre-vingt-douze ans.*

[redacted] obsèques [redacted] l'incinération ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rond-point Maryse-Bastié,
31520 [redacted]
Roztommig Braz,
29150 Châteaulin.

– Bruno Sido,
président du conseil général de la Haute-Marne,
Les conseillers généraux
et anciens conseillers généraux,
Ainsi que le personnel de l'administration départementale,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre NIEDERBERGER,
président du conseil général
du [redacted] au 27 mars 1998.

Les obsèques seront célébrées [redacted] mardi [redacted] janvier [redacted] à 14 h 30, en l'église de Wassy *(Haute-Marne).*

– Rasime Biylkli,
son fils,
Claude Poudevigne,
son père,
Ses frères et soeur,
font part du décès de

[redacted] POUDEVIGNE.

– Mᵐᵉ Denise Toporkoff, née Ruff,
M. [redacted] Mᵐᵉ Michel Toporkoff
et leurs enfants, Irène et Sophie,
M. et Mᵐᵉ Philippe Magnien
et leurs enfants, Sébastien et Clémence,
ont la douleur de faire part du décès, le 21 janvier 1999, de

M. Constantin TOPORKOFF.

78, rue de [redacted] *Faisanderie.*
[redacted]

– André Verbaere,
son époux,
Marie-Louise Fresnay-Verbaere,
sa fille adoptive,
Sa famille,
Et tous ses amis,
ont la grande tristesse de faire part [redacted] décès, à Auffay, le 24 janvier 1999, de

Fernande VERBAERE,
[redacted]

21, rue Galilée,
[redacted] Paris.
Le [redacted] *Sauval,*
[redacted] Auffay.

– Le président,
Les membres du bureau et du comité directeur national,
Les « anciens du mouvement de Résistance Libération Nord »,
[redacted] *douleur* [redacted] part de la disparition de leur vice-président,

M. Roger
PRIOU-VALJEAN,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
cofondateur
de « Police et Patrie »
et du réseau « Brutus »
en région parisienne,

décédé le 23 janvier 1999, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Une [redacted] aura lieu le jeudi 28 janvier, à 10 heures, au funérarium du *cimetière des Batignolles, 10, rue Pierre-*Rebière, Paris-17ᵉ.

Il sera inhumé dans le caveau familial à Hendaye (*Pyrénées-Atlantiques*), le samedi 30 janvier, à 16 heures.

« Libération Nord »,
5 bis, rue de l'Asile-Popincourt,
75011 Paris.

Daniel ZERKI

nous a quittés le 22 janvier 1999.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 janvier, [redacted] heures, [redacted] crématorium [redacted] Valenton, [redacted] intercommunal, avenue Fontaine-Saint-Martin, [redacted] Valenton (Val-de-Marne).

Sabine,
[redacted]
font [redacted] de leur [redacted] grande [redacted]

5, rue Stanislas,
75006 Paris.

Remerciements

– Mᵐᵉ Andrée Dore-Audibert
très sensible aux marques d'amitié que *vous lui avez exprimées lors du décès de*

M. Jean AUDIBERT,

vous prie de recevoir l'expression de sa profonde reconnaissance.

PF Roc-Eclerc,
Marignane : 04-42-79-39-14.

– Gérard de Caffarelli, président de *FERT* (Formation pour l'épanouissement et le [redacted] de [redacted] Terre),
Raymond Lacombe, président [redacted] l'association Sol et Civilisation,
Le conseil d'administration de l'IGIA (Institut de gestion internationale agroalimentaire),
Et toutes les personnes qui participent [redacted] l'action de FERT,
profondément [redacted] par [redacted] témoi[redacted] qu'ils ont reçus, [redacted] remerciements à tous ceux qui, par leurs prières et leurs pensées, se sont unis à leur peine d'être séparés de

Jean DUPUIS,
concepteur et créateur
des associations composant
l'ensemble FERT.

La famille [redacted] *Jean Dupuis et les* membres de FERT *remercient aussi tous* ceux qui, par leur générosité, aident à [redacted] poursuite de ses objectifs.

FERT, Sol et Civilisation,
[redacted] rue [redacted] Charonne,
75011 [redacted]
IGIA,
13, boulevard [redacted] l'Hautil,
95092 Cergy-Pontoise.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Anniversaires de décès

– Souvenir.
27 janvier 1961,

Francisco URIBE ECHEVERRIA.

Violette TAMISIER

mourait le 26 janvier 1997.

« ... J'aimais la vie,
et l'heureuse Nature... »
Anna de Noailles.

Inscriptions

ECOLE SPÉCIALE
D'ARCHITECTURE
Etablissement privé
d'enseignement supérieur
reconnu d'utilité publique et par l'Etat
(diplôme reconnu par l'Etat) :
président : Christian de Portzamparc :
deux entrées par an :
semestre de printemps 1999,
rentrée le lundi 22 février 1999.

Lycéens préparant le baccalauréat,
bacheliers,
diplômés de l'enseignement supérieur,
vous désirez intégrer
l'Ecole spéciale d'architecture
au printemps 1999,
un examen d'admission
se déroulera le 3 février.
Journées portes ouvertes
les 26, 27 et 28 mars.
Renseignements : ESA,
254, boulevard Raspail, 75014 Paris.
Tél. : 01-40-47-40-00
Fax : 01-43-22-81-16
E mail info@esa.Paris.fr

Formation continue

PARLER EN PUBLIC
Développer l'impact [redacted] parole, gagner [redacted] confiance, présenter [redacted] actives animées par des comédiens formateurs.
Quilotoa Formation : 01-47-48-18-18.

Colloques

Collège des études juives
de l'Alliance israélite universelle :
« Lire la Bible aujourd'hui »
Dialogue biblique,
sous la présidence de G. Molinié,
D. Cohen-Lévinas,
O. Revault d'Allonnes,
avec D. Banon, D. Cohen-Lévinas,
J. Kristeva, P. Ricoeur, B. Rojtman,
S. Trigano, A. Wénin, J.-P. Winter,
suivi d'un récital de Roula Safar,
dimanche 31 janvier,
de 10 heures à 18 h 30,
en Sorbonne, amphi Richelieu (PAF).
Renseignements : 01-53-32-88-55
Site internet : http:/www.aiu.org

Expositions

– Lucca et la Versilia : presence de Puccini. Vernissage le mercredi 3 février 1999, à 18 heures. Expostion jusqu'au 12 février. Entrée libre. Du lundi au vendredi, de 10 heures [redacted] 13 heures et de 15 heures à 18 heures.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3ᵉ, jeudi 28 janvier, à 20 h 30 : anniversaire [redacted] la fin du [redacted] d'Auschwitz. Documents d'actualités et témoignages de survivants. Tél. : 01-42-71-68-19.

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Samedi autour d'un livre
« Les Constructions de l'univers. Psychanalyse, philosophie », de Monique David-Ménard
sous la responsabilité de Jean-Pierre Marcos
avec Maria Letizia Cravetto, Monique David-Ménard, Jean-Pierre Marcos, *Monique Schneider, Antonia Soulez.*
30 janvier, 9 h 30-12 h 30, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salle, répondeur : 01-44-41-46-85. [redacted] renseignements : 01-44-41-46-80.

Soutenances de thèse

– Didier Ottaviani a soutenu le 22 janvier 1999, [redacted] Centre d'études supérieures de La Renaissance [redacted] Tours, sa thèse de doctorat en philosophie « L'individualité chez Dante ».

Le jury, composé de MM. Bruno Pinchard, professeur [redacted] l'université de Tours et directeur [redacted] la thèse ; Joël Biard, professeur [redacted] l'Ecole normale *supérieure de Fontenay et directeur de* recherche au CNRS, président du jury, Ruedi Imbach, professeur à l'université de Fribourg (Suisse) ; Franck La Brasca, professeur à l'université de Tours, lui a décerné la mention Très Honorable avec félicitations à l'unanimité.

– Le jeudi 21 janvier 1999, Laura Haddad a soutenu à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne sa thèse de doctorat [redacted] sciences de gestion intitulée : « L'intégration des fonctions marketing et managériales au sein des associations françaises de [redacted] question du maintien de l'identité face au développement ».

Le jury lui a [redacted] la mention Très Honorable avec félicitations à l'*unanimité.*

CARNET DU MONDE - TARIFS 99
TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS	136 F TTC - 20,73
TARIF ABONNÉS	118 F TTC - 17,98
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES	520 F TTC - 79,27 Forfait 10 lignes
Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45	
THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65	
COLLOQUES - CONFÉRENCES : *Nous consulter*	

☎ 01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36
01.42.17.29.96

MARCHÉS Conséquence directe de la crise financière au Brésil, de la crainte d'une dévaluation [redacted] Chine, les taux d'intérêt à long terme en Europe ont atteint de nouveaux planchers historiques [redacted] semaine.
● SELON un schéma classique, les investisseurs recherchent la sécurité des emprunts d'Etat (les [redacted] baissent quand les [redacted] montent).
● LUNDI 25 JANVIER, le rendement des obligations d'Etat allemandes à 10 ans a touché le niveau plancher de 3,62 % dans la journée. En France, [redacted] rendement [redacted] l'OAT (obligation assimilable du Trésor) [redacted] 10 ans est descendu jusqu'à 3,71 %.
[redacted] LES EXPERTS estiment que la période de taux faibles devrait perdurer dans la zone euro, à la fois parce que l'inflation a presque disparu mais aussi parce que le ralentissement de la croissance économique [redacted] confirme un [redacted] partout dans le monde.

Les obligations d'Etat européennes jouent le rôle de valeurs refuges

Les investisseurs redoutent les conséquences de la crise brésilienne et craignent une dévaluation chinoise. Du coup, les rendements à long terme ont atteint de nouveaux planchers. Le ralentissement de la croissance et la disparition de l'inflation poussent durablement les taux à la baisse

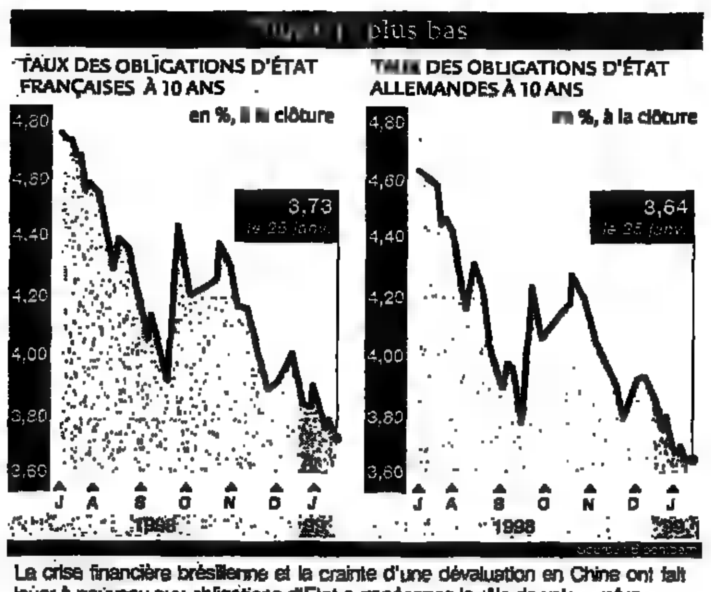
L'EXPRESSION [redacted] galvaude mais, une nouvelle fois, les taux d'intérêt ont atteint [redacted] niveaux historiquement bas, en [redacted] de semaine, [redacted] la zone [redacted]. Lundi 25 janvier, le rendement des obligations d'Etat allemandes [redacted] ans a touché le niveau plancher de 3,62 % dans la journée. En France, le rendement [redacted] l'OAT (obligation assimilable [redacted] Trésor) à [redacted] descendu jusqu'à 3,71 %. Mais le mouvement de baisse s'observe également [redacted] qui pourraient adopter prochainement [redacted] monnaie unique. En [redacted] Danemark, [redacted] se [redacted] rapprochés [redacted] niveaux de [redacted] en vigueur dans la zone euro, pour s'établir [redacted] respectivement 3,91 % [redacted] 4,03 %.

BRÉSIL ET CHINE

Les marchés obligataires américains [redacted] japonais [redacted] également bénéficié, [redacted] derniers jours, d'un courant acheteur, qui a eu pour effet [redacted] chuter [redacted] obligations, ceux-ci évoluant à l'inverse du prix. Aux Etats-Unis, l'obligation du Trésor émise [redacted] ans [redacted] négocie [redacted] 5,12 %. Au Japon, la [redacted] le marché obligataire, qui [redacted] déclenchée en novembre 1998, [redacted] quelque peu retombée; l'obligation [redacted] dix ans [redacted] la barre des 2 %.

Selon un schéma [redacted] habituel, [redacted] obligations constituent [redacted] valeurs refuges à la moindre bourrasque sur [redacted] marchés [redacted]tions. « [redacted] en quelque [redacted] d'assurance [redacted] la crise viendrait [redacted] s'aggraver », explique [redacted] Khaber, du cabinet d'analyse Aurel. [redacted] fois, le vent [redacted] depuis l'Amérique latine. [redacted] investis[redacted] que la [redacted] du real [redacted] ait des conséquenses dramatiques sur les économies d'autres [redacted] de la région. Mais [redacted] s'inquiètent [redacted] plus en plus [redacted] d'une nouvelle tempête en Asie, qui [redacted] provoquée par une dévaluation du yuan : un décrochage [redacted] la monnaie chinoise risquerait en [redacted] à nouveau des [redacted] peine convalescentes, comme [redacted] la Thaïlande, [redacted] la Corée du [redacted] et du Japon.

Pour le moment, [redacted] risque semble écarté. Le premier ministre chinois, Zhu Rongji, [redacted] affirmé, lundi [redacted] janvier, [redacted] que le gouvernement « poursuivra [redacted] politique [redacted] pas dévaluer » [redacted] yuan. [redacted] déclaration a partiellement rassuré [redacted] marchés, [redacted] rendements obligataires se [redacted] légèrement lundi en fin [redacted] journée.



La crise financière brésilienne et la crainte d'une dévaluation en Chine ont fait jouer à nouveau aux obligations d'Etat européennes le rôle de valeur refuge (les cours montent quand les taux baissent).

Cependant, la plupart [redacted] observateurs pensent que la période [redacted] dans la [redacted] euro, mais aussi à travers le monde, est loin d'être terminée. D'abord, « [redacted] taux d'intérêt réels, qui tiennent compte [redacted] l'inflation, demeurent [redacted] un niveau élevé », note Antoine Brunet, économiste [redacted] CCF. [redacted] zone euro, [redacted] prix [redacted] mation s'est [redacted] 0,9 % en glissement annuel [redacted] novembre 1998. En France, le rythme [redacted] hausse des prix [redacted] encore plus lent : il [redacted] 0,3 % sur un an. Aux Etats-Unis, malgré un niveau faible du chô[redacted] aucune tension sur les sa[redacted] n'est, pour [redacted] moment, obser[redacted] l'inflation demeure [redacted] 1,5 % sur un an. Dans le [redacted] monde, c'est même la déflation qui [redacted].

L'autre [redacted] qui milite pour [redacted] le ralentissement de la croissance. Aux [redacted]Unis, elle reste vigoureuse, mais [redacted] analystes s'attendent [redacted] les [redacted] crise [redacted] Amérique latine soient beaucoup plus [redacted] que [redacted] produits par la [redacted] monétaire [redacted] financière [redacted] Asie [redacted] en Russie. Lundi, [redacted] Boehne, le président [redacted] la Réserve [redacted] (Fed) [redacted] Philadelphie, a prévenu que [redacted] politique monétaire des Etats-Unis « devra [redacted] particulièrement vigilante [redacted] événements – tant nationaux qu'internationaux – qui pourraient modifier nos perspectives ». Les analystes, qui tablaient sur un [redacted] la [redacted] dans [redacted] prochains mois, voire [redacted] légère remontée [redacted] la fin [redacted] l'année, [redacted] envisager [redacted] assouplissement de [redacted] politique monétaire [redacted] la banque centrale [redacted] que [redacted] stigmates de la crise en Amérique latine [redacted] visibles.

Dans [redacted] zone euro, le ralentissement économique devrait être encore plus marqué [redacted] année. La consommation [redacted] ménages français, qui [redacted] un principal moteur [redacted] la reprise en 1998, [redacted] durant trois mois consécutifs à la fin [redacted] l'année dernière. Outre-Rhin, [redacted] croissance devrait [redacted] proche [redacted] zéro au dernier trimestre [redacted]. La [redacted] note, [redacted] son dernier rapport mensuel, que « l'économie a nettement perdu de [redacted] élan ».

PRONOSTICS DE BAISSE

La faiblesse [redacted] l'inflation [redacted] la croissance permet aux analystes [redacted] pronostiquer une [redacted] rapide [redacted] court [redacted] dans la zone euro. Elle « devrait s'imposer [redacted] bonne partie parce que nous [redacted] actuellement en présence d'un ralentissement marqué dans [redacted] zone [redacted] qui, lui-même, [redacted] la désinflation. Cela rend nécessaire [redacted] baisse marquée des [redacted] nominaux pour atteindre la baisse des [redacted] réels, qui [redacted] requise pour interrompre [redacted] ralentissement », analyse M. Brunet.

Jusqu'à présent, Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a répété [redacted] plusieurs reprises qu'il ne voyait pas [redacted] raisons [redacted] modifier sa politique en matière de [redacted] « dans [redacted] proche avenir ». Il milite activement pour que les Etats [redacted] zone euro réduisent leur déficit budgétaire et allègent la pression [redacted] pour soutenir la croissance et réduire le taux [redacted] chômage. « [redacted] en [redacted] une politique [redacted]nétaire laxiste ne résoudra pas ce problème », [redacted] rappelé, lundi, M. Duisenberg, dans un discours prononcé [redacted] Bourse [redacted] Francfort.

Toutefois, certains observateurs pensent que, sans donner l'impression [redacted] céder [redacted] ceux qui, à l'instar d'Oskar Lafontaine, [redacted] ministre al[redacted] l'économie, réclament un assouplissement [redacted] la politique monétaire en Europe pour stimuler l'économie, le président [redacted] la BCE assouplira sa politique monétaire [redacted] février. « M. Duisenberg n'adop[redacted] pas l'attitude rigide de [redacted] Bundesbank, qui avait refusé d'abaisser [redacted] lors de l'hiver 1994-1995, ce qui avait contribué à faire avorter [redacted] croissance », estime Antoine-Louis [redacted] Ménibus, responsable de la gestion obligataire chez [redacted] Allain Gestion. Il pronostique, [redacted] l'instar d'un nombre croissant d'observateurs, des taux directeurs dans la zone euro inférieurs [redacted] 2,5 % d'ici [redacted] six mois, [redacted] 3 % actuellement.

Joël Morio

La tâche du gendarme des Bourses européennes s'annonce difficile

LES DISCUSSIONS [redacted] Bourses européennes [redacted] vue de la [redacted] d'un [redacted] paneuropéen des [redacted] ont mis la [redacted] en ébullition. Si [redacted] des différents marchés ne [redacted] pas de problèmes, celui [redacted] de [redacted] de [redacted] et de [redacted], en revanche, [redacted] plus [redacted].

Or, en Europe, il existe déjà un corps de règles communes : la [redacted] sur les [redacted] (DSI), adoptée [redacted] en [redacted]. Depuis [redacted] 1997, il [redacted] également un embryon de [redacted]sion des opérations de Bourse (COB) [redacted]péenne : le Fesco (Forum of European Securities Commissions). Ce forum, créé en décembre 1997, rassemble les autorités [redacted] marchés de dix-sept [redacted] européens. Mais, jusqu'à présent, [redacted] Fesco [redacted] brillé [redacted] par sa discrétion. Il devrait sortir de son mutisme [redacted] la fin du mois [redacted] janvier, à l'occasion de l'annonce [redacted] première avancée concrète : [redacted] création de Fescopol – un [redacted] constitué entre [redacted] services d'inspection [redacted] COB européennes pour surveiller [redacted] marchés et mener des enquêtes conjointes. Fescopol jouera [redacted] rôle de gen[redacted] du marché européen.

La répartition [redacted] rôles est claire : la Commission européenne [redacted] règles, [redacted] Etats européens les transposent [redacted] leur droit national et le [redacted] est chargé de [redacted] et de surveiller [redacted] application en chapeautant les [redacted] publiques d'organisation [redacted]. Cette [redacted] elle [redacted] ?

Mardi 19 janvier, à l'occasion [redacted] Rencontres parlementaires de l'épargne, Dominique Strauss-Kahn, le [redacted] l'économie et [redacted] finances, s'est publiquement interrogé : « La question aujourd'hui posée est [redacted] s'il [redacted] faut pas aller plus [redacted] vers une institution européenne [redacted] contrôle [redacted] l'information financière. Cela serait le pendant du marché paneuropéen des actions, qui est en [redacted] mise [redacted] place. » Mais, [redacted] rapport d'octobre [redacted] l'élaboration d'un [redacted] d'action pour les services financiers, la Commission européenne (qui dis[redacted] d'un siège au sein du Fesco) a pris une position claire. Elle préfère « une coopération structurée entre [redacted] nationales de surveillance plutôt que la création de nou[redacted] dispositions [redacted] niveau [redacted] l'Union [redacted]péenne ». Le Fesco se [redacted] donc confirmé [redacted] son [redacted] de [redacted] coordination des [redacted] européennes.

Dans [redacted] charte du Fesco, [redacted] dix-sept membres [redacted] sont engagés [redacted] trois points. Le premier [redacted] « [redacted] fournir l'assistance mutuelle [redacted] plus large [redacted] renforcer [redacted] coopération transfrontalière afin d'améliorer la surveillance du marché [redacted] répression des fraudes ». D'où [redacted] création de Fescopol. Mais ils s'engagent également « à [redacted] commun leurs expériences et [redacted] œuvrer ensemble [redacted] une [redacted] en [redacted] efficace du marché unique européen [redacted] les domaines des services financiers ». Enfin, ils veulent « unir leurs efforts pour élaborer des normes communes de régulation [redacted] activités et [redacted] marchés financiers dans les domaines qui n'ont [redacted] harmonisés par [redacted] directives européennes [redacted] qui relèvent d'une approche commune ».

HARMONISER LES RÈGLES

Afin [redacted] réaliser sa seconde mission, le [redacted] engagé un important travail pour répertorier les compétences des [redacted] organismes européens de surveillance des marchés. Le problème [redacted] qu'ils n'ont pas tous [redacted] mêmes missions. Ainsi, en France, [redacted] chargée [redacted] la surveillance des marchés [redacted] de l'application de la réglementation boursière, notamment en matière d'offre publique d'achat (OPA). [redacted] le contrôle [redacted] risques [redacted] par [redacted] établissements financiers est assuré par la Commission bancaire, qui dépend de la Banque de France. En Grande-Bretagne, la Financial Services Authority surveille [redacted] marché et les banques. Mais la réglementation des [redacted] dépend du [redacted] Over Panel !

[redacted] mission, [redacted] pallier les zones d'ombre [redacted] la [redacted] et [redacted] d'harmoniser [redacted] de [redacted]position et d'utilisation [redacted] directives [redacted]péennes. L'enjeu [redacted] s'assurer que, avec la [redacted] en place d'un marché financier [redacted]péen, [redacted] les points d'entrée [redacted] marché [redacted] le [redacted] transparence et [redacted] sécurité. Avec l'interconnexion [redacted] différentes plates-formes boursières, un acheteur espagnol, opérant à partir [redacted] Bruxelles, peut acquérir une valeur britannique à un vendeur allemand. Et pour compliquer [redacted] tout, [redacted] opération pourrait être dénouée sur un système de règlement-livraison français.

Il [redacted] donc important de s'assurer que chaque pièce [redacted] puzzle applique les mêmes règles. Le Fesco a [redacted] d'une définition commune de l'honorabilité [redacted] de la compétence [redacted] dirigeants de sociétés d'investissement afin d'éviter qu'un opérateur jugé indélicat dans un pays ne puisse intervenir sur le marché à partir d'un autre pays. La tâche s'annonce difficile et le gendarme [redacted] marchés européens devra rapidement faire la preuve [redacted] crédibilité.

Enguérand [redacted]

L'assureur allemand Allianz marie ses filiales d'assistance

Elvia et Mondial Assistance forment une nouvelle entité, Elma United

UNE NOUVELLE ÉTAPE [redacted] franchie [redacted] la fusion entre Allianz et les AGF. Le groupe Elvia [redacted] de voyages, filiale de l'assureur italien [redacted] (lui-même filiale d'Allianz), [redacted] le groupe Mondial Assistance, filiale du GAN [redacted] des AGF, ont annoncé leur mariage, mardi [redacted] janvier. [redacted] vont former une nouvelle entité, appelée Elma United, qui [redacted] détenue [redacted] 50 % par la RAS et à 50 % par les AGF. Ce dernier [redacted] 51 % de Sacnas, holding de [redacted] Mondial Assistance.

Le GAN, qui contrôlait les 49 % restants, « reste [redacted] partenaire commercial [redacted] la nouvelle entité [redacted] reste actionnaire de filiales où il a déjà [redacted] intérêts ». Désormais dans le giron [redacted] Groupama, [redacted] GAN affirme que rien ne change. Il n'empêche, l'idée pourrait être, à terme, de rassembler [redacted] activités du GAN chez Mutuaide (environ 240 millions [redacted] francs (36,5 millions d'euros) de chiffre d'affaires), la [redacted] d'assistance [redacted] Groupama, [redacted] ne commente pas l'assureur.

Le nouveau groupe, qui sera dirigé à partir de Zurich et Paris, représente [redacted] chiffre d'affaires combiné [redacted] plus [redacted] 550 millions d'euros en [redacted]. « Très peu [redacted] redondances sont attendues car [redacted] compagnies [redacted] complémentaires, [redacted] pour leur présence géographique que pour [redacted] savoir-faire spécialisés, [redacted] lignes [redacted] produits [redacted] les systèmes de distribu[redacted] », souligne Henning [redacted] Noelle, président du directoire d'Allianz.

3 000 SALARIÉS

Elvia, [redacted] l'assu[redacted] voyages, regroupe avec Mondial Assistance 3 000 [redacted] et [redacted] un partenaire [redacted] Mercur Assistance, filiale d'Allianz [redacted] l'un [redacted] outre-Rhin [redacted] son domaine. Dominique Bazy, directeur général [redacted] AGF, [redacted] nommé président du [redacted] surveillance [redacted] Elma United, tandis [redacted] Peter Stocklin, administrateur-directeur général du groupe Elvia Assurances de voyages, prend [redacted] du groupe en [redacted] que président [redacted] directoire et directeur général. Hervé Deboutière, président [redacted] Mondial Assis[redacted], sera membre [redacted] directoire.

Un peu plus d'un an après [redacted] prise de contrôle des AGF par Allianz, la refonte du nouveau [redacted] se poursuit à grands pas. L'année [redacted] la fusion juridique, explique l'un [redacted] dirigeants de la compagnie. Le chantier est d'envergure puisqu'il s'agit de regrouper trois sociétés : les AGF, Allianz France et Athéna. Pas moins [redacted] lettres ont [redacted] adressées aux salariés d'Ile-de-France en ce début d'année pour leur indiquer quelle sera leur nouvelle affectation. Allianz France [redacted] Athéna [redacted] disparaître physiquement. Le groupe compte 11 000 administratifs [redacted] 8 000 commerciaux dans l'Hexagone. Au total, [redacted] provisions pour restructuration ont atteint près [redacted] 3,5 milliards de francs (533 millions d'euros) [redacted] comptes du premier [redacted] 1998, dont 1,65 milliard de francs pour la France.

Cette fusion est de taille, et ne se fait pas sans heurts. Le courant ne passe pas toujours entre Antoine Jeancourt-Galignani, président du groupe, et Dominique Bazy, le numéro [redacted] l'homme d'Allianz.

Pascale [redacted]

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES

La Délégation Normandie du CNRS recrute :
1 RESPONSABLE DU SERVICE DES CONTRATS
Mission : [redacted] l'autorité du Délégué Régional, le [redacted] service des contrats a pour mission de mettre en œuvre localement la politique de l'établissement à l'égard des institutions européennes et en matière de relations avec les industriels.
Diplôme : Doctorat ou équivalent, expérience industrielle souhaitée.
Adresser lettre de motivation au Délégué Régional Normandie 2 bis, avenue Georges Clémenceau - 14052 CAEN Cedex

Lycée français Niamey [redacted] rech. [redacted] hist-géo., angl., EPS, SES.
[redacted]

Org. privé [redacted]
PROFS D'ANGLAIS
pour départ. 95.
Tél. : 01-64-27-82-73

Service interentreprises de médecine du travail des Pyrénées-Atlantiques recherche un MÉDECIN DU TRAVAIL.
Veuillez adresser votre candidature, réf. : 9900, Le Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, BP 218, 75226 Paris Cedex 05.

[redacted] cas d'une annonce domiciliée au Monde Publicité, [redacted] impératif de [redacted] figurer la [redacted] sur votre enveloppe, afin que [redacted] puisse [redacted] les meilleurs délais.

DEMANDES

H. 40 ans DEFA, exp. conséquente sociale [redacted] vie associative, ch. poste à respons. Etudie propos.
B. Janvier, 01-46-58-10-51

Journaliste, photographe, biographe (E. Bove) [redacted] internaute [redacted] recherche emploi [redacted] multimédia
[redacted]

H. [redacted] sup. ayant [redacted] cciaux importants, [redacted] T.P. [redacted]
Tél. : [redacted]

H. 47 ans (permis PL), 20 ans expérience dans [redacted] et [redacted]. [redacted] poste [redacted] responsabilités [redacted] transport [redacted] exploitation. Etudierait toutes [redacted]
[redacted] : 06-62-13-42-46

Cadre 38 ans, gestion [redacted], management (transports prestations services). 17 ans d'expérience, [redacted] poste [redacted] en région Centre et sud Ile-de-France
Tél. : [redacted]

H. 43 [redacted] Voyages [redacted] Nord mai/juil. Pologne sept./fév. étudie ttes propos. (organisations entreprises, particuliers).
[redacted] : 01-46-51-35-41

Pour vos annonces dans L'EMPLOI
Tél. : 01-42-17-39-33
Fax. : 01-42-17-39-25

هكذا من الأصل

صفحة من الأصل

Jack Greenberg, PDG de McDonald's

« McDonald's doit changer car ses consommateurs changent »

Le responsable, depuis août 1998, de la célèbre enseigne de restauration rapide, Jack Greenberg, explique qu'il a [redacted] par [redacted] géographiques l'activité américaine. Contrairement [redacted] son prédécesseur, le nouveau PDG estime que McDonald's doit davantage prendre en compte [redacted] spécificités locales des consommateurs. [redacted] l'instar, notamment, de ce qui se fait en France, où est testé le concept de restaurant « à thème ». Le patron de la filiale française, Denis Hennequin, est devenu [redacted] 1998 membre du conseil d'administration mondial.

NOMMÉ président directeur général de McDonald's en août 1998, Jack Greenberg, âgé de *cinquante-cinq* [redacted] *remplacé* [redacted] poste Michael Quinlan, qui [redacted] du [redacted] depuis onze [redacted]nées. [redacted] Greenberg [redacted] pris les commandes de l'activité améri[redacted] fin 1996.

« Votre groupe [redacted]cer, mardi [redacted] janvier, une crois[redacted] deux [redacted] résultat opérationnel aux [redacted] Unis [redacted] le monde. [redacted] constitue un véritable [redacted]ment [redacted] tendance. Comment *l'expliquez-vous* ?

– En 1997, [redacted] réorganisé [redacted] l'activité américaine en [redacted] séparant [redacted] cinq [redacted] régionales. Chacune [redacted] en fait aussi importante que l'activité entière [redacted] Etats-unis vingt ans plus tôt. [redacted] croissance, nous n'avions pas, jusqu'alors, opéré [redacted] changements organisationnels nécessaires. Désormais, [redacted] pouvoir [redacted] décision [redacted] bien plus proche [redacted]. Au-delà [redacted] réorganisation, [redacted] changé [redacted] management, c'est-à-dire [redacted] de [redacted] *dirigeants*, modifié nos méthodes [redacted] marketing [redacted] politique de publicité [redacted] Etats-Unis. C'est [redacted] conjugaison [redacted] facteurs qui explique ce revirement spectaculaire aux [redacted] car, [redacted] dix-huit [redacted] mois, il n'y [redacted] spécialement de [redacted] produits qui peuvent expliquer [redacted] changement.

– [redacted] organisation existante [redacted] a-t-elle inspiré ?

– L'approche *décentralisée* [redacted] adoptée aux Etats-Unis est *en effet* celle [redacted] nos fi[redacted]. [redacted] Hennequin, PDG [redacted] McDonald's France, doit [redacted] qualité [redacted] protéger [redacted] marque mais il [redacted] liberté de gé[redacted]. [redacted] devons [redacted] davantage [redacted] preuve d'un [redacted] d'esprit international. Ceci implique une plus grande internatio[redacted] postes opérationnels. M Hennequin [redacted] depuis cette année dans [redacted] conseil d'administration. [redacted] responsable de [redacted] stratégie-groupe est l'ancien dirigeant de la filiale [redacted]. Le doyen [redacted] université [redacted] Chicago, [redacted] franchisés, [redacted] d'Australie.

– Combien de [redacted] avez-vous dans votre [redacted] d'administration ?

– [redacted] sommes présents dans 114 pays, mais nous [redacted] qu'une vingtaine d'expatriés américains. Nous [redacted] principalement appel à du management lo[redacted] ou [redacted].

– Votre politique [redacted] nouveaux produits ne semble [redacted] avoir spécialement [redacted] ces der[redacted]. [redacted] sont vos projets ?

– Le public a l'impression qu'il n'y [redacted] pas eu [redacted] réussies [redacted] nouveaux produits. Nous voulons changer cela. [redacted] avons au moins [redacted] produits nouveaux en test aux Etats-Unis. Nous [redacted] sur le développement de nouveaux produits. L'innovation est une source de [redacted].

– [redacted] votre stratégie en développement [redacted] produits ? [redacted] continuer [redacted] offrir le même produit dans le monde entier ou allez-vous davantage adapter votre offre ?

– Nous [redacted] adapter notre [redacted]. Nous [redacted] toujours [redacted] un produit d'appel [redacted] : un menu de base, le même dans le monde entier (Big Mac, frites...). [redacted] nous allons permettre [redacted] adaptations locales, comme cela [redacted] France, [redacted] lades, le yaourt Danone... [redacted] déjà permis quelques [redacted]périmentations internationales. [redacted] qui [redacted] que, [redacted] Etats-unis, [redacted] allons encourager une plus grande régionalisa[redacted] de l'offre, [redacted] qui sera plus facile avec notre nouvelle organisation.

***– Comment faites-vous pour* partager [redacted] connaissance ?**

– Jusqu'à présent, cela venait d'une communication informelle et prenait beaucoup de temps. [redacted] maintenant d'être plus disciplinés [redacted] que les [redacted] soient diffusées plus rapidement. [redacted] exemple, Mc Fleury, une glace créée au Canada, [redacted] été exportée au Brésil, au Royaume-Uni [redacted] France.

– Votre prédécesseur, Michael Quinlan, [redacted] déclaré : *« De[redacted] changer ? Non, nous [redacted] devons pas changer. Nous avons la marque qui a le plus de [redacted] au [redacted]. »* [redacted] est-il encore votre stratégie ?

– *Il disait cela ? Moi pas.* Nous devons changer car nos consom[redacted] changent, leur [redacted] continera [redacted] évoluer. [redacted]rents changent également. Malgré notre taille, nous devons être plus rapides et plus efficaces pour répondre à ces changements. Vous allez encore voir beaucoup de changements chez McDonald's. Cependant, il [redacted] faut [redacted] attention. Nous [redacted] devons pas ajouter trop de produits [redacted] notre offre, au risque de réduire la qualité et la rapidité du service. »

Propos recueillis par Laure Belot et François Bostnavaron

JACK GREENBERG

713 restaurants en France

Implanté depuis vingt [redacted] l'Hexagone, McDonald's [redacted] ouvert, lundi 25 janvier, son 713e restaurant français, au Disney Village, zone [redacted] jouxtant le [redacted] Disneyland Paris, à [redacted]la-Vallée. En 1998, McDonald's France, qui emploie plus [redacted] personnes, a ouvert 81 [redacted] servi plus d'un million [redacted] repas par jour. Après avoir mené un partenariat avec Virgin dans son magasin [redacted] Champs-Elysées, [redacted] Paris, puis avec [redacted] Lafayette et [redacted] Disney, McDonald's devrait ouvrir, cette année, dans le Sud-Est, un restaurant sur le [redacted] des sports, en partenariat avec le quotidien *L'Equipe*. [redacted] en France, [redacted] formule des restaurants « [redacted] thème » [redacted] un [redacted] que McDo semble observer avec beaucoup d'attention.

La filiale française, présidée par Denis Hennequin, le seul Français représenté au *board* (conseil d'administration) mondial, a réalisé, en 1998, un chiffre d'affaires de 9,63 milliards de francs (1,47 milliard d'euros), en [redacted] de 15 [redacted] par [redacted] 1997.

Le rachat de Cockerill contraint Usinor à se réorganiser

La filiale Sollac va disparaître

AVANT MÊME que le rachat de Cockerill ne soit définitivement réalisé, Usinor se prépare à changer de structure. Un conseil d'administration du groupe sidérurgique devait se réunir, mardi 26 janvier dans l'après-midi, pour entériner la nouvelle organisation du groupe. Celle-ci devrait être mise en place à la fin du premier semestre.

Selon Usinor, une réorganisation s'impose pour tenir compte des bouleversements importants intervenus dans le groupe depuis plusieurs années. La structure par branche ne convient plus, alors qu'Usinor abandonne les [redacted] spéciaux pour se recentrer sur les [redacted] aciers plats et inoxydables. Dans le même temps, le groupe se doit d'inscrire dans les faits son internationalisation croissante, avec le [redacted] Cockerill, d'Ekostahl mais aussi de sociétés en Espagne, en Italie, au Brésil, acquises tout au long de l'année 1998. De plus, Usi[redacted] qu'il lui faut mieux répondre aux attentes de ses clients [redacted] installer des structures de production orientées vers ses marchés [redacted] (automobile, emballage, électroménager, bâtiment).

VINGT-QUATRE UNITÉS DISTINCTES

Comme [redacted] nombreux groupes confrontés au même problème, Usinor [redacted] opté pour une organisation dite *« matricielle »*, qui marie à la fois des unités géographiques [redacted] unités de produits. Vingt-quatre unités distinctes, qui seront [redacted] profit, vont être créées. Seize d'entre elles seront des unités opérationnelles, soit géographiques, soit par métiers. Les activités communes à tout le groupe, comme les ressources humaines, les finances, la recherche et développement, l'informatique ou les achats, vont être regroupées au sein de huit unités fonctionnelles, qui factureront leurs services aux autres.

Chaque unité ayant un responsable, l'équipe dirigeante d'Usinor va être renforcée. Les dirigeants de Cockerill devraient y trouver leur place. Ainsi, Philippe Delaunois, directeur général du groupe belge, devrait prendre la direction d'Ekostahl. Jean-Louis Benoist, chargé de la distribution chez Cockerill, devrait assurer cette fonction pour tout le groupe, tandis que Bernard Serin, actuel directeur général adjoint de Sollac, prendrait la direction des activités belges du groupe.

Mais le grand changement de cette organisation est précisément l'éclatement de Sollac. Spécialisée dans la production d'aciers plats, la filiale est devenue un Etat dans l'Etat : en 1997, elle a réalisé à elle seule 53 % du chiffre d'affaires du groupe et plus de 80 % des bénéfices. Selon le schéma retenu, il n'y aura plus [redacted] l'avenir de société Sollac mais des unités baptisées Sollac nord, Sollac sud, Sollac est, emballage, automobile... La filiale, selon toute vraisemblance, pourrait être rapidement absorbée par sa maison mère.

En remodelant ses structures, Usinor espère aussi gagner de la souplesse et mieux maîtriser ses coûts. Une [redacted] attentive [redacted] modes de fonctionnement de Cockerill a montré qu'Usinor avait encore des progrès à faire : le groupe belge dépense beaucoup moins, notamment en frais de gestion. Ces efforts vont-ils se traduire par des suppressions d'emplois ? Les syndicats le redoutent déjà. Avant même d'avoir [redacted] nouvelle organisation, le groupe [redacted] à l'été 1998, qu'il lui fallait supprimer 3 000 emplois environ dans les services fonctionnels.

En parallèle, Usinor continue de mener les [redacted] de ses [redacted] dans les aciers spéciaux. Les négociations sur la vente d'Unimétal paraissent être entrées dans [redacted] dernière ligne droite. Le groupe anglo-indien Ispat semble tenir la corde. Des pourparlers ont été engagés avec des partenaires financiers pour d'autres activités. L'UBS pourrait entrer dans le capital de Tréfileurope ; deux fonds spécialisés, BC Partners et CVC Capital, seraient intéressés pour participer au [redacted] de [redacted]. Mais les repreneurs éventuels hésitent à s'engager au moment où les marchés de l'acier sont en pleine crise.

Martine Orange

Le groupe suédois Ericsson licencie plus de 10 % de ses salariés

[redacted]
de [redacted] correspondant

Le [redacted] d'Ericsson, Sven-Christer Nilsson, avait annoncé, au [redacted] de décembre, un plan [redacted] restructuration [redacted] rendu public lundi [redacted] janvier : [redacted] salariés devront quitter la société d'ici la fin [redacted] l'an 2000, dont [redacted] Suède. [redacted] plus d'un [redacted] main-d'oeuvre (104 000 personnes) du groupe, [redacted] proie à des [redacted] depuis un [redacted]. *« Les nouvelles techniques demandent moins de personnel [redacted] production que [redacted] anciennes. [redacted] les nouvelles générations [redacted] téléphones [redacted] peuvent compenser cette [redacted] »*, a expliqué M. Nilsson.

La firme suédoise [redacted] d'avoir tardé [redacted] s'orienter [redacted] le marché [redacted] communications intégrant la voix, les données et [redacted] images, ou *de l'avoir fait* [redacted] *jusqu'*à présent. D'où [redacted] de [redacted] Nilsson, après son arri*vée* [redacted] *la* [redacted] *l'entreprise au printemps* [redacted] rebattre les [redacted]. Une nouvelle organisation par catégories de [redacted] a [redacted] mise en place début janvier. C'est la branche qui fournit [redacted] opérateurs classiques qui [redacted] le plus, en perdant 8 500 salariés sur un total de 68 000. En outre, le secteur administratif du fleuron de l'empire familial des Wallenberg sera « dégraissé » [redacted] hauteur de 1 300 personnes. Ce programme, une [redacted] réalisé, devrait permettre [redacted] Ericsson [redacted] réduire ses coûts de [redacted] milliards de couronnes (336 millions d'euros) par an.

« UN COMPORTEMENT DE COCHON ! »

En dépit d'une [redacted] 1998 décevante, [redacted]son, qui représente 15 % des exportations to[redacted] suédoises, n'est pourtant pas une [redacted]prise en crise. Bien implantée dans la téléphonie mobile, elle devrait [redacted] un [redacted] pour 1998, estimé par les analystes [redacted] milliards de [redacted] (environ [redacted] milliards d'euros), en progression par rapport [redacted] l'exercice précédent. Et ce, en dé*pit d'une récente mise en garde de M. Nilsson* à propos de la publication, jeudi 28 janvier, de ré[redacted] *trimestre* [redacted] % à 20 [redacted] aux attentes du marché.

[redacted] ce [redacted] de bonne santé financière, l'annonce [redacted] suppressions d'emplois a irrité les syndicats. D'autant plus que la direction, ont-ils affirmé, ne les a pas consultés ces dernières semaines, bien qu'ils *« comprennent »* la nécessité [redacted] restructurations. D'ordinaire disciplinés, ils n'ont pas pu s'empêcher cette fois-ci de faire part de leur mécontentement. *« Un comportement de cochon ! »*, s'est emporté Bernth Carlsson, délégué syndical [redacted] l'usine suédoise de Norköpping (600 personnes), qui devra fermer ses portes. Ericsson avait déjà supprimé 1 700 emplois dans cette ville en 1997, poussant alors la secrétaire du Parti social-démocrate au pouvoir, Ingela Thalen, [redacted] appeler indirectement au boycottage des produits de la compagnie.

« Ericsson fera [redacted] *les efforts raisonnables pour aider le personnel affecté par les changements »*, a répondu M. Nilsson sans autre précision. Certains employés pourraient être reclassés. Déjà échaudé par le déménagement d'une partie du quartier général d'Ericsson [redacted] Londres, le gouvernement a demandé [redacted] la société prenne ses responsabilités vis-à-vis du personnel et des régions suédoises concernées.

Antoine Jacob

Accord chez Alstom et négociations à la SNCF

APRÈS DOUZE MOIS de discussions, deux [redacted] d'Alstom, Turbines vapeur [redacted] électriques [redacted] Belfort, ont signé, [redacted] décembre 1998, un accord sur la *réduction du* temps de travail. Après référendum, le texte a [redacted] paraphé par [redacted] CFDT, la CFTC et [redacted] CGC [redacted] sera applicable [redacted] le 1er mars.

35 HEURES

Alstom s'est placé d'emblée dans la perspective d'un accord [redacted] heures *« défensif »*, c'est-à-dire visant à maintenir l'emploi. L'échec [redacted] premières discussions en juin 1998 [redacted] amené [redacted] direction [redacted] présenter un plan social supprimant 255 postes. [redacted] alternative peu réjouissante remit en selle [redacted] projet d'accord. Celui-ci prévoit que [redacted] 2 900 salariés [redacted] l'entreprise verront leur temps [redacted] travail réduit [redacted] journée [redacted] de 15 % la nuit. Le dispositif per[redacted] de sauvegarder 60 postes chez Turbines vapeur et [redacted] chez Machines électriques, soit [redacted] postes [redacted]. *Parallèlement*, l'entreprise met en place, [redacted] cadre d'un [redacted] *dispositif* d'aménagement [redacted] fin de [redacted] pour les plus [redacted] cinquante-sept ans, permettant [redacted] cinquantaine de jeunes.

La [redacted] du temps de travail s'effectuera [redacted] maintien [redacted] de [redacted] et [redacted] prime d'ancienneté. En compensation, [redacted] modé[redacted] (d'un point [redacted] qui aurait [redacted] pratiqué [redacted] heures). Parallèlement, l'entreprise devrait économiser 2,75 % de [redacted] masse [redacted] panier et [redacted] transport. L'accord devrait également permettre [redacted] heures supplémen[redacted]. [redacted] la principale [redacted] partie [redacted] l'organisation [redacted] travail. Désormais, [redacted] deux [redacted]prises [redacted] jours [redacted] sept, [redacted] salariés pouvant travailler entre trois et cinq jours par semaine suivant la charge de travail.

Les cadres (à l'exception des dirigeants) profiteront aussi de la réduction du temps de travail. *Ils bé*[redacted] de 13 jours [redacted] congés *supplémentaires*, dont une partie pourra être capitalisée sur un compte épargne temps. Ces jours pouvant être cumulés sur quatre ans. La [redacted] espère [redacted] accord qui permet d'éviter [redacted] suppressions d'emplois aura un [redacted] d'entraînement [redacted] filiale transport ou les Chantiers de l'Atlantique.

RECRUTEMENTS NON CHIFFRÉS

A la SNCF, la direction a envoyé *lundi 25 janvier aux syndicats* un projet d'accord [redacted] temps de travail. Le [redacted] ne chiffre [redacted] recrutements géné[redacted] par les 35 heures, [redacted] *« une augmentation* [redacted] *nombre d'agents au statut »*. La direction s'engage [redacted] qu'*« aucune diminution de salaire ne résulte »* [redacted] heures, mais envisage [redacted] *« modération de leur progression »*, avec une hausse de la rémunération moyenne [redacted] personnel en place d'au [redacted] 1 % [redacted] an au[redacted].

Pour l'essentiel, [redacted] document prévoit [redacted] *ne* [redacted] le dimanche organiseront, [redacted] aux [redacted] heures, [redacted] sur 4 jours [redacted]. De leur côté, [redacted] roulants se [redacted]raient [redacted] un premier temps 17 jours [redacted] supplémentaires pour compenser les sujétions [redacted] actuellement lieu [redacted] des repos globalisés. Les durées [redacted] de service [redacted]raient conservées.

Dans un second temps, ils pourraient connaître les mêmes modulations du temps de travail que les [redacted] soumis, comme eux, aux 35 heures, et se verraient attribuer 10 jours de repos en plus.

Ce texte va faire l'objet de ren[redacted] prochains jours.

Stéphane Lauer et Frédéric Lemaître

La banque suisse UBS révise sa stratégie

TIRANT LES LEÇONS d'une année 1998 très difficile pour son acti[redacted] de banque d'investissement (marchés, grandes entreprises), regroupée dans Warburg Dillon Read, UBS, la banque suisse née de la fusion de l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse a confirmé l'inflexion de sa stratégie. Elle va réduire la proportion de ses fonds propres consacrée [redacted] son activité de banque d'investissement, aux dépens essentiellement des activités de crédit internationales et de financement de commerce. Elle mettra davantage l'accent sur la gestion d'actifs et de fortune et le placement de titres, afin de présenter un profil de risque plus prudent.
En 1998, l'UBS consacrait 60 % de ses fonds propres à la banque d'investissement, qui a perdu 1,23 milliard de francs suisses (769 millions d'euros) de janvier [redacted] septembre 1998. Ce changement de cap [redacted] amené les *dirigeants de la banque à réviser* en baisse de 10 % leur objectif de rentabilité pour 2002.

LVMH porte à 34,4 % sa participation dans Gucci

MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON (LVMH), numéro un mondial du luxe, a annoncé, le 25 janvier, avoir porté de 26,7 % à 34,4 % sa participation dans le capital du maroquinier florentin Gucci. Le groupe français [redacted] indiqué, le 6 janvier, qu'il [redacted] dépassé le seuil de 5 % dans Gucci.
Pour atteindre plus du tiers du capital du maroquinier, LVMH a racheté quelque 3,553 millions d'actions, soit plus de 6 % du capital, auprès du fonds d'investissement Capital Research. A un prix de [redacted] dollars (environ *65 euros*) *l'action*, le groupe a déboursé 1,52 milliard de francs (232 millions d'euros). – *(AFP.)*

Semiconducteurs : STMicroelectronics devient numéro neuf mondial

LE FABRICANT FRANCO-ITALIEN de semiconducteurs STMicroelectronics (ex-SGS Thomson) a gagné, en 1998, une place au classement mondial établi par Dataquest, toujours dominé par l'américain Intel. Le groupe est neuvième derrière Philips et devant Siemens. ST, qui a publié, mardi 26 janvier, ses résultats 1998, af[redacted] des ventes [redacted] 5,7 %, à 4,25 milliards de dollars (3,7 milliards d'euros), sur un marché en baisse de [redacted]. Son bénéfice s'élève à 411,1 millions de dollars (354 millions d'euros).

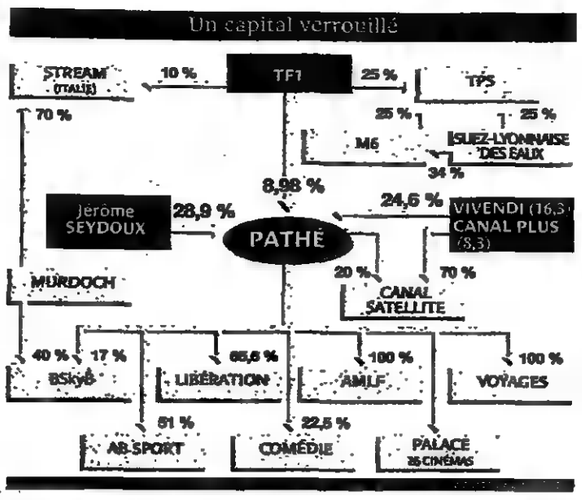
confiance
ésil

TF 1 a été prise de vitesse par Canal Plus pour le contrôle de Pathé

Le renfort de Vivendi a permis à la chaîne cryptée de contrer l'offensive de la Une. Les bonnes relations entre Jean-Marie Messier et Vincent Bolloré ont facilité le retournement d'une situation qui semblait a priori favorable à Patrick Le Lay

« LES GRANDS PATRONS ne devraient jamais partir en va-[illegible]*. C'est toujours à ce moment-là que les malheurs arrivent »*, plaisante à moitié un des hiérarques de Canal Plus. La Blitzkrieg de TF 1 sur le capital de Pathé a surpris Pierre Lescure à Mégève. Mercredi 21 janvier, en début de soirée, au moment où tombe le communiqué du Conseil des marchés financiers annonçant l'acquisition par la Une de 8,98 % de Pathé, le PDG de la chaîne cryptée fait bonne mine au pied des pistes. Dans l'heure, sa première préoccupation est de trouver un avion pour regagner Paris au plus vite.

Dans l'attente de son patron, Canal Plus va vivre un *« jeudi de la peur »*. Un dirigeant de la chaîne reconnaît : *« Patrick Le Lay nous a bien endormis »*. C'est un euphémisme. En réalité, il s'agit d'un Jeudi noir pour Canal Plus. Tout au long de la journée, chacun, à la direction, s'emploie à décrypter la stratégie de TF 1. *« Qu'est-elle venue faire chez Pathé ? Quel va être son prochain mouvement ? Qui va l'aider dans son entreprise ? Jérôme Seydoux est-il en train de nouer un accord avec TF 1 ? »*. Pendant que ses questions donnent quelques migraines à ses collaborateurs, Pierre Lescure, de retour dans son bureau, organise la contre-offensive.



Un mauvais timing de TF 1 et un mystère [illegible] entier vont aider le PDG à redresser une situation pourtant périlleuse. L'effet de surprise passé, Canal [illegible] comprend que les 8,98 % de TF 1 ne sont qu'une première étape. Une seconde devrait amener un allié de la chaîne généraliste à racheter la participation de 19,6 % détenue par Vincent Bolloré dans Pathé. Et devenir ainsi le premier actionnaire du groupe de communication. Tour à tour, le groupe Bouygues, son nouvel actionnaire l'industriel François Pinault et même Rupert Murdoch, nouvel ami de TF 1, sont évoqués.

Face à une telle attaque, le risque est grand pour Canal Plus de voir Pathé passer sous la coupe de son principal concurrent en France et en Europe. Outre la perte d'un allié et plus de trois ans, la prise de contrôle de près d'un tiers du capital de Pathé permettrait à TF 1 et à Bouygues de peser sur les destinées de CanalSatellite.

Comme Télévision par satellite (TPS), son concurrent, le bouquet de Canal Plus est [illegible] en nom collectif (SNC). Cette formule donne presque tous les pouvoirs aux actionnaires, même minoritaires. Outre des droits de préemption, chaque entrée ou sortie du capital nécessite l'assentiment de tous le tour de table. Une présence, même indirecte, de TF 1, pourrait gripper la machine et gêner la croissance de CanalSatellite. Pierre Lescure et Jean-Marie Messier ont mesuré le danger. Le téléphone a chauffé à plusieurs reprises entre le 42 avenue de Friedland et le quai André-Citroën, les sièges de Vivendi et de Canal Plus.

Persuadé que TF 1 [illegible] se réjouir du bon tour qu'elle vient de jouer à sa rivale cryptée, MM. Messier et Lescure ont mis leur riposte au point. Ils ont décidé de mettre à profit les bonnes relations du PDG de Vivendi avec Vincent Bolloré pour convaincre ce dernier, s'il [illegible] temps, de leur céder sa participation.

La manœuvre veut que Jean-Marie Messier n'ait pas été averti de ses conseils lorsque Bolloré a tenté son raid sur le groupe Bouygues. Vendredi 22 janvier, au lendemain de l'annonce de l'entrée de la Une dans Pathé, c'est donc le patron de Vivendi qui prend langue avec le *raider* breton. Désormais, il ne reste qu'une question de prix. En face, dans le camp de la Une, on ne semble pas se douter que la chance est en train de passer.

> Un dirigeant de la chaîne cryptée se réjouit que le raid de TF 1 ait permis à Canal Plus de « prendre le contrôle de Pathé en ayant le rôle du chevalier blanc »

Pour assurer le succès de leur contre-offensive, Canal Plus et Vivendi ont choisi de maintenir Jérôme Seydoux dans l'ignorance de leurs manœuvres. Une volonté de confidentialité, mais aussi signe que le doute s'est installé. Pour Canal Plus, Bolloré n'est plus sûr. L'accueil réservé par Jérôme Seydoux à Patrick Le Lay pourrait laisser croire à une complicité entre les deux hommes. C'est le spectre d'une fusion TF 1-Pathé qui hante les couloirs de Canal PLus, où s'ébauche un scénario catastrophe : *« Après les 8,98 %, TF 1 voulait racheter les 19,6 % de Bolloré. Ensuite, la Une aurait proposé la fusion entre les deux groupes »*. Pour l'occasion, on a même sorti les calculatrices. *« J'ai calculé que cela mettait Jérôme Seydoux, actionnaire à 28,9 % de Pathé, à 12,5 % de TF 1 »*, précise un directeur général de la chaîne cryptée.

L'affaire est dans la journée. Vincent Bolloré accepte de céder sa participation à Canal Plus et Vivendi. Il empoche une plus-value de 800 millions de francs. Au total, les deux acheteurs auront déboursé près de 3,6 milliards de francs (*Le Monde* du 24 janvier). Soulagé, Pierre Lescure reconnaîtra plus tard que *« Canal Plus peut toujours compter sur l'appui financier sans faille de son actionnaire Vivendi »*. Une fois le chèque signé, *« nous allons voir Seydoux »*, précise un dirigeant de Canal Plus. Désormais second actionnaire de Pathé, la chaîne cryptée et Vivendi négocient leur représentation au conseil d'administration et concluent avec Jérôme Seydoux un pacte de préemption réciproque d'une durée de cinq ans.

En un week-end, Patrick Le Lay a tout perdu. Que s'est-il passé ? Pourquoi n'a-t-il pas profité de son « coup d'avance » ? Son allié, François Pinault, lui aurait fait défaut pour prendre le relais de l'opération.

Selon Pierre Lescure, le nouvel actionnaire de Bouygues aurait prévu de racheter les parts de Bolloré lundi 25 janvier. Trop tard. Prise de vitesse, TF 1 se retrouve désormais coincée dans Pathé sans possibilité d'en sortir rapidement sous peine de ne pas retrouver son investissement. Pour Canal Plus, la victoire est double. Au succès sur TF 1 s'en ajoute un autre, non moins important, sur la direction de Pathé. Un privé, un important dirigeant de la chaîne cryptée se réjouit que le raid de TF 1 ait permis à Canal Plus *« prendre le contrôle de Pathé tout en ayant le rôle du chevalier blanc »*.

Nicole Vulser et *Guy Dutheil*

L'opération aboutit à une plus forte concentration dans le cinéma français

« PATHÉ recherchera des rapprochements et des alliances lui permettant de jouer un rôle plus direct dans la télévision » : ce message de Jérôme Seydoux, président de Pathé, dans son rapport annuel publié en mars 1998, n'était plus vrai que prévu. Après TF 1, Canal Plus et son actionnaire de référence Vivendi ont acheté ensemble 19,6 % du groupe cinématographique.

« Après l'opération sur AOL, c'est la seconde fois que Vivendi vient à la rescousse de Canal Plus pour une opération d'envergure, explique-t-on au sein de la chaîne cryptée. *C'est l'avantage d'avoir un actionnaire de cette envergure »*, qui vient d'autoriser de procéder à une réorganisation dans laquelle Pierre Lescure conserve la haute main sur l'audiovisuel. Mais il est *de facto* chapeauté par le patron de Cégétel, Philippe Germond, nommé directeur général délégué de Vivendi Communication. *« Cela traduit notre confiance dans la convergence de nos métiers. Ce n'est en rien un désaveu de Pierre Lescure »*, explique le groupe Vivendi.

Canal Plus a déboursé 1,2 milliard de francs pour ses 8,3 % dans Pathé. *« L'effet dilutif est très faible »* pour cette opération financée par emprunts, précise la chaîne. *« Notre arrivée dans Pathé procède d'une action défensive ; cela ne changera rien de nos partenariats avec le groupe de Jérôme Seydoux »*, déclare-t-on à Canal Plus. Leurs liens sont anciens et importants : le groupe de Jérôme Seydoux détient 34 % de CanalSatellite et a mis en place, en mai 1997, un réseau de distribution cinématographique européen avec Canal Plus qui s'articule autour de quatre distributeurs, en France (AMLF), en Grande-Bretagne (Pathé Guild), en Allemagne (Tobis) et en Espagne (Sogepaq).

Cet accord permet aussi aux deux alliés d'acquérir des droits de films américains. En septembre 1998, Canal Plus, Pathé et la société américaine de production Mandalay Pictures ont conclu une autre alliance permettant aux deux groupes français d'acquérir quatre films américains par an. Par ailleurs, Le Studio Canal Plus, Pricel et AMLF (Pathé) acquièrent déjà ensemble les droits France de certains longs-métrages internationaux comme *Kundun*, de Martin Scorsese. Cette [illegible] ne s'arrête pas là : les deux groupes français coproduisent de nombreux longs-métrages. Pathé Pictures, dont Le Studio Canal Plus est l'un des partenaires, participe au financement et au développement des films britanniques. Dans le domaine des chaînes thématiques, Pathé et Canal Plus sont tous deux actionnaires de Cinecinema et du service de paiement à la séance de CanalSatellite, Kiosque.

QUE DIRA LE CSA ?

L'arrivée de Canal Plus au sein de Pathé marque [illegible] un renforcement de la [illegible] le financement cinématographique. Le groupe de Pierre Lescure s'affiche comme le premier banquier du cinéma français, et Pathé, l'un des principaux groupes cinématographiques hexagonaux, espère, grâce aux multiplexes, doubler l'activité de ses salles dans les quatre prochaines années (300 écrans en France et en Hollande fin 1997). Malgré les récentes déceptions de *Lucie Aubrac* ou de *Lolita*, Pathé a décroché de beaux succès avec *Didier*, *On connaît la chanson* ou *Sept ans au Tibet*.

Chez Vivendi, qui détient aussi directement 49 % de l'autre grande circuit de salles (335 écrans fin 1997), on reste très pragmatique : *« Nous n'avons pas vocation à rester vingt ans dans le capital de Pathé. Cette opération est préventive et défensive : elle nous permet de contrer une menace qui pesait sur CanalSatellite. »*

Juridiquement, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut être fondé sur l'article 17 de la loi pour l'audiovisuel à saisir le Conseil de la concurrence sur cette nouvelle concentration dans le secteur cinématographique. Toutefois, par le passé, les neuf sages, bien qu'ils réclament un élargissement de leurs prérogatives, n'ont jamais eu recours à une telle mesure, même lorsque Canal Plus a considérablement renforcé sa position sur le marché des droits cinématographiques en rachetant UGC DA en juillet 1996.

Bayard Presse lance un magazine pour les plus de 70 ans

LES GENS VIVENT de plus en plus vieux, les publicitaires découvrent le pouvoir d'achat des retraités, et les journaux des seniors rajeunissent de plus en plus, mettant une « une » des mannequins qui ont la moitié de l'âge de leurs lecteurs. Longtemps, *Notre temps*, et son million d'exemplaires, a été presque seul sur ce segment. Il subit, aujourd'hui, la concurrence acharnée d'un autre magazine, *Pleine Vie*, dont la diffusion n'a cessé de croître depuis qu'il a changé de nom, en mars 1997, abandonnant la référence du *Temps retrouvé*, qui rappelait trop sans doute *« la pendule au salon qui dit oui qui dit non, qui dit : je vous attends »*, des *Vieux* de Jacques Brel.

Notre temps s'est rajeuni pendant l'été 1998, en proposant une nouvelle formule, alors que sa diffusion stagnait, en 1997, au-dessus du million d'exemplaires. *Pleine Vie* prévoit de son côté une diffusion payée de 800 000 exemplaires en 1998, contre 588 770 en 1997. Bayard Presse propose, lundi 25 janvier, la deuxième partie de sa riposte, en créant un nouveau magazine qui s'intitule son *Bel Age* – c'est son titre –, destiné aux plus de soixante-dix ans. *Notre temps* veut s'adresser aux nouveaux retraités, tandis que *Bel Age* vise les plus... anciennes, car le lectorat de la presse du troisième âge est plus féminin.

« SUBLIMER LES RIDES »

« C'est un journal pour les veuves », commente Philippe Bouldois, directeur du pôle seniors de Bayard Presse, à propos de son dernier-né. Vendu 13 francs, le titre est pour l'instant bimestriel, avant de devenir mensuel en septembre. Tiré à 200 000 exemplaires, il vise une diffusion de 80 000 à 100 000 exemplaires la première année.

« Il y a un effet à Notre temps, pour savoir s'il fallait montrer les rides, explique Philippe Bouldois. *On a décidé que, dans un magazine, on ne les montrerait pas ou qu'on les sublimerait, et qu'on créerait un autre journal pour ceux qui assument leurs rides. »* Bayard Presse, propriété de la congrégation religieuse des Assomptionnistes, a la particularité d'éditer un *journal pour tous les âges* de l'enfance, de *Popi* à *Phosphore*. A-t-il la même ambition pour les grands-parents ? Le groupe édite désormais cinq publications dans ce secteur, qui représente un quart de la diffusion de Bayard en France, et *Notre temps* comporte dix éditions internationales. D'autres groupes réfléchissent à des publications pour cette nouvelle cible.

Le premier numéro du *Bel Age* propose un entretien avec Michel Piccoli, qui *« ne voit pas le temps passer »*, réalisé par Sylvain Augier (*« Vous n'avez pas un look de vieille dame... »*, souligne la première question. *« Malgré cet air juvénile, vous avez soixante-deux ans de métier »*, poursuit la deuxième), un dossier sur les plus de soixante ans qui refont leur vie, un autre sur la Loire-Atlantique, des articles sur « Questions pour un champion » et « Des mots et des lettres ». A la rubrique « Chantons ensemble », *Bel Age* offre les paroles intégrales d'une chanson de Bourvil : *« La ta ta ta ta ca tac tactique du gendarme, c'est d'avoir tout les yeux en face des trous. »*

Le magazine propose enfin un supplément « spécial mémoire », sous forme de quiz en cinquante questions, avec une perle : *« Comment s'appellent les héros de la pièce de Racine :* Le Cid *? »* Peut-être Rodrigue et Chimène ont-ils entendu des serpents siffler sur leurs têtes, mais ils doivent toujours leur existence à Corneille. *« La mémoire ne s'use que si l'on ne s'en sert pas »*, recommandent les concepteurs du test, malicieux et de leur a quelque peu flanché.

Alain Salles

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a célébré ses dix ans

JETS D'EAU, buffets et musiciens : Hervé Bourges, président du CSA, avait bien fait les choses, lundi 25 janvier à Paris, pour célébrer le dixième anniversaire de cette institution. Un feuillet entier de son discours était consacré à saluer les nombreuses personnalités qui s'étaient déplacées au Palais de Chaillot : le premier ministre, de nombreux membres du gouvernement, d'anciens ministres, les présidents ou vice-présidents des grandes institutions de la République, les *« quatre-vingt-seize présidents de sociétés ou d'institutions liées à l'audiovisuel »*, ainsi que des invités étrangers.

Après avoir défini la régulation de l'audiovisuel en quatre mots : *« médiation, concertation, adaptation, indépendance »*, M. Bourges a précisé : *« L'avenir de l'audiovisuel tient en un seul mot : le numérique. »* Et il a précisé les grands dossiers pour l'avenir : le câble et le satellite, la diffusion hertzienne, les réseaux informatiques et Internet, le service public.

DÉPÊCHES

■ **PETITES ANNONCES des petites annonces sur Internet.** SPIR Communication (groupe Ouest-France) a annoncé, lundi 25 janvier, la mise en ligne de près de 200 000 petites annonces issues de 132 journaux gratuits. Le site, qui sera mis à jour quotidiennement, permet de consulter gratuitement et de passer des annonces sur cinq thèmes : emploi, automobile, immobilier, bonnes affaires et rencontres.

■ **La bataille pour le contrôle du groupe Mirror** a provoqué une scission au sein de l'état-major. Selon la presse britannique, les désaccords au sein de l'état-major pourraient entraîner le départ forcé de David Montgomery, président du groupe de presse britannique (*Le Monde* du 20 janvier).

■ **RADIO : Radio France internationale (RFI) va diffuser plus de musique.** Jean-Paul Cluzel, PDG de RFI a annoncé, lundi 25 janvier, lors du MIDEM à Cannes : *« Nous allons réintroduire en force sur notre antenne, au printemps, l'illustration musicale avec la diffusion de deux chansons complètes par heure »*. La mise en place du « tout-info » s'était traduite par *« une diminution de l'illustration musicale »*.

■ **ÉDITION : le groupe de communication Pearson** a remis en vente, lundi 25 janvier, cinq des sociétés d'édition héritées du groupe américain Simon and Schusters. Spécialisées dans l'édition d'ouvrages de référence et professionnels, ces sociétés ont réalisé, en 1997, un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars (215 millions d'euros).

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

■ **ROSNEFT : les pétroliers Rosneft, Slavneft et Onako**, détenus majoritairement par l'Etat, fusionneront dans les *prochains mois, a annoncé*, lundi 25 janvier, le vice-premier ministre Vladimir Boulgak, cité par l'agence Interfax. La holding ainsi créée produira millions de de brut par an, selon M. Boulgak. Elle détenue à 75 par l'Etat.

● **BP-AMOCO : le pétrolier anglo-américain confirmé**, lundi, avoir déposé une offre pour le développement long terme de champs *on-shore* dans le sud de l'Iran, en dépit de l'embargo américain. « *Nous avons soumis une offre pour participer aux discussions sur le développement à long-terme du réservoir du Banguestan* », indiqué un porte-parole.

● **LONDON INTERNATIONAL GROUP (LIG) : le groupe britannique, spécialisé la fabrication préservatifs** (Durex) de gants latex chirurgicaux, a annoncé, lundi, avoir reçu une proposition d'offre de fusion. L'action grimpait de 27 %. « *Le conseil d'administration de LIG confirme avoir reçu offre provisoire sollicitée concernant possible fusion* », a indiqué LIG.

SERVICES

■ **TÉLÉCOMMUNICATIONS : la Cour Suprême** a rendu son verdict, lundi, sur le opposant sociétés télécommunications régionales aux compagnies de téléphone longues distances. La décision de la cour confirme que les compagnies régionales doivent faire la preuve de l'ouverture de leur marché à la libre concurrence si elles veulent entrer sur le marché des communications longues distances.

● **le premier fabricant mondial de logiciels** annoncé, mardi, qu'il investira 500 millions dollars (434,7 millions d'euros) dans le troisième câblo-opérateur britannique, NTL.

■ **COMPAQ : le deuxième constructeur mondial d'ordinateurs** devait annoncer, mardi, l'introduction en Bourse de tout ou partie capital d'AltaVista. Ce moteur de recherche avait été apporté par Digital Equipment, que Compaq a en juin pour 9 milliards de dollars (7,8 d'euros).

■ **ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE : après jugée *positive*, *entreprises* font preuve prudence 1999, selon le baromètre BVA conjoncture présenté par la Fédération nationale de l'équipement électrique (FNEE).**

FINANCE

■ **DEUTSCHE : Josef Ackermann, du directoire banque allemande**, a déclaré, lundi, qu'il espérait obtenir l'accord autorités pour le rachat Trust d'ici 30 avril. Si n'était pas acceptée juin, l'intégration informatique des deux banques devrait être ajournée fait des recommandations Réserve pour limiter le risque « an 2000 ».

● **BANQUES JAPONAISES : les grands lever 2 d'euros)** (15,4 sur le marché d'ici fin septembre pour renforcer propres, affirme, mardi, le quotidien *Nihon Keizai Shimbun*. L'agence notation Moody's a revu en baisse de Bank of Tokyo-Mitsubishi (de A 1 à A 2), Sanwa Bank (de A 1 à A 2) et Sumitomo (de A 2 à A 3).

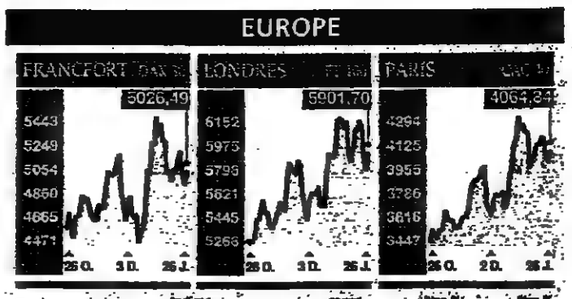
RÉSULTATS

● **CITIGROUP : le premier groupe mondial de services fi- enregistré bénéfice de 5,807 milliards de dollars (5 milliards d'euros), en baisse de 13 sur 1997, essentiellement du fait du recul des bénéfice de filiale banque d'investissement Salomon Smith Barney.**

● **ATT : le géant américain des télécommunications enregistré, en 1998, une de 3,3 % de chiffre d'affaires, à 53,2 milliards de dollars (45,8 milliards d'euros) pour un bénéfice net en augmentation près de 45 % à 6,39 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros).**

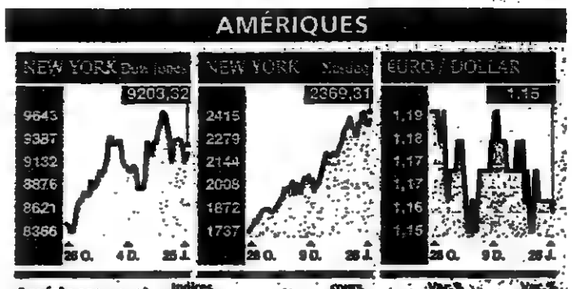
● **CHEVRON : le quatrième pétrolier américain a subi un recul de 39,3 % de son bénéfice, 1,97 milliard de dollars (1,6 milliard d'euros), de bénéfice pour 1998, un en de 27,1 %.**

EUROPE



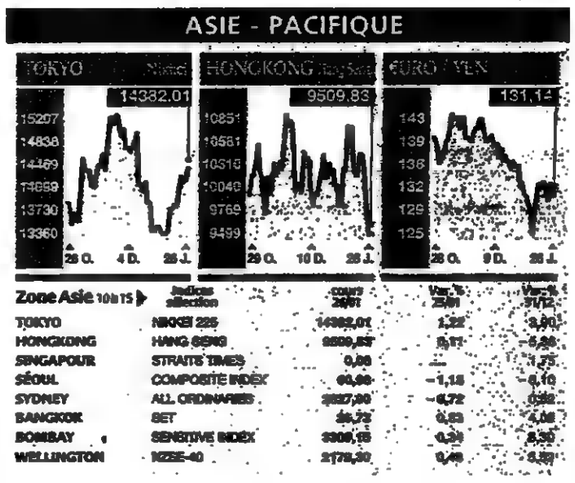
Europe 12h30	Indices sélection	cours 25/01	Var. % veille	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50			
EUROPE	STOXX 50			
EUROPE	EURO STOXX 300			
EUROPE	STOXX 600			
PARIS	CAC 40			
PARIS	MIDCAC			
PARIS	SBF 120			
PARIS	SBF 250			
PARIS	SECOND MARCHÉ			
AMSTERDAM	AEX			
BRUXELLES	BEL 20			
FRANCFORT	DAX 30			
LONDRES	FTSE 100			
MADRID	STOCK EXCHANGE			
MILAN	MIBTEL 30			
ZURICH	SPI			

AMÉRIQUES



Amériques 10h15	Indices sélection	cours 25/01	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES			
ÉTATS-UNIS	S&P 500			
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE			
TORONTO	TSE INDEX			
SAO PAULO	BOVESPA			
MEXICO	BOLSA			
BUENOS AIRES	MERVAL			
SANTIAGO	IPSA GENERAL			
CARACAS	CAPITAL GÉNÉRAL			

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 25/01	Var. % 25/01	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225			
HONGKONG	HANG SENG			
SINGAPOUR	STRAITS TIMES			
SÉOUL	COMPOSITE INDEX			
SYDNEY	ALL ORDINARIES			
BANGKOK	SET			
BOMBAY	SENSITIVE INDEX			
WELLINGTON	NZSE-40			

ÉCONOMIE

Dominique Strauss-Kahn reste confiant sur la croissance

LE MINISTRE de l'économie et des finances Dominique Strauss-Kahn montre confiant pour la croissance l'économie française en 1999 et en 2000, malgré « *la phase de ralentissement passager, le trou d'air, que nous traversons* », indique-t-il un entretien au *Figaro* du 26 janvier. Selon lui, l'« *excès de pessimisme* » des grandes entreprises « *devrait progressivement se corriger* ».

Il a par ailleurs relevé que la « *Banque centrale européenne un objectif de stabilité des prix, ce qui l'a conduite définir une limite haute de 2 %. Je regrette qu'elle ne se soit pas également fixé un niveau plancher. Des économistes donnent à penser que ce plancher serait zéro, ce qui me paraît faible* ».

La baisse des prix la consommation est tombée à 0,3 % en glissement annuel France en décembre, la plus faible hausse enregistrée en fin d'année depuis décembre 1953.

■ **UNION EUROPÉENNE : Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne**, a jugé, lundi 25 janvier, que la situation des prix dans la zone euro justifiait le maintien de la politique monétaire, avec un taux d'intérêt principal à 3 %.

■ **Les revenus d'investissements directs de l'Union européenne** dans les pays tiers se sont montés à 12,3 milliards d'euros en 1996, a annoncé, lundi 25 janvier, l'office européen de statistiques Eurostat. Au total l'Union a perçu 44,4 milliards d'euros de revenus de ses actifs dans les pays tiers alors que ces derniers ont reçu 32,1 milliards d'euros de leurs actifs européens.

■ **ALLEMAGNE : le syndicat IG Metall a qualifié**, lundi, de « *provocation* » la proposition patronale d'augmenter les salaires de 2 % cette année au niveau de la branche. Il menace d'organiser des débrayages dès vendredi 29 janvier et revendique 5,5 % d'augmentation.

■ **GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement a confié une vaste enquête sur le secteur bancaire à** Don Cruickshank, ancien directeur de l'autorité de contrôle du secteur des télécommunications. Elle doit déboucher d'ici la fin de l'année sur un état de la concurrence dans ce secteur et en particulier, indique M. Cruickshank, sur les questions des « *prêts aux petites entreprises, systèmes de transfert d'argent et cartes de crédit* ». Parmi les plaintes souvent formulées contre les banques britanniques, il cité « *tarifs excessifs, la mauvaise qualité du service et l'incapacité à comprendre les besoins des petites entreprises* ».

■ **CHINE : le gouvernement a réaffirmé**, mardi janvier, qu'il ne dévaluerait le yuan, que la presse officielle avait évoqué jours plus tôt pour la première fois un possible lâchage de la monnaie nationale. Cette information avait entraîné la chute des monnaies et bourses asiatiques lundi 25 janvier. « *réaffirmé la politique du gouvernement chinois consistant à ne pas dévaluer le yuan et nous continuerons à suivre cette politique, malgré les graves difficultés rencontrées au cours de l'année écoulée* », a indiqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Zhang Qiyue.

■ **JAPON : le chef des services économiques du gouvernement** Taichi Sakaiya a estimé, mardi, que le Japon devrait renouer « *modestement* » avec la croissance au quatrième trimestre (octobre-décembre), après une record quatre trimestres consécutifs de contraction Le gouvernement japonais prévoit une contraction record 2,2 % de l'économie pour l'année fiscale s'achevant fin mars sur une petite reprise 0,5 % pour l'année suivante.

■ **CORÉE DU SUD : l'agence de notation Standard & Poor's relevé**, lundi, la attribuée à la qualité du crédit la Corée du Sud. dette principale à long terme en devises étrangère est notée BBB–, contre BB+, sa dette à court terme en devises étrangères A 3, contre B, et sa dette dans la devise locale long terme A–, contre S P souligne que la Corée est passée d'un déficit de sa balance des paiements courants en 1997 à un excédent équivalent 16 % de son PNB à la fin 1998.

■ **ÉTATS-UNIS : le déficit budgétaire s'est élevé à 5,41 milliards de dollars en décembre 1998**, contre un excédent 13,6 milliards durant le même mois en 1997, selon département au Trésor.

■ **BRÉSIL : le président Fernando Henrique Cardoso convoquera**, semaine, représentants de différents secteurs industriels et des syndicats de tous bords pour élaborer un projet de relance économique qui devrait annoncé au mois de février.

VALEUR DU JOUR

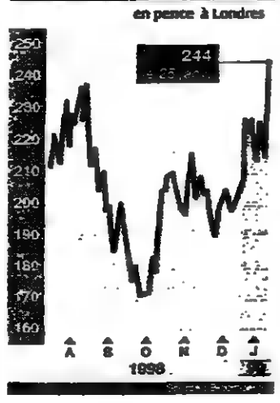
OPA sur LucasVarity

LES CONVOITISES de LucasVarity commencent à se concrétiser. L'équipementier automobile et aérospatial britannique faisait l'objet rumeurs d'offre publique d'achat depuis plusieurs semaines. L'américain Federal-Mogul a confirmé rumeurs, lundi 25 janvier, en annonçant qu'il lançait une OPA (offre publique d'achat) hostile pour 280 pence par action, soit 3,9 milliards de livres (5,7 milliards d'euros, 37 milliards de francs).

Dick Snell, PDG de Federal-Mogul, avait rencontré dans journée Wallis, président de LucasVarity, et Victor Rice, directeur général du groupe britannique, pour les informer de intentions. Après avoir rejeté l'offre indiqué qu'il n'entendait pas entamer discussions, LucasVarity a annoncé à tour qu'il était proche d'un accord de rapprochement TRW, leader américain du coussin sécurité (Airbag). L'offre de TRW serait supérieure celle de Federal-Mogul, qui représentait déjà une surcote de sur le cours de LucasVarity au 30 décembre 1998.

Selon un analyste, rapprochement permettrait TRW faire coûts, dans la mesure où la productivité LucasVarity meilleure. Le groupe britannique occupe douzième rang mondial dans son avec un chiffre d'affaires de milliards de livres (5,7 milliards d'euros) en 1997. synergies envisageables le long terme entre unités de TRW et de LucasVarity, estiment les analystes. Après l'échec tentative transfert du siège de Londres Etats-Unis – le capital LucasVarity déjà 60 % des actionnaires américains –, la publication de résultats décevants l'atonie du de Bourse, l'état-major avait engagé une réflexion stratégique sur l'avenir du groupe, qui devait être présentée le 25 L'offre Federal-Mogul précipité événements.

Action LucasVarity



la de Londres, l'action LucasVarity terminait, lundi 25 janvier, en hausse de 13,6 % à 244 pence. Les certificats de dépôts américains de LucasVarity progressaient de 6-3/8 à 42-5/8, 17 %.

Stéphane Lauer

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE de ses gains à la mi-séance, mardi 26 janvier. L'indice CAC 40 progressait de 0,48 % à 4 074,37 points, il avait ouvert sur une hausse de 1,02 %, à 4 092 points. L'action Pinault Printemps s'inscrivait en hausse de 6,1 % après la publication d'une hausse de 21,5 % de son chiffre en 1998.

FRANCFORT

L'INDICE DAX 30 s'inscrivait en hausse de 0,85 % au milieu de la séance du 26 janvier. Le marché était soutenu par la résistance du marché et de bons résultats des sociétés allemandes.

La veille pourtant, l'indice DAX avait reculé de 0,39 % pour repasser sous la barre des 5 000 points, à 4 988,59 points.

LONDRES

LA MULTIPLICATION des opérations de fusions et d'acquisitions et la Wall progresser l'indice FT100 de la Bourse Londres qui gagnait mardi en milieu de journée 0,71 % à 5 922,9 points.

TOKYO

MARDI 26 janvier, la Bourse de Tokyo progressé 1,2 %, à 14 382,81 points, réconfortée par les déclarations autorités chinoises excluant une dévaluation du yuan. Toutefois, les analystes se déclarent toujours préoccupés par l'évolution des marchés financiers et notamment de la Bourse brésilienne depuis la dévaluation du real.

NEW YORK

LA du lundi 25 janvier a été marquée par résultats annuels supérieurs aux prévisions des analystes. Les AT&T et Citigroup ont mauvais sentiment par la publication, vendredi, résultats d'IBM. Les valeurs technologiques, qui abandonné beaucoup du précédentes séances, ont activement recherchées, et Yahoo.

TAUX

LES D'INTÉRÊT européens se légèrement tendus, mardi janvier, en de. Le rendement des emprunts d'Etat allemand à dix ans, le Bund, s'est inscrit à 3,65 %. A Paris, le taux des obligations assimilables du Trésor (OAT) élevé, pour sa part, à 3,739 %. Sur le à produits taux, Matif, le a de 21 centièmes, à 113,19 points.

CHANGE

LE BILLET VERT était en repli yen, mardi 26 janvier, au matin, à 113,58 yens pour 1 dollar. L'intervention du premier ministre chinois, Zhu Rongji, suggérant, lundi, une dévaluation yuan, a déclenché une vague d'achats toutes devises asiatiques, dont le yen japonais. En revanche, devises européennes, la monnaie américaine s'est maintenue, à 1,156 dollar pour 1

Taux de change des pays euro

euro contre	Taux	contre franc	Taux
EURO/FRANC	6,55957	FRANC/EURO	0,15245
EURO/DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK/FRANC	1,35898
EURO/LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITALIENNE (1000)/FRANC	3,38774
EURO/PESETA ESPAGNOLE (100)	1,66386	PESETA ESPAGNOLE (100)/FRANC	3,94238
EURO/ESCUDO PORTUGAIS (100)	2,00482	ESCUDO PORTUGAIS (100)/FRANC	3,27190
EURO/SCHILLING AUTRICHIEN (10)	1,37603	SCHILLING AUTRICHIEN (10)/FR	4,76708
EURO/PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE/FRANC	8,32894
EURO/FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS/FRANC	2,97860
EURO/FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)/FRANC	1,62507
EURO/MARKKA FINLANDAISE	5,94573	MARKKA FINLANDAISE/FRANC	1,10324

Cours de change croisés

26/01 12h30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR		0,88164	1,18635	0,17628	1,65880	0,72067
YEN	113,42500		141,14000		188,09000	81,74500
EURO	0,86478	0,70854		0,15845	1,43415	0,62315
FRANC	5,67285	5,00125	6,53957		9,40895	4,08810
LIVRE	0,60222	0,53155	0,69725	0,10625		0,43460
FRANC SUISSE	1,38760	1,22335	1,60415	0,24460	2,30150	

Taux d'intérêt (%)

Taux 26/01	Taux J.-J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE		2,89	3,72	4,57
ALLEMAGNE				
GDE-BRETAG.	6,07	5,63	4,18	4,21
ITALIE		2,97	3,90	4,84
JAPON	0,22	0,29	2,03	
ÉTATS-UNIS	4,75	4,56		
SUISSE	0,50	1,03	2,45	3,91
PAYS-BAS	3,08	3,02	3,78	

Matières premières

En dollars	Cours 25/01	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1458,5	0,03
ALUMINIUM 3 MOIS	1215,5	
PLOMB 3 MOIS	485,5	0,30
ETAIN 3 MOIS	5160	
ZINC 3 MOIS	982	0,61
NICKEL 3 MOIS	8330	
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,07	1,17
PLATINE A TERME	394,80	
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	271,5	0,74
MAÏS (CHICAGO)	216	0,23
SOJA TOURTEAU (CHG.)	192	0,21
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1310	
CAFÉ (LONDRES)	1707	
SUCRE BLANC (PARIS)	222,6	

Matif

Cours 12h30	Volume 26/01	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
Mars 99			
Euribor 3 mois			
Mars 99		97,03	97,04

Parité

En dollars	Cours 25/01	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	10,86	
WTI (NEW YORK)	12,4	
LIGHT SWEET CRUDE	12,41	

Or

En Euros	Cours 25/01	Var. % 22/01
OR FIN KILO BARRE	7950	
OR FIN LINGOT	7850	
ONCE D'OR (LO) $	287,70	
PIÈCE FRANCE 20 F	48,60	
PIÈCE SUISSE 20 F	47,70	
PIÈCE UNION LAT. 20 F	48	
PIÈCE 10 DOLLARS US	270	
PIÈCE 20 DOLLARS US	421,80	
PIÈCE 50 PESOS MEX	297,50	

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● Les valeurs de télécommunication ont bénéficié d'un courant acheteur. Le titre **Nokia** a gagné 1,57 %, trois séances avant la publication de son résultat annuel. Les actions **Telecom Italia, Vodafone Group, Telewest Communications et France Télécom** ont également progressé.

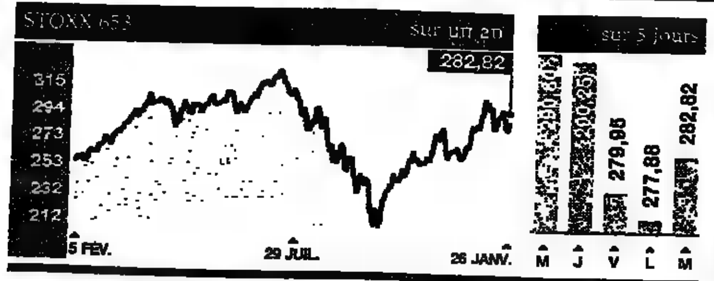
● L'action de **SAP**, l'éditeur allemand [illegible] progiciels, a grimpé de 5,34 % après la publication de son résultat net pour 1998. Les investisseurs tablent sur une progression de 11 % du bénéfice.

● L'annonce par **Federal Mogul** de son intention de mettre 3,6 milliards de livres (5,2 milliards d'euros) pour s'emparer de **Lucas Varity** [illegible] fait grimper ce dernier de 13,6 %.

● Le titre du groupe de capital-risque [illegible] a progressé [illegible] 2,26 % à l'annonce du rachat [illegible] concurrent **Electra Investment Trust**.

● Les banques espagnoles ont souffert de leur exposition en Amérique latine. L'action de la **Banco Central Hispano** [illegible] perdu 2,43 % et celle [illegible] la **Banco Santander** a reculé de 0,3 %. La britannique **Lloyds TSB**, également exposée dans la région, [illegible] abandonné 1,97 %.

● A l'annonce [illegible] réduction [illegible] prévisions de croissance de la banque [illegible] **UBS**, le titre [illegible] perdu du terrain mais a terminé la séance sur un gain de 0,4 %.



26/01 12 h 39 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	32,05	−0,35
BASF AG	BE *	32	−0,84
BMW	DE *	803	−1,47
CONTINENTAL AG	DE *	23,2	+1,83
DAIMLER-BENZ AG	DE *	78,99	....
FIAT	IT *	2,76	+2,22
FIAT PRIV.	IT *	1,48	+1,37
LABINAL /RM	FR *	180,9	+1,06
LUCAS VARITY	GB	4,09	+17,70
MAGNETI MARELLI	IT *	1,24	+3,33
MICHELIN-B- /RM	FR *	31	+0,65
PEUGEOT /RM	FR *	130	−1,38
PIRELLI	IT *	2,34	+2,63
RENAULT	FR *	41,51	−0,61
SOMMER ALLIBER/	FR *	23,22	−0,34
VALEO /RM	FR *	73,6	+1,52
VOLKSWAGEN	DE *	68,2	+3,18
VOLVO -A-	SE	22,27	−1,69
VOLVO -B-	SE	23,94	−0,70
▶ DJ E STOXX AUTO P		257,78	+1,1[illegible]

BANQUES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	18,61	+1,40
ABN AMRO HOLDIN	NL *	17,1	+2,09
ALLIED IRISH BA	GB	17,84	+0,67
ALPHA CRÉDIT BA	GR	67,19	....
ARGENTARIA RS	ES *	23,15	+1,09
B PINTO MAYOR R	PT *	19,11	....
BANCO ESSI R	PT *	10,76	....
BANK AUSTRIA AG	AT *	37,25	+1
BANK OF IRELAND	GB	20,05	−0,29
BANK OF PIRAEUS	GR	20,08	....
BANKINTER	ES *	31,05	−0,95
BARCLAYS PLC	GB	19,20	....
BAYR.HYPO-U.VER	DE *	60,1	−1,31
BCA FIDEURAM	IT *	5,45	+1,68
BCA INTESA	IT *	4,49	−2,18
BCA ROMA	IT *	1,32	+0,78
BCO BILBAO VIZC	ES *	12,41	+1,47
BCO CENTRAL HIS	ES *	10,05	+0,50
BCO POPULAR ESP	ES *	62,15	+1,30
BCO SANTANDER	ES *	18,74	+2,39
BCP REG	PT *	27,68	+0,80
BNP /RM	FR *	78	−2,68
CCF /RM	FR *	79,5	+0,13
CHRISTIANIA BK	NO	3,44	+2,08
COMIT	IT *	5,45	+2,83
COMM.BANK OF GR	GR	80,12	....
COMMERZBANK	DE *	28	−1,62
DEN DANSKE BK	DK	118,65	+0,68
DEN NORSKE BANK	NO	3,37	+2,11
DEUTSCHE BANK A	DE *	47,15	+1,07
DEXIA CC	BE *	139,4	−0,21
DEXIA FCE /RM	FR *	128	+2,32
DRESDNER BK AG	DE *	34,4	+1,19
ERGO BANK	GR	111,03	....
FIRST AUSTRIAN	AT *	49,42	−91,41
FOERENINGSSB A	SE	23,28	−0,48
FOKUS BK	NO	8,71	....
HALIFAX	GB	10,85	+0,53
HSBC HOLDS	GB	21,81	+0,54
IMI	IT *	....	....
IONIAN BK REG.S	GR	48,79	....
JYSKE BANK REG	DK	79,81	+0,59
KAPITAL HOLDING	DK	47,06	+2,94
KBC BANCASSURAN	BE *	60	−0,20
LLOYDS TSB	GB	11,46	−0,37
MERITA	FI *	8,71	+1,42
NAT BANK GREECE	GR	207,48	....
NATEXIS	FR *	54,05	+0,46
NATL WESTM BK	GB	15,79	−0,72
NORDBANKEN HOLD	SE	6,15	+0,92
OBERBANK	AT *	58,5	−0,34
ROLO BANCA 1473	IT *	22,4	+0,46
ROYAL BK SCOTL	GB	14,69	+0,10
S-E-BANKEN -A-	SE	9,45	+1,20
SPAREBANKEN [illegible]	NL *	142,8	+0,35
STE GENERAL-A-/	FR *	148,7	−0,54
SV HANDBK -A-	SE	35,07	+0,97
UBS N	CH	274,02	+1,27
UNICREDITO ITAL	IT *	4,75	+0,85
UNIDANMARK -A-	DK	73,96	−0,18
XIOSBANK	GR	34,31	....
▶ DJ E STOXX BANK P		251,56	+0,[illegible]

[illegible] DE BASE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
[illegible]	ES *	....	....
[illegible]	GR	51,79	....
ARJO [illegible]	GB	1,45	....
[illegible] AB	[illegible]	16,55	+1,72
[illegible]	[illegible]	2,75	+1,23
[illegible]	BE *	374	−1,29
BILTON	GB	4,41	+1,85
BOEHLER-UDDEHOL	AT *	38	+3,25
BRITISH STEEL	[illegible]	1,67	+1,74
BUHRMANN NV	NL *	13,9	+8,59
BUNZL PLC	GB	3,33	+0,87
CART SURGO	IT *	6,14	+0,98
DEGUSSA	DE *	38	−1,81
ELKEM ASA, OSLO	NO	9,81	+3,85
ELVAL	[illegible]	10,39	....
INPARSA	PT *	21,3	+1,19
[illegible]	GB	6,52	+3,76
[illegible] NA	AT *	38,85	+7,42
[illegible] A	FI *	5,9	−1,67
MODO B FR	SE	20,13	−1,10
[illegible]	NO	24,21	+2,21
OUTOKUMPU OY -A-	FI *	8,5	+0,59
PECHINEY-A-	[illegible]	27,8	−0,89
[illegible]	PT *	5,32	+0,38
RAUTARUUKKI K	FI *	5,85	....
RIO TINTO	GB	10,39	+0,69
SIDENOR	GR	21,56	....
SILVER & [illegible]	GR	29,81	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,57	+1,85
SONAE INDUSTRIA	PT *	12,27	....
SOPORCEL	PT *	12,39	....
SSAB SW ST A FR	SE	9,51	−0,58
STORA ENSO -A-	FI *	6,85	+6,20
STORA ENSO -R-	FI *	6,88	+1,93
STORA KOPPARB -	SE	9,64	....
SVENSKA CELLULO	SE	17,95	....
THYSSEN	DE *	153,5	−0,32
TRELLEBORG B	SE	8,22	+2,08
UNION [illegible]	[illegible]	30,1	−0,92
UPM [illegible] COR	FI *	23	+1,55
USINOR	FR *	10,08	+0,60
VIOHALCO	GR	27,48	....
VOEST-ALPINE ST	AT *	23,27	+6,01
▶ DJ E STOXX BASI P		140,91	+1,20

CHIMIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	11,30	....
AGA -B-	SE	11,43	+0,51
AIR LIQUIDE /RM	FR *	141,6	+0,43
AKZO NOBEL	NL *	....	....
BASF AG	DE *	32	−0,84
BAYER AG	DE *	32,1	−0,16
BOC GROUP PLC	GB	11,82	−1,06
CIBA SPEC CHEM	CH	70,62	+2,50
CLARIANT N	CH	444,07	+1,58
DYNO INDUSTRIER	NO	18,28	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	5135,81	+0,61
HENKEL KGAA VZ	DE *	62,8	....
HOECHST AG	DE *	34,6	−0,43
ICI	GB	7,25	+1,40
KEMIRA	FI *	5,88	+4,44
LAPORTE	GB	7,11	+0,40
LENZING AG	AT *	61,3	+2,60
PERSTORP -B-	SE	9,20	....
SNIA BPD	IT *	1,39	+2,21
SOLVAY	BE *	59,5	−0,39
TESSENDERLO CHE	BE *	42,05	+0,12
UCB	BE *	....	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		278,93	....

[illegible]

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	10,22	−1,12
BTR	[illegible]	[illegible]	−0,94
[illegible]	[illegible]	52	+0,48
CIR	IT *	1,01	[illegible]
D'IETEREN SA	[illegible]	450	+1,12
GAZ ET EAUX /RM	FR *	40,66	−0,05
GBL	BE *	164,3	−1,20
GENL ELECTR.CO	GB	7,98	[illegible]
GEVAERT	BE *	82	−1,59
HAGEMEYER NV	NL *	32,35	+1,41
INCHCAPE PLC	GB	1,93	....
INVESTOR -A-	SE	39,15	−1,41
INVESTOR -B-	SE	40,10	−0,97
KVAERNER -A-	NO	18,40	−1,73
KVAERNER -B-	NO	18,47	−0,43
LVMH / RM	FR *	207,5	+3,49
MYTILINEOS HOLD	GR	13,20	....
NORSK HYDRO	NO	39,20	+0,20
OERLIKON-BUEHRL	CH	105,54	....
ORKLA -A-	NO	12,80	+1,40
ORKLA -B-	NO	10,81	+1,02
SONAE INVESTIME	PT *	37,80	+1,64
VEBA AG	DE *	49,6	+2,90
▶ DJ E STOXX CONG P		228,7	+2,09

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	13,05	+1,38
CABLE & WIRELES	GB	12,55	+3,18
DEUTSCHE TELEKO	DE *	36,3	+1,40
EUROPOLITAN HLD	SE	102,91	−3,18
FRANCE TELECOM	FR *	81,15	+0,80
HELLENIC TELE (...	GR	25,07	....
KONINKLIJKE KPN	NL *	47,65	+1,49
PORTUGAL TELECO	PT *	43,33	+0,77
SWISSCOM N	CH	384,57	+0,33
TELE DANMARK	DK	119	....
TELECEL	PT *	202,99	+0,04
TELECOM ITALIA	IT *	7,97	+0,13
TELECOM ITALIA	IT *	5,82	+2,07
TELEFONICA	ES *	39,82	+0,30
TIM	IT *	5,63	+0,87
VODAFONE GROUP	GB	18,87	+2,28
▶ DJ E STOXX TCOM P		650,24	+0,7[illegible]

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AALBORG PORTLAN	DK	16,14	−9,09
ACCIONA	ES *	57,1	+0,15
ACESA REG	ES *	13,34	−0,74
AKTOR SA	GR	11,10	....
ASKO OY	FI *	13,8	+0,73
AUMAR	ES *	23,14	+0,87
AUTOSTRADE	IT *	7	+6,22
BCA INTESA	IT *	4,48	−2,18
BICC PLC	GB	0,90	....
BILFINGER & BER	DE *	18,8	+2,78
BLUE CIRCLE IND	GB	3,78	+0,38
BOUYGUES /RM	FR *	187,5	−4,59
BPB	GB	2,88	....
CARADON	GB	1,85	−2,27
CBR	BE *	82,7	−0,48
CHARTER	GB	5,01	+1,16
CIMPOR SGPS R	PT *	25,28	+1,04
COLAS /RM	FR *	170	+1,19
CRH PLC	GB	13,80	+0,62
CRISTALERIA ESP	ES *	62,8	+0,48
DRAGADOS CONSTR	ES *	31,6	+0,41
FOM CON CONTRAT	ES *	56,85	−0,28
GROUPE GTM	FR *	88	+1,03
HEIDELBERGER ZE	DE *	63,4	+0,68
HELL.TECHNODO.R	GR	7,36	....
HERACLES GENL R	GR	24,22	....
HOCHTIEF ESSEN	DE *	29,8	−0,33
HOLDERBANK FINA	CH	212,64	+8,81
HOLDERBANK FINA	CH	945,13	+1,14
IMETAL /RM	[illegible]	[illegible]	+0,95
ITALCEMENTI	IT *	8,8	+3,04
ITALCEMENTI RNC	IT *	4,13	+1,47
LAFARGE /RM	FR *	[illegible]	+0,81
MICHANIKI [illegible]	GR	6,33	....
PARTEK	FI *	7,6	....
PHILIPP HOLZMAN	DE *	189	+1,17
PILKINGTON PLC	GB	[illegible]	+1,98
POTAGUA -B-	[illegible]	17,62	+2,34
RMC GROUP PLC	GB	[illegible]	+0,48
RUGBY GRP	GB	[illegible]	+2,17
SAINT GOBAIN /R	FR *	115,9	+3,85
SEMAPA	PT *	[illegible]	−0,65
SKANSKA -B-	SE	[illegible]	−0,23
SUPERFOS	DK	13,19	....
TARMAC	GB	1,47	+1,98
TAYLOR WOODROW	GB	1,96	....
TECHNIP /RM	FR *	[illegible]	−0,63
TITAN CEMENT RE	GR	68,31	....
UNICEM	IT *	8,75	+8,02
URALITA SA	ES *	[illegible]	−0,11
VALENCIANA CEM	ES *	11,11	−2,54
WIENERB BAUSTOF	AT *	157	−0,38
WILLIAMS	GB	4,34	+0,33
▶ DJ E STOXX CNST P		173,65	+0,70

CONSOMMATION [illegible]CLIQUE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR *	176,8	−0,79
ADIDAS-SALOMON	DE *	81,3	[illegible]
AMER GROUP A	FI *	[illegible]	[illegible]
AUSTRIAN AIRLIN	AT *	[illegible]	[illegible]
BANG & OLUFSEN	DK	57,15	....
BARRATT DEV PLC	[illegible]	[illegible]	+2
BEAZER GROUP	GB	2	−2,78
BENETTON GROUP	IT *	1,49	....
BERKELEY GROUP	GB	5,64	−1,50
BRITISH AIRWAYS	GB	5,08	+1,43
BRYANT GROUP PL	GB	1,22	−1,16
CHARGEURS RM	FR *	46,1	−0,86
CLUB MED. /RM	FR *	80	....
COATS VIYELLA	GB	0,41	....
COMPASS GRP	GB	11	+1,05
COURTAULDS TEXT	GB	1,65	+2,68
DT.LUFTHANSA N	DE *	19,2	+1,32
ELECTROLUX -B-	SE	13,53	+1,66
EMI GROUP	GB	5,32	+0,54
EURO DISNEY /RM	FR *	1,12	....
FINNAIR	FI *	4,75	+1,08
G WIMPEY PLC	GB	1,37	....
GRANADA GROUP P	GB	15,10	+7
HERMES INTL	FR *	70,8	+1,58
HPI	IT *	0,61	....
HUNTER DOUGLAS	NL *	22,5	+7,91
KLM	NL *	22,45	−0,53
LADBROKE GRP	GB	3,12	−1,80
MOULINEX /RM	FR *	11	+0,18
NCL HLDG	NO	2,74	+2,61
PATHE /RM	FR *	239,8	−15,74
PENTLAND GRP	GB	1,33	+1,09
PERSIMMON PLC	GB	2,30	−1,83
RANK GROUP	GB	2,76	+3,21
SAIRGROUP N	CH	191,34	+3,66
SAS DANMARK A/S	DK	9,68	....
SEB /RM	FR *	60,5	+1,61
THE SWATCH GRP	CH	469,75	−0,66
THE SWATCH GRP	CH	115,24	−0,87
WILLIAM BAIRD	GB	1,16	+1,25
WILSON BOWDEN	GB	7,05	+0,41
WOLFORD AG	AT *	37	+0,27
WWWW UK UNITS	GB	0,76	....
▶ DJ E STOXX CCYC P		145,74	−0,[illegible]

PHARMACIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	19,24	−1,15
ASTRA -B-	[illegible]	19,08	−1,73
ELAN CORP	[illegible]	58,68	−4,09
GLAXO WELLCOME	GB	[illegible]	+0,47
NOVARTIS N	[illegible]	[illegible]	+1,46
[illegible]	DK	119,12	+1,36
ORION A	FI *	20	....
ORION B	FI *	[illegible]	+1
RHONE POUL/RM	FR *	[illegible]	−3,82
ROCHE HOLDING	CH	[illegible]	+0,20
ROCHE HOLDING G	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SANOFI [illegible]	[illegible]	[illegible]	−0,47
SCHERING AG	DE *	112,9	[illegible]
SMITHKLINE BEEC	GB	[illegible]	−0,24
ZENECA GROUP	GB	[illegible]	+0,10
▶ DJ E STOXX PHAR P		392,17	−1,1[illegible]

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	8,59	....
BG	GB	5,42	+0,53
BP AMOCO	GB	12,38	−0,57
BURMAH CASTROL	GB	10,95	+1,19
CESPA	ES *	32,6	+0,25
ELECTRAFINA	BE *	107,2	−0,56
ELF AQUITAINE /	FR *	95,9	−4,10
ENI	IT *	5,95	+1,74
ENTERPRISE OIL	GB	3,35	+2,18
F.OLSEN ENERGY	NO	6,39	....
LASMO	GB	1,42	....
OCEAN RIG	NO	0,35	+0,92
OMV AG	AT *	74,38	+2,21
PETROFINA SA BR	BE *	393	−1,65
PETROLEUM GEO-S	NO	12,37	−1,84
PRIMAGAZ /RM	FR *	71,5	−0,69
PROSAFE	NO	8,94	....
REPSOL	ES *	45,72	+0,51
ROYAL DUTCH CO	NL *	38,9	−0,84
SAGA PETROLEUM	NO	8,01	−2,13
SAIPEM	IT *	3,12	+5,05
SHELL TRANSP &	GB	4,62	−0,82
SMEDVIG -A-	NO	7,98	+2,24
TOTAL /RM	FR *	88,15	−2,06
▶ DJ E STOXX ENGY P		217,12	−0,3[illegible]

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	8,99	+0,48
ALMANIJ	BE *	70	+0,14
ALPHA FINANCE	GR	39,75	....
AMVESCAP	GB	7,03	−0,61
BAIL INVEST /RM	FR *	132	+2,72
[illegible] N	PT *	33,35	+0,30
BRITISH LAND CO	GB	6,25	+1,16
CAPITAL SHOPPIN	GB	4,56	+0,69
COBEPA	BE *	64	+2,24
CORP FIN ALBA -	ES *	118,1	−0,29
[illegible]	FR *	35,6	+1,54
CS GROUP N	CH	135,44	+1,53
EURAFRANCE /RM	FR *	530	−1,21
FONCIERE LYONNA	FR *	132,5	+0,38
FORTIS AG	BE *	....	....
[illegible]	FR *	101,5	−0,49
HAMMERSON	GB	5,44	....
IMM FRANCE /RM	FR *	71,96	....
KAPITAL HOLDING	DK	47,06	+2,94
LAND SECURITIES	GB	10,07	+0,28
[illegible] INT.HDG	GB	6	+0,46
MEDIOBANCA	IT *	10	+2,56
MEDIOLANUM	IT *	6,24	+0,65
MEPC PLC	GB	5,52	+0,78
METROVACESA	ES *	23,2	+0,65
NATIO-INTER -C-	NL *	....	....
[illegible]	FR *	81,4	+0,49
PROVIDENT FIN	GB	13,02	+0,22
RODAMCO NV	NL *	22,5	....
SCHRODERS PLC	GB	15,64	+1,31
SEFIMEG N /RM	FR *	55,25	−1,34
SIMCO N /RM	FR *	82,5	−0,60
SLOUGH ESTATES	GB	4,08	+0,36
SOPHIA /RM	FR *	37,82	+0,32
UNIBAIL /RM	FR *	118	−0,84
UNIM	IT *	0,48	+2,13
VALLEHERMOSO	ES *	[illegible],31	+0,71
WOOLWICH PLC	[illegible]	[illegible]	[illegible]
▶ DJ E STOXX FINS P		243,34	−1,10

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	6,58	+0,66
ASSOCIATE BRIT	GB	7,83	+0,92
BASS	GB	11,46	+0,63
BBAG OE BRAU-BE	AT *	45	−0,33
BONGRAIN /RM	FR *	384	−1,54
BRAU-UNION	AT *	47,3	+1,61
CADBURY SCHWEPP	GB	13,61	+2,04
CARLSBERG -B-	DK	44,78	−0,60
CARLSBERG AS -A	DK	43,84	+0,31
CHR. [illegible] HLD	DK	[illegible]	+1,33
CULTOR -1-	FI *	8,11	+0,12
[illegible]	DK	[illegible]	−0,91
DANONE [illegible]	FR *	210,7	+0,33
[illegible] DAIRY	GB	13,28	....
[illegible]	GB	[illegible]	+0,15
[illegible] OLEAGINOU	[illegible]	17,99	....
ERID.BEGH.SAY /	FR *	[illegible]	−1,30
[illegible] GROUP	GB	[illegible]	−1,91
[illegible]	NL *	[illegible]	+2,28
[illegible] BOTTLI	GR	27,98	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	....
HUHTAMAEKI I [illegible]	FI *	31	+1,64
[illegible] GRP-A-	[illegible]	12,16	−2,19
MONTEDISON	IT *	[illegible]	+2,22
NESTLE N	[illegible]	[illegible]	+1,11
[illegible]	IT *	[illegible]	+2,31
[illegible] /	FR *	53,4	+2,89
RAISIO [illegible]	FI *	8,5	....
[illegible] V	FI *	8,71	+2,21
RIEBER & SON -B	NO	6,33	−4,39
TATE & LYLE	[illegible]	6,67	+1,28
[illegible]	PT *	21,7	....
UNIGATE PLC	GB	5,64	−1,50
[illegible]	NL *	68	+0,59
[illegible]	GB	8,71	+2,35
▶ [illegible] F & BV P		264,14	+1,9[illegible]

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	8,50	....
ABB AB -B-	SE	8,45	....
[illegible] BADEN	CH	863,30	+1,18
ADECCO CHESEREX	CH	410,35	....
[illegible]	FR *	20,2	−0,30
[illegible] LON G	CH	861,42	+0,66
[illegible]	GB	3,62	+3,27
ATLAS COPCO -A-	SE	17,84	....
[illegible] -B-	SE	17,84	+0,31
[illegible] ENTR SA	GR	7,11	....
[illegible]	GB	10,06	−0,28
[illegible] PLC	GB	5,05	+2,02
BERGESEN	NO	11,73	+1
[illegible]	NO	17,42	−11,78
[illegible]	BE *	32,99	−1,49
[illegible] GROUP P	GB	1,86	+5,69
[illegible] -A-	DK	5378,75	....
[illegible] -B-	DK	5560,43	−1,19
[illegible] SVEND	DK	5068,09	+0,56
DELTA PLC	GB	1,59	+2,78
DET SONDENFJ NO	NO	7,96	−2,84
ELECTROCOMPONEN	GB	4,96	+2,97
EQUANT NV	DE *	65,5	−1,50
FINNLINES	FI *	30,5	....
FKI	GB	2,06	+0,70
FLS IND.B	DK	17,48	+1,86
[illegible]	AT *	36,25	+4,02
GKN	GB	10,95	−1,03
GLYNWED INTL PL	GB	2,18	+1,34
[illegible]	GR	9,36	....
[illegible] PLC	GB	6,12	+0,94
[illegible]	GB	7,64	....
[illegible] DR	DE *	50,4	+1,82
[illegible] SA P	GR	17,88	....
IFIL	IT *	2,96	+1,36
IMI PLC	GB	2,92	+4,06
[illegible] INTL [illegible]	DK	58,84	+0,18
[illegible] LUFT	DK	106,23	+1,94
[illegible]	NL *	10	....
[illegible] B	FI *	98	+1,06
LAHMEYER	DE *	39,7	+0,51
LEGRAND [illegible]	FR *	198,5	+2,06
LEIF [illegible]	NO	10,81	....
LINDE [illegible]	DE *	449	−1,43
[illegible] AG	DE *	224,5	−2,18
[illegible] AG	DE *	121,75	+0,12
METALLGESELLSCH	DE *	12,75	+0,39
[illegible] A	FI *	15	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	2,48	+6,79
[illegible]	GB	1,90	−1,56
[illegible]	DK	73,96	....
[illegible]	GB	10,77	+1,78
[illegible]	GB	8,90	+3,49
PREMIER FARNELL	GB	2,35	+1,23
PREUSSAG AG	DE *	438	+1,63
[illegible]	GB	22,66	+2,33
RANDSTAD [illegible]	NL *	48,65	+1,15
RATIN -A-	DK	185,57	+2,22
RATIN -B-	DK	184,22	−0,72
[illegible]	FI *	9,84	−0,10
RENTOKIL [illegible]	GB	6,48	+0,22
REXAM	GB	2,49	−0,57
[illegible] /RM	FR *	69,9	+2,42
RHI AG	AT *	20,25	+0,85
[illegible] HLDG N	CH	501,06	−0,37
[illegible] -A-	SE	15,60	....
SANDVIK -B-	SE	15,72	+0,72
[illegible] ARBON [illegible]	CH	463,48	....
[illegible] -A-	SE	25,95	−1,90
[illegible] AB -B-	SE	26,12	−1,89
[illegible]	CH	1316,30	....
SCHINDLER [illegible]	CH	1393,59	+3,49
[illegible]	FR *	47,22	+3,33
SEAT-PAGINE [illegible]	IT *	1	−[illegible]
[illegible]	GB	8,27	[illegible]
[illegible] -B-	SE	13,76	....
SGS GENEVA [illegible]	CH	732,81	+3,54
SHANKS & MCEWAN	GB	3,13	+1,39
SIDEL /RM	FR *	76	+0,13
SIEBE PLC	GB	2,86	....
SITA /RM	FR *	209	+0,97
SKF -A-	SE	10,51	....
SKF -B-	SE	10,74	−3,03
SOPHUS BEREND -	DK	30,79	−0,43
SOPHUS BERENDS	DK	28,24	−2,33
STORK NV	NL *	16,75	−0,59
SULZER FRAT.SA1	CH	449,71	+0,42
SVEDALA	SE	12,47	−3,04
SVENDBORG -A-	DK	7530,22	−4,27
T.I.GROUP PLC	GB	4,62	+1,89
TOMRA SYSTEMS	NO	27,87	−1,23
ULSTEIN HOLDING	NO	19,56	−0,30
UNITOR	NO	8,36	....
VA TECHNOLOGIE	AT *	80	+1,13
VALMET	FI *	9	−1,10
▶ DJ E STOXX IND P		330,04	+0,27

(Publicité)

ASSURANCES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR *	49,19	+0,04
ALLEANZA ASS	IT *	10,9	+2,35
ALLIANZ AG	DE *	321	+1,10
ALLIED ZURICH	GB	13,28	+3
ASPIS PRONIA GE	[illegible]	13,03	....
AXA-UAP /RM	FR *	122,6	−1,63
CGU	GB	12,12	+0,47
CORP.MAPFRE REG	ES *	19,34	−0,31
ERGO VERSICHERU	DE *	130	+1,56
ETHNIKI GEN INS	GR	32,17	....
FONDIARIA ASS	IT *	4,58	+2,46
FORSIKRING CODA	DK	94,13	−5,41
FORTIS AMEV NV	NL *	73,95	−1
GENERALI ASS	IT *	38,2	+1,64
GENERALI HLD VI	AT *	217,95	+2,93
INA	IT *	2,08	+3,48
IRISH LIFE	GB	8,01	−0,79
LEGAL & GENERAL	GB	11,86	+9,48
MUENCH RUECKVER	DE *	322	−0,22
NORWICH UNION	GB	6,61	−0,22
POHJOLA GRP.B	FI *	80	−1,96
PRUDENTIAL CORP	GB	[illegible]	[illegible]
RAS	IT *	10,13	[illegible]
[illegible] ALLIA	[illegible]	[illegible]	+1,05
SAMPO -A-	FI *	[illegible]	....
[illegible]	CH	2295,38	+1,05
[illegible]	PT *	[illegible]	+1,36
[illegible]	[illegible]	13,29	[illegible]
STOREBRAND	NO	6,62	−0,87
[illegible] LIFE BR	CH	645,12	....
TOPDANMARK [illegible]	[illegible]	[illegible]	+0,78
TRYG-BALTICA	DK	21,51	−3,03
[illegible] N	CH	653,26	+1,88
▶ DJ E STOXX INSU P		362,91	+0,1[illegible]

MEDIAS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B [illegible]	GB	6,34	−0,46
CANAL PLUS /RM	FR *	238,8	+0,34
[illegible] COMMUNI	[illegible]	7,83	+1,86
ELSEVIER	NL *	12,75	+2,41
[illegible] ADVERTISI	[illegible]	148	+4,08
INDEPENDENT NEW	[illegible]	3,5	....
LAGARDERE [illegible]	FR *	36,08	+2,15
MEDIASET	IT *	6,48	+2,79
PEARSON	GB	19,49	+3,89
REED INTERNATIO	GB	7,41	+4,23
REUTERS GROUP	GB	12,25	+0,71
SCHIBSTED	NO	11,73	+2,02
TF1	FR *	158	−0,69
UNITED NEWS & M	GB	7,44	+2,87
WOLTERS KLUWER	NL *	174,7	+0,11
WPP GROUP	GB	6,68	+1,73
▶ DJ E STOXX MEDIA P		306,[illegible]	[illegible]

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
[illegible]	NL *	34,25	+1,18
ASDA GROUP PLC	[illegible]	[illegible]	+0,65
[illegible] MEDICAL	GR	[illegible]	....
AUSTRIA [illegible]	AT *	[illegible]	+3,28
[illegible] AG	DE *	59	−1,67
BIC /RM	FR *	[illegible]	+1,55
BRIT [illegible]	GB	6,77	[illegible]
[illegible]	FR *	[illegible]	+0,79
CFR UNITS -A-	CH	[illegible]	[illegible]
CPT MODERNES [illegible]	FR *	[illegible]	[illegible]
DELHAIZE	[illegible]	[illegible]	+1,19
ESSILOR INTL /R	FR *	383	[illegible]
ETS COLRUYT	[illegible]	[illegible]	+1,59
FYFFES	GB	[illegible]	−1,21
GIB	BE *	[illegible]	−0,22
GOODYS	[illegible]	24,84	....
IMPERIAL TOBACC	GB	10,23	+0,98
KESKO OY	FI *	[illegible]	+0,81
L'OREAL /RM	FR *	[illegible]	+0,84
MODELO CONTINEN	PT *	19,2	+0,10
PAPASTRATOS CIG	[illegible]	[illegible]	....
PROMODES /RM	FR *	601	+0,17
RECKITT & COLMA	GB	10,29	+0,14
SAFEWAY	GB	3,88	+1,60
SAINSBURY J. PL	GB	6,25	+3,07
SEITA /RM	FR *	49	[illegible]
SMITH & NEPHEW	GB	2,52	−[illegible]
STAGECOACH HLDG	GB	3,68	+1,19
TABACALERA REG	ES *	20,78	[illegible]
TAMRO	FI *	4,14	−0,24
TESCO PLC	GB	2,55	+2,89
TNT POST GROEP	NL *	31	+0,16
▶ DJ E STOXX CNCY P		491,19	+0,70

COMMERCE DIST[illegible]UTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA [illegible]	GB	2,30	+3,87
[illegible]	GB	12,48	+4,31
CARREFOUR [illegible]	FR *	588,5	+1,47
[illegible] /R	FR *	202,7	−4,84
[illegible] P	[illegible]	20	−0,30
[illegible]	[illegible]	25,85	+0,08
DIXONS GROUP [illegible]	GB	13,99	+2,84
GEHE [illegible]	DE *	55,5	+0,91
[illegible] UNIV STOR	GB	10,67	....
GUILBERT [illegible]	FR *	120	+4,35
HENNES & MAURIT	SE	75,73	+0,89
JERONIMO [illegible]	PT *	48,05	+1,12
[illegible] AG	DE *	354	+3,21
[illegible]	[illegible]	8,48	+2,42
[illegible] & SPENCER	GB	4,94	+3,60
METRO	DE *	68,5	+0,59
NEXT PLC	GB	8,46	−0,84
PINAULT [illegible]	FR *	166,9	+6,01
RINASCENTE	IT *	9	+1,24
STOCKMANN A	FI *	20	−4,99
VALORA HLDG N	CH	216,08	+3,60
W.H SMITH GRP	GB	8,41	+2,98
WOLSELEY PLC	GB	4,94	+0,29
▶ DJ E STOXX RETL P		343,03	+1,99

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	[illegible]	[illegible]	+2,45
ALTEC SA REG.	GR	[illegible]	....
ASK	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BAAN COMPANY	NL *	[illegible]	+4,02
BARCO	[illegible]	[illegible]	+1,33
BOWTHORPE	GB	4,94	−0,58
BRITISH AEROSPA	GB	6,14	−0,23
BRITISH BIOTECH	GB	0,36	....
CAP GEMINI /RM	FR *	155	−1,27
COLOPLAST B	DK	[illegible]	−0,69
DASSAULT SYST./	FR *	[illegible]	+2,65
ERICSSON [illegible]	SE	22,54	+2,81
FINMECCANICA	IT *	[illegible]	+2,25
FRESENIUS [illegible] C	DE *	48,5	−3
[illegible] -A-	SE	7,77	+2,21
[illegible] -B-	SE	7,77	+2,21
[illegible]	NL *	42,8	+4,65
[illegible]	[illegible]	33,62	....
[illegible]	FI *	32,5	+2,52
[illegible] N	GR	41,92	....
KON. PHILIPS EL	NL *	67,5	−0,37
MERKANTILDATA	[illegible]	9,84	+1,84
MISYS	[illegible]	7,10	+2,27
NERA ASA	NO	1,88	+2,14
NETCOM ASA	[illegible]	28,51	−1,01
NOKIA -A-	FI *	122,7	+0,51
NOKIA -K-	FI *	122,5	+0,82
NYCOMED AMERSHA	[illegible]	5,88	+0,24
OCE	NL *	25,35	+1,60
OLIVETTI	IT *	3,2	+2,24
[illegible] ELECT CON	GB	6,57	+2,10
RADIOMETER -B-	DK	43,70	−1,52
ROLLS [illegible]	[illegible]	3,38	−0,42
SAGEM	[illegible]	557,5	+1,58
SAP AG	[illegible]	308	+3,70
SAP VZ	DE *	347	+4,20
SEMA GROUP	[illegible]	9,54	+2,82
SIEMENS AG	[illegible]	60,4	+1,77
SIRTI	IT *	4,84	−0,21
SMITHS IND PLC	GB	12,25	−1,15
[illegible]	FR *	79,2	−4,05
TANDBERG DATA A	NO	3,60	....
THOMSON CSF /RM	FR *	32,2	+0,31
WILLIAM DEMANT	DK	58,49	+1,90
ZODIAC /RM	FR *	180	−0,55
▶ DJ E STOXX TECH P		372,05	+1,0[illegible]

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
[illegible] WATER	[illegible]	11,05	+0,26
BRITISH [illegible]	GB	8,94	−0,71
CENTRICA	GB	1,72	−0,83
EDISON	IT *	10,4	−0,95
ELECTRABEL	[illegible]	374,8	−0,40
[illegible] PORTUG	PT *	21,58	+0,51
ENDESA	ES *	24,48	−0,88
EVN	AT *	128	+0,79
GAS NATURAL [illegible]	ES *	88,85	−1,49
[illegible] -A-	NO	5,81	....
HAFSLUND -B-	NO	3,48	....
IBERDROLA	ES *	15,15	+0,20
ITALGAS	IT *	5,84	+0,84
NATIONAL GRID G	GB	7,10	−0,20
NATIONAL POWER	G	7,21	+1,20
OESTERR ELEKTR	AT *	137,1	+0,98
POWERGEN	GB	12,09	−1,40
RWE	DE *	38,3	+2,08
SCOT POWER	GB	8,30	−0,46
SEVERN TRENT	GB	13,68	+0,95
SUEZ LYON EAUX/	FR *	176,8	+1,61
SYDKRAFT -A-	SE	24,61	....
SYDKRAFT -C-	SE	18,34	....
THAMES WATER	GB	15,42	+10,45
TRACTEBEL	BE *	161,8	−0,19
UNION EL.-FENOS	ES *	14,81	+0,90
UNITED UTILITIE	GB	11,19	−0,76
VIAG	DE *	468	+0,89
VIVENDI/RM	FR *	245,8	−1,01
▶ DJ E STOXX UTIL P		333,97	+0,2[illegible]

EURO NOUVEAU MARCHÉ

26/01 12 h 39 ▶

AMSTERDAM

	Cours en euros	% Var. veille
[illegible]	26,45	+5,17
[illegible]	0,92	....
CTAC	17,25	+2,07
[illegible]	8,1	+1,25
CSS	15,8	−1,25
HITT NV	8,7	....
[illegible]	19,5	+1,56
[illegible] HOLD	17	....
POLYDOC	1,9	....
[illegible]	67,5	−2,88
RING [illegible]	10	....
RING ROSA [illegible]	2,15	−1,83
UCC HOLDING [illegible]	13,8	....

BRUXELLES

	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	1,72	+1,18
[illegible] BELGIUM ABC	18	+3,23
INTERNOC HLD	4,85	−3
INTL BRACHYTHER B	13,85	−1,07
LINK SOFTWARE B	7,9	+2,86
PAYTON PLANAR	2,49	....
SYNERGIA	9	+5,88

FRANCFORT

	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG [illegible] CO.KGAA	143,5	+0,35
[illegible]	198	−3,21
[illegible] BETEILIGUN	67,5	....
BB [illegible]	30,5	+0,33
[illegible] MEDTECH [illegible]	18,7	....
BERTRANDT AG	74	+3,50
BETA SYSTEMS SOFTW	28,85	+5,29
CE COMPUTER EQUIPM	152	+8,57
CE CONSUMER ELECTR	173	−1,70
CENIT [illegible]	230,1	−1,24
DRILLISCH	156,75	+4,50
EDEL [illegible] E 98	408,1	+2,03
ELSA	67	−2,19
[illegible]	692	+1,02
[illegible]	36,1	+1,40
GRAPHISOFT NV	28,99	+7,92
HOEFT & WESSEL	135	−2,88
HUNZINGER INFORMAT	134	+5,08
INFOMATEC	198	+0,76
INTERSHOP COMMUNIC	106	−7,83
KINOWELT MEDIEN	172	+4,24
LHS [illegible]	44,6	+0,36
LINTEC COMPUTER	138	+7,94
LOESCH [illegible]	12,8	−5,30
[illegible] UND [illegible]	92	+1,10
[illegible]	415	+5,09
MUEHL PRODUCT [illegible] SE	19,5	....
[illegible] HOLDING	88,5	+6,13
PFEIFFER [illegible]	39,5	+6,18
PLENUM	159	+6,17
[illegible]	87,4	+4,05
[illegible] AV	59,1	+0,17
REFUGIUM HOLDING [illegible]	30	+3,45
[illegible] AUTO	18,5	....
[illegible]	40,5	+1,25
SCM [illegible]	69	+6,40
SER [illegible]	397,5	−6,43

★ CODES [illegible] ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - [illegible] : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **STMicroelectronics** s'est adjugé un gain de 2,45 %, à l'ouverture du marché français mardi ... janvier après la publication d'un résultat ... le quatrième trimestre de 105 millions d'euros, en net rebond par rapport au troisième trimestre de l'exercice.

● Après avoir annoncé ... montée dans le capital ... Gucci ... hauteur de 34,4 %, le titre **LVMH** ... gagné 5,18 % ... début de matinée. Avec ... participation, le groupe de luxe français contrôle ... plus étroitement sa proie tout en réaffirmant qu'il ... pas lancer une OPA sur le reste du capital de Gucci.

■ L'action **Bouygues** ... reculé de 1,44 % après l'annonce de l'émission d'une obligation convertible pour un montant de 457 millions d'euros, ... milliards de francs. D'une durée de 7 ... emprunt porte un rendement actuariel de 1,70 ... 2 %.

● L'action **L'Oréal**, qui ... valeur favorite ... analystes, a progressé de 1,2 %, après l'annonce de la hausse de 9,1 % ... son chiffre d'affaires pour l'exercice ...

● Le titre **Usinor** ... gagné 3,39 % ... réaction ... l'annonce ... la réorganisation de ... structures internes afin ... dégager une meilleure rentabilité après l'absorption ... Cockerill Sambre. Cette opération devrait ... traduire par de nombreux licenciements

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI ... JANVIER — Cours relevés ... 12 h 30

Liquidation : 19 février

France ▶	Précédent en francs	Cours en francs	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
B.N.P. (T.P.)	147	147	964,29	...	6,39
CR.LYONNAIS(TP)	139	140	918,34	+ 0,71	6,10
RENAULT (T.P.)	415	405,80	2701,10	+ 2,53	15,15
SAINT GOBAIN(T.P.	...	...	...	...	9,77
... S.A (T.P.	...	169	...	...	5,11
ACCOR	178,20	179	1164,48	+ 1,23	3,51
AGF	49,17	49,25	323,08	+ 0,16	0,76
AIR LIQUIDE	141	141,70	929,49	+ 0,49	2,38
ALCATEL	97,90	98,60	653,23	+ 1,73	1,75
ALSTOM	20,26	20,18	132,37	- 0,39	...
ALTRAN TECHNO. #	227	231,50	1518,54	+ 1,98	0,83
ATOS CA	206,50	210,90	1383,41	+ 2,13	...
AXA	184,50	183,80	812,73	- 0,48	1,37
BAIL INVESTIS	126,80	132	865,86	+ 2,72	9,80
BAZAR HOT. VILLE	113,90	114	747,79	+ 0,08	2,59
BERTRAND FAURE	...	...	...	...	0,61
BIC	46,06	46,08	286,51	...	0,46
BIS	63,65	63	537,88	- 2,20	1,22
B.N.P.	76	75,60	496,00	- 3,07	1,87
BOLLORE	169	172	1128,25	+ 2,38	2,06
BONGRAIN	380	384	2518,87	- 1,53	9,76
BOUYGUES	297	188,70	1280,27	- 4,97	2,65
BOUYGUES OFFS.	22,19	22,41	147	+ 0,99	0,58
BULL #	5,55	5,85	38,05	+ 7,01	...
CANAL +	238	238,40	1586,11	+ 0,25	3,05
CAP GEMINI	157	162,50	1020,01	- 0,95	0,53
CARBONE LORRAINE	35,50	35,70	234,70	+ 0,78	3,81
CARREFOUR	500	500	3870,16	+ 1,72	4,97
CASINO GUICHARD	85,50	85,65	854,45	+ 0,94	1,19
CASINO GUICH.ADP	54	54	354,22	...	1,23
CASTORAMA DUB.(I	213	198,50	1308,67	- 6,47	1,68
C.C.F.	79,40	80,30	526,79	+ 1,13	1,02
CEGID (LY)	160	161,80	1061,69	+ 1,16	3,81
CERUS EUROP.REUN	6,78	6,78	44,47	...	0,15
CGIP	51,75	52,25	342,74	+ 0,96	0,40
CHARGEURS	46,50	46,40	287,99	- 2,35	1,45
CHRISTIAN DALLOZ	53	53,60	351,58	+ 1,13	0,76
CHRISTIAN DIOR	108	112,90	740,58	+ 3,67	0,96
CIC -ACTIONS A	77	84,20	552,62	+ 6,16	...
CIMENTS FRANCAIS	45,55	46	301,85	+ 0,99	0,76
CLARINS	65,75	66,60	436,91	- 0,22	0,89
CLUB MEDITERRANE	80	78,60	524,11	- 0,12	0,89
CNP ASSURANCES	24,60	25,10	165,24	+ 1,57	...
COFLEXIP	58,45	57,50	377,16	+ 1,86	1,14
COLAS	168	173	1134,81	+ 2,97	4,27
COMPTOIR ENTREP.	2,04	2,10	13,78	+ 2,94	1,14
...	35,00	...	230,68	+ 2,65	3,35
CRED.FON.FRANCE	12,85	...	82,96	- 1,85	4,27
CFF (FERRAILLES)	29,19	29	190,79	+ 2,77	1,14
CREDIT LYONNAIS	38,65	38,70	540,24	- 0,67	1,52
CS SIGNAUX(CSEE)	57,95	58,70	381,61	+ 3,01	0,84
...	68,10	68	446,05	- 0,14	84,39
...	210	211	1384,07	+ 0,47	2,82
DASSAULT-AVIATIO	152,10	152	1029,85	+ 3,22	5,63
DASSAULT SYSTEME	37,70	...	256,41	+ 2,68	0,16
DE DIETRICH	48,99	...	274,76	+ 2,19	...
DEVEAUX(LY) #	96	97,50	...	+ 1,56	4,57
DEV.R.N-P.CAL.U.	10	10	...	...	...
DEXIA FRANCE	125,10	127,20	...	+ 1,67	...
DMC (DOLLFUS MI)	7,47	7,15	...	- 4,28	...
DYNACTION	22,70	24,00	...	+ 6,12	...
ECIA	107	111,30	730,68	+ 4,01	1,98
EIFFAGE	64	65,90	...	+ 3,04	1,52
ELF AQUITAINE	100	97	...	- 3	2,29
ERAMET	33,22	36	157,43	+ 3,36	1,14
ERIDANIA BEGHIN	138,50	135,70	890,13	- 2,02	6,94
ESSILOR INTL	352	355	2328,65	+ 0,85	2,80
ESSILOR INTL.ADP	295	300	1967,87	+ 1,69	2,71
ESSO	70	74	485,41	+ 5,71	2,29
EURAFRANCE	386,50	388	2478,57	- 1,21	8,54
EURO DISNEY	1,12	1,12	7,35	...	0,10
EUROPE 1	198,90	200	1311,91	+ 0,05	2,90
EUROTUNNEL	1,03	1,05	6,89	+ 1,94	...
FIMALAC SA	100	97	636,25	- 3	2,29
FINEXTEL	17,90	18,00	118,14	+ 0,61	0,60
FIVES-LILLE	59,60	60	393,57	+ 0,67	1,07
FRANCE TELECOM	20,75	21,00	594,60	+ 0,92	0,99
FROMAGERIES BEL	655	670,00	4457,23	+ 3,74	6,86
GALERIES LAFAYET	695,50	690	4588,72	- 0,40	1,43
GASCOGNE	71,95	72,10	472,94	+ 0,20	2,44
GAUMONT #	53,50	53,85	353,02	+ 0,66	0,38
GAZ ET EAUX	41	40,95	268,62	- 0,24	0,99
GECINA	102	102	669,58	...	2,37
GEOPHYSIQUE	62,20	60	527,68	- 4,21	1,22
GRANDVISION	22,15	22,05	144,38	- 0,63	0,20
GROUPE ANDRE S.A	95	94,50	619,88	- 0,52	0,91
GPE VALFOND ACT.	47,26	47,10	308,94	- 0,33	0,38
GR.ZANNIER (LY)	16,50	15,10	135,59	- 2,05	0,38
GROUPE GTM	57,10	57,80	573,96	+ 0,45	1,20
GROUPE PARTOUCHE	65	66	432,93	+ 1,53	1,37
GUILBERT	116	116,50	774,05	+ 2,80	2,08
GUYENNE GASCOGNE	373	370	2458,54	+ 0,53	5,18
HACHETTE FILLIPA	295	296	1951,27	+ 0,48	2,29
HAVAS ADVERTISIN	142,20	148,90	976,72	+ 4,71	2,29
IMETAL	95	96,50	625,45	+ 0,26	2,67
IMMEUBLES DE FCE	18	17,60	114,79	- 2,77	...
INFOGRAMES ENTER	58,50	58	387,01	+ 0,34	...
INGENICO	23,20	22,05	155,97	+ 3,14	0,48
INTERBAIL	21,90	21,90	143,65	...	2,61
INTERTECHNIQUE	260	266	1704,83	+ 3,86	3,61
ISIS	55	56	367,34	+ 1,91	2,16
JEAN LEFEBVRE	77	77	501,81	- 0,84	1,88
KLEPIERRE	86,80	88,10	577,90	- 0,45	4,27
LABINAL	179	182,70	1180,72	+ 0,56	4,12
LAFARGE	74	72,90	489,34	+ 0,81	1,66
LAGARDERE	35,90	36,20	237,39	+ 2,52	0,67
LAPEYRE	57	60,05	401,45	+ 7,36	0,65
LEBON (CIE)	25,05	...	...	...	1,07
LEGRAND	194,50	204,40	1304,70	+ 2,26	0,75
LEGRAND ADP	120	119	780,59	- 0,83	1,20
LEGRIS INDUST.	42,80	43,05	318,45	+ 0,20	0,91
LOCINDUS	122,40	122,90	812,73	+ 1,32	9,24
L'OREAL	587	595,50	3909,80	+ 1,53	2,44
LVMH MOET HEN.	200,60	210,50	1388,36	+ 3,99	0,96
MARINE WENDEL	186,50	190,50	1249,60	+ 1,06	2,90
METALEUROP	4,25	4,30	28,34	+ 1,40	0,61
MICHELIN	30,60	31,30	205,28	+ 3,57	0,58
MONTUPET SA	36,40	36,20	237,46	- 0,54	2,29
MOULINEX	10,95	10,95	72,18	+ 0,18	0,61
NATEXIS	53,80	54	354,22	+ 0,37	1,52
NORBERT DENTRES.	28	27	177,11	+ 3,84	1,30
NORD-EST	39,70	21,40	140,37	+ 3,38	0,84
NORDON (NY)	71,80	71,50	465,73	- 1,11	...
NRJ #	175	173	1115,13	- 2,85	1,14
OLIPAR	7,05	7,01	45,98	- 0,58	...
PARIBAS	91	90,70	631,86	+ 0,12	...
PATHE	255	250,90	1573,54	- 16,70	1,52
PECHINEY ACT ORD	35,05	27,95	183,84	- 0,35	0,61
PERNOD-RICARD	52	53,10	348,31	+ 2,11	0,72
PEUGEOT	137,90	135,40	884,78	- 1,08	0,46
...	...	153,70	1041	+ 7,22	5,85
PLASTIC OMN.(LY)	...	71,80	471,31	+ 1,31	1,52
PRIMAGAZ	72	71,50	467,04	- 1,11	1,31
...	600	598	3918,86	+ 0,33	2,39
PUBLICIS #	...	140	918,46	+ 2,77	0,03
REMY COINTREAU	15,80	15,65	101,35	- 0,96	0,70
RENAULT	41,85	41,95	275,21	- 0,47	0,53
REXEL	88,05	86,80	455,89	+ 1,80	3,88
RHODIA	11,20	11,60	76,03	+ 3,48	...
RHONE POULENC A	42,90	41,35	271,24	- 3,61	0,57
ROCHEFORTAISE CO	110	110	721,53	...	0,76
ROCHETTE (LA)	2,48	2,48	15,74	- 2,48	0,18
ROYAL CANIN	43,40	44,80	527,98	+ 3,30	0,48
RUE IMPERIALE (L	982	976	6402,14	+ 1,45	18,51
SADE (NY)	34,80	36,50	227,85	+ 0,28	1,91
SAGEM SA	540	539	3534,84	- 0,18	4,19
SAINT-GOBAIN	111,60	116,50	764,10	+ 4,39	2,82
SALVEPAR (NY)	70,85	71	465,75	+ 0,21	2,82
SANOFI	169,50	165,90	1108,57	- 0,29	1,07
SAUPIQUET (NS)	56,80	56	369,46	+ 2,11	1,52
SCHNEIDER SA	45,70	47,05	308,67	+ 5,98	0,99
SCOR	48,10	48,50	324,70	+ 2,91	1,52
S.E.R.	49,70	50,15	329,10	- 0,59	1,89
SEFIMEC CA	55	53,95	367,99	+ 0,17	2,30
SEITA	48	50,05	328,46	+ 1,42	1,11
SELECTIBANQUE	11	11,70	72,23	+ 6,82	0,91
SFIM	63,95	...	...	...	4,57
SGE	40,80	39,60	259,81	- 1,22	0,61
SIDEL	75,90	76	498,35	+ 0,13	0,76
SILIC CA	168	185	1220,01	+ 0,22	6,09
SIMCO	89	87,50	541,16	- 0,80	2,29
S.I.T.A	207	207	1349,98	- 0,57	2,06
SKIS ROSSIGNOL	10,35	10,55	69,47	+ 2,91	0,23
SOCIETE GENERALE	149,50	150	983,94	+ 0,33	3,20
SOC.FONC.LYON.#	132	132,50	869,14	+ 0,57	2,83
SODEXHO ALLIANCE	164	163,20	1070,52	- 0,48	5,34
SOGEPARC (FIN)	89	89,80	451,91	- 0,14	2,44
SOMMER-ALLIBERT	23,30	23,50	154,15	+ 0,85	0,69
SOPHIA	57,50	57,60	348,77	+ 0,32	2,18
SPIR COMMUNIC. #	56,80	56,40	369,96	- 0,35	2,29
STRAFOR FACOM	62,50	62,10	407,35	- 0,64	1,30
SUEZ LYON.DES EA	174	175,90	1157,78	+ 1,43	2,29
SYNTHELABO	213,20	215,30	1416,18	+ 1,40	0,94
TECHNIP	79,50	78,75	516,57	- 0,94	2,21
THOMSON-CSF	32,10	32,75	211,09	+ 0,24	0,55
TOTAL	90	89,20	585,39	- 0,33	1,98
UNIBAIL	119	118	774,03	- 0,84	4,57
UNION ASSUR.FDAL	105	110,50	724,93	+ 5,23	3,05
USINOR	10,02	10,16	66,65	+ 1,32	0,50
VALEO	72,50	74,10	486,06	+ 2,26	0,99
VALLOUREC	28,90	28,90	189,57	...	1,14
VIA BANQUE	26,70	27,35	179,40	+ 2,43	1,83
VIVENDI	248	246,50	1610,37	- 1	2,29
WORMS (EX.SOMEAL	13,27	13,99	91,18	+ 4,74	...
ZODIAC EX.DT DIV	181	180,90	1186,66	- 0,05	2,13

International ▶	Précédent en francs	Cours en francs	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
AMERICAN EXPRESS	84,75	87,65	...	+ 3,65	0,16
A.T.T. #	74,95	78,65	515,91	+ 4,93	0,24
BARRICK GOLD #	17,20	16,72	...	- 2,79	0,06
CROWN CORK ORD.#	27,80	28,80	...	+ 3,59	0,18
DE BEERS #	12,10	11,75	79,76	- 0,49	0,10
DU PONT NEMOURS	47,45	47,25	...	- 0,44	0,25
EASTMAN KODAK #	58,50	58,80	370,94	+ 0,08	0,32
FORD MOTOR #	52,40	52,40	...	...	0,93
GENERAL ELECT. #	85,85	87,05	...	+ 0,29	0,25
GENERAL MOTORS #	77,40	77,25	506,73	- 0,19	0,38
HITACHI #	5,80	5,81	38,11	+ 0,17	0,03
I.B.M #	154,40	154,90	1025,54	+ 1,55	0,16
ITO YOKADO #	57,70	57,50	379,90	- 1,31	0,09
MATSUSHITA #	14,25	14,20	94,25	+ 0,77	0,03
MC DONALD'S #	38,35	38,15	427,26	- 1,80	0,07
MERCK AND CO #	118,50	119,90	786,48	+ 1,18	0,40
MITSUBISHI CORP.	4,76	4,80	31,68	+ 2,10	0,02
MOBIL CORPORAT.#	76	75,65	496,23	+ 0,86	0,41
MORGAN J.P. #	57,80	58,10	384,45	+ 1,38	0,71
NIPP. MEATPACKER	12,94	...	...	...	0,09
PHILIP MORRIS #	40,82	40,48	265,48	- 0,66	0,32
PROCTER GAMBLE	74,95	73,30	480,82	- 2,20	0,21
SEGA ENTERPRISES	17,85	18,40	120,70	+ 4,24	0,08
SCHLUMBERGER #	44,27	43,95	288,36	- 0,70	0,16

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux ; Lil = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille ; Ny = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ... coupon détaché ; * droit détaché ; c contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ? offre réduite ; ; demande réduite ; ◆ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros ; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 26 JANVIER

Cours relevés ... 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en francs	Cours en francs	% Var. veille
ADLPARTNER #	84,40	...	- 0,44
AB SOFT	18,29	119,97	- 8,55
ALPHAMEDIA	46	275,50	- 7,69
ALPHA MOS	8,80	57,72	+ 6,02
ALTAMIR & CI	152,90	1002,96	...
ALDETA	5,21	34,18	+ 0,19
APPLIGENE ON	2,76	18,10	...
ASTRA	...	...	+ 5,74
ATN	10,95	71,83	+ 1,86
AVENIR TELEC	46	288,18	...
BARBARA BUI	6,50	41	+ 4,16
BELVEDERE	73,90	482,13	+ 0,88
BIODOME #	16	96,50	+ 0,53
BVRP	...	...	- 0,18
BVRP NOUV.'99	83,25	...	...
CAC SYSTEMES	9,70	63,13	- 3,57
CEREP	44,80	...	...
CHEMUNEX #	2,80	...	- 3,63
COIL	44	...	- 2,22
CRYO INTERAC	28	137,75	- 2,43
CYBER PRES.P	41	...	- 6,81
CYRANO #	11,50	...	- 0,40
DESK #	26,50	186,12	+ 1,70
DESK BS 98	0,50	3,28	+ 1,25
DMS #	11,25	...	+ 2
DURAND ALLIZ	5,90	38,70	+ 5,35
DURAN DUBOI	69	458,51	+ 2,79
ESKER	21,50	141,03	- 2,27
EUROFINS SCI	67,50	441,46	- 0,88
EURO.CARGO S	11	72,16	+ 4,76
EUROPSTAT #	34	223,03	...
FABMASTER #	21,40	140,37	- 0,46
FI SYSTEM #	24,30	159,74	...
FLOREANE MED	0,80	62,32	...
GENERIX #	60,40	396,64	+ 4,21
GENESYS #	10,66	70,84	+ 2,85
GENSET	50	327,81	+ 3,60
GROUPE D #	20	131,20	- 9,47
GUILLEMOT #	57	373,90	...
GUYANOR ACTI	0,43	2,82	...
HF COMPANY	67	439,50	+ 7,00
HIGH CO.	59,80	392,73	+ 4,45
HOLOGRAM IND.	68	...	- 0,45
IDP	2,78	18,24	- 4,13
IDP BS 98 CI	1,07	7,02	...
ICE + XAO	3,80	25,52	- 2,50
ILOG #	12,65	84,95	+ 17,72
IMECOM GROUP	3,68	30,07	...
INFONIE	24	157,43	- 1,83
INFOTEL #	28	190,23	...
LEXIBOOK #	...	248,86	- 0,05
JOLIEZ-REGOL	7,61	49,90	...
JOLIEZ-REGOL	0,21	1,38	...
LACIE GROUP	...	64,61	- 3,43
MEDIDEP #	17,67	111,97	...
MILLE AMIS #	...	...	+ 0,49
MONDIAL PECH	12	82,32	...
NATUREL	13,75	90,19	- 0,72
OLITEC	100	...	...
OMNICOM	135	885,81	- 0,29
OXIS INTL RG	2,10	13,78	- 4,54
PERFECT TECH	17,20	114,91	- 4,50
PHONE SYS.NE	7,30	32,02	- 4,45
PICOGIGA	17	111,51	...
PROSODIE	67,90	445,39	- 2,88
PROSODIE SOF	26,95	176,82	...
PROXIDIS	1,72	11,29	+ 4,24
QUANTEL	6,11	40,08	- 6
R2I SANTE	33	216,47	- 5,71
RADOUX INTL	36,90	242,08	+ 0,27
RECIF #	13,10	85,93	...
REPONSE #	18	118,07	+ 1,69
REGINA RUBEN	5,10	40,99	+ 3,83
DE F	26	170,55	+ 1,56
SILICOMP #	11	72,18	...
SERP RECYCLA	120,10	787,80	- 2,91
STACI #	22,81	149,31	...
STELAX	0,22	2,10	...
SYNELEC #	39	255,82	...
LA TETE D.I	3,65	23,91	- 1,36
THERMATECH I	36,95	223,02	- 0,16
TITUS INTERA	82	111,80	...
TITUS INTER.	100,80	659,89	...
TRANSGENE #	41	268,94	...
TR SERVICES	13,90	91,18	- 0,71
UNION TECHNO	0,34	2,23	+ 3,03

(Publicité)

Prenez un vol JAL pour le Japon et bénéficiez d'un billet pour l'Europe.

Japan Airlines offre un double bonus en miles sur les vols entre l'Europe et le Japon, du 10 janvier au 30 Avril 1999. Ce qui signifie que les ... membres de notre programme de fidélisation, le JAL Mileage Bank, n'ont besoin de faire qu'un ... aller-retour avec JAL, en Classe Affaires Sesame, pour cumuler suffisamment de miles et bénéficier d'un billet aller-retour en Europe ... Air France ... de deux billets aller-retour en Europe ... British Midland.

Pour tout renseignement ou pour adhérer au JAL Mileage Bank, appelez le 0801 747 700 ou visitez notre site ... www.jal-europe.com.

JAL ...

... RÉVOLUTIONNE LES AFFAIRES

SECOND MARCHÉ

MARDI 26 JANVIER

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en francs	...	% Var. veille
ADA	60	...	...
AIGLE #	...	...	- 0,67
ALGECO #	...	482,13	...
APRIL S.A.#	...	...	...
ARKOPHARMA #	395	406,80	...
ASSUR.BQ.POP	97,50	100,50	...
ASSYSTEM #	118,90	122,01	- 1,86
BELLE JARDIN	405,70	418,17	...
BENETEAU CIN	388,90	806,17	- 0,46
BIOBLOCK SCT	40,50	415,22	...
BISC. GARDEI	3,46	35,55	+ 0,18
BOIRON (LY) #	97,10	400,13	- 0,67
BOISSET (LY)	43,70	319,98	...
BOIZEL CHANO	60	462,61	- 0,67
BONDUELLE	17,50	117,18	- 2,72
BOURGEOIS (L	7,40	49,85	...
BRICE	45,01	299,97	+ 1,82
BRICORAMA #	43,70	280,09	...
BRIOCHE PASQ	102	669,03	...
BUT S.A.	44	288,62	...
SOLERI	50	...	...
CDA-CIE DES	26,50	193,61	+ 3,73
CEGEDIM #	264,50	- 5	GROUPE BOURB	147,50	308,96	- 0,21
CERG-FINANCE	612,99	+ 1,67	GUERBET S.A	122,90	123,98	- 0,10
CGBI	181,20	- 4,78	GUY DEGRENNE	295,20	295,32	- 0,70
CLAYEUX (LY)	45,70	...	GUYOMARC'H N	84,50	984,30	...
Cap	224,99	+ 0,67	HERMES INTL	172,50	172,50	+ 3,59
CIE FIN.ST-H	548,44	+ 0,09	HYPARLO (LY)	378,90	378,90	- 0,05
C.A. PARIS I	304,23	+ 1,96	I.C.C.#	186,42	186,42	...
CA.ILLE & V.	992,20	+ 0,27	IMMOB.BATIBA	357,82	357,82	+ 0,09
CA.LOIRE/H.	314,73	- 0,04	INS(INT.META	86,81	86,81	+ 1,98
CA.MORBIHAN	274,18	+ 0,33	INFO REALITE	821,24	821,24	- 1,33
CA.DU NORD #	211,50	- 0,21	INT. COMPUTE	69	69	...
CA. OISE CC	487,00	...	JET MULTIMED	696,38	696,38	- 5,92
CA.PAS DE C	390,00	...	LATECOERE #	819,21	819,21	+ 1,02
CA.TOULOUSE	524,00	+ 0,17	L.D.C.	800,02	800,02	+ 0,08
CRCAM CCI NV	478,10	- 1,85	LECTRA SYST.	2,85	...	- 2,85
CRCAM TOUR.P	286,52	+ 0,88	LEON BRUXELL	295,18	295,18	+ 2,04
CROMETAL	381,49	- 0,15	LOUIS DREYFU	149,05	149,05	- 0,69
DAPTA-MALLIN	278,70	- 0,86	LVL MEDICAL	93,18	93,18	- 3,96
GROUPE J.C.D	...	...	M6-METROPOLE	908,50	908,50	+ 1,09
DAUPHIN OTA	278,70	- 7,16	MEDASYS DIGI	9,84	9,84	...
DECAN GPE NO	446,05	- 0,14	MANITOU #	900,27	900,27	+ 1,66
DU PAREIL AU	228,85	+ 0,02	MANUTAN	347,86	347,86	- 1,11
EXPAND S.A	449,90	- 1,15	MARC ORIAN	...	...	...
L ENTREPRISE	257,63	- 0,46	MARIONNAUD P	350,00	350,00	- 0,87
ETAM DEVELOP	402,10	+ 2,16	MECATHERM #	311,50	311,50	+ 0,16
EUROPEENNE C	178,05	- 0,78	MGI COUTIER	84,50	84,50	+ 0,83
EUROP.EXTINC	487,70	+ 4,84	MICHEL THIER	696,50	696,50	+ 0,86
EXEL INDUSTR	380,12	+1,85	TOUPARGEL (T	69,80	69,80	...
FACTOREM	383,57	...	... #	78,02	78,02	- 0,18
FACTOREM NV	678,90	- 0,37	PARIS EXPO	346,86	346,86	+ 0,69
FAIVELEY #	891,10	...	PENAUILLE PO	1618,98	1618,98	+ 10
FINACOR	150,37	...	PHYTO-LIERAC	1,50	...	- 4,58
FINATIS(EX.L	83,55	+ 7,71	POCHET	557,24	557,24	+ 1,01
FININFO	488,35	+ 0,58	RADIALL #	127,00	127,00	+ 2,47
FLO (GROUPE)	381,15	- 1,88	RALLYE(CATHI	111,50	111,50	+ 1,12
FOCAL (GROUP	244,24	- 8,34	REYNOLDS	74,00	74,00	- 0,74
FRAIKIN 2#	276,70	+ 2,40	RUBIS #	122,80	122,80	- 0,17
FRANKOPARIS	367,34	...	SABATE SA #	166,50	166,50	- 1,63
GARONOR ACT	22,58	...	SEGUIN MOREA	465,78	465,78	...
GAUTIER FRAN	121,90	...	SIDERGIE	4,03	4,03	- 4,03
GEL 2000	675,00	+ 4,68	SIPAREX (LY)	157,45	157,45	- 0,37
GENERALE LOC	10,10	- 8,33	SOCAMEL-RESC	120,17	120,17	...
GEODIS #	171,80	+ 0,76	SOPRA #	2,16	...	+ 2,16
GFI INDUSTRI	987,01	- 1,66	SPORT ELEC S	30,37	30,37	+ 4,88
GFI INFORMAT	19,65	...	STALLERGENES	788,38	788,38	+ 0,34
GO SPORT	216,70	+ 2	STEF-TFE #	288,98	288,98	- 0,81
GROUPE GTM	677,00	+ 4,87	SUPERVOX (B)	1,80	1,80	+ 0,56
GROUPE PARTOUCHE	423,42	+ 0,70	SYLEA	341,10	341,10	+ 0,70
GUILBERT	49,44	...	TFI	1039,99	1039,99	- 0,37
GUYENNE GASCOGNE	31564,81	...	TRIGANO	185,67	185,67	...

SICAV FCP

Une sélection.

... de ... le 25 janvier

Émetteurs ▶	Valeur ... euros	... francs	...
AGIPI			
AMBITION (AXA)	23,80	...	...
ACTIONS (AXA)	22,24	...	...
BNP	3615 BNP		
ANTIGONE TRESORIE	141415,77	927646,32	25/01
NATIO COURT TERME	2287,71	14875,20	25/01
NATIO COURT TERME 2	91887,61	602969,55	25/01
NATIO EPARGNE	367,84	2276,43	25/01
NATIO EP. CROISSANCE	604,05	3962,71	25/01
NATIO EP. PATRIMOINE	25,65	167,80	25/01
NATIO EPARG. RETRAITE	29,78	194,82	25/01
NATIO EPARGNE TRESOR	1848,61	12132,65	25/01
NATIO EURO VALEURS	202,15	1326,08	25/01
NATIO EURO OBLIG.	175,12

CHRONOMISSION

Spécial Appel d'Offres : c'est livrer chaque appel d'offres dans les délais ou dédommager de 50 000 F*. Donc livrer dans les délais.

Aviez-vous une solution avant ChronoMission ?

Alice

*Sauf cas légaux d'exonération ■ à l'exclusion de tout autre document ou ■ marchandise.

Tarif 1999. http://www.chronopost.com

CHRONOPOST®
LES MAÎTRES DU TEMPS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SPORTS Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), [redacted] confié, lors d'un entretien au *Monde*, qu'il n'avait pas l'intention de quitter ses fonctions malgré la crise qui secoue l'institution olympique depuis l'affaire de Salt Lake City. [redacted] MAÎTRE ABSOLU DE L'OLYMPISME depuis 1980, il compte cependant demander [redacted] confiance de ses pairs, les 17 et 18 mars, [redacted] l'occasion de la session extraordinaire qui devra notamment se prononcer sur les sanctions prises à l'encontre des six membres soupçonnés de corruption. ● POUR ASSAINIR LA SITUATION, il estime que le prochain président du CIO devra être rémunéré s'il n'est pas « *suffisamment riche* » pour assumer la fonction. ● À NAGANO (Japon), le maire de la ville et les membres du comité de promotion de la candidature aux Jeux olympiques d'hiver de 1998 ont reconnu qu'ils avaient tenté d'acheter le vote du CIO.

Juan Antonio Samaranch entend rester maître de l'olympisme

Dans un entretien au « Monde », le président du Comité international olympique (CIO) se félicite de la sévérité des sanctions prises après l'enquête sur l'affaire de Salt Lake City. Il annonce qu'il redemandera la confiance de ses pairs lors de la session extraordinaire des 17 et 18 mars

« Dans le rapport que la commission d'enquête du [redacted] rendu public dimanche, il apparaît [redacted] clairement que le [redacted] d'organisation [redacted] Jeux de Salt Lake City [redacted] multiplié les délits. [redacted] ce dernier [redacted] pas [redacted] alors que certains membres du CIO [redacted] *Pourquoi ?*

– Cela n'est pas de [redacted] responsabilité [redacted] sanctionner [redacted] comité d'organisation [redacted] Jeux. La seule autorité que nous [redacted] celle que nous pouvons exercer sur [redacted] membres du CIO, [redacted] c'est tout. Quatre autres enquêtes, [redacted] plus de la nôtre, sont actuellement menées aux Etats-Unis afin [redacted] savoir [redacted] qui s'est réellement passé au sein du comi[redacted] d'organisation [redacted] Lake City. Ce sont [redacted] enquêtes qui décideront des sanctions [redacted] prendre.

–*Il* [redacted] *pourtant précisé dans la* charte olympique qu'une ville qui aurait commis [redacted] erreurs [redacted] peut [redacted] voir retirer l'organisation [redacted] Jeux...

– Que [redacted] choses soient claires : la commission exécutive du [redacted] décidé de maintenir les Jeux d'hiver de 2002 à Salt Lake City [redacted] de Sydney l'an prochain. Ces Jeux auront lieu. Il ne faut avoir aucun doute à [redacted] sujet.

– La commission d'enquête

JUAN ANTONIO SAMARANCH

[redacted] aviez mise en place était composée uniquement [redacted] membres du CIO. N'aurait-il [redacted] préférable de faire appel [redacted] une commission « indépendante » ?

– Je crois que [redacted] répondu [redacted] objectif [redacted] une rapidité notable. [redacted] cinq *enquêtes en cours, la nôtre* [redacted] qui [redacted] la première [redacted] avoir [redacted] me[redacted] bien. Nous [redacted] pris, ensuite, [redacted] décisions [redacted] dures [redacted] excluant des membres. [redacted] ailleurs, [redacted] annoncé qu'il allait créer une commission d'éthique. Elle sera composée de membres du CIO, bien sûr, mais majoritairement de personnalités extérieures. Je crois que cette commission d'éthique [redacted] très [redacted] dans le futur.

– Que craignez-vous [redacted] l'enquête du FBI [redacted] judiciaires qu'elle pourrait entraîner ?

– Je ne suis [redacted] mesure de [redacted] dire s'il y [redacted] révélations supplémentaires. D'autant que je ne vois [redacted] ce qu'il pourrait [redacted] *avoir de neuf. Les* [redacted] de [redacted] Lake City [redacted] dit, [redacted] notre enquête, que [redacted] avions « [redacted] » découvert.

– Les 17 [redacted], pour [redacted] session [redacted] du CIO que [redacted] avez convoquée, vous redemanderez [redacted] confiance [redacted] lité [redacted] membres. Pourquoi ?

– C'est une attitude logique dans une organisation sportive quand [redacted] tremblement de terre [redacted] celui que nous avons vécu. Effectivement, je demanderai à [redacted] collègues [redacted] je [redacted] continuer ou pas. Je l'ai déjà *fait, dimanche, devant* [redacted] commission exécutive du CIO qui [redacted] composée, en tout, de [redacted] membres. J'ai obtenu [redacted] soutien [redacted] 100 [redacted] membres. Je n'ai [redacted] l'intention [redacted] quitter le [redacted] jourd'hui. Nous [redacted] vécu [redacted] très bons moments, [redacted] dernières années. [redacted] confrontés [redacted] une tempête [redacted] le capitaine [redacted] à bord du bateau.

– Et si vous n'obtenez pas la confiance lors [redacted] session...

– C'est simple : je quitterai le CIO. Je [redacted] souvent que la [redacted] est le « Parlement » du [redacted] et [redacted] commission exécutive est [redacted] « gouvernement ». [redacted] notre « Parlement » ne m'accorde plus sa confiance, [redacted] je m'en irai.

– Ne pensez-vous [redacted] que l'au*torité globale du CIO es*[redacted] après ces affaires [redacted] corruption qui font suite, elles-mêmes, à [redacted] scandales [redacted] dopage ?

– Mais, enfin, [redacted] quoi servons-nous ? Nous [redacted] les [redacted] ans [redacted] l'attribution [redacted] Jeux olympiques [redacted]. Il [redacted] faux [redacted] croire que nous [redacted] du sport mondial. Ce rôle appartient aux fédérations sportives internationales. Ce que [redacted] faisons, nous, c'est seulement essayer [redacted] coordonner leur action en respectant leur [redacted]mie [redacted] leur indépendance.

– A propos [redacted] internationales, vous projetez de copier leur mode d'attribution [redacted] compétitions [redacted] créant un [redacted] réduit de membres, mais ne pensez-vous pas qu'il [redacted] temps d'élire les membres du [redacted] de façon vraiment démocratique ! Le système de cooptation [redacted] membres n'a-t-il pas atteint ses limites !

– Probablement. Mais sachez que je n'ai [redacted] inventé [redacted] système. C'est une idée de notre fondateur, Pierre [redacted] Coubertin. Pour ma part, [redacted] pense avoir [redacted] beaucoup pour modifier la composition [redacted] CIO. Quand j'ai été nommé président, [redacted] 1980, pratiquement la moitié des [redacted] *étaient* [redacted] *présidents* [redacted] comités olympiques nationaux. Il m'a fallut mener une lutte féroce pour pouvoir introduire, dans un premier temps, [redacted] membres ex-officio. C'est comme cela qu'ont [redacted] les présidents [redacted] fédérations internationales. Pour la première fois, des femmes ont également [redacted] aussi coopté des athlètes : *il y en a* [redacted] *aujourd'hui*, à avoir gagné une médaille olympique. Ce sont eux qui, désormais, incarnent la nouvelle « aristocratie » du [redacted].

– Il n'empêche que [redacted] quatorze membres mis [redacted] cause par votre enquête ont tous été cooptés et ont tous été élus par acclamation. L'assemblée [redacted] donc trompée sur ces gens-là...

– Laissez-moi [redacted] donner quelques statistiques. Sur les [redacted] quatorze membres actifs du CIO, 81 % ont été nommés sous ma présidence, [redacted] 19 % l'ont [redacted] je ne sois là. [redacted] quatorze membres ayant fait l'objet d'une enquête, il y en a 43 % qui appartiennent à la [redacted]conde catégorie, qui [redacted] peu importante [redacted] *nombre* ; les 57 [redacted] restants ont été élus [redacted] ma présidence. Comparativement, c'est peu.

– On parle beaucoup, en coulisse, [redacted] la lutte que [redacted] livrent déjà les candidats [redacted] votre succession [redacted] poste [redacted] président, en 2001. Quel [redacted] le profil idéal [redacted] successeur ? [redacted] temps [redacted] nommer un [redacted] athlète [redacted] la tête du CIO ?

– Je [redacted] seulement donner quelques [redacted] sur [redacted] point-là. Pour moi, le président du [redacted] doit habiter la ville où le CIO [redacted] *siège, c'est-à-dire* Lausanne. Il doit également avoir [redacted] possibilité [redacted] donner [redacted] % à 90 [redacted] de son temps au CIO. [redacted] surtout, je crois que le prochain président doit être un président exécutif.

–Vous voulez dire qu'il pourrait [redacted] salarié, comme un [redacted] en quelque [redacted] !

– Pourquoi pas ? [redacted] devrons choisir le meilleur [redacted] candidats. [redacted] personne n'est [redacted] suffisamment [redacted] pour assumer la présidence [redacted] CIO, alors il faudra le rémunérer. »

Propos recueillis par Frédéric Potet

Un cadeau fiscal pour le CIO

Une commission du Parlement [redacted] suisse, réuni lundi 25 janvier, à Berne, [redacted] commandé aux députés [redacted] en faveur d'une exonération du Comité international olympique [redacted] la TVA. Le gouvernement avait [redacted] droit en septembre à une demande d'exonération formulée en 1995 par [redacted] CIO mais une navette parlementaire [redacted] nécessaire pour l'approbation définitive. *Le ministre des* sports, Adolf Ogi, également président du comité [redacted] candidature de la ville de [redacted] aux Jeux olympiques d'hiver [redacted] a expliqué à [redacted] télévision qu'un refus aurait réduit les chances de victoire [redacted] la station du Valais. Pour le député socialiste Didier Berberat, « [redacted] *n'est pas* [redacted] *d'exonérer* [redacted] *CIO. cela peut* [redacted] *ressenti au niveau international* (...)*comme* [redacted] *sorte* [redacted] *pour obtenir les Jeux* », a-t-il [redacted]. La commission parlementaire n'a d'ailleurs approuvé ce [redacted] fiscal, estimé à 2 millions [redacted] francs suisses par an (1,2 million d'euros), qu'à une [redacted] majorité.

L'exclu Jean-Claude Ganga parle de règlement de comptes

« *C'EST UNE GUERRE de chefs. Une guerre de succession.* » Jean-Claude Ganga [redacted] calé sur la banquette d'une brasserie des Champs-Elysées. Flanqué de ses deux conseillers, son regard va et vient. Tantôt penché sur ses notes, tantôt [redacted] vers son interlocuteur, il plaide pour sa défense, lui qui a été exclu « *temporairement* », dimanche 25 janvier, par le comité exécutif du [redacted] olympique (CIO). [redacted] à 65 ans, [redacted] du Congo en République populaire [redacted] Chine (1982-1985) a gardé le sens de la diplomatie. Ses propos restent mesurés : « *J'éprouve beaucoup de regrets que mes explications n'aient pas été comprises par* [redacted] *commission puisqu'elle a recommandé mon exclusion. Mais je me réjouis aussi d'avoir entendu qu'il n'y a pas* [redacted] *corruption effective. Les accusations parlent de corruption passive.* »

[redacted] DE DÉNIGREMENT

Membre du [redacted] depuis 1986, Jean-Claude Ganga, qui fut ministre du tourisme, des sports et des loisirs, préside aujourd'hui l'Association [redacted] comités nationaux olympiques d'Afrique. « *Je n'ai jamais vendu* [redacted] *voix et personne ne m'a jamais acheté* », s'indigne-t-il. Il ne supporte pas de se voir reprocher d'avoir reçu des versements to[redacted] 70 010 dollars (60 908 euros), [redacted] d'importants traitements médicaux [redacted] de médicaments pour un [redacted] 17 000 dollars (14 790 euros), perçu plus [redacted] 115 000 dollars (100 050 euros) de frais de voyage pour lui et sa famille, et, enfin, d'avoir accepté pour plus [redacted] 000 [redacted] *(12* [redacted] *euros)* [redacted] *cadeaux et faveurs.*

« *J'ai adressé par lettre* [redacted] *CIO les réponses précises et argumentées* [redacted] *ces allégations* », lance-t-il, affirmant que [redacted] versements [redacted] 70 010 dollars ont [redacted] consacrés à l'aide pour le sport dans plusieurs pays d'Afrique, que [redacted] médecin qui l'a traité à Salt Lake City a refusé d'encaisser ses honoraires et que les cadeaux lui ont été offerts selon une tradition sans doute condamnable mais très strictement respectée. « *J'ai voté pour Salt Lake City parce que c'était de loin la meilleure candidature et c'est tout*, poursuit-il. *D'ailleurs, 54* [redacted] *des membres ont fait la même chose et on ne le leur reproche pas.* »

Pour Jean-Claude Ganga, cette campagne de dénigrement n'est en réalité qu'une cabale visant « *des personnalités dont on sait qu'elles soutiendront plutôt une candidature qu'une* [redacted] *à l'heure du choix pour* [redacted] *remplacement de Juan Antonio Samaranch* ». Principal artisan du boycott des Africains lors des Jeux olympiques de Montréal en 1976, Jean-Claude Ganga se dit victime d'un règlement de comptes. Il avoue son inimitié avec Richard « *Dick* » Pound, *vice-président du CIO, auteur* du rapport le dénonçant. Cet important avocat canadien, ancien nageur international et sélectionné olympique, aujourd'hui âgé de 54 ans, se verrait bien à la tête du CIO dans deux ans.

En attendant, il préside la commission des droits de té[redacted] merchandising. Chargé [redacted] négocier les [redacted] mondiales, [redacted] commission n'est pas réputée pour la transparence de ses travaux. C'est en tout cas l'opinion de Jean-Claude Ganga. « *Comme par hasard*, note-t-il, [redacted] *qui s'intéressent* [redacted] *ces énormes contrats n'est concerné. La transparence n'est pas leur principale qualité. Je suis membre de* [redacted] *commission* [redacted] *jamais je n'ai* [redacted] *connaissance* [redacted] *contrat passé au nom du CIO. Pourtant,* [redacted] *l'assemblée, Dick Pound affirme toujours que la commission* [redacted] *pris connaissance des dossiers.* » Avant la session [redacted] 17 et 18 mars, Jean-Claude Ganga rode sa défense et songe, déjà, [redacted] la contre-attaque.

Yves Bordenave

A Nagano, le comité de promotion de la candidature fait amende honorable

TOKYO
de notre correspondant

[redacted] Comité olympique japonais a décidé, lundi [redacted] janvier, de créer une commission d'enquête sur la candidature de Nagano aux Jeux olympiques d'hiver [redacted] 1998 [redacted] réponse [redacted] la demande [redacted] olympique [redacted] (CIO) qui souhaite étendre ses investigations au-delà du scan[redacted] City. [redacted] maire de Nagano, Tasuku Tsukada, [redacted] admis qu'« *il y avait eu des excès* [redacted] *la part du comité de promotion de la candidature de la ville* ». Mais, a-t-il ajouté, « *à ce moment-là, nous étions si désireux d'être désignés que* [redacted] *n'avions pas d'autre choix* [redacted] *de répondre aux demandes des membres* [redacted] *Comité olympique international* ».

-Chaque jour, [redacted] voile [redacted] les [redacted] dispendieuses du comité [redacted] promotion [redacted] la candidature de Nagano, qui a dépensé sans compter pour courtiser les membres [redacted] CIO, [redacted] peu plus levé. « *Les satisfaire quoi qu'ils demandent* », était la consigne, [redacted] reconnu un membre du comité [redacted] quotidien *Asahi*. Selon la même source, pour leurs achats, c'était toujours le comité qui les prenait [redacted] charge. « *A ma connaissance*, [redacted] le maire de Nagano, [redacted] *n'y* [redacted] *don* [redacted] *argent liquide mais je n'ai pas été* [redacted] *courant de* [redacted] *les agissements des membres du comité de promotion.* »

Selon l'hebdomadaire populaire [redacted] *Post*, qui a commen*cé dans* [redacted] livraison (parue lundi [redacted] janvier) une enquête sur le scandale de Nagano, le comité de promotion de la ville offrait à chaque membre les cadeaux correspondant [redacted] goûts, dont il avait été informé par son agent [redacted] Lausanne, [redacted] Studio 6. *Shukan* [redacted] cite, sans toutefois donner son nom, un membre du comité de promotion [redacted] la candidature de Nagano qui déclare avoir personnellement remis un cadeau de plusieurs millions de yens [redacted] un [redacted] dirigeants du CIO. La même personne confirme qu'étaient fournis gratuitement [redacted] membres [redacted] leurs femmes [redacted] billets d'avion aller-retour. Certains auraient même exigé une carte de crédit [redacted] *limite de* montant.

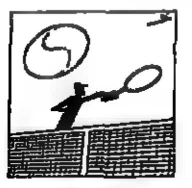
« *La presse dénonce Nagano, mais* [redacted] *avons agi* [redacted] *le font* [redacted] *villes qui postulent pour les Jeux* », conclut-il. Le point [redacted] dans [redacted] Japonais, c'est que le comité de promotion [redacted] Nagano a [redacted]rément détruit les livres [redacted] comptes où étaient consignées [redacted] *dépenses de* « relations publiques ».

Le scandale [redacted] JO [redacted] Nagano donne des armes aux opposants [redacted] la candidature d'Osaka [redacted] JO d'été de 2008, mais [redacted] semble guère inquiéter le [redacted] candidature de [redacted] ville qui sera formé le 8 février avec à sa tête son maire, Takafumi Isomura, et avec le président honoraire du Comité olympique japonais, Yoshiaki Tsutsumi, le puissant homme d'affaires qui [redacted] venir [redacted] JO d'hiver à Nagano. Selon le quotidien *Mainichi*, [redacted] aurait *déjà dépensé* 2 milliards [redacted] yens (plus de 15 millions d'euros) pour [redacted] promotion en vue [redacted] JO et estime à 4,5 milliards (près de [redacted] millions d'euros) le coût de sa candidature.

Philippe Pons

Candide et puissante, Amélie Mauresmo trouve sa place en demi-finales des Internationaux d'Australie

ELLE POSE [redacted] visage dans [redacted] serviette [redacted] *reprend* [redacted] *souffle en*[redacted] court [redacted] son effort et [redacted] émotion. Amélie Mauresmo [redacted] en demi-finales des Internationaux d'Australie, elle vole, sa victoire est belle. Au terme d'une rencontre âpre, [redacted] jeune Française a battu, mardi 26 janvier, la Belge Dominique Van Roost, [redacted] série n° 11 du tournoi, réputée pour [redacted] ténacité (6-3, 7-6 [7/3]). « *Il* [redacted] *fallait jamais que je lui fasse jouer la même balle, elle qui adore jouer en cadence a fini par péter les plombs* », a expliqué Amélie Mauresmo. En demi-finale, elle rencontrera l'Américaine Lindsay Davenport, numéro 1 Mondiale qui a battu [redacted] compatriote Venus Williams, mardi (6-4, 6-0).



TENNIS

Solide puisque athlétique, lucide car intelligente, [redacted] eu suffisamment de bravoure pour se tenir fermement [redacted] stratégie. Tran*quille, semblant peu impressionnée* par l'enjeu et par l'adversaire, la Française a varié son fameux re[redacted] ample, y a ajouté des coups [redacted] bien sentis et [redacted] de nombreux services gagnants déco[redacted] plus de 170km/h, sa nouvelle arme. Souvent menée [redacted] échanges, [redacted] ne s'est jamais départie de son calme [redacted] de sa hargne.

[redacted] deux joueuses s'étaient rencontrées au premier tour du tournoi sur [redacted] battue de Berlin, en mai. Amélie Mauresmo, [redacted] mondiale, issue des qualifications, avait sorti Dominique Van [redacted] avant de marcher [redacted] la finale en élimi[redacted] au passage les numéro deux [redacted] trois mondiales, Lindsay Davenport et Jana Novotna. Battue [redacted] le premier [redacted] des Internationaux [redacted] France [redacted] Roland-Garros par Anna Kournikova, elle avait [redacted] la révélation [redacted] la demi-finale [redacted] Fed Cup contre la Suisse en juillet. [redacted] là qu'elle s'était fait un nom car, [redacted] que possédant [redacted] CV – deux titres juniors [redacted] Roland-Garros [redacted] à Wimbledon en [redacted] *suivis* [redacted] *titre mondial de la discipline* –, Amélie [redacted] n'était [redacted] peu connue du grand public.

Car la première année chez [redacted] professionnels, [redacted] 1997, s'était [redacted] mal passée. [redacted] répétition, moral en berne, Amélie [redacted] avait finalement claqué [redacted] porte du giron fédéral le jour [redacted] dix-huit [redacted], en juillet, pour aller travailler [redacted] Warwick Bashford, un entraî[redacted] sud-africain vivant en France : « *Je refusais* [redacted] *scotchée derrière* [redacted] *ligne* [redacted] *fond* [redacted] *court, je voulais* [redacted] »,a-t-elle expliqué. [redacted] brillante saison [redacted] lui a prouvé qu'elle avait raison.

AVEC CALME ET VOLONTÉ

A Melbourne, elle a su profiter, d'un tableau éclairci par les éliminations de Jana Novotna, troisième joueuse mondiale, et de Conchita Martinez, finaliste [redacted]. Elle s'est surtout donné les moyens de battre [redacted] deux joueuses les plus accrocheuses parmi les dix meilleures, Patty Schnyder et Dominique Van Roost, grâce [redacted] un tennis plus intransigeant moins brouillé de fautes : « *Souvenez-vous* [redacted] *j'ai sauvé* [redacted] *match* [redacted] *premier tour* [redacted] *Corina Morariu*, a expliqué [redacted] la semaine. [redacted] *j'étais sortie, j'aurais juste reporté mes* [redacted] *sur un* [redacted] *tournoi* [redacted] *grand chelem* [redacted] *année.* »

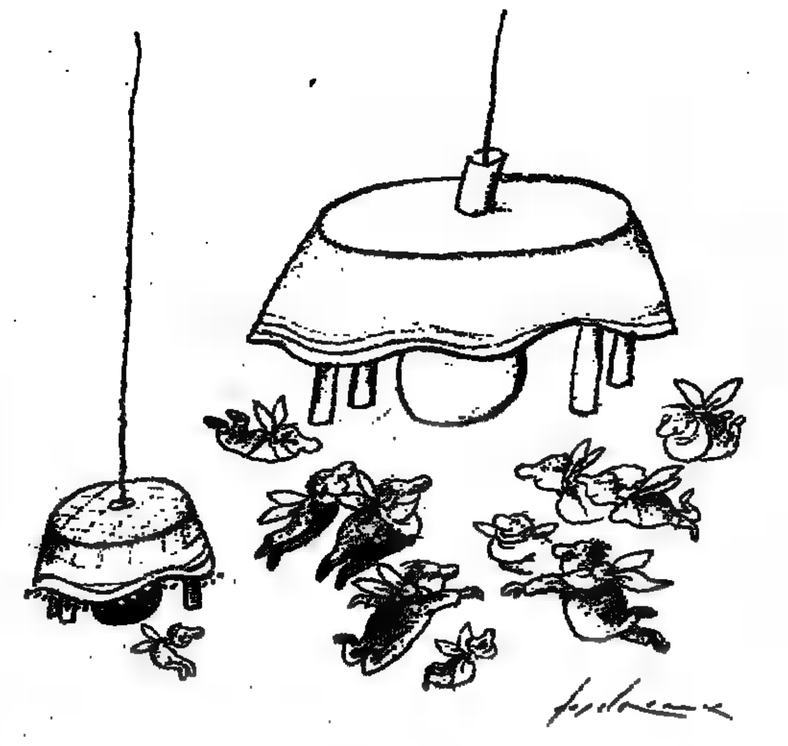
Demi-finaliste [redacted] Internationaux d'Australie, [redacted] Mauresmo ne vit pas un rêve, elle continue de poser les jalons d'une carrière qui s'annonce passion[redacted]. De son titre [redacted] championne du monde juniors 1996 [redacted] exploit [redacted] Melbourne, elle [redacted] avec calme et volonté, elle compte bien continuer. En [redacted], elle veut rentrer parmi les quinze meilleures mondiales. Elle a changé de vie, s'est installée à Saint-Tropez (Var) en décembre et travaille aujourd'hui au [redacted] d'une structure mise [redacted] place par l'ancienne joueuse Isabelle Demongeot. [redacted] nouvel entraîneur, Christophe Fournerie, elle [redacted] conservé des acquis [redacted] dix-huit mois [redacted] travail et [redacted] aussi travaillé plus loin. Son jeu est plus patient comme il est plus impétueux. Et la marge de progression [redacted] encore importante.

Amélie Mauresmo est [redacted] la vie ce qu'elle est sur un court, une [redacted] et une [redacted] sensible, une jeune fille qui roule trop vite, lit [redacted] Zweig quand elle [redacted] triste, aime le désordre de ses chambres d'hôtel, [redacted] amis et la vérité. Dimanche 24 janvier, après sa victoire en quarts [redacted] finale, elle [redacted] posément expliqué aux journa[redacted] qu'elle s'était installée à Saint-Tropez par amour pour une femme. La déclaration [redacted] le respect : *au début des années 90*, Martina Navratilova, âgée de 30 ans et forte de dix-huit titres du grand chelem, avait perdu [redacted] principal sponsor [redacted] reconnu son homosexualité. [redacted] par[redacted] d'Amélie [redacted] et la Fédération française de tennis (FFT) sauront-ils respecter le choix et la candeur [redacted] leur nouvelle championne ?

Bénédicte Mathieu

Les restaurants à thèmes

Des Clément aux Bistro Romain, premier volet d'une visite aux principales enseignes



LA MÉMOIRE de la ville oscille entre le souvenir, [illegible] du présent et puis l'oubli chez [illegible] chroniqueurs, tels Léon-Paul Fargue [illegible] bien Pierre Béarn, proches encore [illegible] temps, qui [illegible] resurgir, à côté du [illegible] de la place Blanche, les Dupont, [illegible] La Bière, [illegible] Ruc et autres bouillons. Aujourd'hui, [illegible] qui nourrit le présent et la future mémoire de la ville, ce sont les Clément, la Criée, les Bistro romain, Oh ! Poivrier, Léon de Bruxelles. Myriade d'établissements qui s'installent, prolifèrent, prospèrent, puis s'évanouissent soudain, comme le Batifol, au [illegible] l'activité marchande et [illegible] transformations de la cité.

Ils sont pour [illegible] milliers de gens, [illegible] contemporains, les lieux de leur future mémoire vive. Sorties, rendez-vous, rencontres d'une jeunesse qui n'est pas près de les oublier – quand bien même la gastronomie n'y [illegible] qu'une [illegible] la nuit des Hespérides culinaires. Comme des chenilles processionnaires, les [illegible] de chaîne, qui préfèrent [illegible] appelés « restaurants à thèmes », font scintiller les carrefours, les points de la ville où l'on se rencontre, où l'on se promène, autour de la place d'Italie, à la Bastille, dans le quartier de l'Opéra, à Montparnasse, sur les Champs-Elysées, à Neuilly et à Boulogne, les banlieues chic de l'Ouest parisien. C'est pour ces [illegible] le moyen d'aller au-devant d'une clientèle de classe moyenne que le protocole et les prix des restaurants [illegible] rebutent. Ceux-là, d'ailleurs, se [illegible] mulent [illegible] des regards. Eux sont [illegible]. La scène alimentaire s'exprime dans la ville ; les restaurants à thèmes recherchent et créent l'animation. Mais si leurs prestations gustatives [illegible], on ne peut pas dire que le sens de la fête soit absent. Au contraire.

Le phénomène n'est pas nouveau ; il est bien antérieur à l'apparition de la restauration rapide. C'est pour [illegible] les [illegible] des Halles qu'un boucher [illegible] Pierre-Louis Duval [illegible] l'idée de servir, rue de la Monnaie, [illegible] 1860, un hochepot de [illegible] morceaux de boeuf accompagnés du bouillon. Son [illegible] Alexandre, personnage pittoresque, multiplia les « bouillons [illegible] » [illegible] bon marché, les fameux bouillons Duval. Le boulevard le surnomma « Godefroi des Bouillons » ! La formule inspira [illegible] Camille et Edouard Chartier, qui, en 1895, ouvrirent leur premier établissement rue du Temple. L'année suivante, ce fut [illegible] du faubourg Montmartre, toujours en service avec [illegible] pot-au-feu centenaire, puis, dans [illegible] de plus en plus sophistiqués, Vagenende à Saint-Germain-des-Prés, l'admirable Bistrot de la gare (59, boulevard du Montparnasse), racheté en 1977 par le groupe Bistro romain, ou encore le Bouillon Racine.

INVITATION AU VOYAGE

Le quartier de l'Opéra le soir – une zone d'ombre dans la Ville Lumière – avait bien besoin d'une tache de vive couleur. Face au Café de la paix, [illegible] fonction première de Clément, avec son décor pseudo-rustique qui n'évoque aucune province ou terroir particulier, sinon là [illegible] et le bien-être. Au décor, à l'accueil, [illegible] ajoutés les atouts d'un vrai restaurant : le banc d'huîtres toute l'année et la magie d'une ample carte. Venir ici, c'est une fête. Entrées classiques autour du foie gras et du [illegible] un plat du jour donne l'impression de vie et de renouvellement. [illegible] tion au voyage : [illegible] grillées, nem à la [illegible] fraîche, gigolette de volaille tandoori. Un hommage [illegible] à Jacques [illegible]. Pas de raton-laveur, mais de [illegible] d'Auvergne, la seule attache régionale des Clément. Une carte des vins astucieuse complète le [illegible] petits vins, on [illegible] dire des propriétaires. Que diable, [illegible] met la bouteille de chardonnay à [illegible] francs (15,24 euros) ! [illegible] menu, mais le [illegible] moyen [illegible] autour de 120 francs (18,29 euros) pour une prestation honorable.

Les [illegible] pléthore à Paris, comme si l'on craignait d'en manquer. Ils [illegible] d'abord le signe visible de [illegible] tricentenaire de la cuisine italienne en France depuis les reines Médicis. Le premier de la série fut créé au 9, boulevard des Italiens. C'était le célèbre Poccardi, restaurant d'étage, signalé par Pierre Béarn en 1929, réputé pour ses magnifiques [illegible] fin de siècle. Le premier [illegible] dans la somptueuse coquille. Les autres de la série [illegible] décorés en rouge Pompéi, ornés de reproductions de tableaux assez quelconques, vues de Naples et du Vésuve, Grand Canal à Venise, [illegible] de la campagne romaine. L'ensemble [illegible] gentiment « [illegible] ». Le décor suggère, il ne reproduit rien, pas plus une [illegible] du [illegible] qu'une auberge florentine. La cuisine elle-même est [illegible] » italienne, supportée par les inévitables pâtes. Des viandes, il n'y a que l'escalope qui [illegible] milanaise. [illegible] que, dans cette Italie virtuelle, la notion de province et de [illegible] occultée par l'envahissant « carpaccio », qui est une invention du Harry's Bar de Venise, pour Américains ! Carpaccio de boeuf au basilic (à volonté) ! carpaccio de saumon à l'aneth, carpaccio véronais. Un [illegible] choix de vins français de bonne tenue, et à petits prix, compense la médiocrité du choix de vins de la Péninsule. Le public de ces semblants d'Italie n'est pas dupe. Clientèle aisée, sinon bourgeoise, qui a fait le « voyage en Italie ». Les prix, réellement serrés, ne dépassant guère la centaine de francs pour une prestation alimentaire aux ingrédients peu coûteux, attirent une clientèle qui, en cooptant, fait également salon pour elle-même. Ici, l'on reste [illegible] soi. Le langage comme le décor, la politesse de circonstance habillent ce que Barthes aurait nommé « le degré zéro de la gastronomie ». Comme le client est roi, la salle du [illegible] de la place Victor-Hugo – l'un des cinquante-quatre de France – est [illegible]. Tous les points [illegible] de la Ville Lumière sont [illegible] par cette mode alimentaire ; c'est la petite [illegible] de la bouffe.

Jean-Claude Ribaut

Les croûtons

Prête à [illegible] et plutôt relevée : telle est la toute nouvelle soupe à l'oignon que vient de signer Alain Senderens pour Carrefour. Pour lui donner un style personnel, le chef de Lucas-Carton n'a pas molli sur la sauce worcestershire. De quoi piquer la curiosité des consommateurs autant que leur palais. Mais les [illegible] ont [illegible] : pour accompagner cette nouvelle soupe à l'oignon, le compositeur du potage propose un accompagnement on ne peut plus classique : « *Du fromage râpé [illegible] de pain.* »

De ces deux garnitures, il en est une qui revient [illegible] dans la plupart des potages, qu'ils [illegible] à la tomate, aux poireaux ou aux asperges : c'est un petit dé de pain frit. Le Larousse gastronomique, dans son édition de 1938, [illegible] l'usage de [illegible] basique aux soupes. C'est que l'objet à cette époque, loin d'être banalisé, était parfois fort ouvragé. Sous le règne d'Escoffier, le croûton ne [illegible] pas [illegible] le prêt-à-porter mais dans la haute couture. Avec le poulet Marengo ou la blanquette de veau, il était ainsi d'usage de le ciseler en forme de cœur. Epinards et œufs brouillés [illegible] droit à leurs croûtons taillés en dents de loup, tandis que ceux en forme de losange devaient, [illegible] les règles de l'art [illegible] garnir les poissons apprêtés « à la [illegible] ».

Si de tels [illegible] font aujourd'hui sourire, que dire de l'usage (qui paraissait déjà fort désuet dans cette fin des années [illegible]) des croûtons en riz ? Longuement cuit à l'eau salée, puis broyé au mortier, le riz, façonné en pâte, était [illegible] au couteau. Les traiteurs de l'époque [illegible] la plupart du [illegible] de riz pour servir de support à de grosses pièces froides ou chaudes, allant du poisson à la volaille. Si l'on [illegible] aujourd'hui d'utiliser le terme un peu vieillot de « croûtonner » dans cette profession, c'est pour indiquer que l'on dispose autour d'un plat des croûtons que l'on a moulés à l'emporte-pièce dans de la gelée. Pas franchement de la nouvelle [illegible] !

L'humble petit croûton frit, quant à lui, est [illegible] longtemps d'usage domestique, taillé le plus souvent dans du pain un peu [illegible]. En 1973, l'entreprise Gesnoin, en Normandie, obtient de l'Institut international des brevets, à La Haye, un « [illegible] de nouveauté », véritable reconnaissance de son inventivité pour [illegible] la première entreprise à songer à industrialiser la fabrication du croûton. Si l'entreprise familiale persiste dans le croûton, elle a été rejointe sur ce filon par des fabricants de biscottes comme Albatros ou de chips comme Vico ou Flodor. En [illegible], plus de 40 millions de [illegible] de croûtons ont ainsi trouvé preneur dans la population française. Dernier enjeu dans ce secteur ? L'aromatisation. Flodor, [illegible] ses [illegible] parfumés « lardons et oignons » ou « ail et fines herbes », se targue d'en assurer une aromatisation extérieure « *pour une [illegible] diffusion des saveurs dans le potage* ». Il y a comme un rêve qui s'en va en fumet…

Guillaume Crouzet

★ Entre 4 F et 5 F [illegible] (0,60 à 0,76 euro) le [illegible] 75 g environ.

BOUTEILLE

AOC quarts-de-chaume

Château de Suronde 1996

La dénomination de ce vin a pour origine l'usage seigneurial qui autorisait le propriétaire des terres à recevoir pour loyer « *les meilleurs quarts de la récolte, pendante sur le [illegible] du côté exposé au midi* ». C'est l'exposition et la sensibilité au vent dominant qui favorisent la précocité de la végétation et permettent de vendanger des raisins en état de surmaturité naturelle, par concentration, ou parfois botrytisés, c'est-à-dire atteints par la « pourriture noble », comme à Sauternes, provoquée par les brouillards matinaux du Layon. Le Château de Suronde, entièrement consacré au chenin, repose sur [illegible] gréseux, un facteur de qualité de l'appellation. Un soin particulier est appliqué à la culture, sans insecticides et sans produits de synthèse. Les vendanges sont manuelles et par tries successives (huit en [illegible] !). Les rendements sont faibles : 16 hectos à l'hectare en [illegible]. La vinification évite la chaptalisation et [illegible] levurage ou enzymage. Le résultat est un vin somptueux à la robe jaune soutenu, aux arômes de pain d'épices, de tilleul et d'agrumes, ample et miellé en bouche, mais qui [illegible] le caractère minéral et la fraîcheur typique du cépage chenin. A boire en apéritif, entre 12 et 14 °C, en prenant soin de le mettre en carafe une heure au moins avant de le déguster.

Château de Suronde [illegible] : 158 F (24,08 euros) la bouteille [illegible] cl).

■ [illegible] Poirel, vigneron, [illegible] Rochefort-sur-Loire. Tél. : [illegible] 37 ; télécopie : 02-41-78-68-90.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

A LA CLOCHE D'OR

■ Une vieille adresse rayée [illegible] retour après un changement de propriétaire. Bernard Blier et ses copains y tenaient leurs quartiers nocturnes. Le [illegible] en pot et la [illegible] au chocolat en terrine ont disparu, mais les [illegible] y trouveront toujours les escargots de Bourgogne, le saucisson de Lyon pommes à l'huile, le pot-au-feu du lundi, la gibelotte de lapin, le coq au vin ou le filet au poivre. La soirée [illegible] à l'heure du souper – à partir de 23 heures –, quand les noctambules [illegible] appétit. Service jusqu'à 5 heures du matin ! Formules du jour : 58 F et [illegible] (8,84 et 12,19 euros) (salade, plat du jour, vin au déjeuner). Le soir : 125 F (19,05 euros) (jusqu'à 22 h30) et 165 F (25,15 euros). A la carte, compter [illegible] F (38,10 euros).

★ 3, rue Mansart, 75009 Paris. Tél. : 01-48-74-48-88. Ouvert le midi et de 19 h30 à 5 heures du matin. Fermé samedi midi et dimanche.

GILDO

■ Nous aimons l'atmosphère feutrée de [illegible] bonne table d'Italie, en souvenir peut-être d'une époque où les [illegible] italiens offraient une cuisine convenue. [illegible] se distinguait déjà par l'excellence de ses antipasti, le moelleux des artichauts à la romaine, des charcuteries fines et abondantes. Gianfranco Ugolini a su maintenir cette bonne ambiance et met un point d'honneur à préparer, à la commande, l'un des meilleurs [illegible] à l'encre de [illegible] qui [illegible] à [illegible]. Onctueux, [illegible] reux, point trop cuit ni crémeux, respectueux de la puissante saveur iodée, il est un [illegible] en soi. [illegible] l'agneau de lait à la romaine qui figure sur la carte jusqu'à Pâques, on pourra se [illegible] préparations de pâtes, au demeurant excellentes, et goûter, [illegible] moins, le merveilleux sabayon au marsala. Bon choix de vins italiens et français. Accueil malicieux et prévenant. Menu : 149 F (22,71 euros) (déj.). A la carte, compter [illegible] F (38,10 euros).

★ 158, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 01-45-51-54-12. Fermé dimanche et lundi midi.

LE JANISSAIRE

[illegible] est la transcription phonétique du [illegible] arabe *mâza*, qui signifie « *déguster par petites bouchées en donnant aux parfums le temps qui leur est nécessaire pour imprégner les papilles gustatives afin de jouir de [illegible] la palette des saveurs d'un [illegible]* », nous dit Rudolf El Khaled dans un ouvrage passionnant publié par Actes Sud (*Le Mezzé libanais*, 126 pages, 108 F (16,46 euros)). Chez les Turcs, *mezzé* signifie table, et par extension désigne les multiples raviers qui la recouvrent. On le trouve à Paris, au Janissaire, décoré de métal ciselé, [illegible] de lin blanc et vitraux colorés. On y sert le *mezzé* chaud (*berek*, roulé au fromage ; *beyin tava*, cervelle en beignet ; *imam bayildi*, aubergine farcie), ou bien le *mezzé* froid, [illegible] la cohorte des charcuteries, le caviar d'aubergine, les œufs de cabillaud, la [illegible] de calamars. Les viandes de mouton et de bœuf, grillées hachées ou bien mijotées, sont accompagnées d'aubergines et de yoghourt. Les desserts [illegible] faits de cheveux d'ange au miel et de pistache. Compter 130 F (19,81 euros) environ.

■ 22-24, [illegible] Vivaldi, 75012 Paris. Tél. : 01-43-40-37-37 (accès par le 183, avenue Daumesnil). Tous les jours.

Brasserie

LA RÔTISSERIE DU BEAUJOLAIS

■ Alain Robert dirige avec bonhomie cette brasserie au service continu de midi à minuit, qui fêtera bientôt son dixième anniversaire. Propriété de Claude Terrail, l'établissement n'a rien de commun [illegible] célèbre voisin, La Tour d'argent. On y déguste une aimable cuisine beaujolaise, les gâteaux de foies blonds, le pied de cochon au saint-pourçain, des volailles et viandes à la broche, poulets, cailles, canards et entrecôtes, sans omettre les classiques du genre, les harengs pommes à l'huile et le saint-marcellin de la mère Richard, que l'on accompagne des vins de Georges Dubeuf. A la carte, compter 250 F (38,10 euros).

★ 19, quai de la Tournelle, 75005 Paris. Tél. : 01-43-54-17-47. Ouvert tous les jours du midi à minuit. Fermé le lundi.

Jean-Claude Ribaut

Renseignements Publicité : ☎ 01.42.17.39.40 (Fax : 01.42.17.39.25)

PARIS 2e
Histoire et Plaisirs de la table
MENUS 156F, 178 F
TOUT COMPRIS - AVEC FOIE GRAS MAISON
TÉL. 01 42 36 45 38

PARIS 6e
Yugaraj
Spécialités Indiennes
A midi Delhi-Express 130 F
Carte environ 180 F à 190 F

PARIS 6e
La Chope d'Alsace
Menu [illegible] F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6e
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 6e
LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de [illegible] artistique et [illegible]
Menu midi 55 F, 100 F et Carte 90/120 F - 41, rue Monsieur Le Prince
01.43.26.95.34 - O.T.J. jusqu'à 0h30

PARIS 7e
LA TERRASSE
Face à l'Ecole [illegible] qualité et tradition
180 F (vin et café compris)
Menu prestige à 215 F
Gibiers

PARIS 7e
LES MINISTERES
Menu 175 F apéritif et vin compris
30, rue du Bac - Tél. [illegible]

PARIS 7e
La Poule au Pot
Poule au pot, Andouillette [illegible]
Croustillant poire et chocolat...
121, rue de l'Université - 01.47.05.16.36

PARIS 6e
KALIMNOS
LE NOUVEAU RESTAURANT GREC
Soirées animées au bouzouki.
Tél. : 01 45 [illegible] 63 - 7/7

PARIS 7e
LE BOURBON
"Ses confits, magrets, cassoulet et choucroutes. [illegible] bouillabaisse, poissons frais et fruits de mer..."
Menu 162 F, Menu Gastro 185 F et Carte
1 place du Palais Bourbon.
Tél. : 01.45.51.58.27 - Jusqu'à [illegible]

PARIS 12e
LE LYS D'OR
Menus variétés 98 F, Menu 139 F et Carte 150 F
2, rue de Chaligny 01.44.68.98.88

PARIS 14e
AU MOULIN VERT
À 5 minutes de la Porte de Versailles, cette accueillante chaumière propose un menu-carte exceptionnel à 185 F, kir maison, vin et café compris. Douze entrées (terrine de foie [illegible], saumon mariné ...), un grand [illegible] poissons
En semaine menu "express-midi" à 109 F.
Ouvert TLJ - Métro ALÉSIA

PARIS 15e
A TIPAZA
COUSCOUS - TAGINES
GRILLADES AU FEU DE BOIS
155, rue Saint Charles
01.45.54.01.17 - Ouvert T.L.J.

Baisse des températures

MERCREDI, avant le retour à un temps plus sec et plus froid pour le début février, il nous faudra encore voir défiler quelques perturbations pluvieuses et venteuses sur le pays. Le vent sera particulièrement fort en Méditerranée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Du Calvados à l'Anjou, le soleil brillera généreusement [illegible] que [illegible] nuages d'altitude ne lui fassent de l'ombre. En Bretagne et sur le [illegible] nantais, [illegible] s'épaissiront en matinée, annonçant de la pluie pour la soirée. Il fera de [illegible] 11 degrés.

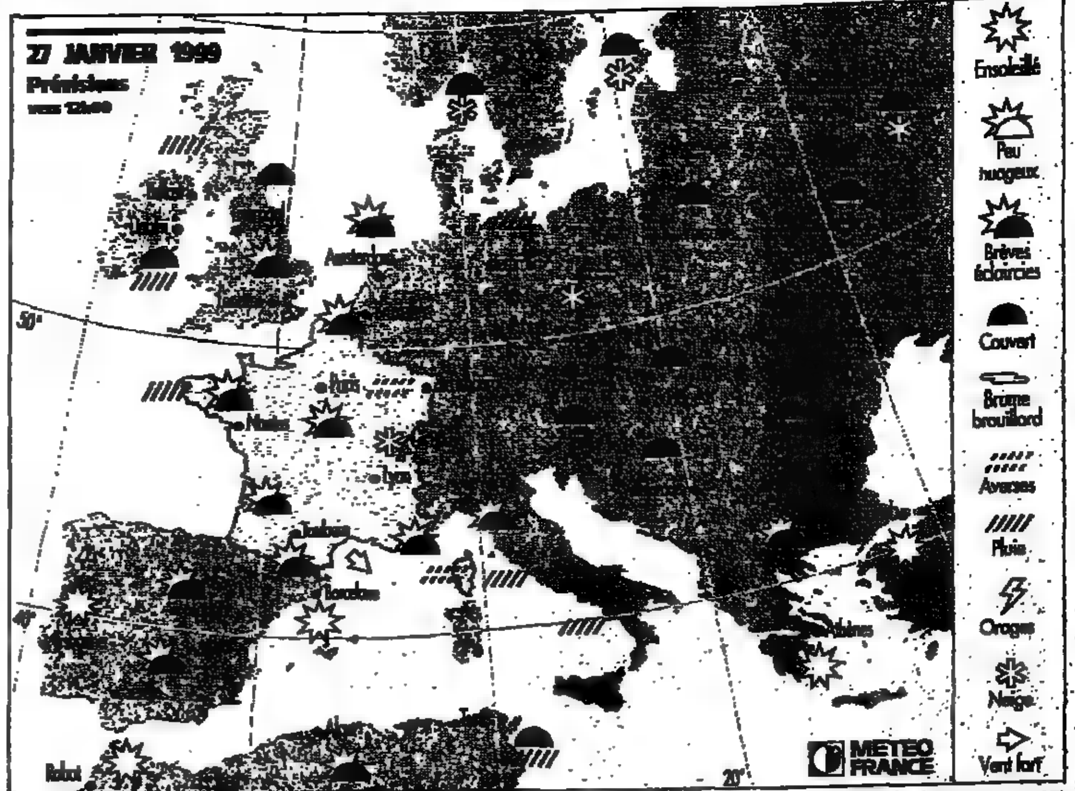
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Quelques averses affecteront [illegible] régions limitrophes de la [illegible] belge, [illegible] flocons sur [illegible] Ardennes. Ailleurs, le [illegible] présent. Il fera de 6 à 9 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les Alsaciens, Lorrains et Franc-Comtois se réveilleront sous la pluie et le vent, puis verront arriver le ciel changeant qui [illegible] en Champagne [illegible] en Bourgogne. Il neigera à partir [illegible]. Températures [illegible] 7 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le [illegible] réservera ses [illegible] à la [illegible] Charentes, mais des [illegible] feront leur apparition dans l'après-midi. [illegible] aquitain, après [illegible] la pluie, connaîtra une amélioration. Il neigera à partir [illegible] sur les Pyrénées. Il [illegible] degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Le passage pluvieux de la [illegible] peu à peu [illegible] l'est [illegible] plus [illegible] l'arc alpin l'après-midi (neige [illegible] mètres). [illegible] l'ouest, un temps plus serein se mettra en place. Températures entre 6 et 9 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, [illegible]. – Le [illegible] le ciel du littoral, malgré un risque [illegible] en Corse. [illegible] le [illegible] plus mitigé. Il fera de 10 à 1[illegible] degrés.



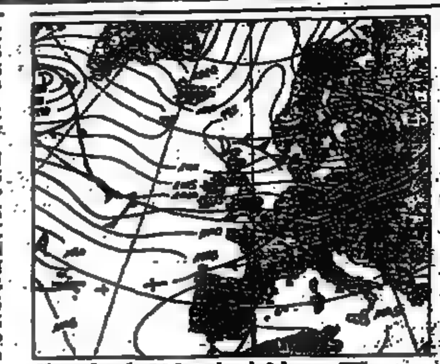
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉGYPTE.** À une vingtaine de kilomètres de l'aéroport du Caire, l'hôtel Conrad International (619 chambres surplombant le Nil) qui ouvrira ses portes le 1er février, accepte dès à présent les réservations à un tarif spécial de 130 euros (852 francs) pour une chambre standard et 175 euros (1 150 francs) pour les chambres de catégorie supérieure. Ces deux tarifs hors TVA sont proposés pour [illegible] séjours compris entre le 1er février et le 31 mai. Réservations au 00-20-2-576-9399.

■ **CANADA.** La compagnie aérienne Canada [illegible] propose à compter du 12 juin, au départ de Roissy, un vol hebdomadaire direct à destination de Moncton, au Nouveau-Brunswick. Située sur la côte atlantique, à l'est du Québec, cette province est le pays des Acadiens, de la romancière Antonine Maillet et… du homard. A partir de 2 640 F (402 euros) A/R. Renseignements au 03-44-54-30-00.

PRÉVISIONS POUR LE 27 JANVIER 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	[illegible] N	KIEV	-4/0 C	VENISE	1/7 C	[illegible]	13/19 C
				POINTE-A-PIT.	21/27 P	LISBONNE	[illegible]	VIENNE	0/3 C	MARRAKECH	6/17 S
				ST-DENIS-RÉ.	[illegible] C	[illegible]	3/10 C	**AMÉRIQUES**		[illegible]	14/27 S
				EUROPE		LONDRES	[illegible]	BRASILIA	[illegible] N	PRETORIA	19/28 N
				AMSTERDAM	3/6 N	LUXEMBOURG	-2/3 C	BUENOS AIR.	[illegible] C	[illegible]	9/15 N
FRANCE métropole		[illegible]	[illegible] P	ATHENES	[illegible]	MADRID	2/14 S	[illegible]	[illegible] S	[illegible]	10/17 C
AJACCIO	[illegible] P	NANTES	[illegible] N	BARCELONE	7/14 S	[illegible]	[illegible]	CHICAGO	[illegible] S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	[illegible] P	NICE	[illegible]	BELFAST	0/9 P	MOSCOU	-5/-1 C	[illegible]	19/23 N	[illegible]	27/34 N
BORDEAUX	[illegible] N	[illegible]	4/7 N	BELGRADE	-1/4 C	MUNICH	-6/1 P	[illegible]	9/13 S	BOMBAY	[illegible] S
BOURGES	4/7 N	[illegible]	[illegible] C	BERLIN	-1/3 P	NAPLES	[illegible] P	[illegible]	[illegible] S	DJAKARTA	[illegible] P
BREST	7/11 P	[illegible]	8/13 N	BERNE	-7/-2	[illegible]	-8/-4 C	MONTREAL	[illegible] C	DUBAI	[illegible] S
CAEN	[illegible]	[illegible]	6/9 N	BRUXELLES	[illegible]	[illegible]	7/16 S	NEW YORK	0/5 S	HANOI	22/25 C
[illegible]	[illegible] N	ST-ETIENNE	2/6 P	BUCAREST	[illegible] C	[illegible]	-2/0	SAN FRANCS.	[illegible] S	HONGKONG	[illegible]
[illegible]	[illegible] P	STRASBOURG	[illegible] P	BUDAPEST	-2/1 C	ROME	3/13 P	SANTIAGO/CHI	[illegible] S	JERUSALEM	[illegible] N
[illegible]	[illegible] P	TOULOUSE	5/11 N	COPENHAGUE	1/3 C	SEVILLE	5/16 N	[illegible]	[illegible] N	[illegible] DEHLI	8/20 S
GRENOBLE	[illegible] P	TOURS	4/7 N	DUBLIN	[illegible]	[illegible]	[illegible]	WASHINGTON	-4/12 N	PEKIN	-6/2 S
LILLE	3/7 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	[illegible] P	ST-PETERSB.	-14/-11 C	**AFRIQUE**		SEOUL	-4/5 S
LIMOGES	[illegible] N	[illegible]	[illegible] P	GENEVE	[illegible] P	STOCKHOLM	-8/-2 C	ALGER	10/17 S	[illegible]	[illegible] P
LYON	[illegible] P	FORT-DE-FR.	[illegible] N	HELSINKI	-13/-10 C	TENERIFE	[illegible] C	[illegible]	[illegible] N	SYDNEY	21/25 P
MARSEILLE	[illegible] N	[illegible]	[illegible] P	ISTANBUL	[illegible] S	VARSOVIE	-1/2 C	KINSHASA	22/30 P	TOKYO	5/11 N


Situation le 26 janvier à 0 heure TU

Prévisions pour le 28 janvier à 0 heure TU

PRATIQUE

Les droits du citadin menacé de préemption ou d'expropriation

QUE FAIRE lorsqu'on [illegible] sommé [illegible] céder son [illegible] alors qu'on n'a pas l'intention de s'en séparer ? *« J'ai reçu la visite de deux envoyés de la communauté urbaine pour m'informer de [illegible] expropriation prochaine : [illegible] maison devait être détruite pour élargir l'avenue. Après expertise [illegible] Domaines, qui [illegible] m'a été communiquée qu'oralement, on m'a offert – toujours de vive voix – 1 100 000 francs pour mes 1 220 mètres carrés de terrain, sur lequel [illegible] trouvaient deux pavillons de 150 mètres carrés chacun, séparés par un jardin. Ce prix couvrait l'achat des deux maisons, mais pas du terrain constructible, qui ouvrait [illegible] deux rues »*, [illegible] Yves.

« L'argument [illegible] qu'au prix du terrain je [illegible] trouverais [illegible] d'acheteur ! J'ai répondu que je n'étais pas vendeur. On m'a aussi objecté qu'on [illegible] pouvait m'offrir davantage, [illegible] il fallait économiser l'argent [illegible] contribuable. Cela [illegible] bien, car je [illegible] voulais [illegible] de [illegible] argent, je [illegible] chez moi. » Après s'être renseigné à la mairie, auprès de la commission d'urbanisme, et avoir consulté un avocat, Yves a [illegible] réaliser sa propre expertise (coût : [illegible] 600 francs, 548,78 euros) et signalé à la communauté urbaine qu'il ne recevrait plus [illegible] et que [illegible] devait [illegible] passer par courrier… Trois mois plus tard, on lui a fait [illegible] proposition par écrit, [illegible] insuffisante. Après de nouvelles négociations, il a [illegible] 2 450 000 francs (373 475 euros), amputés [illegible] tion des deux maisons, 80 000 [illegible] (12 195 euros).

D'autres [illegible] eu moins de chance. [illegible] après avoir [illegible] studio pour 180 000 francs (27 439 euros) [illegible] une commune de la banlieue parisienne, Gilbert C., qui avait [illegible] difficultés financières, a trouvé un acquéreur pour 150 000 francs (22 865 euros). Malheureusement, il avait compté [illegible] le droit de préemption de la municipalité, qui lui a proposé… 80 000 francs ! (12 [illegible] euros). La mairie, qui avait un projet de réali[illegible] d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) dans le secteur, avait en effet un *« droit de préemption »* lui donnant priorité pour l'achat de tout [illegible] dans ce périmètre. Il ne [illegible] plus à [illegible] qu'à [illegible] à la [illegible].

S'il [illegible] été mieux informé, il aurait pu contrer ce mauvais coup. Dès la publication des actes instituant la préemption et avant de mettre en vente son appartement, il aurait dû faire réaliser une expertise et user [illegible] *« droit de délaissement »* en adressant une offre d'acquisition à la mairie, au prix souhaité. La mairie aurait alors disposé de deux mois pour lui faire savoir si elle acceptait son prix ou lui faire une proposition inférieure. Gilbert aurait à son tour eu deux mois pour répondre. En cas de désaccord, la mairie n'aurait eu alors que quinze jours pour saisir le juge afin qu'il fixe la valeur définitive du bien. Sans [illegible] les quinze jours, le propriétaire peut mettre librement l'appartement en vente, au prix indiqué dans sa déclaration.

En matière d'expropriation ou de préemption, on a toujours intérêt à faire [illegible] un état [illegible] lieux [illegible] une estimation de [illegible] propriété. L'expertise doit être [illegible] plus complète possible [illegible] comporter [illegible] éléments de comparaison pour contester les estimations de la mairie, et ultérieurement, s'il y a lieu, se défendre devant le juge de la préemption et de l'expropriation : [illegible] située, [illegible] état que telle autre pour laquelle un montant a été alloué… Il ne faut pas non plus perdre de vue la destination de son terrain, et faire le calcul du promoteur : par exemple, à l'emplacement de la maison, il s'élèvera un immeuble de cinq étages, soit trente appartements… Plusieurs jugements ont ainsi réévalué des terrains agricoles situés en limite de zone urbanisée à Combs-la-Ville (Seine-et-Marne).

La victime ne doit pas rester isolée. *« Il faut parler à ses voisins, voir s'ils ne sont pas dans le même cas »*, conseille Me Olivier Chazoule, coauteur avec Louis Bachoud du *Guide des droits du citadin contre les abus de l'urbanisme* (Seuil). Paradoxalement, [illegible] avocat ne préconise le recours aux tribunaux qu'en dernier ressort, après avoir épuisé toutes [illegible] possibilités : *« seulement 15 % à 20 % des dossiers font l'objet d'un jugement »*.

On peut [illegible] une association qui permet de [illegible] les [illegible] d'expertise et d'avocats. Divisés par dix, [illegible] 12 000 francs (1 830 euros) d'honoraires d'un juriste spé[illegible] reviennent à 1 200 francs (183 euros) [illegible] personne. L'asso[illegible] constitue un groupe de pression : *« Dans une ville de 10 000 habitants, avec [illegible] 000 inscrits sur les listes électorales et 3 500 votants en moyenne, le maire est élu avec 300 voix d'avance. Il suffit de faire signer une pétition par 400 personnes »*, indiquent les auteurs du guide. Ils donnent la marche à suivre : distribution de tracts, lettres aux députés, contacts avec les médias locaux et régionaux.

Enfin, au-delà de ces considérations électorales, l'association peut aider à se procurer les documents utiles (plan d'occupation des sols, études statistiques concernant la circulation, l'aménagement, le transport) auprès des [illegible] sources : le [illegible] la commune, le [illegible] départemental du cadastre, la direction départementale de l'équipement, la chambre de commerce et d'industrie. L'association s'entourera de spécialistes pour proposer un contre-projet. *« Lorsqu'on rencontre [illegible] employés des services [illegible]niques de la ville, il faut se faire accompagner d'experts (architectes par exemple)*, recommande Olivier Chazoule. *On accède ainsi au rang d'interlocuteur compétent avec lequel il faut compter. »*

Michaëla Bobasch

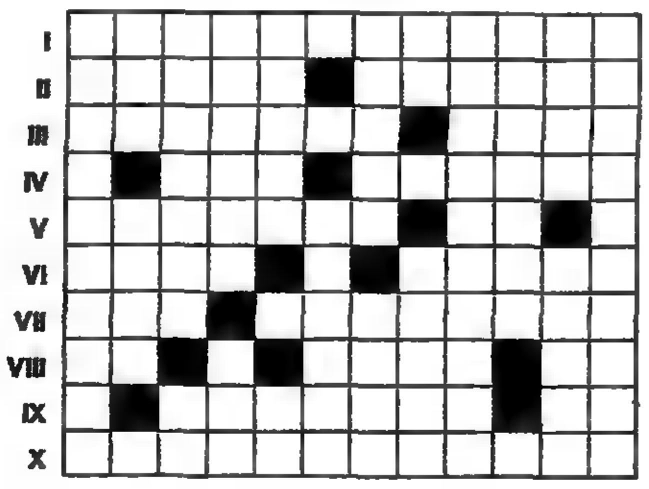
A lire

● *Guide des droits du citadin contre les abus de l'urbanisme* par Louis Bachoud et Olivier Chazoule, Seuil, 256 p., 95 F (14,48 euros). Lorsque l'on est menacé d'alignement, d'expropriation ou de préemption, on a bien du mal à déjouer les pièges, à utiliser à son avantage les ressources de la procédure, et on ne songe même pas à faire annuler le plan d'occupation des sols. Ce livre [illegible] comment se procurer des [illegible] qu'on vous refuse et aide à décrypter le [illegible] : « [illegible] publique, [illegible] *d'intention d'aliéner, surface habitable, surface hors œuvre brute ou [illegible] coefficient d'occupation [illegible] sols.* » Il explique comment constituer [illegible] et dans quel but.

● *Code de l'urbanisme* : articles L. 210-1 à 11 et R. 213-8 à 21.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99023



HORIZONTALEMENT

I. Bon gré, mal gré, il participe à la vie collective. – II. Interdit. Qui ne mènera à rien. – III. Rapides à agir. *D'un auxiliaire.* – IV. [illegible]nel. [illegible] sur le coin du feu. – V. Touchée à la tête. Au départ de la rivière. – VI. N'a [illegible] pour réussir. Taches à la naissance. – VII. [illegible] blancs font [illegible]. Maquillée pour passer plus facilement. – VIII. Prend [illegible]. *Réfractaire à* [illegible] les ordres. [illegible] luxure en plein cœur. – IX. Trois plans pour faire [illegible] figure. En [illegible] et [illegible] fermeture. – X. Mises dans la gêne.

VERTICALEMENT

1. Censure et travail au noir dans la presse. – 2. Pour [illegible] l'appel. [illegible] découvert en partant. – 3. Frappe l'acte [illegible] cas [illegible] vice. Sanctionne les bons résultats. – 4. Ouverture en campagne. Unit [illegible] à la Thaïlande. – 5. A [illegible] longtemps le ménage à l'intérieur. Sortir à la fin. – 6. S'attaquer au superflu corporel. – 7. Réservoir d'aptitudes. Mouvement qui finit [illegible] devenir surréaliste. – 8. Dans une suite. Petits, ils [illegible] forts. – 9. Apportent leurs garanties dans les affaires. – 10. Un [illegible] lourd, il n'a pas le sens artistique. – 11. Bien ou mal, [illegible] dépend de [illegible]. Blessée de l'intérieur. – 12. Tournés en dehors.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99022

HORIZONTALEMENT

I. Plateau-repas. – II. Réversion. Cl. – III. Opéras. Banal. – IV. Gin. [illegible] Are. – V. Roi. Lutte. In. – VI. Etriers. Grec. – VII. Se. LSD. Réuni. – VIII. Cl. Idées. – IX. Inférera. Eau. – X. Francs-alleux.

VERTICALEMENT

1. Progressif. – 2. Lépiote. Nr. – 3. Avenir. CFA. – 4. Ter. [illegible] – 5. Erables. [illegible] – 6. Assourdies. – 7. Ui. BTS. Dra. – 8. Robot. Real. – 9. ENA. Egée. – 10. Na. [illegible] – 11. Acarien. Au. – 12. Silencieux.

SCRABBLE®

PROBLÈME N° 106

Le troisième mot

Tirage : E E O R R U V.

a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.

b) Avec ce même tirage, trouvez cinq mots de [illegible] lettres, [illegible] un nonuple, en le complétant [illegible] cinq lettres différentes appartenant à l'un [illegible] placés sur la grille.

N. B. [illegible] avez trouvé [illegible] solution, effacez-la avant [illegible] continuer.

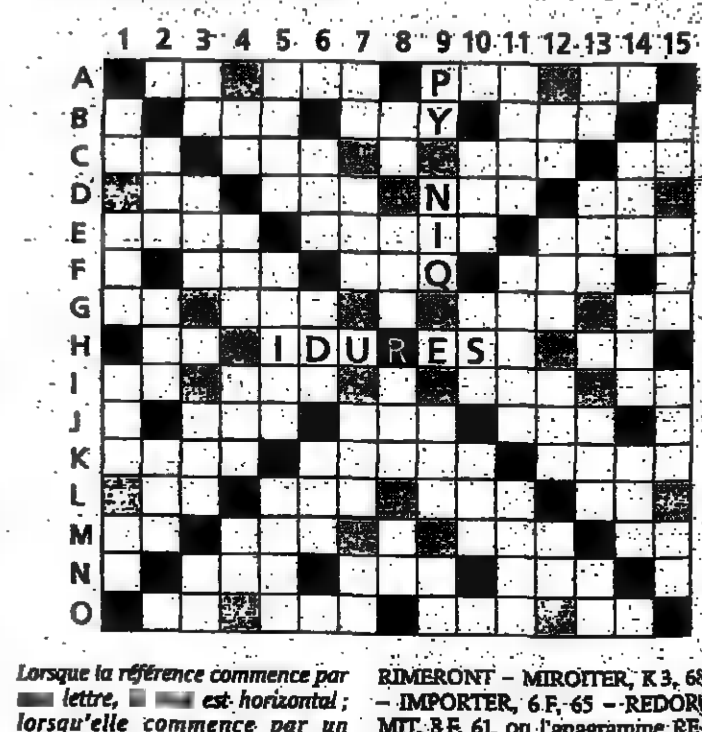
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) D E F I I J N : trouvez un sept-lettres. A C [illegible] O V Y : trouvez un sept-lettres.

[illegible] *Le Monde* du [illegible].

[illegible] du problème n° 105 paru dans *Le Monde* du 20 jan[illegible].

Chaque [illegible] localisée [illegible] la grille par [illegible] référence se rapportant à sa première lettre.



Lorsque la référence commence par [illegible] *lettre,* [illegible] *est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.*

a) MIJOTER, A 8, 48.

b) MORTIER, 3 I, 89, en collante à gauche de CARIANTE.

c) MORUTIER, B 7, 68 – MIRERONT, E 4, 86, ou l'anagramme RIMERONT – MIROITER, K 3, 68 – IMPORTER, 6 F, 65 – REDORMIT, 8 E, 61, ou l'anagramme REMORDIT.

d) VIDEURS – VIDURES (d'un animal tué) – CYNIQUE – PYCNIQUE, *tout en rondeur.*

Michel Charlemagne

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

URBANISME **Au moment [redacted] l'armée abandonne la base navale de Lorient, plusieurs villes de la côte atlantique [redacted] demandent que faire des énormes constructions militaires qu'édifia l'armée allemande à partir de 1941, et dont la démolition coûterait beaucoup trop cher. Les municipalités de Saint-Nazaire et de Lorient tentent de tirer parti de cet héritage funeste. ■ À LORIENT, un [redacted] d'idées [redacted] été lancé. Les candidats doivent organiser leur projet autour de cinq pôles : plaisance, pêche, archéologie sous-marine, sécurité en mer et stratégie maritime, chacun devant [redacted] une facette ludique [redacted] muséographique, une autre tournée vers la technologie [redacted] la recherche, [redacted] une troisième économique. Le jury doit [redacted] réunir [redacted] juillet. ■ À SAINT-NAZAIRE, pour réaménager le bunker qui occupe le centre de la cité, un architecte barcelonais conçoit logements, marché et exposition-spectacle.**

Deux cités maritimes face aux colosses du mur de l'Atlantique

Retrouver [redacted] mer par-delà les masses de béton des anciennes bases navales allemandes et aménager ces espaces représente pour Lorient et Saint-Nazaire le principal défi urbain des prochaines années

LORIENT et SAINT-NAZAIRE
de notre envoyé spécial

A Saint-Nazaire, l'« aérolithe » mesure 300 mètres de long sur 100 de large. Il est posé au centre de la cité. Ce lugubre mur de 20 mètres de haut est un [redacted] majeur pour découvrir [redacted] mer. A Lorient, les blocs sont légèrement moins volumineux, mais ils sont trois [redacted] s'échelonner sur le littoral à Kéroman, où [redacted] occupent plus [redacted] 5 hectares au sol. Là encore, ils bloquent le développement de la ville le long de la rade.

Ces [redacted] impressionnants [redacted] la [redacted] guerre. Ces ouvrages militaires, [redacted] plus importants jamais [redacted] par le IIIe Reich, abritaient [redacted] de sous-marins que l'amiral Doenitz lança, pendant quatre [redacted], contre les [redacted] qui [redacted] l'Atlantique. Leur [redacted] en un temps record fut un exploit. Leur localisation, une catastrophe pour les [redacted] ils étaient implantés. Systématiquement pilonnées par l'aviation anglo-américaine, [redacted] cités n'étaient plus, en 1945, que champs [redacted] ruines, [redacted] que les bunkers géants, intacts, [redacted] décombres [redacted] leur masse écrasante.

La paix revenue, on [redacted] demandé [redacted] ces sinistres citadelles. La Marine [redacted] occupa deux – Lorient [redacted] Brest ; les [redacted] plus [redacted] moins abandonnées, servirent, au mieux, d'entrepôts. Aujourd'hui, au moment [redacted] des [redacted] de [redacted] se retire de Lorient, la [redacted] tion est posée [redacted] nouveau : comment utiliser ces vestiges monstrueux, [redacted] certains voient une sombre poésie ?

Brest reste dans le giron [redacted] la Marine nationale. [redacted] n'y [redacted] toujours [redacted] réponse pour La [redacted] (La [redacted] et [redacted]. En revanche, les municipalités de [redacted] Nazaire et [redacted] Lorient tentent de tirer parti [redacted] héritage funeste. [redacted] pourquoi ne [redacted] simplement [redacted] détruire ? Le coût d'une [redacted] opération fait [redacted].

[redacted] Lorient, il est [redacted] 200 millions [redacted] (30,49 millions d'euros) – « [redacted] *qui, avant même d'avoir bougé* [redacted] *petit doigt,* [redacted] *terriblement* [redacted] *prix* [redacted] *foncier* », indique Jean-Yves Le Driant (PS), président du district des pays de Lorient. A Saint-Nazaire, cette destruction a été chiffrée entre 100 et 200 millions [redacted] (15,24 et 30,49 millions d'euros). « [redacted] *est incertaine* [redacted] *surprises sont toujours possibles : les Allemands ont ferraillé* [redacted] *béton en utilisant* [redacted] *rails de* [redacted] *ferrée* [redacted] », explique Joël [redacted] teux [redacted] maire de la ville.

MICHEL [redacted]

La base de sous-marins bâtie par les Allemands en 1941 à Lorient a été mise en vente en [redacted] *le* [redacted] *de la défense.*

UN « CONCOURS D'IDÉES »

Qu'en [redacted] alors ? [redacted] sont diverses selon l'implantation des bases. A Saint-Nazaire, le bunker est au cœur de la cité mais, depuis [redacted] guerre, c'est [redacted] friche. A Lorient, au contraire, les alvéoles [redacted] béton sont plus [redacted] l'écart du centre-ville et ont été utilisées, sans interruption, jusqu'en février 1997. Pour leur redonner un usage, le district a donc lancé, début janvier, un concours [redacted] d'idées. Il [redacted] les 26 [redacted] de la base [redacted] et 120 [redacted].

[redacted], depuis le départ de la [redacted] nationale, [redacted] entrepreneurs locaux ont demandé, et obtenu, l'occupation de parcelles de la [redacted]. Plastimo, une [redacted] d'accastillage (fourniture d'équipements pour bateaux), a transformé l'ensemble du bunker numéro 2 en [redacted] de stockage et [redacted]. Un tel concours [redacted] il nécessaire, pourquoi [redacted] agir [redacted] façon pragmatique ? « *A travers* [redacted] *concours, nous* [redacted] *entrepris une réflexion* [redacted] *d'envergure. Lorient est* [redacted] *retranchée derrière une façade portuaire qui la prive* [redacted] *front* [redacted] *mer,* [redacted] *le remodelage envisagé* [redacted] *l'avenir des dix-sept communes du district* », explique Jean-Yves Le Driant. [redacted] avaient déjà [redacted] par le district, [redacted] d'ouvrage du projet. [redacted] portaient sur la possibilité d'une [redacted] la [redacted] dans le [redacted] de la navigation [redacted] plaisance, du loisir culturel et [redacted] l'industrie. Une société, Partenaire Développement, a été chargée [redacted] faire [redacted] synthèse [redacted] ces propositions et de lancer le [redacted].

Les candidats auront à plancher sur cinq thèmes : la plaisance, la pêche, l'archéologie sous-marine, la sécurité en mer et la stratégie maritime. Chacun d'entre [redacted] devra [redacted] une facette ludique et muséographique, une [redacted] tournée vers la technologie [redacted] la recherche et une troisième plus strictement économique. L'ambition, [redacted] le voit, n'est pas mince.

LA VILLETTE [redacted] DISNEYLAND [redacted]

« *Ces pôles doivent se développer sur* [redacted] *ans, à* [redacted] *différentes, et* [redacted] *occuperont des espaces iné*[redacted] », explique le président du district, qui suit personnellement l'opération. Pour lui, le pôle plaisance a [redacted] pris forme avec la pré[redacted] de Plastimo [redacted] celle de deux navigateurs réputés, Alain Gauthier [redacted] Franck Camas, dont [redacted] multicoques [redacted] trouvé [redacted] un mouillage [redacted] de réparation. « *Nous sommes sur les rangs,* ajoute Jean-Yves Le Driant, *pour accueillir l'espace Tabarly, que* [redacted] *du marin veut créer,* [redacted] *qui regrouperait les six* Pen-Duick, *un centre de formation pour les jeunes, une école d'architec*[redacted] *navale et* [redacted] *bibliothèque maritime.* » Le voilier Tonnerre, [redacted] implanté [redacted] Lorient, pourrait compléter ce pôle [redacted] un centre [redacted] recherche sur les matériaux composites. « *Mais là, je rêve* », avoue le député breton.

Le pôle stratégie maritime serait essentiellement ludique : [redacted] public pourrait assister, grâce à l'électronique, [redacted] la reconstitution de grandes [redacted] navales ou suivre l'évolution des routes maritimes, celles du passé comme celles de demain. [redacted] pêche peut [redacted] s'appuyer sur l'activité du port, dont [redacted] déclin naguère irrésistible semble freiné, et sur [redacted] présence du *Victor-Pleben*, un gros chalutier-usine ouvert [redacted] la visite. « *Bref,* [redacted] *veut être plus proche de La* [redacted] *que de Disneyland* », indique M. Le Driant, pour qui le Futuroscope de Poitiers est un exemple à méditer.

[redacted] problèmes financiers. L'élu lorientais estime l'investissement nécessaire (sur dix ans) à 500 millions [redacted] francs (76,22 millions d'euros). L'Europe pourrait débloquer la moitié de ce budget au titre des fonds interrégionaux. Il pense pouvoir tirer 50 millions de francs (7,6 millions d'euros) du privé [redacted] autant [redacted] chacun [redacted] partenaires publics : Etat, région, département, district. Côté politique, il s'est assuré de l'appui de Dominique Yvon (RPR), maire [redacted] Groix, vice-président du district, et de Joseph Kerguéris (PR), conseiller général du Morbihan, lui-même cumulant la présidence du district, un siège [redacted] Parlement [redacted] un autre au [redacted] régional [redacted] Bretagne, où il est le chef [redacted] file [redacted] l'opposition [redacted] gauche. [redacted] autres élus, un rien sceptiques, attendent [redacted] résultats du concours et, plus incertaine, l'ar[redacted] de [redacted] européenne.

« *La* [redacted] *de Kéroman a causé la destruction de Lorient,* martèle Jean-Yves Le Driant. *D'un deuil, nous devons faire* [redacted] *chance.* » Le jury qui examinera la copie des candidats du [redacted] doit [redacted] réunir [redacted] juillet.

Emmanuel de Roux

Saint-Nazaire à la reconquête du bord de mer

« *JUSQU'EN 1940,* explique Joël Batteux, maire (PS) [redacted] Saint-Nazaire, *le cœur de* [redacted] *au* [redacted] *de l'eau.* [redacted] *gare des chemins de fer et la gare maritime* [redacted] *presque face à face.* [redacted] *grands* [redacted] *naient au port, et* [redacted] *de l'Amiral-Courbet aboutissait* [redacted] *la* [redacted] *partaient* [redacted] *paquebots pour l'Amérique du Sud.* » C'est sur cette darse que l'organisation Todt, qui construit pour l'armée [redacted] le mur [redacted] l'Atlantique, [redacted] en chantier en 1941 un gigantesque bunker : 480 000 m³ de béton, pour quatorze alvéoles pouvant accueillir [redacted] sous-marins. L'écluse [redacted] accès au bassin est également « bunkerisée ». [redacted] 10 mai 1945, quand les derniers occupants déposent [redacted] armes, la ville [redacted] détruite à 85 %. Les chantiers [redacted] sont réduits à des monceaux de ferraille. La [redacted], elle, [redacted] quasiment intacte.

[redacted] se reconstruit, [redacted] partir [redacted] 1948, selon un nouvel axe nord-sud. [redacted] base, qui isole la ville [redacted] la mer, va servir d'entrepôt. On y stocke ou on y [redacted] phosphates [redacted] l'huile de soja. La [redacted] du peuple, [redacted] en 1977, sera un élément avancé, mais solitaire, dans un *no man's land* où se dresse toujours la carcasse de l'ancienne gare SNCF. [redacted] au nord, on trouve les chantiers navals, [redacted] barrière infranchissable. Ainsi, la ville, implantée ici par Napoléon III en raison de sa situation maritime, tourne le dos à la mer.

En 1983, Joël Batteux, un ingénieur, est porté à la tête [redacted] la municipalité socialiste. « *On a commencé* [redacted] *nettoyer* [redacted] *port,* [redacted] *l'ouvrir au public,* indique-t-il. [redacted] *Kersalé* [redacted] *imaginé un éclairage qui varie avec le trafic portuaire.* [redacted] *le problème de la base restait entier.* » Une [redacted] d'aménagement [redacted] (ZAD) [redacted] constituée [redacted] expropriation : [redacted] ville achète peu [redacted] peu – et bon marché – [redacted] terrains alentour, quinze [redacted].

Un concours [redacted] en 1995 pour tenter de résoudre le problème posé par ce [redacted] considérable [redacted] béton, qui a [redacted] d'un quartier. [redacted] agences d'architecture [redacted] consultées, puis [redacted] elles sont [redacted] en concurrence : [redacted] françaises (Christian Devillers, Bernard Reichen [redacted] Philippe Robert) [redacted] une espagnole (Manuel de Solà-Moralès), qui l'emporte en 1996. « *Le Barcelonais était* [redacted] *seul* [redacted] *proposer un projet* [redacted] *promoteur* », [redacted] Joël [redacted]. L'idée [redacted] l'architecte [redacted] apparemment simple : pour l'intégrer, la ville doit monter sur la base et se glisser à l'intérieur.

L'étendue de son [redacted] (quatre hectares) [redacted] la construction d'une rampe rendent possible la première partie [redacted]. Pour la seconde, il [redacted] de faire sauter une partie des parois (2,50 mètres d'épaisseur) et [redacted] remettre en eau quelques-unes des [redacted]. « *Ainsi, l'espace public s'étendra jusqu'au quai en passant sous la base* », [redacted] Joël Batteux. Entre la [redacted] du peuple [redacted] le bunker, désormais transparent, une triple place [redacted] aménagée. Elle sera bordée de loge[redacted] la rampe [redacted] un grand marché alimentaire. [redacted] l'autre côté [redacted] la place, [redacted] complexe [redacted] cinéma [redacted] prévu. Un nouveau [redacted] planté d'arbres sera ouvert, [redacted] le sud, jusqu'au [redacted] mer.

La base elle-même [redacted] réaménagée. [redacted] quatre alvéoles qui deviendront [redacted] de places couvertes, deux [redacted] accueilleront une grande exposition-spectacle (L'Espace atlantique) sur le thème de l'histoire et de la légende des paquebots.

> « Nous avons choisi de lier la base à l'avenir de la ville, de transformer cette nuisance en atout »

La [redacted] en [redacted] François Seigneur (coauteur du pavillon de la France [redacted] Séville) et François Confino (inventeur [redacted] Cités-Cinés). Trois autres [redacted] transformées en complexe [redacted] (restaurants, bowling, discothèques, boutiques multimédias). [redacted] quatre dernières, [redacted] du nord, toujours utilisées par la [redacted] France, conserveront leur [redacted] industrielle.

La première tranche des [redacted] est lancée : [redacted] passerelle (entamée), percement de [redacted] (achevée), aménagement de la place, construction du supermarché, [redacted] l'Espace atlantique [redacted] d'une centaine [redacted] logements. L'ensemble devrait être prêt pour l'an 2000. La [redacted] du chantier doit s'étaler jusqu'en [redacted].

Le coût [redacted] l'opération [redacted] estimé [redacted] 150 millions [redacted] francs (23 [redacted] d'euros), dont 63 millions (9,6 mil[redacted] d'euros) à la charge [redacted] la ville [redacted] le [redacted] l'Etat, [redacted] autres collectivités territoriales [redacted] l'Union européenne. Joël [redacted] espère drainer également 300 millions de francs (45,7 millions d'euros) [redacted] fonds privés.

N'est-ce pas trop pour une ville [redacted] 65 000 habitants qui sort à peine d'une sévère restructuration industrielle ? « *L'agglomération compte 130 000 habitants,* répond Joël Batteux. *Et* [redacted] *nous formons un bassin de population de 800* [redacted] *habitants. Enfin, de La Roche-Bernard à Pornic,* [redacted] *accueillons chaque été 350 000 tou*[redacted] *aurions* [redacted] *transformer la base en une* [redacted] *mausolée* [redacted] *la deuxième guerre mondiale,* [redacted] *choisi de la lier* [redacted] *l'avenir de* [redacted] *ville,* [redacted] *transformer* [redacted] *nuisance* [redacted] *L'Escale atlantique* [redacted] *une entreprise* [redacted] *de loisirs, mais destinée à valoriser* [redacted] *construction navale, qui* [redacted] *encore l'activité numéro un de Saint-Nazaire.* » [redacted] entreprise [redacted] tourisme industriel [redacted] fait une opération d'urbanisme, ultime étape de la reconstruction d'une ville qui n'a pas [redacted] son [redacted] cinquantième anniversaire.

E. de R.

Des repaires pour la Kriegsmarine

DÈS L'EFFONDREMENT des armées françaises, en 1940, l'amiral Doenitz, chef [redacted] flotte sous-marine du IIIe Reich, explore la façade atlantique française. Le 23 juillet, il [redacted] Lorient. C'est là qu'il va installer son centre de commandement. Lui-même, [redacted] 11 novembre, occupe une villa réquisitionnée à Kernével, juste en face [redacted] l'actuelle [redacted] sous-marins. A l'automne 1940, les submersibles [redacted] la Kriegsmarine [redacted] peu nombreux, une quarantaine. Ils vont néanmoins infliger [redacted] lourdes pertes [redacted] convois anglais. Aussi Lorient est-elle bombardée par les forces aériennes britanniques [redacted] 2 septembre 1940. Du coup, Doenitz demande [redacted] l'organisation Todt d'entreprendre la construction [redacted] gigantesques abris pour [redacted] flottilles.

MILLE [redacted] QUATRE MILLE HOMMES

Les [redacted] commencent [redacted] Lorient en février 1941. Sept mois plus tard, [redacted] premier bloc [redacted] achevé. [redacted] construits par la suite et un quatrième commencé. A Saint-Nazaire, des travaux identiques seront menés à partir de mars 1941. La base [redacted] prête en moins d'un an. D'autres seront construites [redacted] Brest, La Pallice (La Rochelle) et Bordeaux.

Outre les espaces destinés aux sous-marins, ces bâtiments [redacted] dotés d'ateliers de réparation, mais aussi de réservoirs pour stocker du carburant, de générateurs électriques, de magasins, d'hôpitaux et de logements pour les équipages. Les bases pouvaient accueillir entre mille et quatre [redacted] hommes. Avec des parois de 2,50 mètres et [redacted] toitures pouvant aller jusqu'à 7 mètres d'épaisseur, ces bases cyclopéennes [redacted] supporté [redacted] trop de dommages [redacted] bombardements alliés, tandis que les villes environ[redacted] (Lorient, Saint-Nazaire [redacted] Brest) étaient quasiment rasées. Elles furent, enfin, les points d'appui des ultimes poches de résis[redacted] nazies en 1945.

E. [redacted]

La Fuite en Egy[redacted]

Texte et mise en scène Bruno [redacted]

15 janvier - 14 février

Théâtre de Gennevilliers Centre Dramatique National

Location 01 41 32 26 26

Elie Kagan, un photographe engagé et libre

Ce grand témoin des mouvements et conflits sociaux des années 60 et 70, et notamment de la nuit sanglante du 17 octobre 1961, vient de mourir

C'EST UNE DES FIGURES du photojournalisme engagé, un *témoin des* sociaux et mouvements des années 60-70 qui disparaît Elie Kagan, dont on a appris lundi 25 janvier la mort, à Paris, *à l'âge de soixante-dix ans.* Une figure méconnue. Oblitérée par les dictionnaires de la photographie tout par *les circuits d'expositions.* Restent des centaines de publications dans la presse, quarante ans d'archives à explorer, et un livre précieux, *Le Reporter engagé*, écrit en collaboration avec Patrick Rotman (Métailié, 1989).

L'œuvre, la vie aussi, d'Elie Kagan tourne autour d'un extraordinaire témoignage photographique lors de la sinistre nuit du 17 octobre 1961 – *« la nuit noire »*, écrit-il. 000 personnes, dont une majorité d'Algériens, manifestent pacifiquement la pluie parisienne, en pleine guerre d'Algérie, à l'appel du FLN clandestin, pour protester couvre-feu imposé aux Nord-Africains France par le préfet de police de l'époque, Maurice Papon.

La répression policière d'une violence inouïe : coups feu, à coups de crosse, des milliers d'arrestations, des *corps jetés à la Seine. « Noyés par balles. »* Le procès Papon, en octobre 1997, a rouvert le le nombre de victimes : trente-deux selon le conseiller d'Etat Dieudonné Mandelkern, un rapport remis gouvernement mai 1998 ; plus de 200 selon Jean-Luc Einaudi, dans son livre *La Bataille de Paris* (Seuil, 1991).

Elie Kagan le seul photographe à avoir pris des photos qui valeur de documents. Visages ensanglantés et effrayés, corps gisant une mare de sang.

Fils d'un juif et d'une *juive polonaise*, Elie Kagan grandi le 10e arrondissement de Paris. Il enfant quand le gouvernement de Vichy *impose le port de l'étoile jaune.*

Le témoignage de François Maspero

L'éditeur et écrivain François Maspero actuellement l'un des rares témoins de ces violences de la nuit du 17 octobre 1961. Il : *« J'étais à côté de lui* [Elie Kagan]. *C'était un grand gaillard roux, barbu, d'un courage fou. Il photographiait en tête du cortège, au flash. Sa rage dépassait de la mêlée. Il fonçait comme une bête et il n'a pas décroché. Il a réagi extraordinairement. C'était une nuit extraordinaire. J'ai voulu publier, quelques années après, un livre de témoignages recueillis par Bénédicte Péju, accompagnés de six photos d'Elie Kagan. Ce dossier à charge a été saboté au moment du brochage. De rares exemplaires sont partis clandestinement. »*

Pour François Maspero, cette nuit du 17 octobre *« a marqué toute la vie »* d'Elie Kagan. *« Bien des années après, il ne me parlait que de ça, et de ce livre jamais publié. Il avait des passages dépressifs terribles. Il était à la fois fort et fragile. Cette nuit était pour lui comme le retour douloureux de son enfance. »*

Caché, il sort de la guerre ayant conscience d'être *« un survivant »*. Il à cette vie de bohème qu'au Parti communiste, mais lance, en 1948, préservatifs gonflés lors d'un *meeting de Maurice Thorez.*

La provocation et l'indépendance d'esprit servent les convictions d'Elie Kagan. *« Tiers-mondiste sentimental, gauchiste de cœur »*, écrit Patrick Rotman. Il vit dans la photographie un moyen de gagner (modestement) sa vie *sans entamer son plaisir.* La rue était son théâtre. Sa première photo publiée est une photo de manifestation au Quartier latin, en 1957. Les *Lettres françaises* d'Aragon la publient.

Défilent les images, mémoire visuelle d'une époque à laquelle Kagan a adhéré avec bonheur. Des autoportraits, dont il était friand, avec Charlie Chaplin, Michel Foucault, Jane Birkin, le général Bigeard. Ou avec François Mitterrand, quasiment joue contre joue, comme au temps des yéyés. La photographe avait du culot. Il est sans gêne et sans entraves. En avril 1961, alors qu'*« un quarteron de généraux à la retraite »* improvise un coup à Alger, Elie Kagan se procure casque et brassard pour approcher le ministre de l'intérieur de l'époque, Roger Frey, *dans son bureau « ouvert à tout vent ».*

Elie Kagan a aussi fixé la mémoire politique des années 60-70. La France de De Gaulle, de Mauriac et d'André Malraux, de Pompidou et de Chaban-Delmas. Et d'abord la gauche en route vers le pouvoir : Maurice Thorez et Louis Aragon, Georges Marchais et Waldeck Rochet, *« la longue marche »* de François Mitterrand, Guy Mollet à Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement en pull-over à grosse maille à la mèche adolescente.

ELIE KAGAN

Elie Kagan fut le seul photographe à témoigner des violences policières contre les manifestants algériens le 17 octobre 1961. Près de quarante plus tard, le bilan – trente-deux morts au moins, plus de deux cents selon certains – demeure imprécis.

ÉTERNEL PIGISTE

C'est lui qui a pris la fameuse photo représentant Pierre Mendès France, Michel Rocard Georges Kiejman, surpris perdue dans la foule gauchiste à Charléty, le 27 mai 1968. Tout comme des portraits sans fioritures de personnalités de son temps, libres comme lui, de Jean-Paul Belmondo à Brigitte Bardot, d'Alain Delon à Catherine Deneuve, de Johnny Hallyday à Jean Vilar, Georges Perec à JMG Le Clézio, sans oublier les inévitables gauchistes de l'époque, de Pierre Goldman à Alain Krivine, sous l'autorité protectrice de Jean-Paul Sartre.

Tout est en noir et blanc, sans cadrage réfléchi, ni composition contemplation picturales. C'est un témoin qui écrit l'histoire en marche, avec ses rêves et ses illusions, qui, dans les années 70, a renoué avec ses origines en pourchassant les criminels nazis aux côtés de Beate et Serge Klarsfeld.

L'éditeur François Maspero, aujourd'hui écrivain, parle d'un homme qui pouvait *« être très violent dans son expression »* mais témoignait d'un *« grande générosité »*. Il n'a jamais appartenu à une agence, préférant son statut de pigiste, travaillant en free-lance avec les rédactions de *La Vie ouvrière, Témoignage chrétien, Rouge, Le Nouvel Observateur, Tribune juive*, etc. Intransigeant, il s'est fâché avec nombre de ses amis. *« Grande gueule et très attachant »*, dit le photographe Claude Dityvon, qui l'a côtoyé lors de Mai 68. Le photographe et cinéaste Roger Pic se souvient d'un *« excellent reporter »* qui participait aux batailles des photographes, *« mais dans son coin »*.

Tout cela explique que Elie Kagan n'a *pas eu la reconnaissance* qu'il méritait. Trop indépendant, trop journaliste, pas assez photographe. Il n'a pas eu derrière lui une agence pour faire sa promotion. Encore moins une galerie. Il était ailleurs.

Il appartient à cette génération perdue, celle des années 60-70, qui n'a pas bénéficié de la spectaculaire reconnaissance de la photographie – festivals, bourses, galeries, institutions – dans les années 80. Aujourd'hui, les années 60, Daniel Cohn-Bendit en tête, reviennent en force. Tout comme la photo sociale, politique et documentaire. Elie Kagan, lui, après un dernier galop lors du mouvement des sans-papiers à l'église Saint-Bernard, est mort seul dans le petit appartement qui l'a vu naître.

Michel Guerrin

Les derniers mois de l'année ont sauvé le chiffre d'affaires 1998 de l'industrie du disque en France

CANNES
de notre envoyée spéciale

Le Syndicat national phonographique (SNEP) a rendu publics, mardi janvier, les du marché du disque pour 1998, à l'occasion du Midem, dont la 33e se tient à Cannes jusqu'au 28 janvier (*Le Monde* du 26 janvier). Le marché du disque français a un chiffre d'affaires 7,646 milliards de francs (1,166 milliard d'euros), en croissance de 2,9 %. Cela pourrait être réjouissant si le marché ne s'était enfoncé durant l'année la morosité, pour n'être sauvé que mois novembre et – qui ont assuré 30 % du chiffre d'affaires de l'année – ainsi que par les en kiosque (85 % de l'augmentation du chiffre d'affaires de 1998).

117,7 millions d'albums été vendus 1998 – dont plus de la francophones – et 40 millions de CD *single*. La part du classique a monté d'un point, atteignant 8,3 % du marché, uniquement sous l'effet de la bande originale de *Titanic* (– 0,5 % elle), le jazz demeurant stable entre 2 % et 3 %. En valeur, le répertoire de variété totalise 7,014 milliards de francs (1,07 d'euros), en hausse de 1,8 %. Les francophones en de 219 millions de francs (33,39 millions d'euros), contre une baisse de 14 millions pour le répertoire international. *Notre-Dame-de-Paris*, Era, Lara Fabian, Louise Attaque, Manau, Florent Pagny et Céline Dion réalisent à eux sept 19 % des ventes de CD en .

LA MENACE DU CDR

Le explique la stagnation des trois premiers trimestres par la Coupe du monde de football, aussi par la chute des ventes de CD *single, qui avaient augmenté de 40 %* en 1997, sous l'« effet Diana » (3,5 millions de singles vendus par Elton John). La mévente du single provient certainement de son prix (environ 35 F, 5,34 euros), trop élevé pour la clientèle jeune. La production d'un CD *single* coûtant peu près que d'un album, *« les maisons de disques en ont augmenté le prix afin de dégager de la marge quoi qu'il arrive »*, observe un professionnel. Aux Etats-Unis, les ventes de singles *se sont également effondrées, « sans inquiéter les dirigeants des majors,* écrit l'hebdomadaire *Billboard. En fait, les labels n'ont pas cherché cette année à produire des tubes dans une configuration single, dans l'idée de vendre surtout des albums ».*

A cela s'ajoute le désir d'un public toujours plus friand de compilations ou de *best of.* Celui-là pourrait trouver son bonheur dans le CDR (CD enregistrable) à la carte ou l'enregistrement *on line.* Aux Etats-Unis toujours, un partenariat entre EMI Music, PolyGram et Music Group a permis l'édition de *US Now*, un recueil de dix-huit tubes frais pris dans le catalogue de chacune de ces maisons. En France, les du disque y pensé, mais sans aboutir, *« à cause du refus des artistes de scinder leurs albums en tranches »*, selon Paul-René Albertini, PDG de Sony Music France et, depuis ce début d'année, vice-président exécutif de Sony Europe.

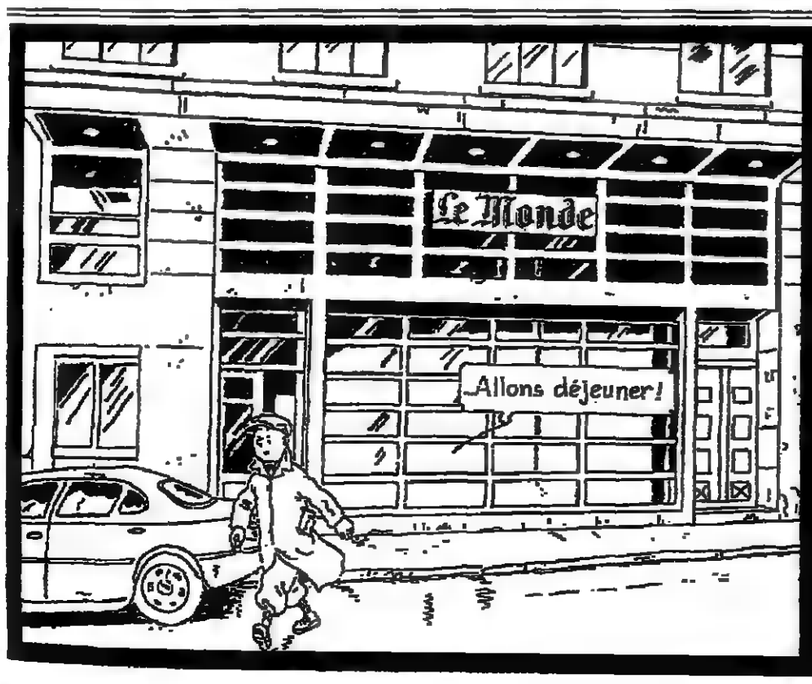
Le SNEP, relayé par l'Union des producteurs phonographiques français indépendants, explique mauvaises performances par les méfaits du CDR, qui permet de graver ses propres disques, de musique, d'informatique ou de jeux. 3 à 5 millions de ces supports vierges sur les 30 millions d'exemplaires vendus en 1998 auraient eu un usage musical, majoritairement privé. Mais la redevance payante de chez les jeunes lycéens inquiète suffisamment les producteurs de disques pour qu'ils écrivent à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et à Ségolène Royal, sa ministre déléguée, afin de leur demander de remettre de l'ordre les cours de récréation. Le SNEP et Jean-Loup Tournier, président de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem), ont annoncé mardi, toujours au Midem, le lancement d'une campagne de presse financée par l'ensemble des producteurs et des sociétés civiles afin d'alerter les contrefacteurs en culotte courte sur les risques légaux encourus. Ils répondent ainsi à Philips, fabricant de graveurs de CDR, qui, à peine sa branche discographique PolyGram vendue à Seagram, torpille son ancien métier : ses spots de fin d'année montraient des jeunes gens partant en soirée avec un CD fait maison. Par le passé, Philips n'avait pas agi autrement en poussant la cassette audio.

Ainsi, sociétés de droits d'auteurs et producteurs de disques, aux intérêts souvent divergents, se réconcilient. A Cannes, adversaires d'hier ont présenté une plate-forme reconnaissant, entre autres, le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire à parts égales la diffusion de la musique *on line*, jusque-là unique privilège des sociétés d'auteurs. Fin 1998, auteurs et producteurs ont créé le Forum SDMI (Secure Digital Music Initiative) en partenariat avec les opérateurs du Net. Le 19 janvier, Jean-Michel Jarre, auteur, mais nouveau porte-parole de l'IFPI (International Federation of the Phonographic Industry), présenté Bruxelles une pétition signée par trois cents artistes européens contre le piratage sur le Net.

Véronique Mortaigne

Une réplique au baladeur Rio

Le baladeur numérique Rio vendu environ 1 500 F (environ 230 euros) permet d'enregistrer très vite à partir d'un ordinateur personnel de la *musique pulsée gratuitement dans Internet. Inventé* fin 1998 par une PME de San José (Californie), Rio a semé la panique dans l'industrie du disque et les sociétés d'auteurs. La contre-attaque est pourtant déjà organisée. *« Voyant se profiler un énorme marché derrière le cauchemar des industriels du disque,* écrit le *Wall Street Journal* lundi 25 janvier, *IBM, AT&T Corp et d'autres se sont lancés dans la mise au point de systèmes de codage permettant de contrôler la diffusion de la musique en ligne. »* En accord avec les cinq majors du disque, IBM a lancé auprès des consommateurs de San Diego un programme expérimental (et secret) nommé Madison Project. Mais il y a pire ennemi : Microsoft, qui entend dominer la consommation culturelle en ligne (musique, livre, cinéma) et met au point les petits frères surdoués du Rio.



Une parodie des aventures de Tintin

OBJECTIF MONDE

Didier Savard
HERGÉ

un cahier spécial de 32 pages

mercredi 27 janvier

Le Monde daté 28

Paul Klee, poète de la liberté en peinture

A Genève, un hommage admirable [redacted] l'artiste et à son dédain des idées reçues

[redacted] Genève, [redacted] galerie Jan Krugier, Ditesheim [redacted] Cie est parvenue, grâce à des prêts de la Fondation Paul Klee du Musée de Berne et de collectionneurs suisses, [redacted] organiser une exposition de rêve. Dans un hommage au peintre allemand (1879-1940), le visiteur suit un parcours sinueux, rétif [redacted] querelles d'école. Klee [redacted] emprunté qu'une voie, la même que celle de Picasso, la voie de la plus complète liberté.

Galerie Jan Krugier, Ditesheim et Cie, 29-31 Grande-Rue, 1014 Genève. Tél. : 00-41-22-310-57-19. Du lundi au vendredi de 14 heures à 18 heures, [redacted] 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 février. Entrée libre.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

On [redacted] beau savoir la fabuleuse [redacted] collectionneurs et [redacted] marchands suisses, il [redacted] troublant [redacted] la vérifier. [redacted] quel [redacted] un galeriste pourrait-il rassembler plus d'une soixantaine de peintures de Klee et une dizaine de ses gravures ? Ailleurs, en France par exemple, un [redacted] parvien[redacted] péniblement, [redacted] moins qu'il soit national. A Genève, Jan Krugier [redacted] François Ditesheim y parviennent. Ils bénéficient pour l'oc[redacted] prêts consentis par la Fondation Paul Klee qu'abrite [redacted] et par quelques bienheureux [redacted] suisses. Ils [redacted] plus encore [redacted] l'abon[redacted] de la qualité [redacted] leurs fonds, [redacted] en provenance du Japon.

Résultat : dans les trois pièces de leur galerie, qui ne [redacted] très vastes, ils ont accroché une exposition comme on en rêve, une exposi[redacted] qui justifierait [redacted] elle seule un [redacted] Genève. Elle compte quelques aquarelles historiques, de celles que Klee fit lors [redacted] séjour à Tunis au printemps de 1914, lequel séjour le confirma enfin dans sa vo[redacted] picturale. [redacted] faut se pencher [redacted] elles, de petit format, de [redacted] leurs diaphanes, constructions chromatiques [redacted] carrés [redacted] rectangles aux [redacted] approximatifs. Ici [redacted] rejoignent fauvisme [redacted] cubisme, Matisse, Picasso [redacted] Kandinsky – [redacted] synthèse, qui pourrait sentir l'effort [redacted] la méthode, [redacted] que légèreté, fluidité [redacted] allusions au [redacted] méditerranéen. [redacted] premières conséquences suivent aussitôt, aquarelles [redacted] 1914 [redacted] 1915, géométries tremblées où le jaune, le vert et des rouges se déposent en nuées.

> Ici se rejoignent fauvisme et cubisme, Matisse, Picasso et Kandinsky

[redacted] plus singulier est que [redacted] l'exposition soit à ce degré de qualité, comme s'il n'existait pas un seul Klee un peu plus faible ou, [redacted] l'inverse, un peu plus pesant. Peut-être en effet n'existe-t-il rien de tel dans l'oeuvre jusqu'aux derniers dessins, jusqu'en 1940 et la mort du peintre, en juin, alors que l'Europe dont il avait [redacted] l'un [redacted] poètes [redacted]. La [redacted] procédés est extrême, comme la défiance de Klee à l'égard [redacted] notions communes telles que style, adresse, règle. A la géométrie, [redacted] l'angle droit, [redacted] la rigueur, des oeuvres rendent hommage tout au long [redacted] 20, mais rien n'empêche pour autant que d'autres, contemporaines, cherchent ailleurs, du [redacted] de l'onirique, de la fantaisie, de l'ironie ou de la chronique quotidienne.

En 1919, [redacted] peint [redacted] deux [redacted] d'un panneau. Au recto, [redacted] nature morte [redacted] fleurs [redacted] pots, des tiges [redacted] des pétales dans le noir, [redacted] sombres, [redacted] bruns [redacted] violet. [redacted] croit apercevoir [redacted] fe[redacted] un jardin. Au [redacted] Composition cubiste – abstraite dirait-on plutôt – [redacted] de [redacted] haut [redacted] touches de [redacted] vives [redacted] en [redacted] et, partiellement, en colonnes. Il [redacted] choisir ? Sûrement pas. Ce serait un appauvrissement et l'application [redacted] Ce [redacted] privet.

[redacted] chronologie [redacted] d'un [redacted] pour qui [redacted] tenter l'analyse [redacted] l'oeuvre, [redacted] celle-ci ignore l'évolution [redacted] ligne droite. Elle procède par va-et-vient, [redacted] zigzags, décrochages, retours [redacted] retournements. Elle [redacted] peinture après peinture, chacune pour [redacted] ses inventions. En 1932, *Durch [redacted] Fenster* (« A travers une fe[redacted] ») se présente, en dépit [redacted] son titre, comme une composition de [redacted] abstraites emboîtées, ponctuées de [redacted] divisées [redacted] façon des néo-impressionnistes, cela [redacted] l'huile sur une [redacted]. En 1937, *[redacted] dem Viaduct* (« [redacted] le viaduc ») emploie une technique non moins étrange, du fusain sur un tis[redacted] où la poussière noire [redacted] prise dans les fibres. Aucun chromatisme, cette fois, rien qu'une épure noire [redacted] grise réduite [redacted] des courbes disloquées – du cubisme si l'on veut, mais [redacted] contretemps [redacted] librement.

Ce dernier [redacted] principal. Klee ne supporte que la plus complète liberté. Il [redacted] refuse [redacted] prendre [redacted] sérieux [redacted] oppositions [redacted] du siècle, [redacted] abstrac[redacted] contre figuration, réalisme [redacted] surréalisme, modernité [redacted] tradition – [redacted] intellectuelle [redacted] esthétique identique [redacted] celle [redacted] Picasso, qui, lui non plus, ne [redacted] veut [redacted] l'homme d'une [redacted] unique. Ces considérations [redacted] inté[redacted] ni [redacted] querelles qu'elles entretiennent. Il y a mieux [redacted] plus urgent [redacted] : reprendre l'encre, [redacted] gouache, l'aquarelle, les associer au besoin et, sur un support, celui qui se présente, peindre encore une fois, c'est-à-dire agrandir le champ [redacted] possibles [redacted] démontrer que sont infinies [redacted] du des[redacted] couleurs.

Philippe Dagen

Science musicale sans conscience à La Villette

FESTIVAL ARTS/SCIENCES : œuvres [redacted] Karlheinz Stockhausen, Nicola Cisternino, Roland Auzet, Iannis Xenakis, DJ Spooky/Roland [redacted]. Par Roland [redacted] (percussions) et DJ Spooky (échantillonnage [redacted] mixage). Cité des [redacted] et de l'industrie, parc de La Villette, Paris, le 24 janvier.

Les ateliers Upic sont à Iannis Xenakis ce que l'Ircam est [redacted] une structure [redacted] par un compositeur-théoricien [redacted] fa[redacted] l'interaction de la [redacted] scientifique [redacted] Motivé par la volonté de *« relever un défi musical [redacted] s'aventurant [redacted] de [redacted] musique actuelle » (sic)*, [redacted] concert [redacted] clôture du premier Festival Arts/Sciences organisé [redacted] l'Upic s'est [redacted] d'une affligeante pauvreté en dépit des immenses qualités de son principal interprète, [redacted] jeune percussionniste Roland [redacted]

Nasenflügeltanz (« Danse [redacted] ailes du nez ») provient [redacted] l'opéra *Licht* (« Lumière ») [redacted] Karlheinz Stockhausen. [redacted] Auzet en [redacted] parfaitement la dimension rituelle. Il lève [redacted] bras au ciel entre chaque coup [redacted] baguette, vigoureusement asséné, puis brasse l'espace dans des mouvements de plus en plus ostentatoires. Nous [redacted] d'ailleurs [redacted] souffrir, car les percussions ont [redacted] inutilement amplifiées.

COMME DU BEETHOVEN PSYCHÉDÉLIQUE

Moins agressive [redacted] nos tympans endoloris, la première [redacted] (pour [redacted] d'eau, [redacted] branes et système Upic) de la soirée produit un [redacted] néanmoins irritant. [redacted] haut-parleurs transmettent [redacted] le [redacted] mutant [redacted] Roland Auzet tandis [redacted] ce [redacted] semble dé[redacted] le b.a.-ba des sons [redacted] réalisables en [redacted] (à l'aide d'un [redacted] résonant, d'une cymbale, etc.) la peau d'une grosse [redacted] Ra[redacted] le primitivisme des figures sonores aura autant juré [redacted] la sophistication des moyens techniques [redacted] cette pièce de l'Italien Nicola Cisternino. L'équilibre [redacted] *homo faber* (l'instrumentiste, [redacted] sur scène) [redacted] *homo sapiens* (le technicien [redacted] commandes d'un ordinateur [redacted] la salle) est, en revanche, [redacted] dans *Arrès* [redacted] Roland Auzet, une [redacted] pour cymbalum et [redacted] *electronics* qui [redacted] à la toute-puissance du timbre inouï.

Psappha, solo [redacted] percussion composé [redacted] 1976 par Iannis Xenakis, subit ces derniers [redacted] un phénomène de prolifération. Après la [redacted] intégralement électronique [redacted] par [redacted] Ciampolini (*Le Monde* du 15 janvier 1997), voici encore une nouvelle version, mixte, [redacted] laquelle, conformément [redacted] goût de [redacted] fin de siècle, [redacted] Auzet parcourt les champs [redacted] la [redacted] music, [redacted] la musique concrète [redacted] la synthèse sonore. Cela reviendrait, pour la *Cinquième Symphonie* de Beethoven, à doubler le motif [redacted] « Destin » [redacted] de tonnerre, [redacted] martèlements [redacted] porte [redacted] de réverbérations psychédéliques... [redacted] bien utile ?

La même question se [redacted] après la rencontre inopérante de Roland [redacted] de DJ Spooky, *« the Subliminal Kid »*. Un flop qui voit le premier manier ses instruments avec préciosité quand [redacted] second tente [redacted] la console un zapping puéril. Tantôt planante, tantôt frénétique, la juxtaposition des deux passe pour une improvi[redacted] totalement ratée. Ainsi, l'Upic aura [redacted] démontré que science sans conscience n'est que ruine de... l'art.

Pierre Gervasoni

La troupe du Mandéka accueille son Antigone noire

ANTIGONE, d'après Sophocle. Adaptation : Jean-Louis Sagot-Duvauroux et Habib Dembélé. [redacted] en [redacted] : Sotigui Kouyaté. Avec Djénéba Koné, Sotigui Kouyaté, Hamadoun Kassogué, Oumou Diawara, Fily Traoré, Kary Coulibali, Mamadou Sangaré, Hélène Diarra, Fatouma Diawara.
THÉÂTRE DE LA COMMUNE, 2, rue Edouard-Poisson, Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Tél. : 01-48-33-93-93. Mº Aubervilliers-Pantin-4 Chemins. De 50 F à 130 F [redacted] 7,5 euros à 19,5 euros). Durée : 1 h 35. Mardi au samedi [redacted] 20 h 30 ; samedi et dimanche à [redacted] Jusqu'au 31 janvier.

Un large cercle de bois posé sur un sable étincelant. La place d'un village, Thèbes [redacted] l'Afrique subsaharienne. Accompagné [redacted] griottes vêtues dans [redacted] gammes [redacted] du bogolan, parées [redacted] bijoux d'or et [redacted] bracelets d'argent, [redacted] griot (le coryphée) s'avance, cora [redacted] main. [redacted] haut, ponctuée par le chœur, [redacted] incantation qui donne le tempo de l'histoire, entre mélancolie et fatalité. La troupe malienne du Mandéka Théâtre [redacted] accueille cérémonieusement son Antigone noire, [redacted] l'économie d'une parole précieuse comme l'eau.

Que s'avancent Antigone et Ismène, Créon et son coryphée, et la pièce passe du mythe au conte, du [redacted] au récit, du récit au débat, dans un langage où tout village de[redacted] pouvoir [redacted] reconnaître. Parfois, les rivaux en appellent [redacted] la [redacted]gesse populaire pour s'éclairer : *« [redacted] peut diriger [redacted] animaux avec un seul [redacted] / [redacted] pour diriger [redacted] personnes / [redacted] faut [redacted] de [redacted] que [redacted] personnes. »* Chaque personnage se dédouble, animé qu'il est du souci d'être pleinement compris. Se contenter d'être [redacted] manquer [redacted] respect. Nul ne peut prétendre échapper au devoir d'exposer clairement les choses. Même à Créon, cela [redacted] répété : [redacted] vraiment qu'il risque de se perdre [redacted] s'obstiner [redacted] l'application d'un [redacted] injuste ?

GESTE SIMPLE

Dans l'adaptation, toute de finesse [redacted] connaissance [redacted] terrain, [redacted] Jean-Louis Sagot-Duvau[redacted] Habib Dembélé, la tragédie antique ne change [redacted]tion, mais [redacted]. Le tyran, al[redacted] par l'absolu, retourne au concret d'un chef [redacted] village. L'émotion n'en [redacted] plus vive de voir [redacted] homme simple confronté aux dieux, [redacted] par [redacted] hantise [redacted] perdre la face, [redacted] que tout chavire autour [redacted] lui. Créon [redacted] Antigone : *« Donc, [redacted] l'as décidé, je [redacted] suis plus l'homme ? / Désormais, c'est toi l'homme ? / Si [redacted] es l'homme, si la [redacted] c'est toi, [redacted] raison, ris de [redacted] crime ! »* Peu [redacted] peu, la loi [redacted] dieux [redacted] ancêtres passe par la bouche [redacted] femmes, collectivement. Et la lutte [redacted] une parole de vie, [redacted] écrite, éternelle, et [redacted] décrets de [redacted] des hommes glisse [redacted] l'affrontement entre l'un d'entre eux, progressivement [redacted] comme [redacted] pestiféré, et l'assemblée [redacted]

Les familiers [redacted] Peter Brook connaissent le long masque [redacted] Sotigui Kouyaté (Créon), [redacted] regard d'au-delà, tourné [redacted] l'intérieur, en [redacted] lui-même, [redacted] corps [redacted] capable [redacted] s'enflammer en un [redacted] et de disparaître. Ils découvriront, [redacted] du [redacted] traditionnel – un simple fauteuil de bois massif orné d'un lion –, [redacted] rondeur paisible [redacted] conviction de Hamadoun Kassogué (le coryphée), à la fois conseiller et médiateur, [redacted] sage représentant tous les sages. Sotigui Kouyaté metteur en scène a privilégié l'art du geste simple, stylisé, un goût [redacted] la géométrie, [redacted] de[redacted] la [redacted] la main, que [redacted] troupe du Mandéka [redacted] une lenteur maîtrisée, une forme [redacted] solennité qui n'exclut pas la véhémence [redacted] l'horreur.

Jean-Louis Perrier

Couvent des Cordeliers
15, rue de l'Ecole de Médecine 75006 PARIS
SALON DE LA [redacted] BIBLIOPHILIE

THÉÂTRE DE LA VILLE
AUX ABBESSES DU VEN. 22 JAN. AU SAM. [redacted] FÉV. création
SALLINGER KOLTÈS
MISE EN SCÈNE MICHEL DIDYM
LOCATION 01 42 74 22 7[redacted]

SORTIR

PARIS

Inaccoutumés VII
Neuf compagnies et chorégraphes de cinq [redacted] conviés [redacted] la septième édition du festival des Inaccoutumés. Chacun des participants, choisi pour sa recherche [redacted] nouvelles formes chorégraphiques, présentera une [redacted] trois compositions. [redacted] France [redacted] représentée par François Chat, qui [redacted] la manifestation [redacted] *L'Œuf [redacted] vent*, un spectacle de danse-jonglage mêlant danse [redacted] théâtre gestuel (les 26, 27 et 28 janvier, à 20 h 30). Suivront Amy Garmon, Philippe Riera [redacted] compagnie Superamas, Alain Buffard, le groupe Merz et la compagnie de Cécile Proust. [redacted] Belgique a [redacted] Jérôme Bel [redacted] les Victors, un groupe [redacted] jeunes acteurs qui clôtureront le [redacted] 19 et [redacted] février. Viendront également Joao Galante, la compagnie Foofwa d'immobilité [redacted] Etats-unis (qui mêle danse, audio-vidéo [redacted] texte) [redacted] Toméo Verges, d'Espagne.
La Ménagerie [redacted] verre, 12, rue Léchevin, 11ᵉ. Mº Parmentier. Du 26 janvier [redacted] 20 février. Tél. : 01-43-38-33-44. [redacted] F [redacted] F.

La Maison du peuple
Louis Guilloux aurait [redacted] cent ans [redacted]. Pour célébrer [redacted] anniversaire, Marcel Maréchal lit sur scène *La [redacted] du peuple*, le premier roman de l'auteur, publié [redacted] 1927. L'action, qui se situe peu avant la guerre de 14, [redacted] par un [redacted] – Louis Guilloux – [redacted] le père, cordonnier, [redacted] former dans [redacted] ville une section socialiste. Il n'y parviendra pas, mais, puisant [redacted] l'échec une nouvelle force, entreprendra de construire de ses [redacted] mains une « maison du peuple ». [redacted] mise en scène est signée François Bourgeat.
Théâtre du Rond-Point Champs-Elysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8ᵉ. Mº Franklin-D.-Roosevelt. Les 27, 29 et 30 janvier et les 3, 4, 5, 6, 10, 12, 13, 17, [redacted] 20 février, à [redacted] h 30. Tél. : 01-44-95-98-10. [redacted] F.

Tous Debors
La formation du saxophoniste [redacted] clarinettiste Laurent Dehors vient s'installer sur [redacted] scène prestigieuse du [redacted] Morning [redacted] ses vents (dont [redacted] cornemuses, le tubiste Michel Massot, le saxophoniste qui grimpe Christophe Monniot...) et ses tambours (Michel Debrulle et Denis Charolles, qui vont et viennent entre batterie et percussions). C'est, [redacted] l'image de son leader, ludique, malin, fier et intelligent.
New Morning, 7-9, [redacted] des Petites-Ecuries, 10ᵉ. [redacted] Château-d'Eau. Le 26, [redacted] 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. [redacted] 110 F [redacted] 130 F.

Aldo Romano, Louis Sclavis, Henri Texier
Créé [redacted] l'initiative du photographe Guy Le Querrec à l'occasion d'une série [redacted] voyages en Afrique, [redacted] trio [redacted] stars (Aldo Romano, batterie, Louis Sclavis, clarinette, et Henri Texier, contrebasse) a [redacted] un [redacted] grands succès du jazz [redacted] France [redacted] dernières années. L'éphémère du [redacted] s'est transformé en parcours à long [redacted]
Au duc [redacted] Lombards, 42, rue des Lombards, 1ᵉʳ. [redacted] Châtelet. Le 26, 20 h 45 et 22 h 45. Tél. : 01-42-33-22-88. [redacted] F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Le Ciel, les oiseaux et ta mère !
de Djamel Bensalah (France, 1 h 30).
Droits au cœur
Trois programmes de films d'animation inspirés de la convention des Nations unies sur les droits de l'enfant (2 heures).
L'Hirondelle noire
de Gueorgui Dulguerov (France-Bulgarie, 1 h 42).
[redacted]
de Siegfried (France, 1 h 50).
L'Orchestre souterrain
de Heddy Honigmann (Pays-Bas, 1 h 48).
Les Parasites
de Philippe de Chauveron (France-Italie, 1 h 30).
The Shoe
de Laila Pakalnina (Allemagne, 1 h 23).
Toni
de Philomène Esposito (France-Italie, 1 h 30).
Un élève doué (**)
de Bryan Singer (Etats-Unis, 1 h 51).
Le vent en emporte autant
d'Alejandro Agresti (France-Argentine-Pays-Bas, 1 h 30).
Vous avez un [redacted]
de Nora Ephron (Etats-Unis, 2 heures).
(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

REPRISES

Le Grand Alibi
d'Alfred Hitchcock.
Britannique, 1950, noir et blanc, copie neuve (1 h 50).
Grand Action, 5ᵉ. [redacted] : [redacted] Mac-Mahon, 17ᵉ. Tél. : 01-43-80-24-81.
India
de Roberto Rossellini.
Italien, 1959 (1 h 30).
Le Quartier latin, 5ᵉ. Tél. : 01-43-26-84-65.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ [redacted] F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi [redacted] samedi ; de 12 h 30 [redacted] 16 heures, le dimanche.
Copenhague
[redacted] Frayn, adaptation Jean-Marie Besset, mise en scène de Mickael Blakemore.
[redacted] Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14ᵉ. Mº Gaîté. Le 26, [redacted] 21 heures. Tél. : 01-43-22-77-74. De 90 F à 260 F.
Sur les sommets, le repos [redacted]
[redacted] Thomas Bernhard, [redacted] en [redacted] d'Arlette Téphany.
Théâtre 14-Jean-Marie Serreau, [redacted] Marc-Sangnier, [redacted] Mº Porte-de-Vanves. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-45-45-49-77. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 14 mars.
Venelles [redacted] arabe [redacted]
de Rafik Ali Ahmad, mise en scène de Roger Assaf.
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, [redacted] Mº Jussieu. Le [redacted] 20 h 30. Tél. : 01-40-51-38-14. 50 F et 80 F. Dans le cadre de la Quinzaine du théâtre libanais.
Nicolas Rivenq (baryton)
Eric Le Sage (piano)
Poulenc [redacted] et modernité.
Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), quai François-Mauriac, 13ᵉ. Mº Quai-de-la-Gare. Le 26, à 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F.
Nuit blanche
Hommage à Jackie [redacted] Gaël Horellou (saxophone) invite la rythmique du Collectif Mu.
[redacted] Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1ᵉʳ. Mº Châtelet. Le 26, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.
Dominique Petitgand
[redacted] chavirés, 7, [redacted] Richard-Lenoir, 93 [redacted] Le 26, [redacted] 20 h [redacted] Tél. : [redacted] 87-25-91. De 40 F à 80 F.
Vilsen
Centre culturel suédois, 11, rue Payenne, 4ᵉ. Mº Saint-Paul. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-44-78-80-20. Entrée libre.
[redacted]
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11ᵉ. Mº Bastille. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 120 F. Jusqu'au 30 janvier.

RÉSERVATIONS

[redacted]
Olympia, 28, boulevard des Capucines, 9ᵉ. Du 9 au 14 [redacted] Tél. : 01-47-42-25-49. De 164 F à 250 F.
Les Arts Florissants
Lully : *Les Métamorphoses de Psyché*. William Christie (direction).
Opéra-Comique, place Boieldieu, 2ᵉ. Le 9 février, [redacted] 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F [redacted]

[redacted] JOURS

30 janvier :
Marion de Lorme
de Victor Hugo, mise en scène d'Eric Vigner.
[redacted] de la Ville, 2, place du Châtelet, 4ᵉ. Mº Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.
Duos, solos, trios et restos ! [redacted]
de Serge Valletti, mise en scène de [redacted]
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, [redacted] Tél. : [redacted] 50 F.

Théâtre Rive Gauche
Loc 01 43 35 32 31
Philippe Avron
Je suis un saumon

Du mardi au samedi 21 h, dimanche 15 h.
« Philippe Avron sublime l'art périlleux du spectacle à une voix. » LE FIGARO – « Talent et générosité. » L'HUMANITÉ – « Un moment rare. Merci pour ce cadeau. » RADIO FRANCE VAUCLUSE – « Du grand art. » LA MARSEILLAISE.
FIP Télérama

EN VUE

■ Lundi 25 janvier, un *« missile égaré »* tombe sur Bassorah [illegible] Irak, un autre *« d'origine indéterminée »* atterrit sur Abadan, en Iran : *« Nous procédons toujours à des ciblages »*, affirme **Anthony Zinni**, commandant des forces armées américaines dans le Golfe.

■ Un trou de [illegible] carrés, profond [illegible] centimètres, apparu après une rupture [illegible] canalisation, samedi 23 janvier, près du numéro 1 [illegible] la Léningradski prospekt à Moscou, s'élargissant d'heure en heure, atteignait dimanche 60 mètres carrés [illegible] de profondeur.

■ En décembre, [illegible] quatre hommes en [illegible] procréer s'étant noyés en rentrant d'un dancing dans une île voisine, [illegible] *Times*, journal local, [illegible] un appel pour repeupler Iona, île perdue au nord de l'Ecosse, où ne vit plus qu'un seul [illegible].

■ **Arteminsz**, [illegible] ans, [illegible] d'épouser [illegible] **Antonina**, [illegible] cadette, après [illegible] longues fiançailles.

■ **Petronila Perez**, de Cazones, petite ville de l'Etat de Veracruz au Mexique, s'est suicidée à l'âge de cent dix ans.

■ Jeudi [illegible] janvier, une internaute qui surfait dans un café [illegible] Moenchengladbach en Allemagne a pu sauver, [illegible] « cliquant » *rapidement* [illegible] *secours*, [illegible] *vie d'un* Norvégien qui, après s'être tranché [illegible] veines, [illegible] connecté au réseau.

■ Le 22 décembre, une Hongroise de soixante et onze ans, habitant un quartier de Bucarest, descend à son cellier. Au moment d'en sortir, *la poignée se brise. Les* pompiers l'ont libérée, le 22 janvier, dans un état *« satisfaisant »* grâce à ses stocks de confitures et de jus de tomate.

■ **Georg Weber**, responsable du diocèse de Zurich, *« renvoie à ses livres »* **Katharina Hoby**, trente-six ans, qui veut devenir pasteur, et propose pour remplacer la jolie théologienne suisse, surnommée l'« ange blond », une candidate de quinze ans son aînée *« correspondant aux critères requis »*.

■ Sa femme avait, sans plus attendre, mis fin à [illegible] commune en apprenant que l'administration devait annuler pour vice de procédure 7 [illegible] mariages conclus à [illegible] dans le nord du [illegible] : **Stamen Ivanov** [illegible] un dédommagement [illegible] 20 millions de leva à [illegible] bulgare (environ [illegible] 000 francs).

■ Cette année, les amis des animaux ont préféré ne pas perturber les villageois de Manganeses de la Polvorosa, [illegible] Espagne, qui [illegible] coutume, à l'occasion de la Saint-Vincent, de précipiter une chèvre de leur clocher pour la recueillir quinze mètres plus bas dans un drap, en criant olé !

Quand George Orwell fustigeait le « politiquement correct »

La revue « Commentaire » publie une préface restée inédite à « La Ferme des animaux ». L'auteur y dénonçait en 1944 les ravages des modes intellectuelles

LE « POLITIQUEMENT correct », qu'il [illegible] gauche [illegible] droite, ne date pas d'aujourd'hui, [illegible] plus que la « pensée unique », de gauche ou de droite elle [illegible]. George Orwell, en 1944, dénonçait [illegible] les méfaits de la mode et de la doctrine sur l'analyse et [illegible] relation [illegible] faits. Le grand écrivain britannique s'y attacha [illegible] particulièrement [illegible] une préface [illegible] man *Animal Farm*, restée inédite et que publie [illegible] dernier numéro [illegible] la [illegible] *Commentaire* (n° 84, hiver 1998/1999).

Ecrit [illegible] Londres, pendant la guerre, *Animal Farm* [illegible] une dénonciation allégorique du totalitarisme soviétique. Il fut mal [illegible] cueilli [illegible] critique. Orwell s'y attendait, [illegible] disait même dans [illegible] fameuse préface, dont la portée [illegible] au-delà [illegible] circonstances et paraît toujours [illegible] pertinente [illegible] peu qu'on considère que [illegible] cible – [illegible] intellectuels britanniques – n'a aucunement le monopole de l'attitude que dénonce l'auteur. *« Il y a en perma*[illegible] *une orthodoxie*, [illegible] *ensemble* [illegible] *les bien-pensants* [illegible] *supposés partager et* [illegible] *jamais re*[illegible] *question »*, écrivait-il. *« Quiconque défie* [illegible] *place* [illegible] *voit* [illegible] *silence* [illegible] *une surprenante efficacité »*, non par [illegible] gouvernement [illegible] Majesté, *« mais dans* [illegible] *presse populaire* [illegible] *dans les périodiques destinés aux intellectuels »*, par [illegible] mode [illegible] l'époque.

Commentaire
Numéro 84/Hiver 1998-99

En 1944, [illegible] *tuelle exigeait une* [illegible] *sans réserve* [illegible] *Russie »*, alliée de la Grande-Bretagne [illegible] la guerre contre le nazisme. Celui qui allait écrire *1984* (publié en 1949) ob[illegible] : *« Il* [illegible] *pratiquement impos*[illegible] *de faire imprimer aucune critique sérieuse* [illegible] *régime soviétique.* (...) *Et* [illegible] *conspiration à l'échelle* [illegible] *pour flatter l'allié* [illegible] *climat gé*[illegible] *tolérance intellectuelle. Car, si nous n'avons* [illegible] *le droit* [illegible] *critiquer le gouvernement soviétique, nous sommes* [illegible] *moins à peu près libres de critiquer le nôtre. Il n'y aura* [illegible] *personne pour publier un* [illegible] *contre Staline, mais on peut s'en prendre à Churchill en toute sécurité. »*

[illegible] « *servilité* » [illegible] l'égard de l'URSS *« est spontanée, étrangère à l'action d'un quelconque groupe de pression »*, justifiée [illegible] coups de *« cela ne se fait pas »*, *« cela n'est pas opportun »*, *« cela* [illegible] *tel ou tel* [illegible] *réactionnaire »*. Exemples : *« La* [illegible] *anniversaire de l'Armée rouge sans* [illegible] *mentionner* [illegible] *nom de Trotski. Cela revenait à peu près à célébrer la* [illegible] *de Trafalgar* [illegible] *parler de Nelson, mais* [illegible] *intellectuel anglais* [illegible] *jugea* [illegible] *protester* (...) ; *lors* [illegible] *la guerre* [illegible], *les journaux* [illegible] *gauche anglais* [illegible] *à calomnier* [illegible] *organisations* [illegible] *camp républi*[illegible] *que* [illegible] *Russes étaient décidés à* [illegible] *»*

Animal Farm – *La* [illegible] *des animaux* – fut publié en France en 1964 (Gallimard) puis dans une nouvelle traduction en 1981 (Champ libre) (les éditions Ivréa signalent une première traduction parue aux éditions O. Pathé, à Monaco, en 1947, qui semble-t-il [illegible] restée confidentielle). Comme l'ensemble de l'œuvre d'Orwell [illegible] l'exception [illegible] le livre [illegible] été réédité par Ivréa, qui [illegible] entrepris [illegible] coédition [illegible] L'Encyclopédie [illegible] nuisances) la première publication en français des [illegible] *articles, lettres*, [illegible] quatre volumes. La préface que reproduit la [illegible] *Commentaire* figure dans le [illegible] lume III (1943-1945, [illegible] F, 38,10 euros), paru en septembre. En anglais même, cette préface ne figure pas dans l'édition des [illegible] et n'a [illegible] publiée qu'en 1995 [illegible] une édition illustrée [illegible] roman.

[illegible] y écrit encore : *« Il* [illegible] *peut que, lorsque ce livre sera publié, mon jugement sur le régime soviétique soit devenu l'opinion généralement* [illegible]*. Mais* [illegible] *quoi* [illegible] *servira-t-il ? Le remplacement d'une orthodoxie par une* [illegible] *n'est pas nécessairement* [illegible] *progrès.* [illegible] *véritable ennemi, c'est l'esprit réduit* [illegible] *de gramophone, et cela reste vrai que l'on* [illegible] *d'accord ou* [illegible] *le disque qui passe à un certain moment. »*

Alain Frachon

DANS LA PRESSE

LE FIGARO
Pierre [illegible]

■ A vouloir trop [illegible] faire, les écologistes [illegible] risquent [illegible] voir leurs centrales nucléaires continuer [illegible] tourner bien plus longtemps qu'ils ne le souhaitent. Certes, l'abandon [illegible] l'atome [illegible] inscrit [illegible] *la coalition au pouvoir.* [illegible] n'était pas [illegible] que [illegible] devait se faire dans l'improvisation [illegible] la précipitation, [illegible] dépens [illegible] des Allemands. (...) Jürgen Trittin a essayé [illegible] passer [illegible] force. Au nom [illegible] l'aile fondamentaliste des Verts, le ministre de l'environnement voudrait que toutes [illegible] centrales cessent de fonctionner d'ici [illegible] 2002, avant même qu'on [illegible] développer [illegible] d'énergie alternatives. (...) Devant un [illegible] amateurisme, Gerhard Schröder [illegible] le holà. (...) L'examen du projet [illegible] loi sur l'abandon [illegible] nucléaire [illegible] ainsi [illegible] repoussé. (...) C'est au chancelier [illegible] le plus dur [illegible] à faire : il lui faut, [illegible] toute urgence, [illegible] comprendre [illegible] Verts que l'Allemagne [illegible] peut [illegible] mettre [illegible] ses [illegible] principaux partenaires, la France [illegible] la Grande-Bretagne [toutes deux concernées par des [illegible] de retraitement].

LA TRIBUNE
[illegible] *Aubert*

■ *Gerhard Schröder* [illegible] *choisi de ne pas* [illegible] reposer sur les seuls arguments [illegible] alliés écologistes pour débrancher les centrales nucléaires dans son pays. Deux [illegible] inspiré ce changement [illegible] pied. D'abord, l'agacement [illegible] Paris [illegible] de Londres était trop marqué pour être balayé d'une [illegible] fin de non-rece[illegible] demandes de compensa[illegible]. Ensuite, un [illegible] l'abandon du nucléaire outre-Rhin est difficilement imaginable [illegible] la coopération des grands [illegible] industriels concernés. Partant [illegible] ce [illegible] constat – un [illegible] tardif... –, Gerhard [illegible] entend prendre son [illegible] pour orchestrer une sortie en bon [illegible] du nucléaire. (...) En pleine présidence de l'Union européenne, le nouveau chancelier ne peut pas [illegible] permettre [illegible] crise [illegible] avec deux [illegible] ses principaux interlocuteurs [Londres [illegible] Paris].

TIME
Thomas Sancton

■ A cinquante-trois ans, Daniel Cohn-Bendit n'est plus un révolutionnaire anarchiste. Mais il n'a rien perdu du panache et [illegible] qui ont fait de lui le plus célèbre des dirigeants du mouvement de mai 1968 – et qui font de lui, aujourd'hui, [illegible] plus charismatique, et exaspérante, des personnalités de la scène politique européenne. Il est peut-être le premier homme politique véritablement européen.

www.doleances.org

Un site où les Français peuvent se livrer à leur sport favori : se plaindre de l'administration

« JE CRITIQUE, donc je propose » : telle est la devise affichée [illegible] le site « [illegible] doléances [illegible] projets », qui recueille [illegible] quelques [illegible] les plaintes [illegible] français sur le fonc[illegible] des grandes adminis[illegible] (ministères, Sécurité sociale, SNCF, Urssaf, hôpitaux...), ainsi que leurs suggestions pour [illegible] services : *« Toutes* [illegible] *administrations* [illegible] *beaucoup de mal* [illegible] *offrir* [illegible] *services de qualité, mais les Français* [illegible] *trop* [illegible] *de bouder, ou de critiquer* [illegible] *propos de comptoir »*, [illegible] Maury, [illegible] du [illegible].

Le projet [illegible] été lancé par [illegible] Club de l'Arche, [illegible] notamment [illegible] française pour le commerce [illegible] échanges électroniques (Afcee), qui s'est allié pour l'occasion [illegible] Admiroutes, une [illegible]ciation [illegible] regroupant [illegible] hauts fonctionnaires [illegible] pour la [illegible] service public, [illegible] qu'à [illegible] de documentation en ligne [illegible] par [illegible] fonctionnaires [illegible].

Partant du principe [illegible] *« l'Etat, c'est vous »*, [illegible] concepteurs de l'opération espèrent que leur [illegible] un instrument [illegible] logue permanent [illegible] citoyens [illegible] l'administration. En un mois, le forum a reçu environ 150 contributions. La moitié [illegible] détails pratiques, comme la possibilité de payer ses timbres fiscaux par carte bancaire dans les bureaux de [illegible] ou la création d'un guichet unique afin qu'une [illegible] déclaration suffise à informer tous les ser[illegible] administratifs [illegible] changement d'adresse.

Les autres propositions s'at[illegible] à des problèmes plus vastes, comme la publication gratuite des appels d'offres lancés par les administrations ou la possibilité de suivre la trace d'un dossier dans les méandres des services publics : *« Ce sont souvent de bonnes idées, dont quelques-unes doivent déjà s'empiler dans les bureaux des administrations, avec cette différence que les propositions des cahiers de doléances émanent de la base, des citoyens. »*

Incidemment, les auteurs du projet rappellent que les plaintes contenues dans les cahiers de do[illegible] 1789 *« n'ont pas* [illegible] *écoutées, avec les conséquences que l'on sait »* pour l'Ancien Régime. Ils souhaitent à présent contacter différents responsables administratifs pour les inciter à consulter le site. Une première synthèse [illegible] critiques [illegible] des propositions [illegible] citoyens-internautes sera publiée [illegible] l'occasion de la Fête de l'Internet, les 20 et 21 mars.

Sylvie Dodeller

SUR LA TOILE

BOYCOTTAGE

■ Plusieurs associations américaines de défense des droits civiques, dont Epic (Electronic Privacy Information Center), ont lancé un mot d'ordre de boycottage des produits de la société Intel, pour protester contre le lancement prochain d'un microprocesseur permettant une identification automatique et systématique des usagers d'Internet. L'objectif est d'aider au développement du commerce électronique et d'empêcher le piratage de logiciels, mais les défenseurs de la vie privée craignent un fichage généralisé des internautes. Le boycottage coïncide avec le début des pourparlers entre les Etats-Unis et l'Union européenne sur le dossier de la protection de la vie privée sur le Net. – *(AP.)*

ENCHÈRES EN LIGNE

■ La salle de vente new-yorkaise Sotheby's a annoncé l'ouverture prochaine d'un site Internet qui permettra d'acheter des antiquités, des œuvres d'art, des bijoux et des objets de collection. Le montant des enchères en ligne sera plafonné à 10 000 dollars par article. Les participants devront s'inscrire à l'avance.
www.sothebys.com

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7** semaines de lecture **GRATUITE***

Offre valable jusq[illegible] 12/99

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU *MONDE*

Pour tout abonnement d'une durée de 1 an.

Oui, je souhaite m'abonner au *Monde* pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F au lieu de 585 F* ☐ 6 MOIS - 1 086 F au lieu de 1 170 F* ☐ 1 AN - 1 980 F au lieu de 2 340 F* Soit 360 F d'économie

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ______ F 901 MQ 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*

☐ par carte bancaire N° _ _ _ _

Date de validité _ Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom : ______

Prénom : ______

Adresse : ______

Localité : ______ Code postal : ______

TARIFS HORS FRANCE	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA-CANADA
1 AN	2 190 F	2 960 F	« Le Monde » (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year « Le Monde » 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518. Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03
3 mois	598 F	790 F	

Offre valable jusqu'au 31/12/99

• Pour tout renseignement [illegible] : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

• Pour un changement d'adresse, un [illegible] ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99 F TTC/mn)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

Chirurgie esthétique

par Alain Rollat

PLATON avait une conception dogmatique [illegible] l'esthétique. [illegible] beauté, [illegible] yeux, [illegible] pas seulement l'expression formelle [illegible] perfection. Elle était surtout la traduction d'une [illegible] har[illegible] le [illegible] le bien. La [illegible] apparente, [illegible] lui, ne comptait pas. Une [illegible] ne lui semblait belle que dans la mesure [illegible] elle était adaptée [illegible]. Elle [illegible] vraiment parfaite que lorsqu'elle [illegible] parfaitement utile. Le plus beau casque [illegible] celui qui protégeait le mieux la tête [illegible] soldat. Mais tout le [illegible] n'est pas Platon. A chacun son miroir. Notre [illegible] de l'image a de l'esthétique une conception moins intellectuelle et plus visuelle. Il ne faut pas rire [illegible] hommes et [illegible] femmes qui [illegible] à [illegible] chirurgie esthétique parce qu'ils ne supportent plus leur image. Quelle que soit, parfois, la puérilité de leur comportement, leur souffrance n'en est pas moins respectable.

Il n'y [illegible] donc rien à redire au débat que France 2 consacrait, lundi soir, [illegible] celles et ceux qui se sentent si mal dans leur peau qu'ils [illegible] envie d'en changer. Tant mieux pour Nathalie si elle se sent plus jeune avec deux rides en moins sur le front. Tant mieux pour Christine si elle se croit plus féminine avec deux gros seins. Tant mieux pour Amal si elle se voit plus jolie avec un menton retouché. Tant pis pour Angelo si une [illegible] séance de lipoaspiration ne suffit pas à effacer un double menton. On serait même allé jusqu'à dire que la démarche de Jean-Luc Delarue avait quelque chose de socratique, puisqu'elle joignait l'utile au divertissement, [illegible] n'en avait pas fait un peu trop pour le seul plaisir de faire rire aux dépens d'autrui. Le *témoignage de ce coiffeur italien* qui s'était fait rembourrer les fesses et implanter de faux pectoraux pour apparaître plus viril était intéressant. [illegible] était-il vraiment indispensable de lui demander d'enlever [illegible] chemise pour amuser la galerie ?

Il y avait, ce lundi soir, mieux à faire en étudiant le procédé expérimenté par les [illegible] du Conseil constitutionnel pour mettre le président de la République à l'abri des outrages du temps qui le menacent en tant qu'ancien maire de Paris. Cette opération [illegible]. Elle consistait à concevoir un masque protecteur qui [illegible] écran à toutes les atteintes extérieures. Comment rendre virginale une façade rattrapée par son passé ? Jean-Luc Delarue a raté l'occasion de porter ce cas d'école sur la place publique. C'est d'autant plus dommage que les plasticiens du Palais-Royal ont fait preuve d'une imagination qui n'a rien de platonique puisqu'ils ont inventé le lifting pour raison d'Etat.

MARDI 26 JANVIER

FILMS DE LA SOIRÉE

19.00 Police spéciale ■■
Samuel Fuller (Etats-Unis, 1964, N., v.o., 90 min). Ciné Classics

20.30 Les Bas-fonds de Frisco ■■
Jules Dassin (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

20.40 Attaville, la véritable histoire des fourmis ■■
Gérald Calderon (France, 1997, 70 min). Canal +

20.50 Boire et déboires ■■
Blake Edwards (Etats-Unis, 1987, 110 min). TF 1

20.55 A cause d'un assassinat ■■
J. Pakula (Etats-Unis, 1974, 105 min). Cinétoile

Le Couple invisible ■■
Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

Total Recall ■■
Paul Verhoeven (Etats-Unis, 1990, v.o., 115 min). Ciné Cinémas

22.30 ▶ Nord ■■
Xavier Beauvois (France, 1991, 105 min). Paris Première

22.40 Le Jeune Cassidy ■■
John Ford et Jack Cardiff (Etats-Unis, 1965, v.o., 110 min). Cinétoile

23.40 Le Grand Sommeil ■■■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1946, N., 115 min). Ciné Classics

0.05 Miller's Crossing ■■■
Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1990, 110 min). Ciné Cinémas

0.55 Kafka ■■
Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1991, N., v.o., 100 min). Arte

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs.
Invités : John Landis, Dominique Farrugia, Natacha Atlas, Anne Brochet, Gad Elmaleh, Sandrine Kiberlain, Michèle Fitoussi. Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invité : Philippe Douste Blazy. LCI

20h Paris Invité : Jean Todt. Paris Première

Pourquoi ça marche. M 6

21.00 Le Gai Savoir.
Invités : Fabrice Luchini, Christian Sauvage, Gilles Martin-Chauffier, Pierre Leonardi, Alain Kruger, Marc Weitzmann, Philippe Tesson. Paris Première

21.05 Temps présent. Genève-Vaud, le mariage du TV 5

22.40 Place de la République. France 2

23.15 Comment ça va ?
Les troubles du sommeil. France 3

0.15 Capital.
Signes extérieurs de M 6

Le Cercle. La bande dessinée. France 2

0.35 Strip-tease. Femme de robe. Côté cour, côté jardin. Les blousons rouges. M'en fous. France 3

1.30 Saga-Cités.
Viens chez moi, j'habite un musée. Les filles du bâtiment. France 3

DOCUMENTAIRES

18.00 Daniel Humair All-Stars. Muzzik

19.00 Ciao Bella Ciao.
L'exil des militants d'extrême gauche italiens en France.

Le Musée d'Orsay.
L'art et la ville. Odyssée

20.00 Les Tribus indiennes. [5/20]. Planète

20.15 La Tête dans les nuages. Arte

20.35 Parlons des ordures. Planète

20.40 ▶ La Vie en face. Cinéma itinérant, rêves et illusions. Arte

Ernst Gombrich. Histoire

20.55 Le Prince de Galles.
Un siècle de scandales.

21.30 Mississippi,
les années noires. [2/2].

21.30 Maestro
à Venise. Mezzo

21.45 La Conquête du cosmos.
[1/2]. La mise en orbite. Histoire

21.50 Albinos en Afrique. Odyssée

22.35 Les Aquanautes.
Les épaves sous-marines. Planète

22.45 Don Sergio, l'homme qui a réinventé l'automobile. Odyssée

23.00 L'Egypte. [2/5]. Histoire

23.15 Plans de vol.
Entre ciel et mer. Odyssée

23.30 L'Epopée des fusées. [3/13]. Planète

23.40 Les Sœurs Brontë et la Gent masculine.

23.40 Florence,
la puissance du passé.

22.15 Une vie de héros,
de Richard Strauss. Par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Michael Tilsson Thomas. Muzzik

22.45 Concert Clérambault.
Avec Jean-Charles Ablitzer, orgue. Par Il Seminario Musicale, dir. Gérard Lesne. Mezzo

23.10 Zarzuela : El Caserio.
Opérette de Guridi.
Mise en scène. Julian Perez Muñoz. Par les Chœurs du théâtre Calderón, dir. José A.

TÉLÉFILMS

21.15 Les Pédiatres. [4/4]. RTBF 1

Hurlevent. David Skynner. Arte

22.25 d'outre-tombe.
John Patterson. RTL 9

22.40 Visions de choc. Sam Pillsbury. M 6

SÉRIES

20.55 La Vie à cinq. Désillusions. Téva

21.00 [2/2]. L'album. Canal Jimmy

21.45 Ally McBeal. Happy Birthday Baby (v.o.). The Inmates (v.o.).

22.30 Fallen Angels.
L'impasse (v.o.). Canal Jimmy

22.40 High Secret City.
Kermesse de printemps. Les Ailes Files. TF 1

22.50 Millennium.
Un enfant en Arcadie. TSR

22.50
[1/2]. Les Cyclons arrivent. Rue

22.55 Twin Peaks.
Episode 4 (v.o.). Série Club

23.05 Star Trek, la nouvelle génération.
Le secret (v.o.). Canal Jimmy

Star Trek, Deep Space Nine.
Progrès (v.o.). Canal Jimmy

0.45 Cop Rock.
Episode pilote. Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

17.55 Football. Masters PSG.
PSG, Anderlecht et Milan AC. France 2

20.40 Basket-ball. Pro A : Antibes -
Eurosport

1.00 Tennis.
Internationaux d'Australie. Quarts de finale. Eurosport

CULTUREL

21.00 L'Orchestre de la RTVE
joue Soler, Poulenc et Stravinsky. Dir. Arpad Joo. Muzzik

NOTRE CHOIX

● 17.10 Ciné Cinéma III
Arizona Junior

Un voleur repenti épouse une femme-flic qu'il a prison. Elle stérile. Le couple, qui un enfant, enlève l'un des quintuplés nés au foyer d'un riche marchand de meubles. Une comédie désopilante où Joel Coen parodie divers cinématographiques, dans un style dessin animé frénétique. Avec Nicolas Cage et Holly Hunter. – *J. S.*

■ 22.40 France ■
Place de République

Deux par mois, le magazine Gilles Schneider et Yamina Benguigui en valeur initiatives « citoyennes », nombreuses et riées, ceux qui tentent d'apporter une réponse originale aux de temps. Thème retenu pour ce numéro : *Comment aider les parents à redevenir parents ?* Monique Chasseriau rangé tiaire son passé de scientifique pour prendre une direction. *« Les femmes, c'est la vie, qu'est-ce qu'elles faire enfants demain ?* une mairie du XIIIe arrondissement, elle accueille les femmes indésirables dans structures. Monique temps à exclues parmi exclues, séparées leurs enfants, les aide à redécouvrir leur féminité et leur mère. A vingt-trois ans, Khalid, lui, se vit comme un intermédiaire : il veille à la sur les plus jeunes dans en rendant visite aux parents déboussolés, en mal d'autorité. Caillou au théâtre-forum Fabienne Brugell, Vaux-en-Velin, mère de famille, agent d'entretien, appris qu'*« on peut éduquer enfant crier taper »*... – *C. Me.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Boire et déboires ■■
Film. Blake
High City.
de printemps.
Le docteur mène l'enquête.
Le corbeau.
1.15 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

17.20 et 22.25 Un livre, des livres.
17.25 Cap des Pins.
17.55 Football.
Masters
En direct. Saint Germain, et AC.
1 000 vers l'an 2000.
19.55 0.10 L'Euro.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Hot Shots ! 2.
Film. Jim Abrahams.
22.30 Bouche à oreille.
22.40 Place de la République.
0.15 Journal, Météo.
0.35 Le Cercle. La bande dessinée.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
L'Euro, mode d'emploi.
de l'information, Météo.
Cosby. Le magasin d'antiquités.
Tout le sport.
pour un champion.
d'argent.
Météo, Soir 3.
23.15 Comment va ?
Magazine olympique.
Strip-tease.
Saga-Cités.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Attaville, la véritable histoire des fourmis ■■
Film. Gérald Calderon.
En
Film. (v.o.).
Gilbert Grape ■
Film. Hallström (v.o.).
Le

ARTE

19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Tête les
20.40 ▶ Vie en face. Cinéma itinérant, et illusions.
21.40 thématique.
Les sœurs du Yorkshire.
Le monde des Brontë.
21.45 Hurlevent.
Téléfilm. Skynner.
23.40 Brontë
et masculine.
Les aujourd'hui.
Biblio.
Kafka ■■
Film. Soderbergh (v.o.).

M 6

Mariés, deux
Le Six Météo.
20.10 Notre belle famille.
20.40 Décrochage info, E = M6 découverte.
20.50 Pourquoi ça marche.
22.40 Visions de choc.
Sam Pillsbury.
0.15 Capital. Signes extérieurs de richesse.

RADIO

FRANCE-CULTURE

Agora. David.
Franck Venaille.
22.10 Mauvais genres. Festival de
Angoulême. Invité : François Boucq.
magnétiques.
Farniente au paresse.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Gary Bertini : Œuvres de Maderna, Stravinsky.
Musique pluriel.
Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 *Suite pour orchestre n° 2 BWV 1067*, de Bach, par la Musica Antiqua Köln, dir. Reinhard Goebel.
20.40 Jeune Francis Poulenc. Concert. Poulenc, Mozart, Schubert, Debussy, Stravinsky, Poulenc,
22.40 Soirées... (suite). Œuvres de Satie, Poulenc, Groupe Six.

MERCREDI 27 JANVIER

FILMS DU JOUR

13.05 Les Bas-fonds de Frisco ■■
(Etats-Unis, 1949, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

13.30 Jardins de pierre ■■
Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1987, v.o., 110 min). Cinéstar 2

14.35 Fargo ■■
Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1995, 100 min). Ciné Cinémas

14.40 Le Pont ■■
Bernhard Wicki (Allemagne, 1959, N., 100 Ciné Classics

18.50 L'Aventure de Catherine C. ■■
Pierre Beuchot, 1990, 100 min). Ciné Cinémas

19.00 La valigia dei sogni ■■
Luigi Comencini (Italie, 1954, N., v.o., 90 min). Ciné Classics

19.00 La Semaine du sphinx ■■
Daniele (Italie, 1991, 95 min). Cinéstar 2

20.30 Le Grand Sommeil ■■■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 155 min). Ciné Classics

20.30 Arizona Junior ■■
Joel Coen (Etats-Unis, 1987, 95 min). Ciné Cinémas

21.00 Prospero's Books ■■
Peter Greenaway (France - Grande-Bretagne, 1990, v.o., 125 min). Cinéstar 2

22.05 Garçon ! ■■
Claude Sautet (France, 1983, 95 min). Ciné Cinémas

23.05 Rue de l'Estrapade ■■
Jacques Becker (France, 1952, N., 100 min). Ciné Classics

23.05 Le soleil brille pour tout le monde ■■■
John Ford (Etats-Unis, 1953, N., v.o., 95 min). Cinétoile

0.45 Le Couple invisible ■■
Norman Z. McLeod (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 95 min). Ciné Classics

1.25 L'Œil du malin ■■
Claude Chabrol (France, 1961, N., 80 min). Arte

NOTRE CHOIX

● 23.10 TF 1
Le Droit de savoir

Paris à la merci des infra-terrestres

L'INTITULÉ du dossier, *Les Mystères de Paris*, semblait annoncer une exploration « dessous » de la Ville Lumière et faisait quelque complaisance un voyeuse. Injuste prévention! Il s'agit bien d'une découverte du sous-sol la capitale et non d'une contre-plongée à Pigalle. En être humain, une taupe – un rat – sommeille. Le monde sous-terrain fascine. Celui de Paris assurément un plus étonnants, un *best-seller* pour l'édition et médias.

Une fois de plus, la télévision y revient : TF 1 reprend sujet récurrent et succès, ce « marronnier », en jargon métier. Plus que d'autres, la première chaîne cultive le divertissement sous formes, jusque dans le domaine l'information. « Le Droit de savoir » qui échappe souvent à cette tendance y céder allègrement sombrer le . On s'égare le « catacombes », égouts tunnels du métro, avec le délicieux que procure une aventure un inconnu si familier.

Seulement, le document, par Thimoreau et Mathieu Dupont, ajoute à cet irrésistible plaisir parce qu'il sentiers battus. Au sens figuré. ont été cent mais personnes que l'on y rencontre joliment exposées à la lumière d'une télévision bien comprise. Du sapeur-pompier plongeur, s'entraînant dans les profondeurs du réservoir l'Opéra, au commandant de la seule unité police agissant officiellement dessous... Ce dernier, humaniste, sait faire comprendre l'intérêt sa fonction. L'égoutier révèle son savoir-faire, tout comme le « parcoureur » la RATP qui, un musicien, possède quasiment l'oreille puisqu'il peut détecter, au passage d'une rame métro, une ou une *au carré*. Tous manient simplicité leur originalité. Sans tapage. Les réalisateurs font de même. de », mais un certain regard, plus intelligent que le jet apparemment rebattu.

Francis Cornu

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.45 Les Feux de l'amour.
14.35 25e
15.30 Cinq sur 5 !
Extrême limite.
16.30 Medicopter.
17.40 Beverly Hills.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Tiercé, Boom.
neiges.
ça coûte !
Le temps de l'argent.
23.10 Le Droit de savoir.
Les mystères de
0.30 Minuit sport. Patinage artistique.
1.10 Nanüsme.

FRANCE 2

13.50 Derrick.
14.55 Soko.
15.40 Tiercé.
La aux chansons.
Amour, et mambos [3/3].
chiffres et des lettres.
Un livre, des
Cap des Pins.
Rince ta baignoire.
18.15
18.45 Et un, et deux, et trois.
1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.55 Tirage du Loto.
20.00 Journal,
20.55 La du phare.
Téléfilm. Thierry
22.45 Ça se discute.
Faut-il réinventer la de ?
Journal,
0.55 Le Cercle.

FRANCE 3

et fils.
14.58 Questions au gouvernement.
16.00 Saga-Cités. Fatima.
Les Minikeums.
17.45 pas les phares.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.52 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'information,
Cosby. L'endettement.
Tout le sport.
20.55 ▶ La Marche du siècle.
La Marche du siècle :
23.35 Soir 3.
0.10 ▶ Un siècle d'écrivains.
Simone
1.05 Comment ça va ?
Les troubles du sommeil.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à
13.30 Le Journal de l'emploi.
Les ont visages.
de la terre.
14.30 H.
Blague à part.
15.20 Spin City.
15.40 Le Journal du
15.45 Décode pas Bunny.
16.15 Toonsylvania.
16.35 C+
▶ En clair jusqu'à
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
21.00 so Lovely ■
Film. Nick Cassavetes.
22.30 Jeannette ■■
Film. Robert Guédiguian.
0.10 Park (v.o.).
0.55 The Raven. Téléfilm. L. Lanoff.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 La Vie au quotidien.
13.30 Le Journal de la santé.
13.45 Le Fugitif.
14.40 Modes de vie, d'emploi.
15.10 En juin, ça sera
Au nom de la Le desert.
17.30 100 % question.
Le Cinéma des effets spéciaux.
18.25 Météo.
18.30 Corbeaux du Pays de Galles.
19.00 Main.
19.45 Météo,
20.15 Reportage. Le
Mercredis de l'Histoire.
de l'IRA. [2/2]
Du au politique.
Les Photos du siècle.
Les survivants des Andes, 1972.
Musica.
Don Carlos. Opéra de Verdi.
1.25 L'Œil du malin ■■
Film. Claude Chabrol.

M 6

13.30 M6 Kid.
Les coulisses d'un cirque.
clips et
17.40 Max et associés.
18.25 et Clark.
Mariés, deux
19.54 Le Six
20.10 belle famille.
Décrochage info, Une journée
de star.
23.00 McBeal. Une cochonne.
23.50 Dharma & Greg. Un indien.
! La le rocker.
Pourquoi marche.

RADIO

FRANCE-CULTURE

Enjeux internationaux.
20.02 Les Chemins musique.
chant prière
[3/5].
20.30 Agora.
21.00 Philambule.
22.10 Fiction. Grand Prix Paul 1998. *Pigeon vole* ; *L'Œil du* Joël Jouanneau.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

lexique de la musique baroque.
Prélude.
20.00 par l'Ensemble Almaviva, dir. Pappas.
Musique pluriel.
23.07 Greniers la mémoire.

RADIO-CLASSIQUE

Le Magazine de Classique.
Grand pour violon ré majeur, 574, Schubert, Lydia Mordkovitch, violon, Gerhard Oppitz, piano.
20.40 ▶ La Femme silencieuse. Opéra de Strauss. Par le Chœur de l'Opéra d'Etat de la Staatskapelle de Dresde, dir. Marek Janowski, avec Jeanette Scovotti, Theo Asam, Burmeister, Schmidt.
23.26 (suite).
de :
Allegro pour clarinette et cordes, par l'Academy of Martin-in-the-Fields Chamber Ensemble ; *Fünf Lieder* Bonnev, Geoffrey Parsons, piano.

MAGAZINES

13.25 Parole d'Expert.
Invité : Laurent Malet. France 3

14.30 Les Dossiers de l'Histoire.
Dans les fils d'argent de ses robes. Histoire

Saga-Cités. Fatima.

Planète animal.
L'arche, 2 000 ans après [1/16] : Les baleines. TMC

Zapping Zone. Disney Channel

18.00 Stars en stock. Kirk Douglas, Sophia Loren. Paris Première

18.30 Nulle part ailleurs.
Invités : Lauryn Hill ; Robert Hue ; Karin Viard. Canal +

20.00 20 h Paris Première.
Jean-Pierre Jeunet. Paris Première

20.05 Au-delà des grilles.
Invité : Daniel Bloch. TSR

20.45 Les Mercredis de l'Histoire.
Les Soldats de [2/2] : Du terrorisme au combat politique. Arte

20.45 ▶ Les Dossiers de l'Histoire.
Les petites Indes.

20.50 Combien ça coûte ?
Invités : Michel Galabru ; Mathilde Seigner. TF 1

20.55 La Marche du siècle.
La Marche du siècle : 1987-1999.

21.00 Paris modes. Les collections hommes Prêt-à-porter automne-hiver 1999/2000 à Milan. Paris Première

L'Hebdo.
Le diable au corps.
Le petit Jésus est noir. TV 5

22.45 Ça se discute. Faut-il réinventer la vie de couple ? France 2

23.00 Le Magazine de l'Histoire.
Invités : Dominique Veillon ; Dry Muchembled ; Histoire

23.10 Le Droit de savoir.
Les mystères de Paris. TF 1

0.10 ▶ Un siècle d'écrivains.
Simone de Beauvoir. France 3

DOCUMENTAIRES

17.05 Les Grandes Expositions.
Manet. Planète

17.35 Le Kangourou du désert.

L'Histoire des grands ballets.
[16/20]. Coppélia. Mezzo

17.50 Le Hot Club de France.
Fats Waller and Friends. Muzzik

18.25 Il colonnes à la une. Planète

18.30 Le Monde des animaux.
Les Corbeaux du Pays de Galles. La Cinquième

18.30 L'Egypte. [2/5]. Pyramides, machines d'éternité.

Don Sergio, l'homme qui a réinventé l'automobile.

19.00 Connaissance.
La Main : éloge de la main. Arte

19.15 Maestro. [3/5].
Le XVIIIe siècle à Venise. Mezzo

19.30 1965 [2/3].

19.35 Les Grands Compositeurs.
[3/7]. Gustav Mahler. Planète

19.55 On the Road Again.
Jordanie et Syrie. Odyssée

20.15 Reportage.
Business des épaves. Arte

20.20 Florence,
la puissance du passé. Odyssée

20.35 Ciao «Bella Ciao».
L'exil des militants d'extrême gauche en France. Planète

20.55 Une fille contre la Mafia. Téva

21.35 Chili impressions. [4/4].
Monsieur le président. Histoire

Les Tribus indiennes.
[5/20]. Les Chinook. Planète

21.45 I Muvrini.

21.45 L'Ombre du Maréchal.
Chronique des années noires en Limousin. Odyssée

22.10 Parlons des ordures. Planète

22.40 Vivre sur la banquise.
Une année en Antarctique.

23.10 Mississippi, les années noires.
[2/2]. Planète

Big Fish in China.

Le Musée d'Orsay.
L'art et la ville. Odyssée

23.45 Le Secret de Lénine. TSR

0.10 Les Aquanautes.
Les épaves sous-marines.

SPORTS EN DIRECT

18.30 Patinage artistique.
Championnats d'Europe. Programme libre couples. Eurosport

DANSE

21.00 La Belle au bois dormant.
Musique de Tchaïkovski. Par le ballet du Kirov. Avec l'Orchestre de Leningrad, dir. Viktor Fedotov. Muzzik

22.40 Didon et Enée.
Chorégraphie de Mark Morris. Musique de Henry Purcell. Par le Mark Morris Dance Group. Mezzo

MUSIQUE

Renato Bruson.
Lugano, 1983. Avec l'Orchestre de la Radio-télévision suisse italienne, dir. Bruno Amaducci. Muzzik

19.50 Nigel Kennedy joue Bruch.
Avec le City of London Sinfonia. Muzzik

20.45 I Muvrini.
Enregistré en 1994. Mezzo

21.45 Don Carlos. Paris, 1996.
Par l'Orchestre de Paris, dir. Antonio Pappano.

23.20 Asian Dub Foundation.
Saint-Malo, 1997. Paris Première

23.50 McCoy Tyner.
Jazz à Vienne, 1998. Muzzik

TÉLÉFILMS

18.30 L'Etrange Rançon.
George Mihaïka. Téva

20.30 Adieu la vie.
Maurice Dugowson.

20.40 Histoires de femmes.
William Graham. RTL 9

20.40 Police des Bermudes.
Mark Sobel. Rue

20.55 La Traversée du phare.
Thierry Redler.

21.15 Innocence perdue.
Bethany Rooney. RTBF 1

22.10 La Légende du curé de Bargota.
Olea. Festival

0.55 The Raven.
Lawrence Lanoff. Canal +

SÉRIES

20.00 Dharma & Greg.
La fiancée de Finklestein.

Homicide. Choc. Série Club

par l'image. Série Club

22.30 Friends. The Hundredth (v.o.). Canal Jimmy

22.55 Absolutely Fab
Vive le régime ! (v.o.). Canal Jimmy

23.00 Ally McBeal.
Une histoire cochonne.

23.05 après le Soleil.
for Dick (v.o.). Série Club

23.35 Kennedy.

0.35 New York Police Blues.
Le toit du (v.o.). Canal Jimmy

1.55 Tennis. Open d'Australie (demi-finales dames). Eurosport

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

هكذا من الأصل

Le Monde

MERCREDI 27 JANVIER 1999

Cohn-benditisme

par Pierre Georges

DANIEL COHN-BENDIT serait-il un [redacted] européen ? Il faut le croire puisque Philippe [redacted] Villiers, héroïque défenseur du faible [redacted] l'opprimé, offre son corps et son cœur vendéens à la France menacée : « *Je [redacted] résis[redacted] à [redacted] Europe qui [redacted] brime, qui nous sanctionne, qui nous envoie [redacted] fléaux : la vache folle, [redacted] maïs transgénique, Cohn-Bendit, un produit publicitaire qui [redacted] mode à [redacted] mais [redacted] en [redacted] à Pâques.* »

Daniel Cohn-Bendit serait-il un oiseau migrateur ? Il faut le [redacted] puisque les cent [redacted] traquent où qu'il aille, « [redacted] *boche* », à [redacted] Hague, à Cherbourg, [redacted] Valenciennes lundi soir encore, où l'on vit les nemrods, armés d'œufs [redacted] de tomates pourris, [redacted] la campagne française contre [redacted] volatile [redacted] poils [redacted].

Daniel Cohn-Bendit serait-il le plus pur [redacted] « *gau-gauche* » chère à Georges Sarre aussi inspiré en l'espèce qu'un Le Pen face à son « *pu-putsch* » ? Serait-il [redacted] « *anarchiste libéral-libertaire* », [redacted] à l'envi [redacted] tout ce que [redacted] monde médiatique compte [redacted] « *cireurs [redacted]* », selon les termes [redacted] d'un prodigieux communiqué [redacted] pur [redacted] Belfort ? Il faut [redacted] croire puisque [redacted] partout [redacted] plaintes, insultes, gémissements [redacted] fureurs [redacted] chien [redacted] dans le [redacted] jeu de quilles.

C'est un fait d'évidence, [redacted] la plus élémentaire évidence : Ils nous font [redacted] une énorme crise d'urticaire contre le « *chouchou des médias* », passés ainsi [redacted] la « *pensée unique* » à l'unique objet [redacted] leur [redacted]. Ainsi serions-nous tous coupables, nous journalistes, [redacted] et [redacted] séduites [redacted] la brillance du miroir, du crime considérable [redacted] « cohn-benditisme ».

Le cohn-benditisme, [redacted] méfait médiatique, cousin du grand banditisme, sévit en effet. Au point qu'il faut bien passer ici aux [redacted] : c'est [redacted], totalement exact, le flagrant délit [redacted] favoritisme [redacted] constitué ! [redacted] diable vert [redacted] chez lui ici, installé [redacted] nos [redacted] possédées du démoniaque allemand ! [redacted] plus [redacted] taperont, insulteront, menaceront [redacted] pires châtiments, plus nous mènerons grand [redacted] avec Lu[redacted].

C'est qu'il présente [redacted] avan[redacted], le Malin ! D'abord celui, par [redacted] présence, de montrer notre monde politique [redacted] discours public [redacted] qu'ils [redacted] : complètement enfermés, englués dans une vieille [redacted] la France, [redacted] fin de siècle, refu[redacted] le débat comme [redacted] réfute l'obstacle, percluse [redacted] conformisme [redacted] totalement frileuse. Daniel Cohn-Bendit ne [redacted] vraies, fondées, cohérentes. Il est même [redacted] qu'il puisse [redacted] sa trop grande urgence [redacted] Mais [redacted] il dit.

[redacted] avantage [redacted] là justement : dans le procès politique [redacted] Cohn-Bendit, sur [redacted] les [redacted] formes, [redacted] permanence le passé, comme une [redacted] mémoire des temps jadis, comme une horloge bloquée une [redacted] pour toutes sur un mois [redacted] mai. [redacted] contempteurs plus que lui cultivent leurs nostalgies. [redacted] se trompent d'époque, comme d'adversaire, tenant encore pour le provocateur d'hier un homme qui [redacted] jamais [redacted] leur révélateur d'aujourd'hui.

Un rapport sur le CNRS met en cause le statut des chercheurs

Le document souligne l'absence de mobilité de la recherche française

DÉTONANT. Le ministre [redacted] recherche, [redacted] Allègre, [redacted] entre les mains un rapport qui, dans le climat [redacted] de tension du milieu scientifique, [redacted] nature à mettre le feu aux poudres. Ce document critique, en substance, le manque [redacted] mobilité [redacted] chercheurs du CNRS et préconise [redacted] modifier la nature des [redacted] de l'organisme.

[redacted] texte, qui n'a [redacted] rendu public, a été rédigé par un « comi[redacted] d'évaluation » mis en place par le ministre. Celui-ci [redacted] que [redacted] les établissements [redacted] recherche français, [redacted] commencer par le CNRS, [redacted] soumis [redacted] expertise scientifique internationale. [redacted] premier [redacted] ces *visiting committees*, présidé par Pierre Chambon, directeur de l'Institut [redacted] génétique [redacted] biologie moléculaire [redacted] cellulaire (IGBMC) [redacted] Strasbourg, comprenait onze membres, dont sept scientifiques européens [redacted] américains, parmi lesquels plusieurs prix Nobel.

[redacted] s'est réuni [redacted] 19 décembre 1998, [redacted] siège du CNRS, [redacted] auditionné plu[redacted] responsables. [redacted] un jugement positif [redacted] aspects [redacted] fonctionnement de l'organisme, il suggère de changer le statut de ses futurs personnels, afin [redacted] le recrutement de « chercheurs [redacted] ». Les [redacted] nouvellement [redacted] seraient réser[redacted] des post-doctorants et à des enseignants chercheurs [redacted] l'université. Les chercheurs resteraient [redacted] fonctionnaires, [redacted] leur employeur serait l'éducation nationale, [redacted] laquelle les passages s'effectueraient ainsi plus aisément.

SUR LA DÉFENSIVE

« *La recherche française souffre [redacted]. Celle-ci [redacted] peut venir [redacted] de passerelles [redacted] l'université. C'est la [redacted] façon [redacted] créer un appel d'air pour les jeunes* », défend Pierre Chambon. [redacted] précisément celui que tient Claude Allègre, qui [redacted]clarait [redacted] « Grand Jury » RTL-*Le Monde*-LCI, dimanche 24 janvier : « *L'ère [redacted] grands organismes [redacted] universités, ça n'existe plus. Le CNRS, créé par les socialistes, n'a [redacted] bougé [redacted] quarante-cinq [redacted]. Les chercheurs ne [redacted] coup [redacted] la [redacted] du [redacted] quo.* » Toutefois, [redacted] se démarque des conclusions du rapport : « *Je [redacted] veux surtout [redacted] toucher au statut des chercheurs, qui me paraît une force [redacted] système français. Je souhaite [redacted] plus [redacted] mobilité [redacted] responsabilités pour les jeunes.* »

Les syndicats n'en sont pas moins [redacted] la défensive. « *Ce visiting committee, [redacted] membres ont été choisis par [redacted] ministre et dont [redacted] président est bien connu dans [redacted] milieu comme étant un opposant farouche du CNRS, [redacted] exper[redacted] le [redacted] jour et demi. [redacted] performance ! Ses conclusions [redacted] aucune légitimité* », estime le SNCS-FSU. Pour le SGEN-CFDT, le comité [redacted] « *sorti de son rôle d'évaluation [redacted] prenant une position quasiment idéologique* ».

En termes plus mesurés, Edouard Brézin, président du [redacted] d'administration du CNRS, [redacted] que les propositions « *procèdent d'une réflexion théorique intéressante mais sont irréa[redacted] inadaptées à la recherche publique française* ». [redacted] donc pas [redacted] que, même [redacted] elle rejoint en partie ses propres vues, Claude Allègre décide de donner beaucoup de publicité [redacted] cette sulfureuse expertise.

Pierre Le Hir

Un homme de vingt-huit ans a été tué à Pantin par un policier qui plaide la légitime défense

LIONEL OBADINA, [redacted] jeune homme de vingt-huit ans, blessé [redacted] balle dans le sternum par un policier en patrouille, est [redacted]dé environ quarante-cinq [redacted] les faits dans une [redacted] du SAMU, lundi 25 janvier, à la cité [redacted] Courtillières, [redacted] (Seine-Saint-Denis). Selon [redacted] police, qui [redacted] évoqué la [redacted] défense, [redacted] fonctionnaire avec un [redacted] à [redacted] à canon scié et il a été tué [redacted] qu'un premier tir du policier l'eut manqué. [redacted] fusil à pompe re[redacted] à côté du [redacted] de la victime [redacted] approvisionné d'une cartouche engagée dans le canon [redacted] l'arme, [redacted] la sécurité de l'arme [redacted] déverouillée, [redacted] balles [redacted]tant [redacted] le magasin, ont constaté [redacted] policiers.

Le procureur [redacted] République [redacted] grande [redacted] de Bobigny (Seine-Saint-Denis), Jean-Paul Simonnot, s'est immédiatement [redacted] place. Selon le magistrat, [redacted] débutent [redacted] h 10 lundi, avec l'arrivée aux abords [redacted] la [redacted] d'une patrouille de quatre policiers appartenant à une unité mobile [redacted] départementale, qui [redacted] une [redacted] de [redacted]tion. [redacted] dans ce quartier sensible [redacted] Pantin après que [redacted] policiers eurent essuyé, la [redacted] passée, [redacted] jets de [redacted] qui n'avaient [redacted]. Dès leur arrivée, [redacted] quatre policiers remarquent un groupe [redacted] cinq [redacted] jeunes qui prennent la fuite dans la cité en les apercevant. [redacted] quatre fonction[redacted] immédiatement [redacted] leur [redacted] pour se lancer [redacted] leur poursuite.

UNE CITÉ EN CRISE

Lorsque [redacted] jeunes gens [redacted] séparent, [redacted] policiers font [redacted]. Un fonctionnaire [redacted] deux, puis un seul fuyard. Il ra[redacted] avoir entendu ce dernier [redacted] la [redacted] d'une arme en courant. Selon son témoignage, il voit [redacted] l'homme [redacted]ner dans sa direction [redacted] aperçoit le canon d'un [redacted]. Il [redacted] indiqué [redacted] alors fait feu sur lui une première fois, à environ cinq mètres de distance, sans le toucher. Il [redacted] alors [redacted] à Lionel [redacted] de jeter [redacted] arme, une version confirmée par l'un [redacted] collègues poli[redacted].

Le fuyard reprend sa [redacted] avant [redacted] se retourner une seconde fois [redacted] brandissant à [redacted]. Le policier [redacted] un second coup de feu, toujours à cinq mètres de distance, qui a atteint le jeune homme [redacted] la poitrine. [redacted] en charge par le SAMU et les pompiers, la victime est décédée environ quarante-cinq minutes [redacted] les faits.

Le policier, présenté comme un fonctionnaire expérimenté, a été entendu dans la soirée par les enquêteurs de l'inspection générale des services (IGS), la « police [redacted] polices », chargée de l'enquête par le [redacted] de Bobigny. Les fonctionnaires de [redacted] entendu des [redacted] des faits et les [redacted] SAMU. Selon le procureur, [redacted] policier [redacted] des deux coups de feu est un fonctionnaire d'une [redacted] d'années avec de bons états [redacted] service. Il [redacted] été affecté, depuis deux [redacted] unité mobile de [redacted] départementale. D'importantes [redacted] police [redacted] été déployées pour la nuit [redacted] des Courtil[redacted] pour prévenir tout incident. *Le quartier est [redacted] calme.*

La [redacted] un grand ensemble sensible de Pantin construit à la fin des années 50, où les incidents [redacted] sont multipliés au cours [redacted] derniers mois. En septembre 1998, un père de famille de vingt-sept ans a été grièvement blessé à la tête à coups de barre [redacted] fer et de batte de base-ball par une dizaine de jeunes gens de dix-huit à vingt ans. [redacted] mai [redacted], la police [redacted] effectué une opération dans les caves de la cité et saisi six chiens, dont quatre pitbulls, et 1,5 kg de haschisch. Elle avait également découvert un atelier de mécanique clandestin ainsi que divers produits. L'opération avait été menée par 120 fonctionnaires de police, dont une compagnie de CRS, dans 400 des 700 caves de la [redacted] qui n'avaient plus de locataires déclarés. Par peur, beaucoup de locataires avaient en effet renoncé depuis longtemps à descendre dans les caves.

Pascal Ceaux

Un violent séisme a touché le centre de la Colombie

BOGOTA
correspondance

Un violent tremblement de terre, d'une magnitude de [redacted] sur l'échelle de Richter, [redacted] frappé le centre-ouest [redacted] la Colombie, lundi 25 janvier dans l'après-midi. [redacted] un bilan provisoire, [redacted] Croix-Rouge mardi matin, plusieurs centaines de personnes auraient péri, et l'on dénombrait dans la région touchée quelque 2 000 blessés et plusieurs milliers de sans-abri.

Le séisme, qui a affecté toute la région [redacted] de « l'Axe du [redacted] », [redacted] produit [redacted] 13 h 20 (heure locale) et [redacted] été suivi d'une vingtaine de répliques. La ville d'Armenia (280 000 habitants), chef-lieu du département [redacted] Quindio, [redacted] 160 [redacted] l'ouest [redacted] la capitale, Bogota, [redacted] été la plus touchée. Plusieurs immeubles [redacted] des centaines [redacted] maisons y [redacted] détruits. Selon la Croix-Rouge, plus [redacted] trois [redacted] personnes [redacted]raient péri [redacted] ville, alors que selon [redacted] locales, 90 % des décombres n'avaient pas été fouillés. La ville voisine de Pereira (400 000 habitants), chef-lieu du département de Risaralda – où, il y a exacte[redacted] quatre [redacted], un tremblement [redacted] la mort d'une quarantaine [redacted] personnes [redacted] d'importants dégâts –, a également été touchée.

La plupart des municipalités touchées sont [redacted] par voie terrestre, les routes ayant été coupées par [redacted] éboulements de terrain. Des témoignages font état de destructions importantes [redacted] les [redacted] rurales.

Les hôpitaux de la région sont débordés et font [redacted] face à l'urgence. Tous les centres hospitaliers du pays ont [redacted]clarés en [redacted] d'alerte et demandent avec insistance du matériel [redacted], des médicaments et du sang. Des locaux ont été ouverts à [redacted] et dans les grandes villes du pays pour [redacted] : tentes, nourriture, couvertures, groupes électrogènes, [redacted]. Les autorités d'Armenia demandent, elles, [redacted] cercueils.

Dès l'annonce du séisme, le président de la République, Andrés Pastrana, a reporté son départ pour l'Europe. Il [redacted] assister, mardi, à l'assemblée annuelle de la Banque mondiale, [redacted] Munich.

Marie [redacted]

Le porc coté à 5,02 francs dans une ambiance tendue

LA TENSION était toujours perceptible, mardi [redacted] janvier, au marché au cadran de Plérin (Côtes-d'Armor) où est fixé le cours du porc. La journée de lundi avait été marquée par une fausse alerte à la bombe. Dans l'après-midi, les acheteurs de porc, qui avaient pu enfin se réunir, proposaient un prix très inférieur au seuil symbolique [redacted] 5 francs (0,76 euro) le kilo. Devant l'exaspération des deux cents éleveurs présents, le président du marché, Jean-Jacques Riou, avait décidé de repousser la séance au lendemain. Mais les agriculteurs refusèrent de quitter le marché et de laisser partir les représentants des abattoirs. Le *cours fut finalement fixé en début de soirée [redacted] 5,02 francs, soit un centime de plus que lors de la dernière cotation. Les organisations syndicales agricoles entendent maintenir la pression toute la semaine sur le marché [redacted]. – *(Corresp. rég.)*

Dix organisations indépendantistes d'Antilles et de Guyane s'allient

DIX ORGANISATIONS INDÉPENDANTISTES de Guyane, [redacted]loupe et de Martinique se sont engagées, samedi 23 janvier [redacted] Fort-de-[redacted] (Martinique), [redacted] mettre en place un certain [redacted] communes afin de faire reconnaître aux instances internationales et régionales [redacted] caractère « *colonial* » du statut des départements français d'outre-mer [redacted]. Il [redacted] prévu d'engager une [redacted]pagne en vue de réinscrire la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique sur la liste des territoires à décoloniser auprès du comité *ad hoc* des [redacted] unies. Ces organisations envisagent également de soutenir toute initiative visant [redacted] faire reconnaître comme crimes contre l'humanité la traite négrière et l'esclavage des Noirs. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

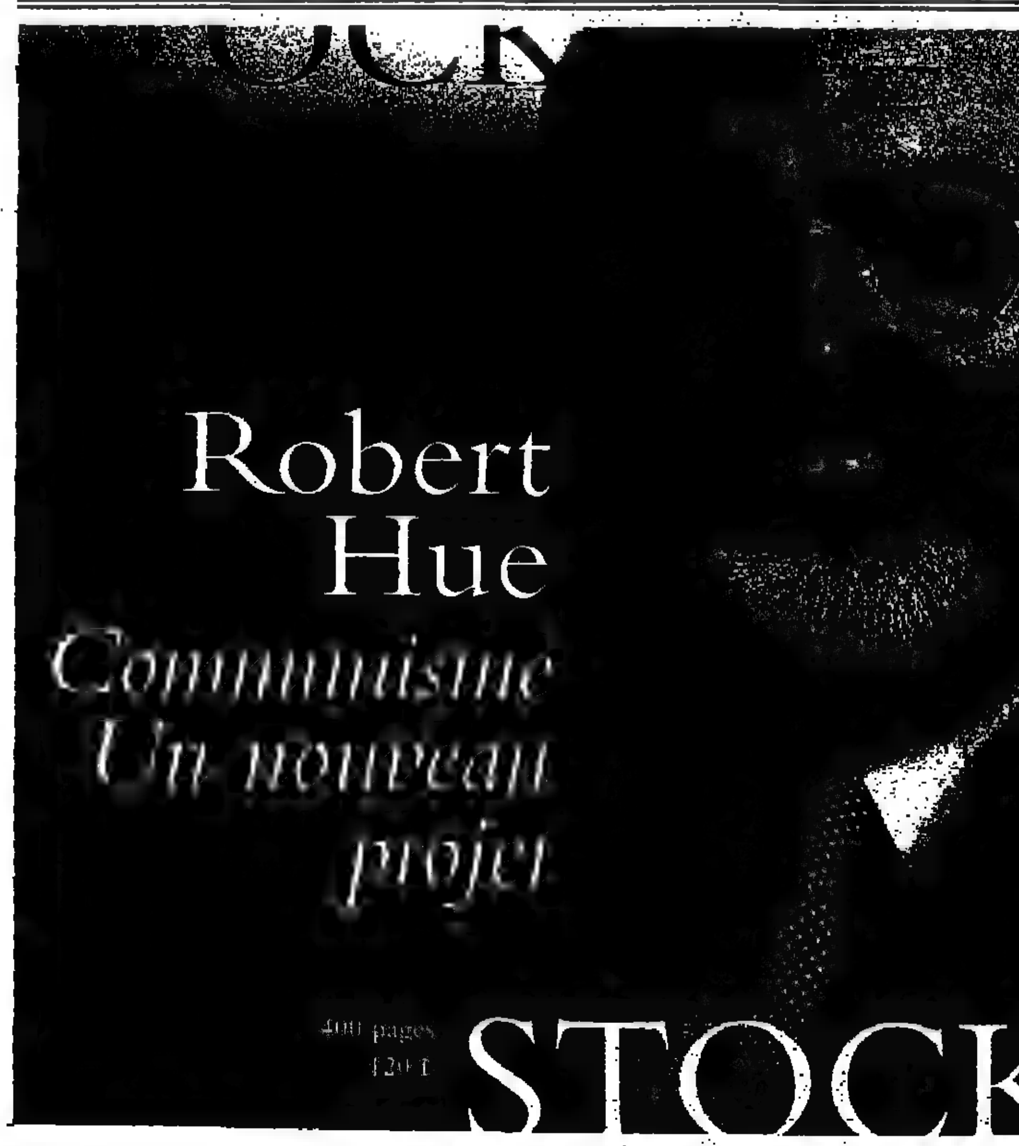
■ **INFLATION [redacted] hausse des prix [redacted] la consommation a atteint 0,1 [redacted] en décembre 1998,** selon les résultats définitifs publiés par l'Insee mardi 26 janvier, soit 0,3 % en glissement sur la totalité de 1998 (*Le Monde* du 13 janvier).

■ **POLÉMIQUE : le Parti socialiste invite la gauche plurielle [redacted]** « *siffler [redacted] fin [redacted] la récréation [redacted] cesser [redacted] querelles [redacted]* ». [redacted] national chargé [redacted] études, Vincent Peillon a critiqué, lundi 25 janvier, les [redacted] de Georges Sarre sur « *la gau-gauche* », estimant que [redacted] président délégué du [redacted] citoyens « [redacted] *s'est pas grandi* ».

■ **FOOTBALL : Alain Giresse,** ancien entraîneur du Paris - Saint-Germain, a été nommé, lundi 25 janvier, entraîneur du Toulouse FC, en remplacement de Guy Lacombe. Alain Giresse avait été l'entraîneur du TFC, actuel dernier du championnat de France de première division de novembre 1995 à mai 1998, avant de rejoindre la capitale où il a dirigé l'équipe du PSG jusqu'en octobre 1998.

■ **FOULARD ISLAMIQUE : la période d'observation de quinze jours souhaitée par Ségolène Royal,** ministre déléguée [redacted] l'enseignement scolaire, s'est soldée par un échec au collège Jean-Monnet de Flers (Orne). Malgré les avertissements envoyés aux deux familles, les deux adolescentes n'ont jamais quitté le voile, même pendant les cours de technologie et d'éducation physique. Réunis, lundi [redacted] janvier, avec des parents d'élèves, les enseignants ont décidé de créer une association « *pour la défense [redacted] la [redacted]* ». – *(Corresp.)*

Tirage du *Monde* daté mardi 26 janvier 1999 : 509 897 exemplaires. - 3

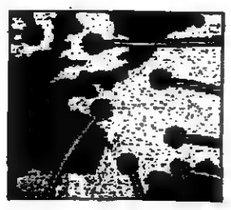


en cause
urs

Le Monde
INTERACTIF
LES NOUVELLES TECHNOLOGIES
MERCREDI 27 JANVIER 1999
www.lemonde.fr/nvtechno

CONSOMMATION
Terminé, le noir et le blanc ravivé : les objets prennent des couleurs, acidulées, franches, appétissantes. P. VII

PORTRAIT
Jonathan Ive, designer anglais, a remis Apple en selle en dessinant l'iMac. P. VII



EN IMAGES
Séduit par le succès de la Silicon Valley, les technopoles fleurissent autour de la planète. P. VI

BUTINAGE
Art, archéologie, biotechnologies, ... une sélection de sites techno sur le Web. P. IV

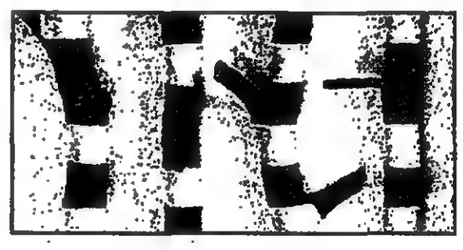
PRIX
Infonie et les hypermarchés Géant proposent des PC multimédias à 1 990 F. P. III

1990

PETITES ANNONCES
8 pages d'offres d'emplois.
P. VIII à XVI

Puces, étiquettes « intelligentes » : les solutions et les fonctions nouvelles ne manquent pas, qui pourraient le supplanter. Las, le vétéran reste le chouchou des distributeurs !

Le code-barres résiste aux puces



Depuis 25 ans, la douzaine de lignes marque, renseigne, identifie sans faiblir les produits que nous achetons

LE CODE-BARRES fête ses noces d'argent avec le commerce. Vingt-cinq années de fidélité pour une idée si simple qu'elle a fini par envahir les caisses enregistreuses de nos supérettes en light-shows. Qui aurait le mauvais goût de renoncer à une invention si précieuse et gratuite ? Sûrement pas les géants de la distribution qui vantent tous les mérites de la douzaine de bandes noires imprimées sur les emballages. A moins que...

De curieuses bobines métalliques ont fait leur apparition discrètement. Des étiquettes qui provoquent des sons stridents au sortir des magasins quand on oublie de faire scanner le fameux code-barres, qui servait de signature au passage des péages et qui signalent les articles volés. Apparentes ou moulées dans un plastique coloré d'un... code-barres, ces étiquettes du futur reçoivent peu à peu les capacités qui manquent à leur aîné.

Une carte de visite déplacée machinalement au-dessus d'un certain tapis de souris, et les informations apparaissent dans le carnet d'adresses électronique. Une boîte de médicaments posée sur le rebord d'une fenêtre et un message s'affiche sur l'écran de l'ordinateur, invitant à retourner les gélules périmées à la pharmacie. Ce tapis est né au cœur du Medialab, basé au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

L'objet a eu tant de succès que ses trois inventeurs ont fondé fin 1998 Presto Technologies, une start-up qui se chargera de mettre le tapis sur le marché. « *Nous sommes sur le point de commercialiser la première version de notre technologie* », assure Henry Holtzmann, le seul du trio qui a totalement – et provisoirement – renoncé à ses activités au MIT pour se consacrer à plein à l'entreprise. A l'instar des détecteurs antivol dans les magasins, le tapis l'envoie des ondes électromagnétiques vers les « tags », qu'une bobine en forme de spirale capte et transforme en signal électrique chargé de dialoguer avec la puce pour récupérer ses informations.

Au MIT, on n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. L'équipe Things That Think (les objets qui pensent) imagine déjà les prouesses que ces étiquettes pourront réaliser. Des détecteurs de température intégrés aux vêtements qui pourraient signaler l'apparition de la fièvre. Des capteurs de pression capables de signaler au conducteur qu'un pneu se dégonfle. Des mémoires informatiques intégrées dans le papier pour en garantir la provenance.

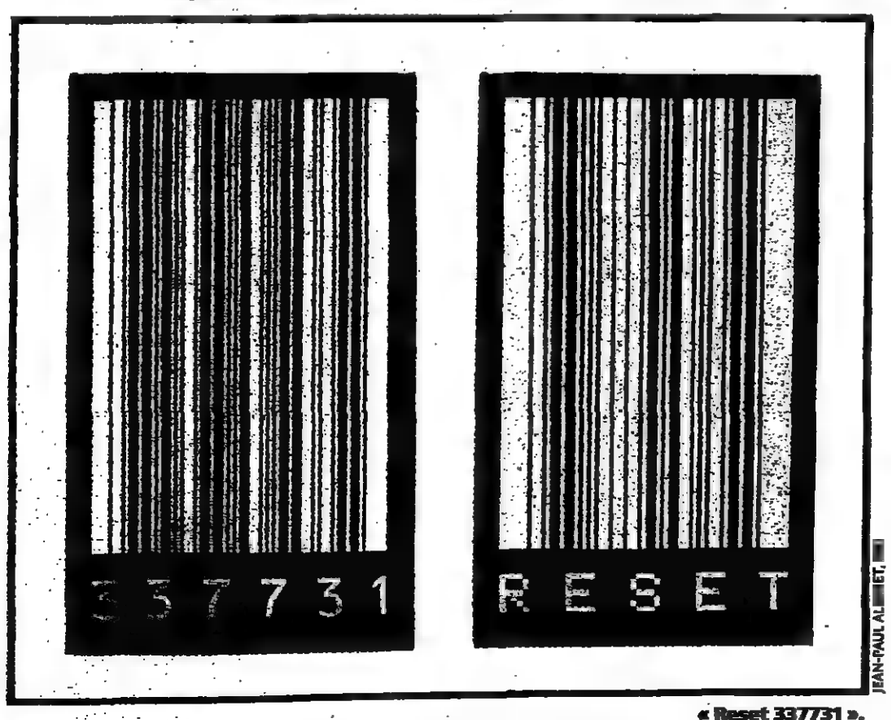
Les « étiquettes radiofréquences » – comme les spécialistes – s'apprêtent à rendre la matière « intelligente ». Déjà, certains imaginent se greffer ces puces sous la peau des animaux pour lutter contre leur trafic. D'autres ont tenté l'expérience sur eux-mêmes. Autant d'applications aussi étonnantes qu'inquiétantes, qui pourraient se généraliser d'ici une dizaine d'années.

Aujourd'hui, les étiquettes « intelligentes » sont chères. Leur prix unitaire (6,56 francs), ce qui n'empêche pas des industriels comme le français Gemplus de s'y intéresser. Elles sont pour l'instant réservées à la logistique, aux systèmes de paiement sans contact et à quelques applications pointues, pour lesquelles le prix de l'étiquette reste faible au regard des services rendus. Mais la véritable histoire des puces électroniques montre que le prix des composants chute à une vitesse vertigineuse.

« *Les étiquettes électroniques sont souvent fixées sur des emballages qui regroupent de nombreux produits. A force de voir les prix baisser, leur nombre va diminuer jusqu'au jour où il y aura un seul produit par étiquette électronique*, prédit Henry Holtzmann. *Quand le prix aura atteint 1 penny* [environ 6 centimes], *les codes-barres céderont progressivement la place aux étiquettes électroniques, qui ne demandent aucune manipulation pour être lues.* » En attendant, les petites barres noires poursuivent leur bout de chemin. Le code-barres ne veut pas mourir.

Nicolas Bourcier et Denis Delbecq

REPORTAGE
Dans un supermarché de Neuilly-sur-Seine, les clients se changent en caissières le temps de leurs emplettes : à l'aide d'un chariot « amélioré », ils enregistrent l'un après l'autre leurs articles. III



« Reset 337731 ». JEAN-PAUL ALBINET, [illegible]

Il a été rond, rectangulaire, polygonal. On l'a copié, détourné, tatoué, exposé. En un quart de siècle, ce signe au charme désuet a conquis les créateurs et les artistes

Un seul clic pour tout trouver
www.lycos.fr
• Recherche en français, en toutes langues, images et sons...
• Guides thématiques : actualité, économie, loisirs,
• Gratuit : E-mail, page personnelle, Mon Guide Lycos
Votre Guide Personnel sur Internet LYCOS

هكذا من الأصل

25 ans et toutes ses barres

WOODLAND [redacted] SILVER

Depuis sa création en 1974, il n'en finit pas de marquer les produits

JUDY MARSH est catégorique sur [redacted] point. [redacted] aux Etats-Unis, [redacted] 26 juin 1974 [redacted] Troy, [redacted] l'Ohio, que le premier [redacted] de consommation portant un [redacted] sigle est passé en caisse dans le *supermarché Marsh, qui* appartenait [redacted] beau-père. Devant les yeux ébahis des clients, un [redacted] placé dans la [redacted] et scrutant les petites barres blanches et noires a remplacé la *saisie manuelle du prix. La petite* histoire retiendra le paquet [redacted] chewing-gum Wrigleys parfum Juicy Fruit. L'Universal Product Code (UPC), communément appelé « code-barres » [redacted] mis [redacted] point en *1973 par IBM, fait ainsi irruption* dans [redacted] linéaires [redacted] supermarchés. Il faut remonter [redacted] l'immédiat après-guerre pour trouver [redacted] premier système de codage. Le 20 octobre 1949, [redacted] Woodland et Bernard Silver déposent un brevet intitulé « *appareil* [redacted] *classification et* [redacted] ». [redacted] deux inventeurs américains décrivent leur [redacted] comme [redacted] une possibilité [redacted] « *classer* [redacted] *articles* [redacted] *l'aide d'un motif identifiant* ». Le concept est en place. Un symbole surnommé Bull's eye [redacted] composé de cercles concentriques doit être apposé sur un produit pour ensuite être reconnu par une drôle de machine [redacted] faisceaux lumineux. Le brevet est enregistré trois ans plus tard [redacted] 2612994, mais le manque de fiabilité et l'absence d'un besoin réel empêchent [redacted] *grande échelle. Le Bull's eye* reviendra deux [redacted] plus [redacted] dans l'arène scientifique.

Super et hyper

Début des années 60, le commerce [redacted] *profondément* [redacted] le développement [redacted] libre-service. Les supermarchés et hypermarchés prennent leur essor des deux côtés de l'Atlantique. En France, la première grande surface *s'ouvre, en 1963*, à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne). Les chariots à provisions [redacted] bousculent, et la consommation [redacted] dans l'âge moderne. [redacted] *concertent pour mettre en place un* système [redacted] communication original qui permettrait [redacted] simplifier [redacted] gestion [redacted] codification [redacted] articles. [redacted] la fin de l'année 1969 aux Etats-Unis, [redacted] grands distributeurs et les représentants des chaînes [redacted] pour réclamer un système [redacted] codage unique [redacted] produits. Une [redacted] d'entreprises de recherche scientifique relèvent le [redacted] IBM, l'ingénieur George Laurer, entouré d'un mathématicien, [redacted] Savir, et de Norman Woodland, qui a rejoint *la firme américaine peu après son* invention, [redacted] à la [redacted]. « *En 1970, au moment où les supermarchés s'intéressaient sérieusement* [redacted] *l'identification des articles, Norman Woodland rejoint mon département*, affirme-t-il sans détour. *Il écrivait bien, et c'était un* [redacted] *commercial. C'est pourquoi la* [redacted] *l'a chargé de mettre en bonne et* [redacted] *forme nos propositions. Par la suite, il a exagéré son rôle dans le développement de la technologie.* » Qu'importent [redacted] code-barres, l'idée du [redacted] du scanner [redacted] 1949 font leur chemin : au mois de mars 1973, l'association [redacted] professionnels [redacted] la [redacted] adopte le code-barres linéaire et [redacted] à douze chiffres [redacted] George Laurer [redacted] le nom [redacted] Universal Product Code. IBM abandonne au domaine public sa création en raison des lois antitrust et d'une politique de développement astucieuse : faciliter l'utilisation du [redacted] commerce à l'échelle mondiale en [redacted] son coût pratiquement nul. [redacted] firme américaine [redacted] y trouver son intérêt en se [redacted] et [redacted] perfectionnement [redacted].

Sans frontières

Quatre ans plus tard, cinq mille *sociétés américaines* [redacted] *l'UPC*, [redacted] plus d'une [redacted] sont équipés pour lire les codes-barres. [redacted] s'emballe et franchit l'Atlantique. Les industriels et les distributeurs *européens adoptent la structure de* [redacted] 13 (European Article Number) au mois de février 1977. Compatible [redacted] système nord-américain, [redacted] international possède [redacted] au lieu de douze. Chaque pays reçoit un [redacted] plusieurs [redacted] de marquage du produit. Si le chewing-gum fut le premier produit à être « tatoué » par des barres *aux Etats-Unis*, en Angleterre, ce [redacted] noblesse oblige. Et, comme si [redacted] code-barres [redacted] de respecter les traditions de consommation locale, [redacted] premier marquage, en France, [redacted] aux galettes de Fouesnant.

N. [redacted]

Nouvelle génération

Le RSS [redacted] Composite fait partie de cette nouvelle génération de codes-barres. Développé par EAN International et UCC, il représente une solution mixte, alliant un code linéaire à un [redacted] dimensions. Le code linéaire permettrait de représenter une information telle que le numéro EAN (European Article Number) [redacted] du produit.
[redacted] deux dimensions offrirait la possibilité [redacted] codifier d'autres [redacted] que [redacted] date [redacted] péremption et le numéro du lot.
L'application majeure [redacted] ce nouveau codes-barres pourrait [redacted] marquage et le suivi des petits produits, tels que les médicaments ou [redacted] composants électroniques.

Le RSS & Composite

Un four décodeur

Lors d'un récent Salon [redacted] l'électroménager aux Etats-Unis, l'industriel Samsung [redacted] présenté le premier four [redacted] micro-ondes « intelligent ». Développée par les chercheurs du Cook College de l'université Rutgers, [redacted] le [redacted] Jersey, [redacted] technologie [redacted] four nouvelle génération repose [redacted] un système combiné [redacted] lecture de code-barres [redacted] Internet.
Il suffit de présenter [redacted] produit – une boîte [redacted] conserve, des plats surgelés [redacted] cellophane – [redacted] un lecteur disposé [redacted] le four.
Ce code-barres, spécialement programmé, fournit à l'appareil [redacted] informations relatives [redacted] temps de cuisson et aux différents modes de préparation et d'accommodement du produit [redacted] qui *s'affichent sur un écran.*
Le [redacted] automatiquement [redacted] programmation en fonction [redacted] données reçues.
Toujours grâce [redacted] code-barres, [redacted] peut se connecter directement sur [redacted] du fabricant et obtenir [redacted] informations complémentaires sur [redacted] produit qu'il s'apprête [redacted]. Encore [redacted] prototype, ce four devrait bénéficier du développement des technologies de type Jini et UPP (Universal Plug [redacted] Play [« Le Monde interactif » du 20 janvier]) pour connaître une prochaine [redacted] en série.

Des lignes et des chiffres

Désuet, le système n'en reste pas moins le langage – presque – universel du commerce

QUATRE milliards de codes-barres, ces drôles de marques composées de traits noirs verticaux d'épaisseur variable, passent chaque jour devant les rayons des [redacted]. C'est [redacted] Fonds monétaire international (FMI) qui le dit. Une *manipulation que l'on* [redacted] *partout*, [redacted] le marchand de journ[redacted], au supermarché ou encore dans [redacted] entrepôts de produits de consommation. [redacted] codes-barres sont imprimés sur les [redacted] d'emballage, parfois même tatoués sur le haut d'un crâne ou exposés comme œuvre picturale. Un quart [redacted] siècle après [redacted] naissance, la technologie du code-barres [redacted] envahi [redacted] quotidien.

« *Ils sont complètement entrés dans les mœurs*, estime Pierre Gonzales de la direction générale [redacted] la concurrence, de la consommation et [redacted] la répression des fraudes (DGCCRF). *Le code-barres* [redacted] *pose plus de problèmes.* » Pour preuve, depuis 1997, la DGCCRF [redacted] reconduit plus [redacted] enquêtes de vérifi[redacted] dans [redacted] magasins. « *A cette date,* [redacted] *d'erreurs* [redacted] *les tickets de caisse avait atteint* [redacted] *seuil plancher de moins* [redacted] *4 %.* [redacted] *encore, plus de 70 % de ces* [redacted] *étaient dues à des erreurs de saisie manuelle* », précise [redacted] chargé de mission du ministère.

Le code-barres ne comporte pas le prix de l'article, mais une suite d'informations transmises [redacted] un ordinateur à l'aide d'un lecteur optique (scanner, crayon optique [redacted] autre « douchette »). Dans le cadre d'un supermarché, l'ordinateur central [redacted] appel [redacted] du produit. [redacted] final [redacted] enregistre la [redacted]tion. [redacted] cette manière, les distributeurs [redacted] accès en permanence [redacted] l'état des stocks. C'est ce l'on appelle la « gestion en temps [redacted] ». Gain de temps pour [redacted] en caisse, détail des achats inscrits sur les reçus : le consommateur y trouve son compte. Seule [redacted] d'ombre [redacted] pour l'emploi, [redacted] rappelle Pierre Gonzales, « *ce système a permis d'économiser le nombre de caissières* ».

On pourrait [redacted] le système [redacted] produits [redacted] bleau de [redacted] chimie. Une nomenclature à l'échelle mondiale gérée par un [redacted]ganisme de tutelle, l'EAN/UCC (une contraction de European Article Numbering et Uniform Code Coun[redacted] fournit [redacted] cadre. Chacune des [redacted] entreprises adhérentes [redacted] l'organisation [redacted] voit délivrer un code unique de sept chiffres. A charge pour la firme d'attribuer [redacted] quel que [redacted] le produit [redacted] sur [redacted] marché, son code-barres est unique et lisible partout dans le monde. En France, le [redacted] EAN peut identifier [redacted] férents.

Si [redacted] détail repré[redacted] plus de la moitié [redacted] utilisations de codes-barres, [redacted] se partage [redacted]. Contrairement à la distribution, qui utilise un [redacted] système ouvert », [redacted] EAN, [redacted] industriels préfèrent généralement des codes en « système fermé ». « *Ils n'ont pas besoin de système d'identification unique*, [redacted] directeur technique [redacted] tional, Henri Barthel. *Prenez l'industrie automobile, qui* [redacted] *premières utilisatrices de codes-barres*, [elle ne fait] *circuler* [redacted] *l'information que dans* [redacted] *univers clos. Cela* [lui] *suffit.* » Autre exemple, l'armée américaine, qui, pour des *raisons évidentes, utilise un système* analogue. On peut citer les [redacted] ITF, le EAN-128, le [redacted] 39, le Codabar, [redacted]. D'après le spécialiste Henri Barthel, il [redacted]tuellement plus de 200 codes-barres différents [redacted].

Un [redacted] marché ne peut pas [redacted] indifférents [redacted] poil. [redacted] en a ainsi fait [redacted] gagne-pain. A cinquante-[redacted], cet ancien [redacted] du MIT (Massachusetts Institute of Technology) est devenu l'un des consultants les plus recherchés après avoir [redacted] 128 [redacted] 1981. « [redacted] *depuis 1988 par EAN/UPC, ce code alphanumérique a fait* [redacted] *réputation*, confie-t-il. *J'ai dû passer trois jours à* [redacted] *réalisation, mais je tiens à* [redacted] *je n'ai pas gagné* [redacted] *sou sur ce code !* » L'avenir ne lui fait [redacted] peur : « *Le code-barres a* [redacted] *vingt-cinq* [redacted] *années* [redacted] *lui.* [redacted] *y aura* [redacted] *nouvelles applications. Les puces électroniques, par exemple.* [redacted] *je ne crois* [redacted] *qu'elles le remplacent de* [redacted] » Un avis partagé [redacted] différents spécia[redacted] Barthel. « *C'est vrai, le concept du code-barres n'est* [redacted] *en soi. Mais* [redacted] *technologie fonctionne : une* [redacted] *pour* [redacted] *de* [redacted] *lus !* »

N. Bo.

JEAN-PAUL [redacted]BINET, 1998

« Être ». Code-barres gravé sur bois de hêtre

Sur la Toile

Les organismes officiels
- www.uc-council.org (Etats-Unis)
- www.ean-ucc.org (international)
- www.ean.com.au (Australie)
- www.ean.be (Belgique).

L'Association internationale des fabricants d'équipement de saisie automatique des données
- www.aimi.org

Le site anglais [redacted] IBM
- www.uk.ibm.com/ stories/ uk196.htm5

Créer ses propres codes-barres à partir de modèles prédéfinis
- www.dlsoft.com/ dlsoft/ default.htm

Un [redacted] rapide des différents types de [redacted]
- www.cscan-usa.com/knowledge/ Sybologies/ barcodes.htm

Les [redacted] les plus extravagants
- www.adams1.com/ pub/ russadam/ stack.html

La [redacted] Tesco vend un Palm Pilot capable [redacted] lire [redacted] codes-barres. [redacted] à l'ordinateur, il permet de commander [redacted] produits [redacted] à Internet
[redacted]

Profil

George Laurer, inventeur du code-barres linéaire

« ***JAMAIS**, je n'aurais cru que cela marcherait aussi bien.* » [redacted] soixante-treize ans, George Laurer reste émerveillé devant le [redacted] au [redacted] produits qu'il vient d'acheter. C'est pourtant lui, [redacted] ancien réparateur de télévision, qui [redacted] point le système du code-barres il [redacted] plus [redacted] vingt-cinq [redacted]. Après un bref [redacted] dans un ly[redacted] technique, il entreprend, au lendemain [redacted] guerre mondiale, [redacted] études d'ingénieur en électricité à l'université du Maryland. Diplômé, il rejoint IBM [redacted] 1951. « *A l'époque, c'était* [redacted] *petite entreprise, comparée à* [celle d'] *aujourd'hui*, se souvient George Laurer. *J'ai commencé* [redacted] *la base,* [redacted] *ingénieur junior dans un service chargé de fabriquer des systèmes de* [redacted] *pour les consommateurs. C'était l'ère de l'électrique et des* [redacted] *perforées.* »

En 1970, George Laurer [redacted] au département d'identification et de recherche technologique (Symbol Technology Department). « *Les supermarchés étaient en plein essor, et* [redacted] *demande pour* [redacted] *un système spécifique de codage était forte*, dit-il. *A charge pour nous de trouver* [redacted] *jeu de caractères* [redacted] *surface ne dépassant pas quelques centimètres carrés* [redacted] *lisible – avec* [redacted] *marge d'erreur minimale –, quelle que* [redacted] *sa position par un appareil optique.* » « *Nous n'étions d'ailleurs* [redacted] *les seuls* [redacted] *compétition*, précise-t-il non sans fierté. *Une dizaine d'entreprises* [redacted] *telles que Singer et RCA, étaient également sur le coup.* »

Puis George Laurer abandonne rapidement le système [redacted] codage de forme circulaire surnommé Bull's eye, inventé en [redacted] par Norman Woodland, pour des raisons [redacted] fiabilité. [redacted] dix chiffres demandés par les associations [redacted] professionnels de la distribution, il en ajoute [redacted] supplémentaires. Sûr [redacted] son [redacted] après plus de six mois acharnés [redacted] travail, il [redacted] aux respon[redacted] d'IBM [redacted] projet, au début [redacted] l'année 1973. « *Je* [redacted] *souviens plus* [redacted] *la date exacte*, s'excuse-t-il. *Je pensais effectivement que tout cela était important, mais je* [redacted] *pouvais imaginer un seul instant que cela prendrait une* [redacted] *ampleur.* » En mars, [redacted] proposition de code-barres [redacted] douze chiffres [redacted] définitivement acceptée. [redacted], *pour des raisons stratégiques, abandonne ses* droits [redacted] laisse le brevet dans le domaine public. [redacted] seules modifications apportées par les professionnels américains de la distribution concernent la police de caractères et l'intensité [redacted] l'encre utilisée. « *J'ai réussi mon travail* », affirme d'un ton calme George Laurer, aujourd'hui [redacted] la retraite. Dans un éclat [redacted] rire, il anticipe la sempiternelle question : « *Non, je n'ai pas de royalties sur le* [redacted] *barres ! Je* [redacted] *suis devenu ni riche ni célèbre.* »

N. Bo.

- members.aol.com/productupc/

Trois questions à...

Pierre Georget, directeur technique à EAN France

1 **Le code-barres [redacted] fêter ses vingt-cinq ans. En tant [redacted] directeur technique à EAN France (Gencod) et président du [redacted] de normalisation [redacted] l'identification automatique à l'Afnor (Association française de normalisation, l'ISO français), [redacted] expliquez-vous qu'il [redacted] aussi bien résisté au temps ?**

[redacted] d'abord, c'est un outil [redacted] peu coûteux. Le code-barres [redacted] pas [redacted] répercussions sur le prix du produit : [redacted] fabricant l'inclut [redacted] emballage, sans dépenses supplémentaires. La longévité [redacted] système [redacted] dans son inertie : [redacted] code-[redacted] sur [redacted] la [redacted] d'approvisionnement, [redacted] la [redacted] du produit, en passant par [redacted] entrepôts, jusqu'au point [redacted] final ; il [redacted]. [redacted] la pratique, il [redacted] impossible de [redacted] remplacer.

2 **Et pourtant, les puces arrivent sur le marché. Vont-elles un jour remplacer le code-barres ?**

Les puces garantissent l'identité du produit [redacted] services complémentaires : [redacted] une alarme en cas [redacted] vol, améliorer [redacted] traçabilité [redacted] article ou [redacted] contrefaçons. Prenez un appareil électroménager : [redacted] cas [redacted] panne, une [redacted] permet d'accéder à l'historique [redacted] l'appareil, d'identifier son schémas de montage [redacted] connaître la [redacted] sa dernière réparation. Un [redacted] carnet [redacted]. Il ne s'agit [redacted] pas aujourd'hui [redacted] remplacer [redacted] code-barres, mais d'ajouter une [redacted] produit. D'ailleurs, on [redacted] dans [redacted] rayons : [redacted] puces sont placées au [redacted] étiquettes, où se [redacted] généralement le code-barres. [redacted] dans un cas [redacted] complémentarité. Quant [redacted] l'avenir, on ne pourra sérieusement envisager [redacted] remplacement du code-barres [redacted] lorsque la puce ou [redacted] « tags » seront produits en quantité suffisante pour atteindre un coût [redacted] par rapport [redacted] celui du produit, *c'est-à-dire* [redacted] *une dizaine* d'années. C'est pour [redacted] que [redacted] standardisation mondiale [redacted] un rôle primordial : [redacted] une normalisation de [redacted] puce [redacted] de son contenu, son [redacted].

3 **Croyez-vous [redacted] standardisation mondiale ?**

Actuellement, on [redacted] cherche [redacted] un seul outil ; on cherche un langage commun d'un bout à l'autre [redacted] la chaîne. [redacted] code-barres, tout comme les étiquettes intelligentes [redacted] sont finalement que [redacted] supports d'information et, l'important, c'est leur contenu. Au final, [redacted] consommateur bénéficiera [redacted] produits de meilleure qualité et, [redacted] terme, d'une baisse [redacted] prix des p[redacted] en raison de la baisse [redacted] logistique.

Propos [redacted]eillis par Nicolas Bourcier

هكذا من الأصل

A Neuilly-sur-Seine

Les chariots à provisions encaissent

SINGULIER échafaudage qui trône [redacted] l'entrée du Monoprix de Neuilly-sur-Seine, rue des Huissiers. Comme une grande bibliothèque [redacted] s'aligneraient non des livres, mais d'étranges instruments électroniques, inattendus ; comme des téléphones portables [redacted] trois touches. Ici, on l'appelle le Mono, [redacted] pour avoir le droit de s'en saisir, il faut disposer de la [redacted] Cofinoga. Introduite dans le lecteur, celle-ci libère [redacted] Mono.

On a [redacted] en main, tout simplement, un lecteur individuel de codes-barres. Fixé, par exemple, sur [redacted] poignée-poussoir du chariot [redacted] provisions, il permet ainsi d'enregistrer soi-même le prix [redacted] marchandises embarquées. On présente le code-barres devant le lecteur, on appuie sur la touche « + », [redacted] le prix [redacted] enregistré. De quoi vérifier ainsi, [redacted] tout moment, [redacted] somme précise de [redacted] achats. Bien pratique, puisqu'il est vrai qu'aujourd'hui [redacted] prix [redacted] figure plus [redacted] les [redacted] en vente dans les grandes surfaces, hypers [redacted] supermarchés.

[redacted] changez d'avis et vous [redacted] ravisez ? Pas [redacted] problème : il vous suffit alors [redacted] produit [redacted] question devant [redacted] lecteur du Mono [redacted] d'appuyer sur le bouton « – » pour que son prix soit déduit du total. Rien de plus facile, autrement dit. Les courses terminées, il [redacted] plus alors qu'à reposer l'instrument sur [redacted] support pour récupérer sa carte, plus un ticket indiquant le total et comportant un code-barres.

CONFIANCE

A la caisse, plus besoin donc de ressortir un [redacted] un les articles du chariot : seul le code-barres du ticket [redacted] lu. Lors [redacted] la première utilisation, toutefois, afin de s'assurer qu'un emploi correct [redacted] fait du Mono, un [redacted] décompte [redacted] effectué. Ensuite, *« tout [redacted] une relation [redacted] confiance [redacted] le client »*, explique-t-on chez Monoprix. En fait, un ordinateur central détermine de façon aléatoire [redacted] chariots devant [redacted] vérifiés. [redacted] ce cas, une [redacted] spéciale Mono permet d'éviter quand même [redacted] file d'attente.

Astuce : l'exactitude du montant des [redacted] d'un client donné détermine [redacted] fréquence [redacted] laquelle celui-ci [redacted] contrôlé. Car, [redacted] final, l'objectif [redacted] bien [redacted] faire gagner du temps (donc de l'argent). [redacted] Monoprix, le [redacted] diminue d'environ 15 % en moyenne le temps total consacré d'ordinaire [redacted] dans l'établissement.

O. Z.

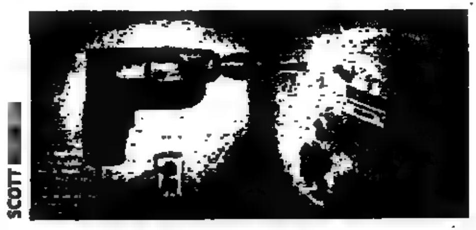
le.top.des.réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter

www.millennium.com
Internet peut s'avérer un support privilégié d'expression artistique ; e.s.p.r.i.millennium, le [redacted] l'Institut technologique de [redacted] (Etats-Unis), en est le plus bel exemple. Réalisé par des étudiants spécialisés dans la photographie, le dessin électronique ou la programmation informatique, le site plonge le visiteur dans un monde issu des songes de ses créateurs. Images de synthèse, photographies en haute définition, le site combine également une animation sonore subtilement déconcertante à des textes de réflexion sur les conséquences politiques et sociales du développement des nouvelles technologies dans le domaine de la [redacted]

www.sciences-museo.tm.fr/biotechnologies
Le site de la Cité des sciences et de l'industrie apporte une contribution originale au débat sur les plantes transgéniques. A partir de dossiers complets présentant les points de vue des partisans et des opposants à l'utilisation des biotechnologies végétales, chacun peut exprimer son opinion sur l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM). A cet effet, un « atelier délibératif » virtuel permet à un groupe de personnes d'échanger leurs idées sur ce thème et de les confronter à un comité d'experts. Fin janvier, une session exceptionnelle sera consacrée à la rédaction collective d'un texte de synthèse destiné à être publié.

www.preau.asso.fr
L'association Le Préau vise à promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les établissements de formation ou d'enseignement et dans les entreprises. Le site du Préau propose de nombreux services. L'internaute trouvera une liste de diffusion gratuite des derniers développements en matière de nouvelles technologies éducatives (NTE), ainsi qu'un forum de discussion consacré à ces dernières. En outre,


SCOTT [redacted]

un campus virtuel tente d'accompagner enseignants et formateurs dans la réalisation d'innovations pédagogiques faisant intervenir des NTE. La prochaine session du campus est prévue le 29 janvier.

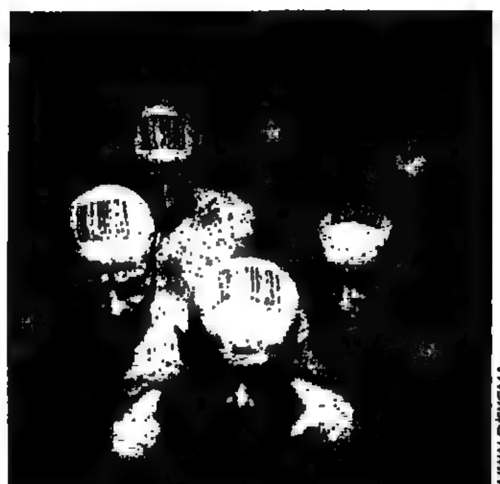
www.culture.fr/culture/archeosm/archeosm.htm
Réalisé sous le patronage du ministère de la culture et de la communication, et avec la collaboration de tout ce qui se compte d'organismes spécialisés dans l'archéologie navale, l'Archéologie sous les mers est un site qui fait le point sur les dernières avancées technologiques en matière de fouilles subaquatiques. Parmi les nouvelles formes d'exploration de gisements répertoriées sur le site, on apprend, par exemple, que la fouille assistée par ordinateur (FAO) permet l'étude des couches apparentes d'une épave, au moyen d'un procédé photographique élaboré : la stéréophotogrammétrie, qui transforme une image en relief en informations [redacted] (position, forme et dimension de l'objet). Les images – réelles et virtuelles – d'épaves, obtenues par ce procédé, sont disponibles sur le site.

[redacted]USEE DE LA M[redacted]NE

course.collegebdeb.qc.ca/equipe3/tgv.htm
Conçu par une équipe de jeunes internautes québécois dans le cadre d'un concours organisé par une université de Montréal autour du thème « Ces technologies qui changent nos vies », ce site retrace l'histoire des trains à travers le temps. De la première locomotive à vapeur au dernier TGV, en passant par les locomotives Diesel et [redacted] monorails, [redacted] fiches techniques présentent les évolutions technologiques qu'a connues le rail. En outre, l'internaute découvrira le Maglev (Magnetic Levitation Train), un train à propulsion magnétique, encore au stade expérimental, qui combine la technologie des supraconducteurs et celle des moteurs linéaires. Le site répertorie les étapes de sa conception, des schémas expliquent les principes de son fonctionnement et un album de photos révèle l'allure de ce train du futur.

Une [redacted] Stéphane Mandard

Détournements


G.VORMWALD/SYGMA

[redacted] Vormwald, photographe, illustre une polémique déclenchée en Allemagne, [redacted] la fin des années 80, par un projet de questionnaire pour un [redacted]

La Documentation française habillée [redacted] Pippo Lionni, designer, d'un code-barres, considéré comme système de classification par [redacted]

Pull [redacted] de [redacted] mode, marqué par son numéro [redacted] matricule [redacted] un pensionnat de jésuites

Comment le lire

L'indicatif du [redacted] où l'article [redacted] codifié (et pas [redacted] fabriqué). [redacted] pour la France

3 068320 055008

Le code-fabricant, [redacted] dans chaque pays par une [redacted] nationale de codification, le [redacted] pour l'Hexagone

Le numéro du produit attribué par le fabricant

Chiffre [redacted] contrôle

Chaque chiffre est codé par [redacted] barres blanches et [redacted] Un rectangle est divisé en sept modules identiques remplis de blanc ou de noir. Ici, l'une des possibilités de combinaison pour le chiffre 2

Le code EAN (European Article Number), le plus répandu [redacted] plus [redacted] dans les supermarchés, comporte [redacted] chiffres. Il est international, ce qui signifie qu'il peut [redacted] lu par des [redacted] installées dans d'autres pays. Certains articles [redacted] un indicatif (les premiers chiffres) particulier : 02 pour des articles vendus au poids ; 20 pour [redacted] articles symbolisant le magasin même ; 978-977 pour l'édition

A quand l'ordinateur gratuit ?

Infonie propose des PC multimédias à 1 990 F (303 €). L'expérience pourrait faire école

« [redacted] à [redacted] F [151 €] [redacted] la fin [redacted] l'année ? Pourquoi pas ? », [redacted] Robert, directeur [redacted] hypermarchés Géant. [redacted] s'est associé au fournisseur d'accès Infonie [redacted] proposer, à partir du 27 janvier, des ordinateurs [redacted] à [redacted] F (303 €). [redacted] a décidé de [redacted] tionner les [redacted] de 2 000 F (306 €) par ordinateur, en échange [redacted] la signature, [redacted] le client, [redacted] contrat de [redacted] en ligne. Géant encaissera [redacted] 3 990 F (608 €) par ordinateur vendu, un prix analogue à celui qui est pratiqué dans [redacted] opérations lancées par les grandes [redacted] en septembre.

« Les grands opérateurs [redacted] investissent des dizaines [redacted] dans leurs campagnes publicitaires, souligne Jérôme Rigaud, directeur général d'Infonie. *Le principal résultat [redacted] qu'ils se prennent [redacted] clients [redacted] uns [redacted], et le marché ne [redacted] vraiment. Nous avons choisi d'attirer de nouveaux [redacted] »*

Infonie est [redacted] premier opérateur [redacted] à reprendre [redacted] méthodes en vigueur dans la téléphonie mobile. *« C'est [redacted] prime à l'achat qui a suscité l'explosion de ce marché »*, souligne Christophe Sapet, le directeur général d'Infonie. Sa société investira 20 millions [redacted] francs (3,05 millions d'euros) dans l'opération, pour un [redacted] de 20 [redacted] machines, [redacted] il espère qu'elles [redacted] rapidement. *« Chaque abonné versera 149 F [22,7 €] par [redacted] pour un [redacted] illimité [redacted] Infonie. Si l'on tient compte de la prime [redacted] 2 [redacted] F [305 €], cela met l'abonnement Internet à 66 F [10 €] par mois, un montant [redacted] compétitif. »* Tout compte fait, un ordinateur avec deux [redacted] d'accès à [redacted] à un peu plus de 5 560 F (848 €) avec [redacted] d'Infonie, contre 5 770 F (880 €) pour un [redacted] équivalent associé à une offre d'accès Club-Internet.

[redacted] n'est [redacted] un cas [redacted] Galaxy [redacted] lancé, en décembre, [redacted] l'accès [redacted] 400 F [redacted] pendant deux ans. Le constructeur français Cibox prépare une offre analogue à celle d'Infonie pour février, avec un abonnement mensuel pour Internet d'environ 200 francs. Les grands constructeurs se sentent désarmés, incapables de lutter sur le terrain des prix. Leurs ordinateurs d'entrée de gamme sont généralement vendus aux alentours de 7 [redacted] 8 000 F (1 067 € à 1 220 €) avec un modem permettant de se [redacted] Internet.

« Avec un [redacted] le prix [redacted] base est de 7 700 F [1 174 €], on [redacted] pourra pas s'aligner, regrette Jean-Pierre Giannetti, directeur marketing chez Apple Europe. *[redacted] allons développer d'autres offres [redacted] partir de la fin du mois de février. »* Apple devrait s'associer avec un ou plusieurs opérateurs Internet pour offrir un an d'accès à Internet et un courrier électronique gratuit à vie pour [redacted] qui ne [redacted] naviguer sur la Toile. La [redacted] n'exclut [redacted] une expérience [redacted] ou un autre opérateur prêt à [redacted] 2 000 F (305 €) [redacted] IBM, dont l'Aptiva D1N [redacted] moins [redacted] (520 €, 3 400 F) sans écran aux Etats-Unis, on s'avoue intéressé par l'expérience [redacted] : *« Si [redacted] dépasse le cadre d'une opération coup de poing, cela changera [redacted] marché*, explique [redacted] Fauquenot, [redacted] marketing [redacted] IBM. *A [redacted] pourrait changer la perception que [redacted] leur machine. »* [redacted] malin qui [redacted] aujourd'hui [redacted] prix [redacted] d'un téléphone mobile... Le français Alcatel [redacted] lancer en septembre son Screen Phone, faisant office de téléphone, Minitel et terminal d'accès à Internet. Estimé entre 2 000 et 3 000 francs, son prix sera supérieur aux ordinateurs proposés avec une prime à [redacted] ment [redacted] *« Les webphones offrent une simplicité [redacted] qui les met [redacted] la portée [redacted] tous, pas les ordinateurs, qui restent trop complexes »*, explique Paul-Henri Ferrand, responsable des terminaux Internet chez Alcatel. Sa [redacted] pas de se rapprocher [redacted] entreprises [redacted] téléphone ou [redacted] à Internet : *« France Télé[redacted] Cegetel auront besoin de fidé[redacted] leur [redacted] Les fonctions proposées par les terminaux [redacted] leur permettront de développer de [redacted] services. [redacted] les opérateurs depuis un an. »* Les Screen Phone pourraient [redacted] proposés au prix d'un téléphone mobile [redacted] la fin [redacted] estime-t-il, en soulignant qu'ils devraient [redacted] la mise : *« [redacted] leur prix réel est inférieur de [redacted] d'un PC. »*

D. D.

Aux Etats-Unis

AUX ETATS-UNIS, le coût moyen d'un PC [redacted] 993 $ (860 €, [redacted] F) en janvier, c'est-à-dire l'équivalent d'un abonnement mensuel à [redacted] de 21 $ (18 €, [redacted] F) sur quatre ans. Le géant des microprocesseurs Intel [redacted] qu'il faut impérativement alléger la facture réticulaire [redacted] écoles [redacted] bibliothèques publiques [redacted] leur acheter des ordinateurs. Onsale, [redacted] Valley, a décidé, elle, de vendre des PC à prix coûtant. Elle entend dégager [redacted] partir des [redacted] publicitaires sur [redacted] site, où elle [redacted] millions [redacted] proposées.

AOL n'y croit guère

L'ORDINATEUR serait-il en passe de se vendre selon le même schéma [redacted] le téléphone mobile ? Chez AOL-France, en [redacted] on [redacted] cette [redacted] équation économique. [redacted] au moins une raison, précise son président, Stéphane Treppoz : *« [redacted] d'acquisition d'un [redacted] comparables. Approximativement, il faut compter [redacted] francs* [305 euros] [redacted] *abonné [redacted] du téléphone portable, [redacted] quelques [redacted] service [redacted] ligne. »* Autre obstacle, note-t-il, les opérateurs de téléphonie mobile offrent peu [redacted] prou les mêmes services, alors que les offres d'accès [redacted] Internet sont très différentes. Pas sûr, du coup, que l'abonnement à long terme corresponde aux attentes d'un public encore très volatile, [redacted] de tester différents prestataires de services avant de se décider. Pas de riposte prévue chez American Online, *« à moins que l'opération ne se révèle être un méga-succès, auquel cas on y réfléchirait »*.

[illegible] UE DE L'ANGLAIS POUR 149 Frs TTC
BRANCHEZ-VOUS SUR LA CHAÎNE INTERACTIVE book
book [illegible] ébiscités par le public : 1 200 000 CD-Roms vendus
[illegible] VOCABLE - Idéal pour travailler [illegible] compréhension orale TÉLÉRAMA
- Pédagog[illegible] PC PLUS - Inclus [illegible] la sélection LE MONDE 03/02/97
MINISTERE [illegible] ERIEUR ET DE LA RECHERCHE :
" D'un intérêt péd[illegible] commision d'experts linguistes, professeurs, et inspecteurs "
3 [illegible] : Anglais [illegible] Culture (5 CD-Roms) - Anglais Business (7 CD-Roms)
[illegible] andez le catalogue [illegible] de la collection [illegible] book en écrivant à ATTICA, (la librairie des Langues, Département Multimédia).

هكذا من الأصل

Quand les cours prennent du relief

QUE PEUVENT bien élaborer quatre partenaires [illegible] que l'Unesco, [illegible] créateur de jeux Cryo, l'IUFM (institut universitaire [illegible] formation [illegible] maîtres) [illegible] Paris et le CNED (Centre national d'enseignement [illegible] distance) ? Tout simplement le premier espace [illegible] formation virtuel français. Lancé il [illegible] maintenant deux ans, [illegible] projet prend peu [illegible] peu forme. Il est né avant tout de la rencontre entre Philippe Quéau, directeur de la division informatique [illegible] information [illegible] l'Unesco, et Philippe Ulrich, directeur artistique chez Cryo Interactive, [illegible] multimédia à qui l'on [illegible] l'expérience virtuelle [illegible] Deuxième [illegible] Canal Plus.

L'idée [illegible] départ [illegible] simple : adapter la technologie [illegible] de Cryo, qui permet la [illegible] d'environnements tridimensionnels, [illegible] navigation dans ces mondes, [illegible] que la rencontre virtuelle d'avatars en relief [illegible] la problématique [illegible] l'enseignement [illegible] donner [illegible] à une université virtuelle. [illegible] espace [illegible] 3D, les étudiants [illegible] accès [illegible] des contenus mis [illegible] jour par des professeurs, mêlant [illegible] et images, [illegible] consultables depuis n'importe quel ordinateur [illegible] n'importe où [illegible] monde.

Pour monter [illegible] projet, il fallait un partenaire implanté dans le milieu éducatif [illegible] nouvelles technologies. C'est [illegible] qu'interviennent l'expérience de l'IUFM de Paris et, plus particulièrement, Pascal Jablonka. Formateur dans [illegible] Institut pour futurs professeurs, il [illegible] aussi concepteur [illegible] responsable de l'Hyperlab, un outil développé à l'IUFM destiné, à l'origine, aux enseignants pour la création de séquences pédagogiques multimédias réutilisables par les étudiants dans un laboratoire de langue informatisé.

Pour cela, Pascal Jablonka souhaite [illegible] tout *« développer les potentialités pédagogiques des nouvelles technologies »* : *« Nous allons*, dit-il, *intégrer [illegible] outil didactique Metis (Multimedia Editing Tool for Interactive School), qui [illegible] présente sous la forme d'un [illegible] d'aide à la création de contenus pédagogiques, à la technologie Scol de Cryo. »* Mais, plus que d'une université virtuelle, [illegible] Jablonka préfère parler, lui, de *« lieu de formation virtuel »*. *« Le terme d'« université » [illegible] trop restrictif. [illegible] renvoie à [illegible] notion d'étudiant, alors que le projet pourrait fonction[illegible] des enfants [illegible] six ans. »*

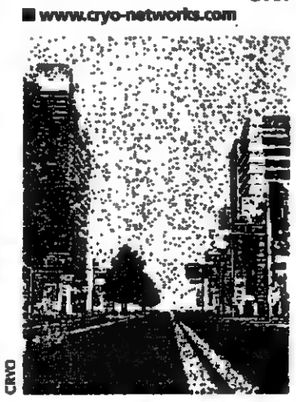
Cryo s'est engagé à préparer un espace de formation virtuel sur Internet à destination des professeurs et des élèves

[illegible] cette mise en commun de compétences, [illegible] chargé d'apporter son expérience en [illegible] pédagogiques [illegible] formation à distance, [illegible] si, pour l'instant, rien [illegible] précis n'a été conclu. De son côté, le ministère [illegible] l'éducation nationale, [illegible] la recherche [illegible] la technologie [illegible] près à [illegible] projet.

Si, actuellement, [illegible] efforts en matière [illegible] technologies et d'éducation se [illegible] plutôt portés [illegible] sites [illegible] soutien [illegible] les CD-ROM d'apprentissage, la [illegible] pourrait à son tour, [illegible] l'instar [illegible] Etats-Unis [illegible] l'expérience [illegible] et Adele (« Le Monde interactif » du 13 janvier), [illegible] l'ère de l'apprentissage virtuel. A une condition, [illegible] le précise Christian Vanin, de l'équipe [illegible] responsable [illegible] du ministère, qu'*« un tel projet [illegible] concrétise [illegible] un [illegible] réseau [illegible] pas seulement sur un petit groupe de [illegible] ou d'écoles »*.

G. F.

[illegible] www.cryo-networks.com



CRYO

Trois questions à...

Philippe Quéau, directeur de l'informatique à l'Unesco

1 Philippe Quéau, qu'est-ce qui vous [illegible] séduit dans ce projet d'espace virtuel tourné [illegible] l'enseignement ?

L'Unesco s'intéresse tout particulièrement [illegible] l'éducation [illegible] distance. De nombreuses techniques de téléenseignement existent, avec leurs spécificités ; mais ce qui nous [illegible] séduit dans ce projet, [illegible] sont les avantages uniques d'Internet couplés [illegible] [illegible] des techniques de visualisation [illegible] de simulation en trois dimensions. On marie ainsi les ressources de la Toile et du courrier électronique [illegible] la puis[illegible] pédagogique [illegible] l'image [illegible] relief. L'Unesco, qui [illegible] à l'origine de [illegible] projet [illegible] Cryo, se [illegible] de [illegible] plate-forme expérimentale qui [illegible] mise au point dans [illegible] expériences internationales d'enseignement à dis[illegible] Le succès de ce projet [illegible] complet si nous pouvons [illegible] trer l'efficacité [illegible] images [illegible] trois dimensions pour la pédagogie (pour la simulation de la complexité et le travail virtuel [illegible] groupe) [illegible] si [illegible] pouvons transformer [illegible] logiciels utilisés en [illegible] ouvertes, librement utilisables par de nombreux pays. Le but est de créer une [illegible] de logiciels libres [illegible] d'applications en trois dimensions génériques utilisables pour l'enseignement.

2 Pensez-vous que la [illegible] virtuelle puisse être un complément efficace [illegible] l'enseignement ?

Si on entend « réalité virtuelle » au [illegible] de la visualisation [illegible] [illegible] la simulation en trois dimensions, que [illegible] soit en temps réel ou non, [illegible] réponse est certainement oui. L'avantage [illegible] l'image en trois dimensions, c'est qu'elle permet de mieux montrer [illegible] de mieux faire comprendre des phénomènes complexes où plusieurs paramètres évoluent en même temps. Il s'agit moins de faire circuler des [illegible] [illegible] réseaux que d'apprendre à travailler virtuellement à plusieurs, en partageant des informations cognitives tridimensionnelles, le plus important étant de pouvoir se déplacer virtuellement, c'est-à-dire intellectuellement, dans des univers conceptuels complexes (des molécules, des données statistiques, des simulations aérodynamiques, [illegible] simulation d'organes...). Il s'agit de pratiquer l'analyse de schém[illegible] ou d'images cognitives [illegible] bénéficiant du commentaire de plusieurs [illegible] personnes virtuellement présentes sur [illegible] mêmes lieux virtuels.

3 L'Unesco a-t-elle d'[illegible] projets de ce type ?

Oui, [illegible] voulons développer des laboratoires virtuels. [illegible] [illegible] initié [illegible] expérience [illegible] laboratoire virtuel entre le centre [illegible] recherche nucléaire [illegible] Kazakhstan [illegible] le laboratoire de Los Alamos, [illegible] Etats-Unis. Il s'agit [illegible] permettre à [illegible] scientifiques kazakhs [illegible] bénéficier, par Internet, [illegible] [illegible] de simulation graphique [illegible] Los Alamos, pour la simulation [illegible] la pollution nucléaire [illegible] la région du [illegible] Palatinsk, où plusieurs centaines d'explosions nucléaires ont gravement pollué la nappe phréatique.

Propos recueillis par Guillaume Fraissard

Des télescopes en plastique

Un chercheur de l'université de l'Arizona propose d'installer des feuilles de plastique à plusieurs milliers de kilomètres de la Terre. Roger Angel et son équipe envisagent de déployer un miroir plan formé d'une centaine de feuilles de [illegible] carrés chacune réfléchissant la lumière vers un télescope interférométrique. Ce système, qui pourrait être opérationnel d'ici vingt ans, permettrait d'étudier la lumière émise par certaines molécules présentes sur des planètes lointaines dont les signaux sont brouillés par [illegible] proximité d'une étoile.

Des bactéries anti-explosifs

Les chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et du Centre [illegible] de la recherche scientifique (CNRS) ont observé qu'un micro-organisme baptisé *Bacillus licheniformis* présente un fort appétit pour les explosifs à base d'oxynitro-triazole, un cousin de la nitroglycérine qui peut être toxique pour l'environnement. La précieuse bactérie pourrait être mise à contribution pour digérer certaines molécules voisines utilisées en pharmacie.

Le marc de raisin pour la culture de champignons

Deux équipes de l'Institut national de [illegible] recherche agronomique (INRA) ont observé l'effet positif du marc de raisin sur la croissance des pleurotes. Ils estiment que chaque tonne de marc de raisin mélangé à des semences permet d'obtenir de 100 à 150 kilogrammes de champignons.

Un logiciel de Hubble pour Globalstar

Le consortium Globalstar, qui déploie une constellation de satellites de télécommunications en orbite basse, va faire appel à un logiciel de la NASA. Baptisé Vision 2000, ce programme avait été conçu à l'origine pour le contrôle du télescope spatial Hubble. Il permet aux ingénieurs de la NASA de se connecter par Internet sur les ordinateurs du satellite et de la station de contrôle au sol.

Du côté des labos

Quand les scientifiques préparent notre avenir

L'anonymat préservé

Des chercheurs de l'université Harvard ont mis au point une méthode permettant d'[illegible] des rapprochements de fichiers médicaux sans lever l'anonymat des patients. Les chercheurs identifient les personnes par un code calculé à partir de lettres du nom, du prénom et de la date de naissance, et peuvent ainsi comparer les données de plusieurs fichiers pour mener des études statistiques. Leurs travaux ont été publiés dans le numéro de janvier-février 1999 de la revue *Public Health Reports*.

Le W3C lance Jigsaw

Le consortium W3C, qui préside aux destinées techniques de la Toile, a lancé une nouvelle version de son logiciel Jigsaw, un serveur de documents pour Internet. Ce programme, qui vise à démontrer les applications du langage Java et de nouveaux protocoles de communication destinés à réduire les encombrements du Réseau, est diffusé sous licence libre et gratuite, qui permet aux programmeurs de le modifier pour l'adapter à leurs besoins.

[illegible] www.w3c.org

Courte longueur d'onde, gros stockage

Ses concurrents ont dû voir rouge ! Nichia Chemical Industries, petite société japonaise dont le patron s'était déjà distingué par l'invention de diodes électroluminescentes bleues, vient d'annoncer qu'elle commencera à produire, début février, les premiers exemplaires d'une diode laser émettant de la lumière violette, [illegible] plus courte longueur d'onde que celle des lasers infrarouges utilisés pour la lecture des CD-ROM et des DVD. Ce type de laser est très attendu car il permettra de réduire la taille des informations stockées sur les disques optiques et de multiplier par 2,6 leur capacité de stockage. Il faudra cependant attendre que de nouveaux standards de DVD soient mis au point, vers 2002. Le laser violet pourrait trouver d'autres applications dans les systèmes de métrologie optique.

La machine à ADN

Exploiter les propriétés mécaniques de l'acide désoxyribonucléique (ADN) pour construire un précurseur de nanorobot, c'est précisément ce qu'a fait l'équipe du professeur Seeman à l'université de New York. Dans des conditions normales, la double hélice d'ADN s'enroule toujours vers la droite. Après avoir relié deux longues molécules à un pont d'ADN, les chercheurs ont placé l'ensemble dans une solution contenant du cobalt et observé un retournement de l'hélice qui a entraîné un déplacement de 6 nanomètres (nm). Selon ce principe, on pourrait imaginer de construire des robots et des moteurs infiniment petits.

Des fullerènes sans carbone

Les fullerènes, des molécules contenant de nombreux atomes de carbone, dont la plus connue est le footballène (60 atomes arrangés en forme de ballon de football), présentent une étonnante aptitude à enfermer d'autres molécules et atomes. Au point que les chercheurs tentent de reproduire leur géométrie avec des molécules non organiques. Une équipe du Renewable Energy Laboratory, à Golden dans le Colorado, a ainsi mis au point un octaèdre en soumettant du bisulfure de molybdène (MoS_2) à l'énergie d'un laser. La structure obtenue se décline en plusieurs tailles, suivant le nombre de molécules de MoS_2 composant le motif de base.

Veille assurée par Corinne Manoury et Denis Delbecq

Cisco passe à la télé

DANS LE HALL, [illegible] exigu, [illegible] répété en boucle, le spot diffusé sans cesse sur l'unique téléviseur. Lancinante litanie : *« Sept personnes par seconde s'abonnent à Internet » ; « Tous les quatre mois, une population équivalant à celle de la France s'abonne à Internet » ; « En cinq ans, Internet a conquis plus d'utilisateurs que le téléphone [illegible] trente ans »*... Ou encore : *« Bientôt, vous téléphonerez dans le monde entier pour le prix d'une communication locale. »* Sur l'écran, [illegible] visages, jeunes ou [illegible] jeunes, [illegible] ou intrigués. Et des voix off qui vous interpellent à répétition : *« Etes-vous prêts ? »* Enfin, le paraphe : Cisco.

Une campagne de publicité à laquelle il sera difficile d'échapper : 300 spots de 30 secondes devaient être diffusés sur sept chaînes de télévision française (TF 1, France 2, France 3, Canal Plus, M 6, LCI et Paris Première), exclusivement aux heures de plus grande écoute, en deux vagues (du [illegible] au 28 janvier et du [illegible] au 28 février). La première campagne télévisée en Europe, [illegible] rodée en août aux Etats-Unis et en octobre au Canada. De quoi aiguiser *« un milieu [illegible] très connus »*, souligne-t-il. [illegible] méthodes de travail en vigueur dans l'entreprise. *« Avec 15 000 personnes au total, Cisco est une entreprise [illegible] humaine. Les [illegible] y sont plus rapides et la circulation des information aussi. Le travail se fait beaucoup par téléphone ou par Internet. Nous sommes très favorables à l'installation de lignes chez nos employés pour qu'ils puissent se connecter sans être à leur bureau. »*

Pour permettre une telle organisation, Cisco n'emploie que 1 500 personnes dans des tâches de fabrication. Et encore, seulement pour des prototypes. Dès qu'il y a production [illegible], l'entreprise [illegible] appel à des sous-traitants pour consacrer le gros de ses troupes à la conquête de [illegible]. Chaque équipe [illegible] constituée de vendeurs, [illegible] [illegible] d'ingénieurs, chacun participant, à son niveau, au [illegible] propositions [illegible]. Un développement qui permettra sans [illegible] un jour à Cisco d'être [illegible] en Europe qu'aux [illegible]. *« Lors d'un récent voyage à San Francisco, à mon passage à la douane, [illegible] Jean-Paul Verdu, l'employée m'a demandé où je travaillais. J'ai répondu Cisco, et elle m'a immédiatement répliqué : "L'action a bien monté hier soir !" »*

G. F.

Un géant d'Internet tente de se faire connaître d'un plus large public

la fierté de Cisco France et de son directeur général Thierry Labbe : *« L'idée principale est d'imposer [illegible] équation : Cisco = Internet. »*

Soit. Audacieux, le message ne [illegible] pas d'intriguer. Que [illegible] Cisco ? Motus [illegible] silence n'est [illegible] fortuit : comment procéder, en effet, lorsque l'on décide un jour de s'adresser au plus grand nombre alors que le vocabulaire maison [illegible] ponctué de « routeurs », « réseaux », « PABX », « commutateurs », « modems ADSL » et autres « convergence voix/données » ? Pas simple. *« [illegible] avons choisi de communiquer simplement autour de ce concept : Internet ne relie pas seulement des machines entre elles, mais (...) avant tout des hommes »*, explique Thierry Labbe.

Et, dans cette relation, Cisco joue un rôle essentiel : 88 % de l'infrastructure mondiale qui permet au réseau des réseaux de fonctionner proviennent de la firme de San Francisco. *« Mieux*, précise encore le directeur de la filiale française, *lorsque vous envoyez un e-mail, il y a 85 à 90 % de chances que ce courrier transite par [illegible] de nos équipements. »* Rôle essentiel, donc, tout autant que discret. Et pour cause : Cisco fournit de la technologie et des licences quand industrialisation, production, distribution sont le plus souvent laissées à des partenaires extérieurs.

Ainsi, par exemple, dans deux ou trois ans, quand les grandes surfaces spécialisées vendront des modems ADSL (une technologie qui permet d'augmenter le débit des transferts de données sur le réseau téléphonique classique), certains d'entre eux porteront peut-être la marque Sagem. Mais ce sera bel et bien de la technologie Cisco. Cisco, qui [illegible] viendra d'ailleurs pratiquement à chaque maillon de la chaîne : elle contribue aussi au déploiement et à la modernisation de l'infrastructure des opérateurs nationaux ou privés. Une activité très vaste, sur un secteur en plein essor.

On ne s'étonnera donc pas de retrouver ce nom encore peu connu [illegible] France tout en haut de l'échelle [illegible] capitalisations boursières. En quatrième place exactement, derrière Microsoft, Intel et IBM, avec une capitalisation à peu près équivalente de celles de General Motors et Ford réunis. Et un taux de croissance tout [illegible] vertigineux. En [illegible] ans d'existence, Cisco est passé de rien à 50 milliards de francs (7,62 milliards d'euros) de chiffre d'affaires et de 2 à [illegible] 000 employés dans le monde, dont 250 environ en France. Un [illegible] [illegible] en grande partie sur une politique d'acquisition de petites sociétés, de 5 à 100 employés, afin de s'assurer les technologies et [illegible] hommes d'équipes plus avancées, dans certains domaines, que [illegible] faisant [illegible] partie [illegible] l'effectif. C'est ainsi que, au cours des quatre dernières années, environ [illegible] sociétés sont tombées dans l'escarcelle de Cisco. Et l'entreprise californienne ne compte pas s'arrêter là. Il est vrai que le récent rachat d'Ascend par Lucent Technologies – transaction évaluée à quelque 112 milliards de francs (plus de 17,074 milliards d'euros) – rappelle que les grandes manœuvres sont loin d'être terminées au carrefour des télécommunications et des transmissions de données.

Olivier Zilbertin

Contre-attaque

DANS LA LUTTE que se livrent les fabricants d'équipements de réseau, Cisco System monte à l'assaut en annonçant la disponibilité imminente d'un nouveau type de commutateur.

Recyclant des technologies issues d'Internet, cet équipement permettra aux opérateurs de router des données, de la voix et de la vidéo simultanément, pour un coût inférieur aux tarifs actuels. Cisco veut ainsi remplacer les équipements des opérateurs de télécommunications et s'attaquer au marché de la commutation de circuits de Northern Telecom [illegible] Ericsson.

Selon le *Wall Street Journal* [illegible] mercredi 20 janvier, c'est surtout Lucent Technologies, récent acquéreur d'Ascend Communications Inc. et premier fournisseur de commutateurs téléphoniques aux Etats-Unis, qui [illegible] visé par Cisco.

La société Sprint [illegible] déjà annoncé son intention d'employer les commutateurs de Cisco sur son réseau à partir de cet été.

De la fac aux phoques...

LEN BOSACK [illegible] Sandy Lerner s'aimaient d'amour tendre. Mais la vie de professeur dans le gigantesque campus [illegible] (Californie) ne favorise pas les idylles, et les tourtereaux [illegible] confrontés [illegible] contingences quotidiennes : [illegible] de [illegible] emploi du temps [illegible] la baby-sitter...

D'un bout à l'autre du campus, d'un département l'autre, [illegible] petits mots s'égaraient souvent. [illegible] ainsi qu'ils inventèrent une boîte noire – que l'on appelait pas encore routeur – chargée de transmettre les indispensables informa[illegible] domestiques de l'ordinateur de monsieur vers celui [illegible] madame, et réciproquement, en toute sécurité et en toute discrétion.

Bien vite, c'est toute l'université qui va adopter le système. De quoi inciter le couple à déposer un brevet et à créer Cisco (les deux dernières syllabes [illegible] San Francisco), avec, pour logo, le profil stylisé du célèbre Golden Gate.

Le couple finit cependant par divorcer, et, fortune faite, laisser l'avenir de Cisco dans d'autres mains. On a, depuis, quelque peu perdu leur trace. Aux dernières nouvelles, Len Bosack veillerait à [illegible] sauvegarde [illegible] phoques...

(Publicité)

Carrefour, c'est le moment.

MS NET 350 AVEC LECTEUR DE DVD

+ LE DVD-ROM "L'EPOPEE DES BLEUS" OFFERT

7990 F

DISQUE DUR ULTRA DMA

LECTEUR DE DVD

MÉMOIRE VIDÉO 8 MO

CARTE VIDEO AGP CHIPSET INTEL i740

MODEM INTERNE OLITEC 56 KBPS V90

WINDOWS 98, WORKS 4.5 ET JEU ATLANTIS EN DVD-ROM

RECEVEZ 2000 F EN VOUS ABONNANT A INTERNET AUPRES D'INFONIE*

400 F/MOIS AVEC LA CARTE PASS

*Avec une carte Pass autorisée à 10000 F, exemple pour un achat de 7990 F : 23 mensualités de 400 F + 1 dernière de 37,88 F. Coût total du crédit (hors assurance facultative) : 9237,88 F - TEG : 1,24%/mois soit 14,88% l'an. Abonnement annuel [illegible] F en paiement comptant immédiat et 65 F en paiement comptant différé (sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI). Rendez-vous à l'Espace Services Financiers de votre magasin.

Avec Carrefour je positive!

A PARTIR DU 27 JANVIER 1999.

7000 micro-ordinateurs disponibles. MS NET PII 350 DVD 17" [illegible] l'un à domicile par enlèvement.
Assistance téléphonique 7j/7 de 9 h à 22 h pendant 1 an.

*Infonie vous adresse un chèque de 2000 F pour tout abonnement à Internet de 24 mois auprès d'Infonie Promotion au prix de 149 F TTC/mois. Offre valable sur justificatif d'achat d'un PC Multimédia chez Carrefour. Voir conditions dans le "Passeport Internet" fourni dans l'emballage.

BAUP : 18 PORT DE BOUC - 59 VILLEU[illegible] - 71 CHALON-SUR-SAONE NORD - 75 PARIS-PORTE D'AUTEUIL - 78 HYPER MONTESSON - 91 STE-GENEVIEVE-DES-BOIS - 93 ST DENIS - 98 MONACO

هكذا من الأصل

Agenda

RENCONTRES

Jusqu'au 30 avril
Francexpo 99
Premier Salon français des affaires en ligne, Francexpo [redacted] donne la possibilité [redacted] entreprises de s'afficher sur Internet sous une [redacted] même [redacted]
■ www.francexpo99.com

Les 27 et 28 janvier
ProSearch, Salon du recrutement en informatique, télécoms et réseaux, au CNIT.
■ www.cyperus.fr

Sécurité des réseaux
Un séminaire à l'Ecole polytechnique [redacted] pour [redacted] le point sur [redacted] outils de sécurisation [redacted] réseaux. L'inscription [redacted] payante.
■ www-aristote.cea.fr/

Jusqu'au 27 janvier
Journées-rencontres « Autour du libre »
[redacted] travail, conférences, [redacted] rondes, démonstrations, tutoriels, et discussions autour [redacted] logiciel [redacted] Les journées [redacted] à l'ENST [redacted]
■ webbo.enst-bretagne.fr/tig/logicielLibre/

Jusqu'au 28 janvier
ComNet à Washington
Depuis sa création en 1979, [redacted] ComNet [redacted] devenu l'un des rendez-vous majeurs du marché de la communication et des nouvelles technologies. Plus de 300 nouveaux *produits sont au* programme de cette nouvelle édition.
■ www.comnetexpo. om/cndc99/index.html

Le 27 janvier, de 10 à 12 heures
Réseau et multimédia
Une conférence des Mercredis de la Cité des sciences, dans le cadre de l'exposition « Nouvelle image, nouveaux réseaux », à Paris, à la Cité des sciences et de l'industrie.
■ www.cite-sciences.fr/new/agendas/inria.htm

Forum emploi [redacted] CIDJ
A l'occasion du lancement de son site, [redacted] Centre d'information et de [redacted] jeunesse (CIDJ) organise une journée d'information sur [redacted] nouveaux [redacted] d'Internet. [redacted] rencontres [redacted] professionnels [redacted] une conférence-débat [redacted] programme.
■ 101, quai Branly, 75015 [redacted]
■ www.cidj.asso.fr

Les rendez-vous de janvier-février

Le 28 janvier, à 19 heures
Les militants d'Internet
Chaque mois, l'Ecole Multimédia, en partenariat [redacted] *Le Monde*, [redacted] un forum retransmis en direct sur Internet.
■ www.ecole-multimedia.com

Le 31 janvier
Grève de l'Internet
Après une première *journée* [redacted] le 13 décembre, la grève [redacted] l'Internet pour une [redacted] tarifs téléphoniques [redacted] poursuit [redacted] banderole d'IMC (Internet moins cher)
■ www.ft-strike.org/

Du 2 au 5 février
Forum [redacted] technologies de l'information
Salon [redacted] acteurs [redacted] événements [redacted] technologies [redacted] l'information.
■ Paris-Nord Villepinte
■ www.dasar.fr/index2.phtml

Le [redacted] février de 10 [redacted] 12 heures
[redacted] **informatiques : conception [redacted] programmation**

Troisième cycle de conférences des Mercredis de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette en partenariat [redacted] l'Inria. Programme [redacted] la matinée : « *Le* [redacted] et [redacted] de données », par Anne-Marie Vercoustre. [redacted] sont gratuites et accessibles en priorité aux inscrits.
■ www.cite-sciences.fr/new/agendas/inria.htm

Forum télécom Bretagne
Une soixantaine d'entreprises se retrouvent [redacted] pour rencontrer les futurs ingénieurs et [redacted] enseignants du secteur [redacted] de l'informatique.
■ ENST-Bretagne : [redacted] enst-bretagne.fr/forum

Le [redacted] février
Envol de [redacted] sonde Stardust [redacted] NASA
[redacted] première [redacted] chargée [redacted] rapporter [redacted] la poussière [redacted] sur la Terre. [redacted] lancement [redacted] prévu le [redacted] Une [redacted] permet [redacted] suivre [redacted] préparatifs en [redacted]
■ stardust.jpl.nasa.gov

Du 9 au 12 février
Milia 99 et Milia Games 99
La 6e édition du Milia, le Marché international des programmes interactifs, se tiendra à Cannes. A suivre également, le premier Milia Games, réservé aux *créateurs, développeurs,* producteurs et éditeurs de jeux.
■ www.milia.com

DIALOGUE EN DIRECT

Le 29 janvier, à 3 heures du matin (heure de Paris)
Une heure avec deux experts du micro-ordinateur, Jim Aspinwall et Mike Todd, auteurs de *Troubleshooting Your PC* (éditions Fourth Edition). [redacted] en prévision pour ne plus être [redacted] désemparé [redacted] à une panne de l'ordinateur.
■ www.talkcity.com/calendar/events/event2780.htmpl

[redacted] amateurs [redacted] Macintosh peuvent rejoindre chaque mardi, [redacted] heures du matin, Ilene Hoffman, développeur Macintosh.
■ www.talkcity.com/calendar/events/event387.htmpl

Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier

Stratégie

Cryptage [redacted] double tranchant

Le lendemain de l'annonce de la libéralisation de la cryptographie en France, on apprenait qu'Intel s'apprêtait à présenter un « cryptoprocesseur ». Le système qui serait disponible sur les Pentium III comprendrait un numéro d'identification et un générateur de nombres aléatoires, pour reconnaître la machine, d'une part, et envoyer des informations codées, d'autre part. Elaboré pour développer [redacted] commerce électronique, celui-ci *pose cependant* un *problème* [redacted] confidentialité. Surtout, l'exportation des systèmes [redacted] cryptographie n'est [redacted] pour l'heure autorisée aux Etats-Unis. Intel envisagerait donc une possibilité de reprogrammation de ses puces.

Chacun cherche son portail

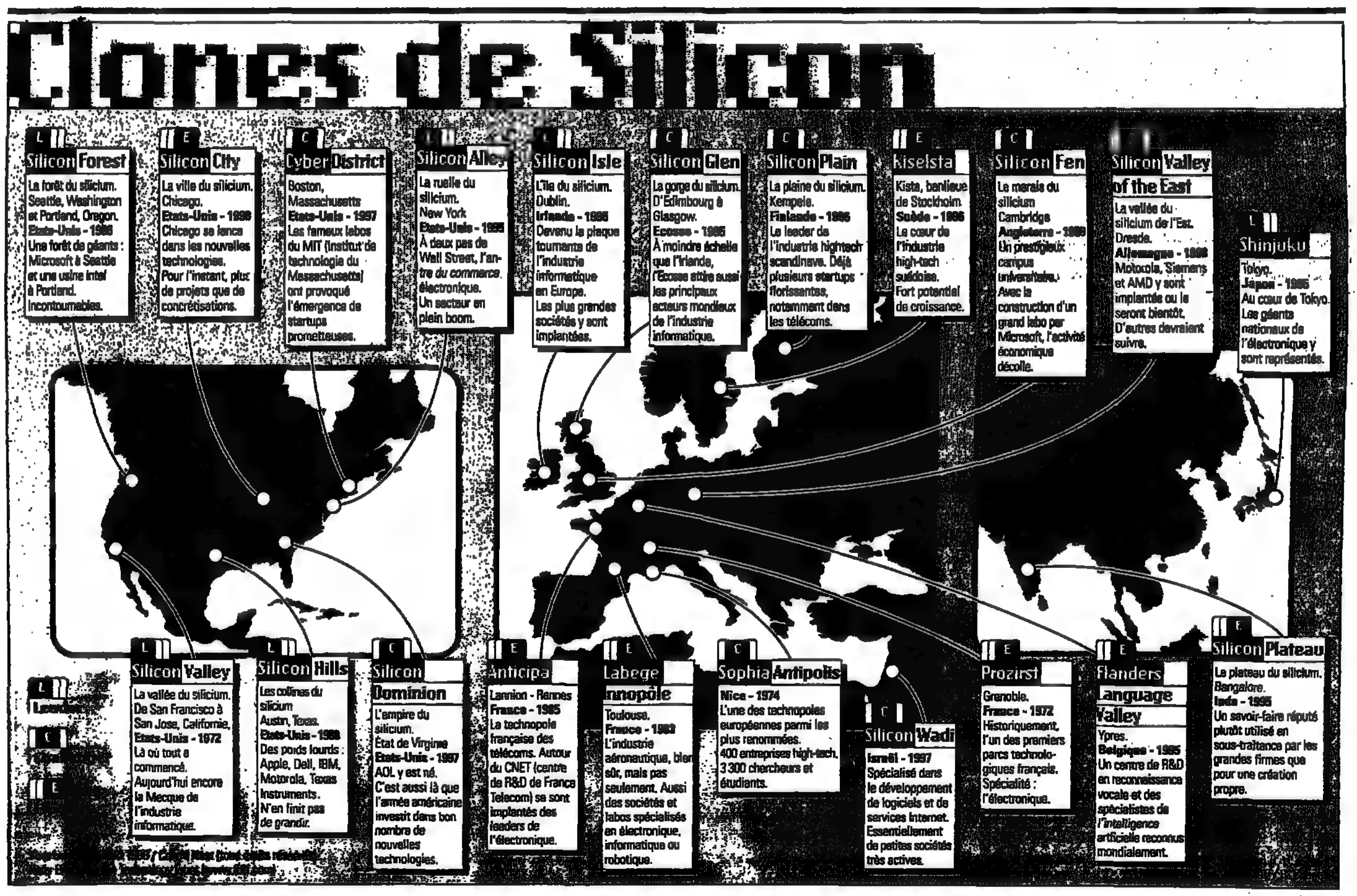
Quand Compaq, qui possédait [redacted] AltaVista, s'offrait pour 220 millions de dollars [redacted] millions d'euros, 1,3 milliard de francs) Shopping.com, Disney lançait son propre portail [redacted] Infoseek, Go.com. At [redacted] (contrôlé par AT&T par le biais de TCI) vient de racheter Excite pour près de 7 milliards [redacted] dollars (5,8 milliards d'euros, 38 milliards de francs). Quelle stratégie [redacted] adopter Lycos, qui a annoncé une importante augmentation de [redacted] fréquentation de son réseau de sites Web (de 15,4 % en novembre [redacted] 46,5 [redacted] en décembre selon Media Metrix) [redacted] être en [redacted] avec différents partenaires ? Bertelsmann est souvent évoqué. [redacted] d'autres noms circulent, comme celui [redacted] Microsoft.

Pendant le procès, les affaires continuent

On dit son image ternie. L'issue du procès reste incertaine. Une associa-[redacted] vient de lui réclamer [redacted] milliards [redacted] (8,6 milliards d'euros, [redacted] milliards de francs). Pourtant, [redacted] firme [redacted] Bill Gates n'en finit pas de surprendre. Avec près de [redacted] milliards de dollars de bénéfices trimestriels (1,7 milliard d'euros, 11 milliards [redacted] francs), un chiffre [redacted] augmentation [redacted] 75 %, Microsoft a pulvérisé [redacted] les prévisions.

Halte au cybersquatting !

Sur les [redacted] domaines, quelques histoires [redacted] célèbres : [redacted] d'AltaVista rachetant [redacted] prix d'or altavista.com, [redacted] d'un [redacted] utilisant « Maison Blanche » dans son nom de domaine et renvoyant sur un [redacted] pornographique. [redacted] pratique [redacted] toucher à [redacted] fin. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WIPO) doit proposer, début mars, [redacted] l'Icann (Internet Corporation [redacted] Assigned Names and Numbers, institution qui [redacted] désormais les noms [redacted] domaine) un système permettant [redacted] légitimité d'un nom [redacted] domaine. L'Icann aurait alors la possibilité d'éliminer les sites qui ne respecteraient pas [redacted] règles du copyright.



L'empire américain

ENVIÉE par les entrepreneurs high-tech du monde entier, la Silicon Valley (la vallée du silicium) [redacted] aujourd'hui [redacted] figure d'eldorado. Il y fait bon vivre : dans [redacted] californienne [redacted] s'étirant [redacted] San [redacted] José. L'innovation technologique [redacted] souvent synonyme [redacted] réussite économique.

Depuis sa création en 1972, soit un an après la mise au point du premier microprocesseur par Intel, beaucoup de grands noms de l'informatique ont participé [redacted] son fulgurant essor, et en ont bénéficié. Intel, bien sûr, mais aussi des constructeurs d'ordinateurs personnels – Apple, Hewlett-Packard, IBM –, des fabricants de stations de travail – Silicon Graphics, Sun –, des spécialistes des réseaux ou d'Internet – Cisco, Netscape, Novell – et des édi-[redacted] logiciels – Adobe, Oracle,

Le « Who's Who » des technopoles

Symantec. La liste n'est pas exhaustive, et il y a fort à parier que d'autres grands émergeront de ce phénoménal creuset.

Evidemment, un tel succès donne des idées. Dans le monde entier fleurissent des parcs ou [redacted] technologiques dont le nom est inspiré de Silicon Valley. Sur le site Tasty [redacted] from [redacted] Technology Front, l'américain Keith Dawson a répertorié quelque 51 noms [redacted] qu'il appelle des « siliconia » correspondant à 72 sites géographiques (www.tbtf.com/siliconia.html, en anglais). Pour créer un « siliconium », [redacted] peut remplacer « Valley » par un autre nom : « Forest », « City », « Alley », « Hills », « Fen », « Isle »... Mais d'autres formes plus modernes sont admises, « Cyber District », par exemple. Tout est [redacted] ! [redacted] malin soit un tel procédé, il n'est cependant pas suffisant pour garantir [redacted] succès. Finalement, l'environnement universitaire et la capacité à attirer les startups et [redacted] de premier plan priment sur le marketing.

[redacted] parcs technologiques qui comptent restent, en grande partie, [redacted] aux Etats-Unis. [redacted] constructeurs demeurent des acteurs majeurs, mais l'importance des technologies Internet ne cesse de croître. Ainsi, avec sa Silicon Alley, New York est en passe de devenir la première place mondiale du commerce électronique. Hormis l'Irlande, l'Europe ne possède pas de pôle attractif de premier plan. Son niveau de compétence dans les nouvelles technologies est pourtant reconnu : Microsoft a ainsi investi 80 millions de dollars (69 millions d'euros, 450 millions de francs) dans la recherche à Cambridge. Mais nulle part la taille *critique* n'a encore été [redacted]

Eric Lecluyse

La France sait chercher, pas construire

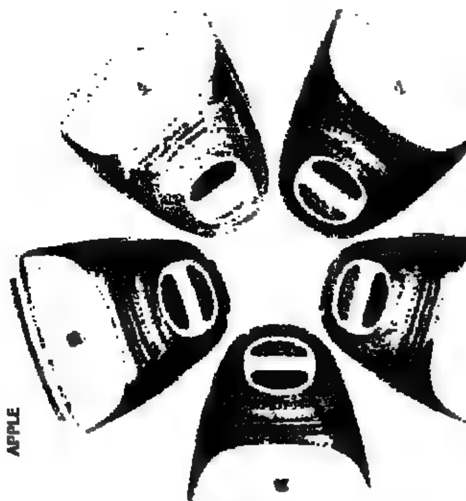
ALORS qu'outre Atlantique naissait la Silicon Valley, o[redacted] vit apparaître, en France, [redacted] premières technopoles [redacted] le début des années 70. Aujourd'hui, l'association France Technopoles en répertorie [redacted] diversement spécialisées, de l'Agroparc d'Avignon à la Zoopole de Saint-Brieuc. Dans les domaines de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications, Sophia Antipolis est un exemple. Créée en 1974, elle compte [redacted] ingénieurs et techniciens et [redacted] chercheurs. [redacted] Grenoble, Toulouse [redacted] Lannion (près de Rennes), [redacted] également implantées des technopoles reconnues à l'étranger dans ces mêmes secteurs d'activités.

La France a cependant un gros handicap en ce qui concerne le développement de son industrie informatique : l'absence de constructeur de premier plan, aussi bien pour les ordinateurs personnels que pour les stations de travail ou les gros systèmes. Pour la petite histoire, on peut noter qu'il existe quand même une French Silicon Valley. Elle est située dans la haute vallée de l'Arc (Bouches-du-Rhône) « [redacted] *du pôle économique* [redacted] *hautes technologies de Rousset-Peynier* », est-il écrit [redacted] un fort accent de galé-[redacted] sur le site Web qui lui [redacted] (www.silicon-valley.org).

هكذا من الأصل

Tutti frutti

Depuis la sortie de l'iMac, les plastiques teintés mènent la danse



APPLE

Acidulés

Les cinq micro-ordinateurs [illegible] donnent le ton : place à la couleur ! La gamme évoque d'appétissants bonbons [illegible] goûts de fruits. Séduisants, [illegible] attirent [illegible] par [illegible] performances. Livré en standard avec une mémoire [illegible] de [illegible] Mo, le nouvel iMac [illegible] processeur rapide (266 MHz), d'un lecteur [illegible] CD-ROM 24 [illegible] d'un modem (56 K), d'un port [illegible] permettant [illegible] brancher instantanément divers périphériques.
8 852 F (1 349 €). Revendeurs Apple ou sur commande [illegible] l'Apple Store : 0-800-50-63-63 ou www.apple.com/francestore.

Distinguées

Bleues, [illegible] jaunes, les disquettes Zip [illegible] d'un coup d'œil, ce qui facilite leur classement. Elles [illegible] lues par le lecteur Zip 100 [illegible] et le nouveau modèle, qui [illegible] translucide, multi-plate-forme (PC [illegible] iMac) [illegible] équipé [illegible] l'interface USB. [illegible] fourni [illegible] le logiciel RecordIt, qui permet d'enregistrer [illegible] d'écouter musique et paroles [illegible] partir [illegible] lecteur Zip.

Lecteur Zip [illegible] Mo USB : [illegible] (129,50 €, [illegible] F). [illegible] de [illegible] disquettes Zip couleur : 99,95 $ ([illegible] F). Iomega. [illegible] en commande sur [illegible] site www.iomega.com

Créative

[illegible] troquez [illegible] papier [illegible] une [illegible] graphique [illegible] crayon noir [illegible] un stylet, [illegible] s'afficheront automatiquement à l'écran [illegible] un logiciel graphique. La tablette [illegible] qui s'inspire du design [illegible] la couleur [illegible] translucide [illegible] l'iMac, fonctionne [illegible] avec un [illegible] qu'un PC. Le stylet à pression [illegible] permet d'obtenir un [illegible] ou épais, il [illegible] d'appuyer plus [illegible] sur la [illegible].
**[illegible] $ (85,61 €, 561,54 F).
Wacom : www.wacom.de. Distribuée en [illegible] premier [illegible] 1999 par Apacabar : 01-53-10-32-32 (prix non fixé).**

WACOM

Arc-en-ciel

Habillé [illegible] bleu et de jaune, [illegible] téléphone portatif GSM StarTac Rainbow, [illegible] d'un écran vert qui affiche jusqu'à deux lignes de texte, [illegible] la [illegible] StarTac 70. Léger (125 g), petit (98×57×27 mm), agréable [illegible] tenir [illegible] main, il [illegible] élégant. [illegible] d'appel, ce téléphone cellulaire accepte une carte SIM grand format. [illegible] batterie [illegible] en option [illegible] une [illegible] illimitée. L'appareil [illegible] également [illegible] derniers numéros émis [illegible] reçus.
2 400 F (365,88 €) sans [illegible]. [illegible] : 0-801-63-67-03 ; www.motorola.fr

MOTOROLA

Reproducteur

[illegible] aux entreprises [illegible] aux [illegible] graphiques, [illegible] scanner Mirage II SE [illegible] les documents A3. [illegible] design [illegible] le distinguent [illegible] périphériques. [illegible] d'un capteur performant (la [illegible] comporte [illegible] 000 éléments), il analyse [illegible] soin [illegible] images [illegible] récupère les [illegible] zones sombres et [illegible] zones claires. Il [illegible] les logiciels [illegible] PhotoPerfect [illegible] (correction automatique [illegible] couleurs) et MagicScan (traitement par [illegible] et cadrage automatique [illegible] images).
20 500 F [illegible] 125,20 €). [illegible] Distribué par ThetaScan : 01-64-86-78-00 ; info@thetascan.fr

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

Manchettes

Le point sur la mousse de polystyrène

Depuis une dizaine d'années le polystyrène a été combattu par les environnementalistes, qui lui reprochent de ne pas [illegible] biodégradable, à l'inverse du papier ou du carton, dont il était devenu le substitut en raison d'un prix de revient plus faible. Pour remédier à une baisse des ventes de l'ordre de 15 %, des producteurs américains comme Dart Container ou Tenneco ont créé un nouveau produit 100 % en mousse de polystyrène qui a toutefois l'aspect et le toucher du papier.
Les ventes de ce produit, qui n'a plus de connotation négative pour le consommateur, devraient atteindre 8,5 milliards de dollars (50 milliards de francs ou 7,5 milliards d'euros) et progresser de plus de 3 [illegible] jusqu'en 2002. Le *Wall Street Journal*, qui fait le point jeudi [illegible] janvier sur ce produit, remarque que la mousse de polystyrène est sur la liste des agents chimiques susceptibles [illegible] modifier le système hormonal, ce qui a conduit la Food and Drug Administration (FDA) à ouvrir une enquête.

Intel franchit le cap des 600 MHz

Le *Wall Street Journal* révèle encore, jeudi 21 janvier, qu'Intel sera le premier à mettre sur le marché des microprocesseurs dont [illegible] fréquence franchit le cap des 600 MHz, grâce à la mise en fonction dès cette année d'une ligne de fabrication à 0,18 micron. En automne, le premier Pentium à 600 MHz sera commercialisé. Les 667 MHz devront attendre l'hiver. Le mur des 800 MHz sera franchi avec l'an 2000. Le géant de Santa Clara disposerait ainsi d'une avance de trois [illegible] six mois sur ses concurrents directs, [illegible] et [illegible] Semi.

La fin d'un dogme de la diététique

Le *New York Times* du jeudi 21 janvier rapporte que des chercheurs de l'université Harvard viennent de démontrer que les aliments [illegible] haute teneur en fibres comme les fruits, les légumes et les céréales ne protègent pas les femmes contre le cancer du côlon. Ce résultat invalide un des dogmes diététiques fondés sur une théorie vieille de trente ans, due au [illegible] Burkitt. La [illegible] scientifique [illegible] cependant fait remarquer que cette recherche [illegible] été menée sur une population exclusivement féminine et que les aliments riches en fibres sont efficaces pour lutter [illegible] cardio-vasculaires.

Identification des nourrissons

Le *San Jose Mercury News* du jeudi 21 janvier indique que, en Floride, une expérimentation est en cours dans deux hôpitaux de l'Etat pour identifier les nouveau-nés avec un échantillon d'ADN au lieu du traditionnel relevé des empreintes digitales du pied. Les parents qui acceptent [illegible] procédure reçoivent une feuille [illegible] papier imbibée d'une goutte [illegible] sang de leur bambin, prélevée au moment des tests sanguins.

L'homme qui croquait des pommes

A 31 ans, le designer anglais Jonathan Ive a donné des couleurs à Apple et un coup de vieux aux PC

IL EST tel qu'on l'attendait, une [illegible] ronde [illegible] un corps d'ado, dans l'appareil du designer, sweat orange fluo et baskets assorties. Jonathan Ive est l'Anglais par lequel Apple a pris [illegible] couleurs [illegible] PC, un coup [illegible] vieux. Légende vivante [illegible] 31 ans. Il était déjà entré au MOMA, le [illegible] d'art moderne de New York, [illegible] son MessagePad Newton 130, un bloc-notes électronique élu, en 1994, [illegible] produit de [illegible] de l'année l'*International Design Magazine*. Il [illegible] avancé [illegible] le chemin [illegible] la [illegible] avec l'iMac, métaphore de vague [illegible] appliquée au plastique et [illegible] silicium qui a [illegible] sur le monde de la micro en août [illegible]. Il est allé plus loin – trop loin ? – avec la multiplication [illegible] couleurs dévoilées lors de l'exposition [illegible] de San Francisco.

Le parcours [illegible] Jonathan Ive a débuté à Londres, où, [illegible] 22 ans, il commence à [illegible] lavabos, [illegible] baignoires ou des [illegible] pour les [illegible] du bureau Tangerine. [illegible] 25 ans, il décide [illegible] s'arracher à sa famille, à l'Angleterre et au rugby pour s'installer à San Francisco [illegible] Heather, sa femme, qui [illegible] écrivain.

Il arrive chez Apple au mauvais moment : [illegible] firme [illegible] pomme ne [illegible] de perdre [illegible] du marché. « *J'étais encore très jeune*, dit-il, *mais je pensais que je réussirais mieux dans mon métier en allant chez Apple qu'en restant consultant. Il y [illegible] de rares exceptions ; mais, sans rentrer dans [illegible] compagnie, c'est pratiquement impossible de disposer d'énormes [illegible] permettant d'influer totalement [illegible] le design d'objets fabriqués en série. Et je voulais vraiment faire quelque chose de différent. Au cœur même d'Apple, était restée ancrée [illegible] croyance que l'on pouvait [illegible] faire pour suivre les ambitions de cette société, même s'il s'agissait de faire volte-face par rapport [illegible] produits du marché informatique. C'est maintenant que j'apprends [illegible] choses, car je peux bouleverser concrètement les règles [illegible]. Cela me donne, en [illegible] de fortes chances d'avoir [illegible] impact énorme sur l'industrie et sur les consommateurs.* »

Il faut attendre [illegible] 1997, le [illegible] tour du fondateur de la firme, Steve Job, pour que cette ambition se réalise. « *Il est pour moi à la fois un designer exceptionnel et un grand visionnaire*, poursuit Jonathan Ive. *Nous avons beaucoup travaillé ensemble. A chaque étape de création du premier [illegible] iMac, [illegible] posions sans arrêt [illegible] même question : "Lequel préfères-tu ?" Et nous avons [illegible] nous préférions [illegible] les [illegible] un produit inha[illegible] car Steve Jobs [illegible] moi-même avons passé plus de temps [illegible] penser aux consommateurs qu'à [illegible] industrie. C'est pourquoi cet objet hors normes est appelé [illegible] durer plusieurs années.* »

Reste que [illegible] de surprise [illegible] encore une [illegible] total lorsque, [illegible] 5 janvier, [illegible] le Salon MacWorld, Steve Jobs, [illegible] d'une conférence [illegible] un show, [illegible]nonce la sortie de cinq iMac [illegible] couleurs de bonbons anglais – fraise, myrtille, raisin, mandarine [illegible] citron vert – [illegible] une [illegible] Apple enthousiaste. [illegible] secrets de fabrication ont été bien gardés. Douze mois ont été [illegible] pour réaliser entièrement la conception, la production et le développement de l'iMac. Entre le lancement du premier modèle, le 15 août 1998, et sa déclinaison en une gamme de cinq couleurs, il s'est écoulé presque six mois.

Heureusement, Apple [illegible] beaucoup [illegible] les matériaux. Jonathan Ive [illegible] son équipe ont bénéficié [illegible] grande expertise interne [illegible] ce [illegible] exigences (l'unité [illegible] dissimulée dans la coque translucide du moniteur) ont été [illegible]. « *Nous avons utilisé du polycarbonate, un matériau peu cher, extrêmement [illegible] que l'on peut colorer [illegible] des teintes qui restent [illegible] à fait [illegible] dans le temps*, précise Jonathan Ive. *Bien sûr, il [illegible] fallu faire face à des contraintes techniques, [illegible] pour [illegible] (stylistes et fabricants) un véritable défi. On s'est tous dit : "On peut le faire, on y arrivera !" La plupart [illegible] croquis [illegible] été effectués au crayon mais le design de l'iMac a été réalisé dans le logiciel [illegible] CAO (conception [illegible] ordinateur) Alias Wavefront.* » Y a-t-il un message subliminal dans le choix des cinq [illegible] la gamme ? « *En fait, nous avons surtout différencié les couleurs pour offrir aux gens un vaste choix. Bien qu'elles forment ensemble une famille et possèdent chacune leur logique, [illegible] n'avons pas [illegible] nous ajouter une contrainte supplémentaire en étudiant [illegible] possibles des consommateurs. Le plus difficile a été, [illegible] départ, de sélectionner [illegible] unique pour le premier modèle iMac.* »

Jonathan Ive a aussi le souci de soigner ce qui ne se voit pas. L'étiquette est en relief et le dessous du clavier, coloré et ouvragé. « *Ces cinquante dernières années, on a voulu avant tout que les objets soient fonctionnels. Ajouter des fioritures, c'était les détourner de leur fonction propre. Je considère que le manque de déco[illegible] est une faillite spirituelle. Ne devons-nous pas de plus en plus vivre une partie de notre temps avec des ordinateurs ? Alors pourquoi ne pas les faire beaux et séduisants ?* »

A. Ba.

KOICHIRO HAYASHI/APPLE COMPUTER INC.

RÉACTION PHYSIQUE
Si Jonathan Ive a créé la nouvelle série des cinq micro-ordinateurs iMac, aux formes rondes et aux couleurs acidulées comme celles des friandises, c'est bien pour susciter « *une réaction physique* » de la part des consommateurs et les faire saliver. Selon lui, il y a deux moyens sûrs pour attirer les gens : la nourriture et le sexe. « *Je crois que, confrontés aux iMac, les gens vont parler saveurs*, souligne Jonathan Ive. *Apple se donne des moyens différents pour diffuser sa technologie et apporter quelque chose de plus que les autres constructeurs. Je me suis fixé comme objectif de réaliser un objet utilitaire qui améliore la qualité de vie des utilisateurs.* »

La mairie de Paris
organise un concours pour [illegible]

INGÉNIEURS
des services techniques (génie urbain)
DIPLÔMÉS DE CERTAINES GRANDES ÉCOLES

- [illegible] du 11 janvier [illegible] 11 [illegible] 1999.
Limite d'âge : 35 ans - prorogation sous réserve des dispositions légales
- CONCOURS à partir du [illegible]
- FORMATION rémunérée [illegible] à l'école nationale des ponts [illegible] chaussées.

Un dossier d'inscription [illegible] sera remis sur place [illegible] envoyé par courrier, [illegible] demande (merci [illegible] joindre une enveloppe format 32,5 [illegible] 22,5 affranchie [illegible] 11,50 f)

[illegible] de Paris,
bureau du recrutement,
[illegible] rue Lobau,
75196 Paris RP (précisez la réf : LM)

MAIRIE DE PARIS

هكذا من الأصل

Faire progresser les entreprises en développant des applications très avancées, c'est notre vocation et la clé de notre succès, avec 40 % de croissance. Logica, société de conseil internationale implantée dans 23 pays, compte 8 000 collaborateurs. Avec une double approche conseil et mise en œuvre des technologies, nous proposons un vaste champ d'opportunités aux professionnels ambitieux que vous êtes.

Ingénieurs d'affaires seniors

Vous prenez la responsabilité de l'un des secteurs suivants : banques, télécommunications, industrie, transports.

Vous élaborez les offres sectorielles et développez les relations commerciales auprès de grands comptes : clients et prospects. La qualité de vos actions et de votre éthique développe l'image de Logica.

Méthodique et convaincant, vous êtes un expert de la vente de solutions complexes auprès de grands comptes. Vos ambitions sont à la hauteur de vos challenges. Réf. IA/M.01

Consultants en maîtrise d'œuvre

Vous conseillez et assurez la maîtrise d'œuvre de grands projets auprès de clients stratégiques.

Âgé de 35 ans au minimum, vous avez déjà réalisé (en Cabinet ou en SSII) des missions de conseil, d'organisation et d'intégration de progiciels dans les domaines des Télécoms, de l'Energie, de l'Eau, des Assurances et de l'Electronique.

Une expérience significative dans les domaines fonctionnels de la gestion de clientèle, la facturation, le comptage, le trading, ainsi que le datawarehouse serait grandement appréciée dans le domaine de la banque. Réf. CM/M.01

Consultants SAP confirmés

Votre expertise dans un domaine fonctionnel de l'entreprise : finance, logistique, production ou distribution.

Vous êtes partenaire de vos clients dans la maîtrise d'œuvre du progiciel intégré SAP / R3.

Votre mission est placée sous le signe du conseil, de la conduite du changement et de la [illegible]

Pour ces huit postes, votre sens relationnel, votre capacité d'analyse, ainsi que votre [illegible] vous permettront de développer votre activité avec succès.

Pour tous ces postes à dimension managériale est reconnue. Vous êtes de formation supérieure et justifiez d'un bon niveau d'anglais. Toute autre langue est un atout supplémentaire.

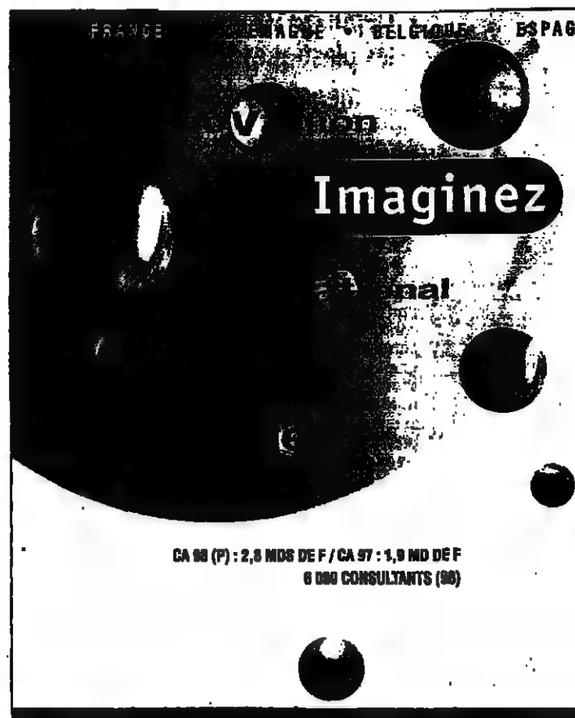
Merci d'adresser votre candidature précisant la référence à Martine Tillmann, DRH. Logica, 8 rue de Cîteaux, 75012 Paris. e-mail : tillmannm@logica.com

logica

Dans la suite logique de votre évolution.

Aix, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Metz, Montpellier, Nancy, Niort, Pau, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Paris, Luxembourg

MEDIA SYSTEM



Le conseil en te[illegible]
un univers

Leader [illegible] technologies, Alt[illegible] et la conduite de leurs projets technolo[illegible] 1 700 nouveaux projets (externalisatio[illegible] Notre métier consiste à apporter [illegible] afin d'améliorer leur compétitivité et le[illegible] Nos consultants, issus des plus grandes [illegible] de stratégies industrielles - et en aval - [illegible] Exercer notre métier, c'est découvrir la [illegible] 60 sociétés européennes d'Altran.

Consultants en Systèmes
Consultants en Maîtrise d[illegible]
Consultants en Méthodes

Merci d'adresser votre candidature en p[illegible]
E-mail : martin@altran.fr
Si travailler à l'étranger [illegible] l'une [illegible] vo[illegible]

Pour plus d'informations, consult[illegible] no[illegible]

CA 98 (P) : 2,8 MDS DE F / CA 97 : 1,9 MD DE F
6 000 CONSULTANTS (98)

www.altran.fr

Recherchons pour cabinet de propriété industrielle en région parisienne

1 INGÉNIEUR Brevets

Electronique - Informatique - Télécommunications
Qualifié INPI (indispensable)
Mandataire OEB apprécié
Possibilité d'association
Confidentialité assurée

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions *(sous réf. 9899)* à :
LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

Ce n'est pas seulement pour notre [illegible] que vous nous direz

oui

En 1996, Europe Informatique épouse l'[illegible] de ses marchés : elle devient Syntegra. Une union placée sous le signe de nouvelles ressources technologiques, de l'international et d'une expertise qui marie [illegible], notamment sur l'intégration de systèmes.

Aujourd'hui, Europe Informatique [illegible] Alcoria, qui l'a rejoint en 1997, prennent le nom de Syntegra et concrétisent cette logique de progrès dans un groupe de 4500 personnes.

Notre département client/serveur, 200 personnes, spécialisé [illegible] une forte croissance qui nous amène à rechercher :

DIRECTEUR DE PROJET réf. DP 256

Au sein de notre activité maîtrise d'œuvre, vous serez chargé de déterminer les besoins du client, d'analyser les cahiers [illegible] charges, d'élaborer les propositions techniques. Véritablement autonome, la gestion opérationnelle du projet reste sous votre responsabilité. A 30/35 ans, vous avez déjà encadré des équipes avec succès. Une connaissance du monde objet et des technologies Internet/Intranet serait un plus.

CHEF DE PROJET réf. CP 258

Avec une expérience de 3 à 5 ans en architecture de projet client/serveur, vous [illegible] vers [illegible] sur des [illegible] technolo[illegible] De plus, vous possédez un excellent relationnel.

Europe Informatique devient Sy

CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE

Chef de Projets

LA [illegible] CENTRALE EST LA BANQUE DU CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE (C.I.F.), [illegible] D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SPÉCIALISÉS DANS LE [illegible] HYPOTHÉCAIRE AUX PARTICULIERS. ELLE EST CHARGÉE DE LUI APPORTER LES [illegible] FINANCIERS ET LA LOGISTIQUE [illegible] NÉCESSAIRES À SON DÉVELOPPEMENT. NOUS [illegible] UN :

Au sein du secteur Etudes de notre Direction Systèmes d'Information et logistique, vous interviendrez sur l'ensemble [illegible] fonctionnels de la banque (opérations [illegible] trésorerie, [illegible] produits [illegible] opérations [illegible] crédit, comptabilité, ALM [illegible] gestion des risques financiers).
Vous aurez la responsabilité :

- d'animer la maîtrise d'œuvre de nos projets, en relation étroite avec la [illegible] d'ouvrage et des acteurs externes intervenant en qualité de maîtrise d'œuvre déléguée,
- d'assister la maîtrise d'ouvrage durant toutes les étapes des projets avec un souci constant de méthode et de respect des délais,
- d'assurer l'intégration des progiciels dans le système d'information de la banque.

Vous possédez une [illegible] notre environnement technique : Windows NT, Novell, Unix, OS400, Oracle, [illegible] Basic, SQL, Cobol, [illegible] clients/serveurs.

Vous vous appuyez sur des méthodes de conception et de conduite de projets [illegible].

Doté d'une formation supérieure (Ecole [illegible] Commerce, Ingénieur, Université), vous possédez 3 à 5 ans d'expérience acquise en cabinet de conseil et/ou en entreprise du [illegible] banque/finance.

Votre capacité de management de projets, votre sens aigu de l'animation et de la communication, [illegible] goût pour la diversité [illegible] et l'[illegible] [illegible] les meilleurs [illegible] pour travailler dans un environnement à taille humaine [illegible] évoluer dans un groupe [illegible] plein développement.

Pour ce poste basé à Paris 8ème, merci d'[illegible] candidature sous la référence RGR1 à notre conseil :
Reine-Marie HALBOUT, K. PERSONNA' - 121/123, rue du Vieux Pont de Sèvres - [illegible] Boulogne.
e-mail : kp@kp-consultants.fr

K PERSONNA

Ingénieurs Etudes Logiciels Temps Réel

Débutants ou Expérimentés

Vous serez chargé de développer et de maintenir les logiciels intégrés dans les calculateurs produits par la Division Systèmes. Vous élaborerez les spécifications et effectuerez la conception des logiciels temps réel.

Vous êtes un ingénieur en informatique industrielle (bac+4 et plus).

Débutant, vous souhaitez travailler dans le domaine des logiciels temps réel sécuritaires. Une connaissance des microprocesseurs est demandée.

Expérimenté, vous possédez une pratique de 3 à 5 ans des logiciels temps réel sécuritaires et connaissez les normes régissant les logiciels aéronautiques. Vous organiserez et dirigerez les travaux d'une équipe de réalisation de 3 à 5 personnes.. Réf. IE2601

Ingénieurs Qualité Logiciel

Débutants ou Expérimentés

Vous assurerez la qualité des logiciels embarqués et la promotion de la méthodologie et des outils applicables au développement des logiciels.

De formation bac+4 et plus, ingénieur informaticien ou électronicien ayant des connaissances en informatique, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Vous maîtrisez les normes régissant les logiciels aéronautiques. Réf. IQ2601

Groupe français de mécanique aéronautique et spatiale.

Chiffre d'affaires : 30 MdF.
Effectif : 22 000 personnes

Situé parmi les leaders mondiaux de l'industrie aéronautique et spatiale avec trois principaux métiers : la propulsion, les équipements et les services. Nous recherchons pour notre DIVISION SYSTÈMES :

snecma

Pour ces postes basés à Villaroche (77), merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) s/réf. choisie à Jean-Louis Michel, SNECMA, [illegible] Bd du Général-Martial-Valin 75724 Paris Cedex.

هكذا من الأصل

matique - Rés

Télécommunications

Imaginez

un

EMBOURG • ITALIE • PAYS-BAS • PORTUGAL • SUÈDE • SUISSE

hnologies

e possibilités

compagne n Europe plus de 450 acteurs majeurs de l'industrie et des services dans l'avancée
s. Nos clien présents dans tous les secteurs économiques nous confient chaque année plus de
a recherche développement, programmes transnationaux, projets d'innovation...).
es solutions technologiques adéquates en fonction de leurs impératifs opérationnels et stratégiques
rformances.
es d'Ingénieurs et Universités européennes, interviennent en amont - études techniques, définition
option et mise en œuvre de solutions...
se culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des

LMDE-114
rage Réf. LMDE-1125
Production Réf. LMDE-1126

t sur vot ALTRAN, Jean-Michel Martin, 201 bd Péreire, 75017 Paris.

és, veuillez le préciser en ajoutant "/ETR" à la fin de la référence choisie.

ices en ligne www.altran.fr

Les ingénieurs de l'innovation

MAÎTRES D'OUVRAGE

Tout le monde peut faire de l'informatique.
Mais aurez-vous assez d'imagination pour faire de l'informatique qui vend du crédit ?

Au sein de notre Direction de la Maîtrise d'Ouvrage ou de notre Direction de l'Organisation, vous êtes amené à piloter de grands projets complexes à la suite de la refonte de l'ensemble de notre système d'information.
A 30 ans environ, de formation supérieure (Scientifique ou Ecole de Commerce), vous avez déjà assumé des fonctions de consultants, d'organisateurs ou de chefs de projets dans les secteurs de la Banque, de la Finance et/ou de l'Assurance. Autonome, votre approche est méthodologique et pragmatique pour une conduite efficace et opérationnelle des projets qui vous seront confiés. Ces postes pourront évoluer à terme vers de plus larges responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la réf. MO au Service Recrutement, Franfinance, 59 avenue de Chatou, 92853 Rueil-Malmaison Cedex.

Franfinance, filiale de la Société Générale, est spécialisée dans le financement auprès d'une clientèle de particuliers et d'entreprises.

FRANFINANCE

L'imagination financière

BDDP Corporate

om

...ies et nouvelles technologies ouvrit

SABE
O-COMMERCIAL réf.TC 259

l'une équipe de 30 personnes, votre
té serait de leur donner les moyens de mener
intervention en clientèle. Vous participerez
de recrutement pour renforcer les effectifs.
s serez chargé de la gestion des projets au
votre secteur d'activité.

génier et maîtrisez l'anglais. Adressez
ature notre conseil CyriaSelection
la Boétie - 75008 Paris.
49 19 2. cyriaselection@wanadoo.fr

tegn.com
t unebranche de BT (British Telecom)

egra

Avec nous, votre espace est sans limites

Le Groupe CS est un acteur majeur des réseaux et des systèmes d'information. Industriel et intégrateur de solutions, fort de 5 000 collaborateurs, réalisant plus de 3 milliards de francs de CA dont 30 % à l'international, CS vous offre de véritables opportunités de carrière. Intelligence des réseaux, expertises scientifiques et informatiques et savoir-faire industriel sont les cartes maîtresses d'une offre qui répond à l'ensemble des besoins d'infrastructures et applications des systèmes d'information.

La division Systèmes Techniques intègre et maintient des systèmes d'information pour les secteurs majeurs de l'aéronautique et de la recherche (aéronautique, défense, télécoms, énergie, nucléaire et transports) dans les métiers suivants : calcul scientifique, contrôle commandes, télécoms et informatique spatiale, aéronautique, imagerie satellitaire, réalité virtuelle, bancs et tests, gestion électronique documentaire, centre de contrôle de satellites, logiciels embarqués, traitement de l'image et du signal, simulation, gestion de données techniques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre et prétentions) en indiquant la référence choisie à CS CISI, DRH, 3 rue Le Corbusier, SILIC 232, 94528 Rungis Cedex.
e-mail : lourencoc@mercure.cisi.fr
http://www.cisi.fr

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et pratiquez l'anglais, vous souhaitez évoluer en participant au développement de nos projets internes et à ceux de nos clients.
Nous vous proposons de nombreuses opportunités en région parisienne ou en province.

Ingénieurs Administration Systèmes et Réseaux réf. ASR 599

Vous maîtrisez les outils et méthodes d'administration et de supervision des réseaux.

Ingénieurs Télécoms réf. TEL 599

Vous spécifiez, développez et validez des systèmes de communication complexes et distribués.

Ingénieurs Logiciel Temps Réel réf. LTR 599

Vous étudiez et développez des logiciels de systèmes temps réel ou de simulation dans les domaines ATC, aéronautique (logiciel embarqué), spatial, équipements télécoms.

Ingénieurs Etudes et Développement réf. EDE 599

Vous concevez, spécifiez et développez des applications en informatique industrielle, scientifique et technique ou en développement client/serveur.

Pour ces 5 premiers postes, vous êtes débutant ou expérimenté et vous maîtrisez les technologies suivantes :
- Langages : C, C++, Java, Visual Basic, ADA, Shell, Perl
- IHM : Ilog views, X11 Motif, Powerbuilder
- Systèmes d'exploitation : UNIX, NT
- Temps Réel : VRTX, PSOS, OS9, IRMX, Chorus
- Bases de Données : Oracle, Sybase, SQL Serveur, Object Store, O2
- Réseaux : LAN/WAN, CMIS/CMIP, SNMP, TCP/IP, hauts débits, ATM, SDH
- Workgroupe : Lotus Notes, Exchange
- Internet/Intranet : Serveur HTTP, Javascript, Oracle web Developper, Netscape, HTML
- Méthodes : OMT, UML, SADT, SART
- Téléphonie mobile : GSM, DCS, DECT, Emes
- Gestion de configuration : PVCS, Clearcase
- Outils de gestion de projets : PMW
- Outils de supervision de réseaux : TEMIP, Net EXPERT

Ingénieur Spécialiste Bases de Données réf. SBD 599

Vous prenez en charge les aspects bases de données sur des affaires systèmes, de la conception du modèle jusqu'à la réalisation et la validation. Vous assurez une veille technologique sur les bases de données.
Vous maîtrisez les bases de données Développement, Administration et le langage C++.

Ingénieurs Commerciaux

Domaine [illegible] réf. COMES 599

Vous prospectez de nouveaux comptes pour développer votre portefeuille clients. Négociateur expérimenté, vous possédez une bonne connaissance du tissu économique régional. Votre formation d'ingénieur vous permet de dialoguer avec des scientifiques. Postes basés en région parisienne, Rhône-Alpes et Sud-Ouest.

Domaine Télécoms réf. COMT 599

Vous êtes responsable de la prospection, de la vente et du suivi commercial de systèmes d'information.
Vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum dans la vente de systèmes complexes.

CS
COMMUNICATIONS & SYSTEMS

Division Systèmes Techniques
CS Communications & Systems Group

Nous sommes une société industrielle, leader européen sur son marché, filiale d'un grand groupe de réputation mondiale.
Pour accompagner notre développement, nous renforçons nos équipes informatiques et offrons un poste de :

CHEF DE PROJET E.R.P.

Au sein de la Direction Informatique, vous pilotez la mise en place d'un progiciel E.R.P. dans les filiales au niveau Européen.

Vous analysez les flux d'information, définissez les adaptations, encadrez la réalisation. Vous animez également les intervenants participant au projet afin d'en garantir le succès.

Ingénieur, doté d'une double compétence informatique et gestion, on vous reconnaît une autorité naturelle et une aisance dans le travail d'équipe. Vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum, acquise de préférence sur un projet d'intégration d'un E.R.P. dans un contexte international.

L'ANGLAIS courant est indispensable; l'allemand est souhaité.

Pour ce poste basé en proche banlieue ouest, merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. SD/CP/LM à notre conseil : I.B.M. SEARCH
55, rue Briand 92300 LEVALLOIS.

IBM Search

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le monde de l'industrie et de la recherche

Vous avez toujours [redacted] une idée en tête : innover.

Au sein d'Air France Industries, l'activité Support [redacted] Flottes Spéciales [redacted] le [redacted] technique et logistique des flottes qui lui sont confiées, ainsi que le grand entretien [redacted] certaines d'entre elles. Elle réalise en outre des projets spéciaux pour le compte d'Air France [redacted] clients extérieurs, notamment en matière [redacted] navigation, de téléphonie, d'aménagement [redacted] ou d'installation d'équipements [redacted] électronique. Dans ce cadre, notre centre [redacted] Bourget recherche un

CHEF DE PROJET ENGINEERING DE MODIFICATION

Vous supervisez les études [redacted] modifications d'aéronefs, dans [redacted] domaines [redacted] l'avionique, des communications et des systèmes de divertissements passagers. A cette fin, vous élaborez les devis et rédigez [redacted] propositions commerciales. Vous mettez [redacted] œuvre [redacted] projets [redacted] appliquant [redacted] réglementations et [redacted] procédures aéronautiques [redacted] en [redacted] des [redacted]

Responsable d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens de [redacted] personnes, vous développez l'expertise de l'activité engineering en renforçant le savoir-faire [redacted] collaborateurs.

De formation ingénieur aéronautique [redacted] spécialisation en électronique, votre expérience [redacted] 3 à 5 ans, acquise chez [redacted] équipementier [redacted] au sein d'un cabinet [redacted] modifications avions, [redacted] permis [redacted] développer [redacted] aptitude [redacted] conduite de projets. Votre capacité d'anticipation [redacted] d'analyse (risques, enjeux techniques [redacted] économiques...) [redacted] l'anglais [redacted] principaux atouts.

Merci d'adresser votre CV et votre lettre de motivation sous référence CPE/LM [redacted] Air France, Service Sélection et Recrutement, BP 60111, [redacted] Roissy CDG cedex.

www.airfrance.fr/emploi

AIR FRANCE INDUSTRIES

TOULOUSE

Situé près des chaînes d'assemblage final des avions AIRBUS, le Bureau d'Etudes de la Division Airbus d'Aerospatiale a pour mission de participer à la conception, la définition et à la validation de l'ensemble des produits de la gamme. Pour faire face à nos projets présents et futurs, nous recherchons des

Ingénieurs confirmés

avec une expérience significative dans des spécialisations techniques aéronautiques ou ayant conduit des projets complexes et d'envergure dans les domaines suivants:

CONCEPTION - CALCULS, des spécialistes en [redacted]
- conception de structures métalliques et composites *(réf. A 00)*
- calculs de structures métalliques et composites *(réf. [redacted] 01)*
- mise au point assemblage cellule et intégration systèmes *(réf. A 02)*
- conception installations électriques *(réf. [redacted] 03)*
- conception installation systèmes mécaniques *(réf. A 04)*

SUPPORT METHODES, des spécialistes en [redacted]
- procédés de fabrication matériaux métalliques, composites et traitement de surface *(réf. B 01)*
- engineering de maintenance (expérience exploitation avion en compagnies aériennes souhaitée) *(réf. B 02)*
- CFAO (connaissance CATIA, et/ou PTC indispensable) *(réf. B 03)*
- développement de méthodes et outils GDT sur produits complexes *(réf. B 04)*

AVIONIQUE, un [redacted]
- Chef de projet avionique *(réf. E 01)*
- spécialiste [redacted] logiciels *(réf. E 02)*

SYSTEMES, des spécialistes en [redacted]
- sécurité, navigabilité/réglementation *(réf. C 01)*
- systèmes de maintenance intégrés *(réf. C 02)*
- navigation et gestion du vol *(réf. C 03)*
- radio/communication *(réf. C 04)*
- génération et distribution électrique *(réf. C 05)*
- systèmes propulsifs *(réf. C 06)*
- qualité/maintenabilité des systèmes embarqués *(réf. C 07)*

ETUDES GENERALES, des spécialistes en [redacted]
- traitement acoustique nacelles *(réf. D 01)*
- conception aérodynamique *(réf. D 02)*
- mécanique du vol et performances avions *(réf. D 03)*
- moteurs et turboréacteurs *(réf. D 04)*
- modèles aérodynamiques *(réf. D 05)*
- développements d'outils CAO et CFAO *(réf. [redacted] 06)*
- acoustique externe et moteur (domaine aéronautique) *(réf. D 07)*
- analyse dynamique structurale et flottement *(réf. D 08)*

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la réf. choisie à AEROSPATIALE Aéronautique DTO/RH/E - Isabelle Wolvrè - 316 route de Bayonne 31060 TOULOUSE cedex.

AEROSPATIALE AERONAUTIQUE

COMPETENCES & ORGANISATION

Cabinet de Conseil et de Formation spécialiste de la Gestion du Changement, filiale du GIM, développant avec les Entreprises des approches concrètes et innovantes, recherche un(e) :

CONSULTANT SENIOR à dominante TECHNIQUE/PROCESS

Qui [redacted] piloter les chantiers initiés par nos Chargés d'Affaires, après [redacted] défini [redacted] méthodologies. A l'écoute [redacted] changements [redacted] les Entreprises, [redacted] serez un appui déterminant, [redacted] à l'évolution [redacted] problématiques industrielles, [redacted] une [redacted] proposition [redacted] l'élaboration [redacted] solutions innovantes [redacted] en intra qu'en Inter-Entreprises.

[redacted] profil [redacted] d'un Consultant, assurément : excellent diagnostic des Hommes et [redacted] Situations, qualités d'écoute [redacted] d'analyse, grande [redacted] d'esprit, volonté et capacité à innover constamment,...

Expert du domaine technique, (cf Vous représenterez notre organisme, publierez [redacted] fond, participerez [redacted] des conférences,...), [redacted] les Process depuis la phase d'Industrialisation jusqu'à celle [redacted] Production, ayant vécu et/ou mis en place [redacted] avec [redacted] logiciel [redacted] vous [redacted] capable d'animer [redacted] d'Intervenants Extérieurs, et bénéficiez d'une expérience opérationnelle [redacted] domaine [redacted] suffisamment longue pour être significative. Connaître le Conseil [redacted] un atout supplémentaire. ...

Vos possibilités d'évolution chez [redacted] réelles parce que souhaitées,...

Alors, n'hésitez pas [redacted] nous envoyer votre Résumé de Carrière :

René DAGIRAL Conseil, 39, Avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS, sous réf. : CO/TECH/LM. [redacted] recevrons rapidement.

A bientôt.

René DAGIRAL Conseil

[redacted] MICRON POUR AVOIR UNE LONGUEUR D'AVANCE !

Ingénieurs H/F

Conception Design Vérification d'Asic

Au cœur de la stratégie Bull, intégré dans une équipe motivée et très impliquée sur les technologies nouvelles, vous innovez pour les grands serveurs de demain. Ces projets comprennent le développement de plusieurs circuits VLSI de gros volumes, plusieurs millions de transistors, avec des technologies submicroniques profondes.

Pour mener à bien ces projets, votre rigueur, votre passion, vos capacités à vous impliquer, votre méthodologie et votre autonomie sont déterminantes.

Dans un contexte international, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour avoir une longueur d'avance, adressez lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous IN/LM, Gérard Crozier, Bull SA, BP 63, rue Jean Jaurès, 78340 Les Clayes-sous-Bois.

Réseaux et systèmes d'information

Bull

Un important Groupe industriel, leader mondial dans ses domaines d'activités, recherche, dans [redacted] cadre de son développement :

Responsable Département Propriété Intellectuelle

Dans le cadre de la stratégie définie par la Direction Générale et en coordination étroite avec [redacted] acteurs [redacted] externes concernés, vous avez la responsabilité [redacted] la protection [redacted] la défense des intérêts du Groupe en matière [redacted] propriété *intellectuelle* (**brevets** [redacted] Vous [redacted] dans votre mission par une équipe d'ingénieurs brevets, que [redacted] dirigez.

Ingénieur en **électrotechnique/électromécanique** [redacted] mandataire européen, [redacted] maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience réussie en industrie et/ou [redacted] cabinet, où [redacted] avez [redacted] *faire apprécier* [redacted] *qualités de rigueur*, de gestion, d'autonomie et [redacted] relationnel.

Le poste est basé [redacted] **région parisienne.**

Merci d'adresser, sous réf. RSB, votre dossier de candidature à notre Conseil, qui [redacted] garantit une [redacted] **confidentialité.**

SM Conseil *67, rue de Miromesnil 75008 Paris*

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche, pour sa Direction des Lanceurs [redacted] Evry (91), trois ingénieurs, dans le cadre du programme Ariane 5.

Ingénieur spécialiste en turbomachines

[redacted] chargé [redacted] développement [redacted] turbopompes [redacted] cryotechniques.

De [redacted] grande [redacted] d'ingénieurs, vous [redacted] une expérience [redacted] à [redacted] ans [redacted] la conception [redacted] de turbomachines [redacted] impliquant des connaissances en mécanique des fluides et en thermodynamique appliquées aux pompes [redacted] impliquant [redacted] déplacements [redacted] Europe et en France, [redacted] pratique [redacted] l'anglais [redacted] (Réf. 98/DLA/PL)

2 Ingénieurs Sûreté de Fonctionnement

Propulsion

Vous serez responsable de l'intégration de la fiabilité-sécurité dans le développement des moteurs fusées à ergol (en particulier cryotechniques).

De formation ingénieur généraliste, vous avez une première expérience [redacted] de la propulsion ou énergétique. De courts déplacements en Europe sont à prévoir. (Réf.98/DLA/30)

Ingénierie Système

Vous [redacted] l'intégration [redacted] la [redacted] de développement de fusées au niveau système.

De formation grande école d'ingénieurs, avec de préférence une spécialisation aéronautique, vous avez de 5 à 10 ans d'expérience acquise en majeure partie en ingénierie système complexe. (Réf. [redacted])

[redacted] *remercions* [redacted] candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à la Division du Personnel du Centre Spatial d'Evry, rond-point [redacted] l'Espace, 91023 Evry Cedex.

cnes

Parrot

Parrot SA est une société spécialisée en **reconnaissance vocale** appliquée au téléphone mobile. Nous sommes en fort développement et financés par le capital-risque. Nos clients sont des leaders mondiaux dans ce domaine. Nous recherchons des ingénieurs grandes écoles ou université avec 3-4 ans d'expérience. Vous recevrez des stock-options en plus de votre salaire.

Nous recherchons :

Ingénieurs commerciaux

Les candidats doivent justifier d'une expérience de la vente en OEM ou à des distributeurs de **produits** [redacted] **haute technologie.** La connaissance du marché des téléphones mobiles et des acteurs de ce marché sera fortement appréciée.

L'activité est internationale et nécessite de nombreux voyages à l'étranger, notamment en Asie.

Vous aurez [redacted] vous intégrer dans une start-up et être capable d'initiative, car vous serez très autonome tout en sachant rendre compte rapidement.

Ce poste nécessite une bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyez vos CV et lettre de motivation à **Parrot SA, 28 rue Meslay, 75003 Paris.**

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique - Réseaux Télécommunications

LA SOCIETE GROUPE de RETRAITE et de PREVOYANCE

recherche un :

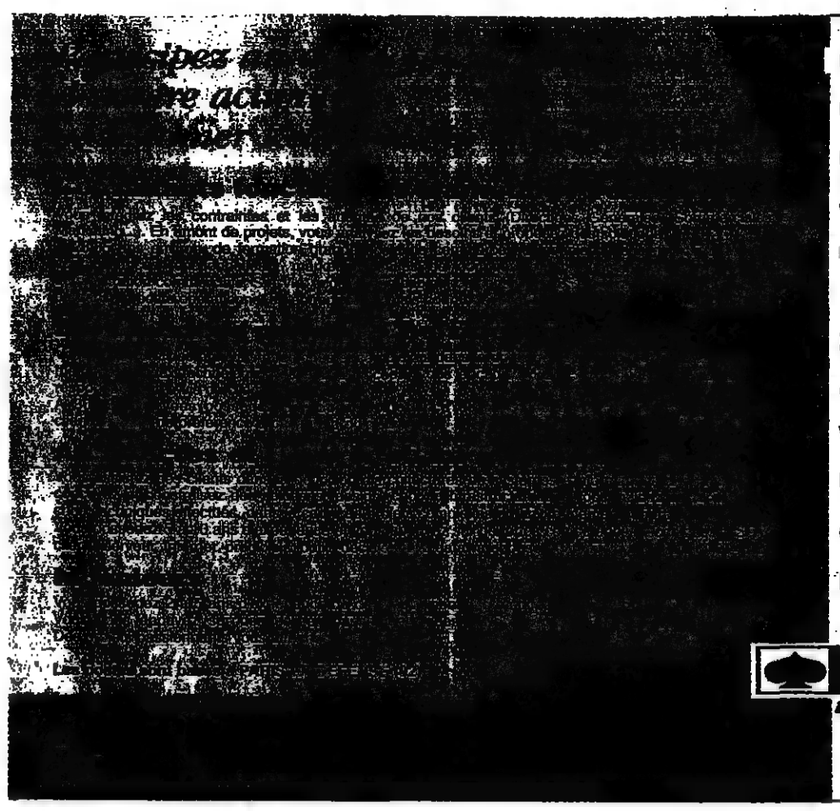
INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

Secteur : PARIS-CENTRE

A 30 ans au moins, de formation école d'ingénieur ou universitaire Bac + 5, vous possédez une première expérience pour prendre en charge le développement et la conduite de projets informatiques.

Au delà de vos qualités de rigueur, d'analyste et de méthode, nous nous attacherons à votre créativité, votre sens relationnel et votre envie de vous investir dans un métier et un groupe aux perspectives largement ouvertes.

Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions (*sous réf.* [illegible]) à : *LE MONDE Publicité, 21 bis, rue Claude-Bernard, BP 218 - [illegible] Cedex 05,* qui transmettra.



- Marketing
- Force de vente
- Gestion de clientèle
- S.A.V.
- Systèmes décisionnels

Les Systèmes d'Information Vente / Marketing : Un axe de développement majeur pour CAP GEMINI.

CAP GEMINI
Ideas People Technology

Notre métier : l'affacturage

Afin d'accompagner notre rapide développement, nous recherchons un responsable informatique pour :

Garantir l'efficacité de nos ressources informatiques

CONTRIBUANT DIRECTEMENT A LA QUALITE DE NOS PRESTATIONS.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et assisté d'une équipe de 25 collaborateurs (développement, maintenance, exploitation et support technique), vous êtes le garant de la fiabilité de notre système d'information et assurez son évolution technique et fonctionnelle. Interlocuteur de la Direction Générale, vous participez à la définition de la stratégie et des moyens adaptés aux objectifs de l'entreprise. Vous êtes responsable des budgets et assurez les relations avec les fournisseurs.

A 35 ans environ, ingénieur ou magistre, vous avez une expérience similaire ou avez exercé des responsabilités en conduite de projets importants et évolué dans un environnement informatique distribué (UNIX, Windows NT). Vos capacités de management et votre attirance pour le contexte des PME, où autonomie, réactivité et sens de l'organisation priment, doivent vous permettre de réussir dans ce poste exigeant. L'anglais courant est impératif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous la réf. L.104/01 à notre conseil Philippe Lesage, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint-Roch, 75001 Paris ou e-mail : oberthur-consultants@dial.oleane.com

Filiale du Groupe Société Générale, nous proposons aux entreprises une gamme complète de produits de gestion de leur poste client.

SOCIETE GENERALE

SOCIETE GENERALE D'AFFACTURAGE

Recherchons pour cabinet de propriété industrielle en région parisienne

1 INGÉNIEUR Brevets

Electronique - Informatique - Télécommunications
Qualifié INPI (indispensable)
Mandataire OEB apprécié
Possibilité d'association
Confidentialité assurée

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions *(sous réf. 9899)* à :
LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

Achats - Logistique - Organisation

LE GROUPE RIB, SPÉCIALISTE DE L'INFORMATIQUE DES METIERS FINANCIERS, PRIVILEGIE DEPUIS 1987 LA QUALITE DES HOMMES ET LA VALEUR AJOUTÉE DES POSTES PROPOSÉS. IL FIGURE PARMI LES 20 PREMIERES SSII FRANÇAISES.

Le High Tech de la Banque Finance

Spécialiste des Salles de Marchés

recherche :

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT - MÉTIERS FINANCIERS — Réf. MMF 42

De formation Ingénieur Grandes Ecoles ou Bac +5/6 Finance avec stages ou première expérience en développement, C++ (UML, SGBDR, CORBA et IHM indispensables).

Suite par l'acquisition d'une double compétence informatique et financière (Instruments financiers, risques, gestion d'actifs), vous participerez à de nombreux projets de grande ampleur en environnement OBJET pour les plus grandes Salles de Marchés de la place de Paris.

SUPPORT/ADMINISTRATION - ARCHITECTURES RÉSEAUX — Réf. MSA 42

De formation Bac +4/5 en informatique ou Ecole d'Ingénieurs en informatique avec une première expérience en support/administration : **STATIONS UNIX, WINDOWS NT ou SGBDR, (SYBASE, ORACLE).**

Vous rejoindrez des groupes d'experts polyvalents, chargés de l'assistance aux utilisateurs et aux équipes études, de l'administration des systèmes, réseaux ou bases de données et de la conduite de projets dans des environnements multiples hétérogènes.

DÉVELOPPEMENT - NOUVELLES TECHNOLOGIES — Réf. MNT 42

De formation supérieure ou Bac +5 en informatique avec une première expérience dans l'une des technologies suivantes : **JAVA, LOTUS NOTES, DOMINO.**

Ingénieur technicien, ayant d'un bon relationnel, vous participerez à des projets innovants au sein d'équipes dynamiques en plein essor qui vous permettront d'être à la pointe de l'INTERNET/INTRANET/GROUPWARE, et d'acquérir une bonne connaissance des marchés financiers.

Retrouvez le détail de tous les postes proposés par le Groupe RIB sur notre site.

http://www.rib.fr

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous la référence choisie, à notre Conseil, R.I.B, Catherine Bouet, 140 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris.

RIB

groupe vallourec

Responsables Achats

15 Mds de Fr de CA, 14 500 personnes, une forte croissance à l'international, le Groupe Vallourec, bien implanté sur les marchés de l'automobile, de la mécanique, de l'énergie,... poursuit son développement.

Vous aurez la mission de mettre en place une démarche stratégique de marketing achats avec un objectif d'optimisation de la qualité et de rationalisation des coûts.

Vous animerez des [illegible] sur plusieurs sites, sélectionnerez les fournisseurs, négocierez les contrats-cadre, établirez les tableaux de bord de contrôle de la productivité. Vous assumerez la coordination multi-sites de la politique achats sur des métiers stratégiques du groupe.

De formation supérieure scientifique ou commerciale, âgé de 25/30 ans, une première expérience professionnelle et une formation complémentaire achats est souhaitée. Vous avez de bonnes capacités de négociation, d'adaptation et de communication.

Anglais courant indispensable. Une autre langue européenne est souhaitée.

Des perspectives d'évolution en France et à l'international sont à prévoir en fonction de vos compétences et de vos motivations.

EURO SELECTION

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence GD/1187, à EUROSELECTION - 3, rue Troyon - 75017 [illegible]

RUSA

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

INITIATIVES LOCALES

Ingénieurs et informaticiens

Responsable de Marchés Informatiques

ACOSS

L'ACOSS est la Caisse Nationale du Recouvrement (105 URSSAF, 7 centres informatiques, 13 000 personnes) qui collecte les ressources de la Sécurité Sociale(1 400 milliards de Francs par an). Au sein du département Budget Ordonnancement - Marchés de la Sous Direction de l'Administration Générale, nous recrutons un Juriste, responsable de Marchés.

Mission : spécialiste des marchés informatiques, vous assurez le conseil, l'assistance et l'information aux directions de l'ACOSS en matière d'achat public informatique (de la définition des besoins au montage des dossiers), la rédaction et le suivi des marchés et contrats.

Profil : de formation Bac + 4 en Droit Public, vous justifiez de 3 années d'expérience minimum dans une fonction similaire et d'une excellente pratique de la réglementation applicable aux marchés publics en matière d'assistance, d'études et de maintenance informatiques. Fortes aptitudes relationnelles et parfaite maîtrise des outils bureautiques sont indispensables pour réussir dans ce poste basé à Paris 11ème.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + niveau de rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la référence BR199RM, à notre Conseil Rémi GUEVEL - *RH PARTNERS* 365 rue Vaugirard - 75015 Paris et consulter http://www.rh-partners.com

RH PARTNERS

Strasbourg

Ingénieur réseau

Au cœur de la ville de Strasbourg, nous mettons en œuvre les technologies les plus pointues pour aller toujours plus loin dans notre vocation : la santé.

Au sein de l'équipe technique du C.R.I.I., qui a en charge l'administration et l'évolution de nos serveurs et de notre réseau (Ethernet, 1 700 PC, serveurs Unix et Windows NT), vous assurez la gestion du système d'information et la mise en production des nouvelles solutions techniques.
De formation bac +4 minimum en informatique, vous avez à votre actif 1 à 2 ans d'expérience professionnelle. Spécialiste des réseaux et systèmes, vous possédez de solides connaissances en matière de protocoles TCP/IP, SNMP, systèmes d'exploitation Unix, Windows 95, Windows NT, SGBDR Oracle, sécurisation des réseaux (Firewall). La connaissance d'un outil d'administration centralisée (systèmes et réseaux, par exemple TNG Unicenter, Tivoli...) serait un plus. Votre aisance relationnelle et votre goût pour le travail en équipe sont des atouts essentiels pour ce poste. La pratique de l'anglais est souhaitable.
Nous vous proposons un environnement de travail performant et convivial. Rejoignez-nous !

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV et photo), avant le 12 février 1999, à Madame Marguerite Weiss, Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, Cellule de recrutement, 1 place de l'Hôpital, BP 426, 67091 Strasbourg Cedex.
e-mail : Marguerite.Weiss@chru-strasbourg

Les Hôpitaux Universitaires de STRASBOURG
La santé, notre vocation

Pour insérer votre annonce dans cette rubrique, contactez le : 01.42.17.39.42 - Fax : 01.42.17.39.38

VALLEE DE L'ORGE

Le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Orge Aval (Essonne)
38 communes - 370 000 habitants
(assainissement et aménagement de la rivière)

Recrute

pour la création de son bureau d'études techniques d'assainissement :

Un Ingénieur Subdivisionnaire responsable du BET

Réf. IS1

■ *Missions :*
- *Direction et suivi de la réalisation des études de maîtrise d'œuvre des travaux d'assainissement.*

■ *Profil :*
- *Diplômé d'une école d'ingénieur (travaux publics, génie civil, hydraulique)*
- *Expérience confirmée acquise au sein d'un BET en assainissement*
- *Compétences en informatique (DAO, SIG)*
- *Connaissances en automatisme et télégestion appréciées*
- *Grande rigueur administrative (respect des délais, maîtrise des coûts, respect des charges et des enveloppes (financières)*
- *Aptitude à l'encadrement et à la motivation d'une équipe (8 personnes)*

pour son service exploitation :

Un Ingénieur Subdivisionnaire responsable du service Exploitation

Réf. IS2

■ *Missions :*
- *Direction et animation du service (34 agents)*

■ *Profil :*
- *Diplômé d'une école d'ingénieur (Informatique, hydraulique, génie civil)*
- *Compétences en informatique et gestion de données*
- *Connaissances en automatisme et télégestion appréciées*
- *Aptitude à l'encadrement et à la motivation d'équipes*
- *Qualités relationnelles d'écoute et approche pédagogique pour intégrer les nouveaux outils de gestion technique (SAV, Télégestion) dans le fonctionnement quotidien des équipes.*

Les dossiers de candidatures à envoyer avant le 27/02/99 (lettre manuscrite + CV et photo) seront examinés à :

Monsieur le Président du SIVOA, 163 rue de Fleury 91170 VIRY CHATILLON Cedex

---

Carrières internationales

Rentenanstalt +
Swiss Life +

Nous sommes une société d'assurances sur la vie alliant parfaitement tra… sous la forme d'une coopérative en 1857, société anonyme en 1998 et lead… l'assurance-vie, Rentenanstalt/Swiss Life avec ses succursales et filiales figu… peloton de tête en Europe.

Déréglementation en Suisse, nouvelles directives européennes, bancassura… nous amènent à renforcer notre service linguistique. C'est pourquoi nous …

une traductrice ou un traducteur de langue française

Champ d'activité:
- ✓ traduire en langue française des textes de niveau élevé de caractère gé… ou la bancassurance, rédigés en allemand;
- ✓ effectuer des travaux rédactionnels en relation avec les publications de… internationale et au personnel;
- ✓ contrôler et adapter des traductions;
- ✓ planifier de manière indépendante les mandats en accord avec la respo…
- ✓ collaborer à la gestion de notre banque de données terminologique.

Check-list:
- ☐ langue maternelle française et excellente connaissance de l'allemand (… atout supplémentaire)
- ☐ diplôme de traducteur ou formation équivalente
- ☐ expérience dans le domaine de l'assurance-vie, de préférence
- ☐ connaissance du travail à l'ordinateur (Winword, éventuellement Multi…
- ☐ goût du travail en équipe; disponibilité
- → lieu de travail: Zurich

Vous remplissez les exigences et vous cherchez un champ d'activité vivan… manque pas d'attraits? Nous serons heureux de faire votre connaissance e… voir votre dossier de candidature sous le numéro de référence 4127.

Avez-vous des questions à poser ou subsiste-t-il quelques points obscurs ? … Mesdames Ursula Planzer (0041/1/284 43 40) ou Daniela Burri-Petrazen (00… e-mail (ursula.planzer@swisslife.ch, daniela.burri@swisslife.ch).

Rentenanstalt/Swiss Life, Service personnel, Siège central, General Guisan-Quai 40, Case postale, 8022 Zurich

---

DIRECTEUR ADJOINT DU LABORATOIRE D'HYDROLOGIE ET D'HYGIÈNE

LE DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE RECRUTE

Etroitement associé à la validation des données techniques et des résultats analytiques, ainsi qu'à la gestion du Laboratoire, vous participez à la promotion de ses prestations et au développement de nouvelles activités.

Pharmacien ou ingénieur biochimiste - microbiologie, vous disposez d'une spécialité dans le domaine de l'environnement et possédez de solides connaissances en métrologie. Vos capacités d'encadrement et d'animation d'une forte sensibilité aux questions d'assurance qualité et votre maîtrise des procédures vous permettront de réussir dans ce poste. Ce poste est à pourvoir par voie statutaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, et de la Communication, BP 4104, 49041 Angers cedex 01.

CONSEIL GÉNÉRAL DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

La Ville de MEUDON
(Hauts-de-Seine) - 46 000 habitants
recrute par voie statutaire pour sa future médiathèque

UN(E) RESPONSABLE
des nouvelles technologies (cadre B)

Sous l'autorité de la conservatrice et en liaison avec le service informatique communal vous serez chargé(e) :
- De l'administration et de la gestion de la base de données de la médiathèque (Logiciel GEAC/Vubis. Mise en service en juin 1998) et du réseau WINDOWS NT des 5 équipements connectés.
- De la conception, de la mise en place et de l'administration du réseau de cédéroms, de la logithèque et de l'accès à Internet.
- De la formation du personnel et du public à la pratique des nouveaux supports.
- Des relations avec le service informatique de la Ville. Vous participerez aux acquisitions de cédéroms et de logiciels et assurerez une dizaine d'heures de service public par semaine.
- De formation BAC + 2 ou pourvu(e) d'une solide expérience, vous possédez une bonne connaissance des outils informatiques et des nouvelles technologies. Vous avez le sens et le goût du contact avec le public, des qualités de formateur et appréciez le travail en équipe. Des compétences en bibliothéconomie seraient appréciées.

Rémunération :
Conditions statutaires + régime indemnitaire + prime de fin d'année.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser votre lettre de motivation + C.V. et photo à : *Monsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines, 6, avenue Le Corbeiller, 92190 MEUDON Cedex.*

Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à Mme ARVEUF au 01.41.14.93.98

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Carrières internationales

PRICEWATERHOUSECOOPERS

EXECUTIVE SEARCH & SELECTION

DIRECTOR OF TECHNOLOGY SERVICES (EMEA)

ANY MAJOR EUROPEAN CITY c150,000 Euro package

The world today
Global mergers abound; recession in the Far East has repercussions everywhere; and usage of Internet technologies is increasing exponentially - the world is shrinking. At PricewaterhouseCoopers, the largest professional services organisation and one of the biggest employers in the world, joint working in international teams is the norm - expertise, knowledge and experiences are shared across cultural and language barriers to maximise efficiency.

Scale and complexity
As an organisation we have over 60,000 partners and staff in more than 90 countries and territories across Europe, the Middle East and Africa. Technology is at the heart of all we do - tax specialists requiring up to the minute information access; large business assurance teams, combining skills globally on electronic working papers; and consultancy "road warriors", alongside clients wherever they are in the world. Accessibility and first rate support are vital for them all.

Much has been done to bring our legacy organisations together and establish a vision for our future technology needs - but there is more to do as technology is so critical to our business.

Making a difference
As a key member of the EMEA area technology management team, you will play a strategic role as well as being accountable for practical implementation and operational management. Your goal will be to ensure high quality technology services are delivered. This will be achieved - with your leadership, guidance and direction - through country Heads of IT/regional co-ordinators and through shared service units.

You will also help to establish global direction, standards and connectivity, ensuring that there is also room for solutions which respond to local needs.

Do you have what it takes ?
Your impressive track record of achievement in your career so far will include significant successes in running technology services and implementing change across geographic/cultural boundaries within a large and complex organisation. You will have a broad knowledge of technologies, their suppliers and movements in the market.

... and the personal qualities ?
Effective, both as a leader and team member, you will work with world experts and some of the brightest people around, so a high intellect is vital. Your all round interpersonal skills will be exceptional, as the relationships you establish will be the foundation of your success. Inner confidence is also key, given our philosophy of joint accountability, as your success will be judged by the actions and deliverables of others, as well as by your own personal performance.

The role will require a high degree of international travel and as a result, the actual office base can be any major European city with reasonable access to an international airport. The ability to speak more than one European language will be beneficial but is not essential.

Breaking new ground
Our reputation for quality is unquestionable. In addressing the future, we are redefining the way we work in order to provide even better services for our global clients. The challenges ahead, in combining leading edge with mainstream technologies to enable success, are considerable; the waters ahead are uncharted; and there are many questions to answer. The first is whether you want to be where the action is? The second - do you have what it takes? If so, write to Michael J Phillips quoting reference M/1985/LM at :

Executive Search & Selection, PricewaterhouseCoopers
Southwark Towers, 32 London Bridge Street
London SE1 9SY
Fax : +44 171 378 0647
E-mail: mike.j.phillips@uk.pwcglobal.com
www.pwcglobal.com

PricewaterhouseCoopers refers to the individual member firms of the worldwide PricewaterhouseCoopers organisation

LA COMMISSION EUROPEENNE
DIRECTIONS GENERALES RECHERCHE

APPEL A CANDIDATURES

Les Directions générales chargées de la mise en œuvre de la politique de Recherche et Développement Technologique (RDT) de la Commission européenne organisent un appel à candidatures pour des contrats d'une durée totale cumulée strictement limitée à trois ans, pour la gestion des projets et contrats du 5ème Programme-Cadre de RDT.

Les candidatures seront insérées dans une base de données qui pourra être utilisée afin de pourvoir certains emplois très spécialisés qui pourraient devenir vacants dans ces Directions générales au cours des années 1999 à 2002.

CONDITIONS GÉNÉRALES: ☐ **Nationalité:** être ressortissant d'un des Etats membres de l'Union européenne. ☐ **Lieu d'affectation:** tout lieu de travail de la Commission européenne, donc, souvent en dehors du pays d'origine des candidats. ☐ **Connaissances linguistiques:** connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Union européenne (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, finnois, français, grec, néerlandais, portugais ou suédois) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues. ☐ **Délai d'introduction:** les formulaires de l'acte de candidature doivent être renvoyés **avant le 30 juin 2002.**

Les personnes intéressées sont invitées à consulter l'avis d'appel à candidatures sur le site Cordis: http://www.cordis.lu/nppr-candidature, ou à demander un dossier de candidature par Internet à l'adresse: nppr@dg12.cec.be, ou à l'adresse suivante:

C.E. Appel à candidatures NPPR, DGXII.AG.01,
SDME 4/14, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1er quotidien français à l'étranger

Le monde de l'industrie et de la recherche

Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement

Recrutement en 1999
par voie de concours sur titres et travaux de

15 chercheurs
(doctorat ou équivalent)

Pour :
le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC) : *Paris et province,*
l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) : *Marne-la-Vallée,*
l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE) : *Vaulx-en-Velin,*
l'Equipe de Recherche Associée (ERA) : *Aix-en-Provence.*

11 CHARGES DE RECHERCHE DE 2ème CLASSE (H/F)

Les candidats à ces postes doivent être âgés de 35 ans au plus au 31 décembre 1999

8 postes au LCPC : réseaux, échanges de données, informatique et télécommunications ; physico-chimie des matériaux ; mécanique des sols ; mécanique des sols et des matériaux ; physique des matériaux ; mécanique des matériaux ; méthodes physiques de mesure ; génie des structures.
2 postes à l'ENTPE : mécanique et génie civil ; environnement.
1 poste à l'ERA : physico-chimie des matériaux.

4 DIRECTEURS DE RECHERCHE DE 2ème CLASSE (H/F)

3 postes au LCPC
1 poste à l'ENPC
- Génie mécanique, génie et analyse des matériaux (LCPC - 1 poste)
- Physique, métrologie, traitements des mesures (LCPC - 2 postes)
- Sciences de la terre et de l'environnement (ENPC - 1 poste)

Vous pouvez obtenir un dossier d'inscription par lettre :
• auprès de la direction départementale de l'équipement située au chef-lieu de votre département de résidence
• ou, pour les candidats résidant à Paris, auprès du ministère de l'equipement, des transports et du logement - DPS/RF1 - Infoconcours - Tour Pascal B - 92055 La Défense Cedex.

Chaque demande de dossier d'inscription doit être accompagnée d'une enveloppe de format 22,9 x 32,4 libellée à vos nom et adresse et affranchie à 11,50 francs

Date limite de retrait des dossiers : vendredi 26 février 1999
Clôture des inscriptions : vendredi 5 mars 1999, cachet de la poste faisant foi

SANKYO

SANKYO PHARMA France

Filiale du deuxième laboratoire pharmaceutique japonais. Production de principes actifs pour la pharmacie. Chimie extractive et de synthèse. Unité sise à ALTKIRCH (68) - 50 personnes recherche un

DIRECTEUR TECHNIQUE *futur Directeur d'usine*

Mission :
- Produire dans le cadre des règles d'assurance-qualité.
- Gérer les ateliers de production et services annexes.
- Assurer le développement technique des installations.

Formation :
Ingénieur chimiste ou génie chimique âgé de 40 à 45 ans, avec expérience :
- des recherches techniques et du développement,
- de la fabrication en chimie fine ou biochimie,
- de la gestion au sein d'un groupe international.

MAÎTRISE DE L'ANGLAIS ET DE L'ALLEMAND INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à SANKYO-PHARMA, Jacques VIGNERON - B.P. 5 - 68131 ALTKIRCH

Société d'ingénierie internationale recherche pour une de ses filiales un

Responsable Département Hospitalier

Paris **H/F**

Vous prenez en charge le développement commercial de l'ingénierie dans le secteur hospitalier (maîtrise d'œuvre ou clés en main). Vous répondez aux appels d'offres, défendez les propositions et vous êtes le garant des relations privilégiées entre les architectes spécialisés, les maîtres d'ouvrages et la société.

A 35/45 ans, de formation ingénieur ou architecte, vous avez idéalement une expérience d'au moins 10 ans chez un maître d'ouvrage hospitalier. Au cours de vos expériences, vous avez en particulier acquis une très bonne connaissance des contraintes techniques, fonctionnelles et économiques des projets hospitaliers.

En plus d'une grande aisance relationnelle, vous présentez une forte capacité d'analyse et de synthèse. L'anglais courant serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence **PLP26788 à Laurent Poulon.**

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex
http://www.mpfrance.com **e-mail : ingeprod@michaelpage.com**

Michael Page
INGENIEURS & PRODUCTION

Dans le cas d'une annonce domiciliée au "Monde Publicité", il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Conseil - Audit

Consultants / Consultants Senior

France - Allemagne - Portugal

Nous sommes un intervenant majeur dans le monde du Conseil en Management. Nous opérons dans 12 pays avec 450 professionnels. Reconnus comme des spécialistes du management du changement, notre objectif est l'amélioration de la performance des entreprises. Nos méthodes sont fondées sur un véritable partenariat avec nos clients et une approche très pragmatique du conseil.

Notre action très participative dans le développement de solutions adaptées aux problèmes de nos clients, associée au fait que nous mettons en place nos recommandations, assure une forte croissance de nos activités en Europe.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer nos opérations en France, en Allemagne et au Portugal et recherchons à cet effet des Consultants et des Consultants Senior.

→ Au sein de nos équipes, vous interviendrez dans le cadre des missions confiées par nos clients. Vous développerez et mettrez en place les changements nécessaires à l'amélioration de ces organisations. A terme, vous serez directement responsable de projets et, à ce titre, vous animerez une équipe de 5 à 6 personnes.

→ Agé de 26 à 35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 5 ans en milieu industriel ou commercial *ou d'1 à 4 ans dans le domaine du conseil.* Vous possédez de fortes capacités d'analyse, de travail et d'adaptabilité. Vous êtes mobile, vous avez le sens du travail en équipe et savez mettre en place des actions concrètes débouchant sur des améliorations de la performance. Outre une maîtrise parfaite de l'anglais, vous pratiquez l'une des langues des pays concernés.

Merci de nous adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo obligatoire) en précisant la référence CCS/or à :
IMR - Service du Recrutement
34, avenue de Messine - 75008 Paris.

IMR
INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES
LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - FRANCFORT - MADRID

Communication implicite

Au cœur de la vie économique et sociale...

Nous sommes un établissement d'un groupe à vocation sociale implanté sur toute la France. Nous souhaitons aujourd'hui accroître notre efficacité, améliorer la qualité du service rendu. Dans cette optique, nous créons le poste d'auditeur interne qui dépendra directement du directeur basé à Paris.

Auditeur interne,
vos compétences valent bien cette mission.

Vous conduisez l'ensemble des missions qui vous sont confiées. Vous veillez au respect de la réglementation et des textes. Dans le strict respect des procédures, vous déterminez les dysfonctionnements et leurs causes afin d'établir vos recommandations. Garant du référentiel qualité et de son application, vous participez à l'élaboration et à l'évolution des procédures. A 30 ans environ, de formation universitaire supérieure en organisation, audit ou gestion, vous souhaitez valoriser une expérience de 2 à 3 années dans un domaine ou une fonction similaire. Capable d'un bon relationnel à tous les niveaux de la hiérarchie, vous possédez un bon esprit d'analyse et de synthèse et faites preuve d'une grande rigueur et d'un bon sens de l'organisation. *Des qualités qui vous permettront* de mener à bien vos différentes missions et de pouvoir évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) sous réf. AU/LM à notre conseil : BSA, 2 place André-Malraux, 75001 Paris.

Consultants
Telecoms & Multimedia
Stratégie - Marketing - Technologie

Leader du conseil en management et technologie avec 2 500 consultants dans 20 pays, PA Consulting Group élabore et met en œuvre avec chacun de ses clients les meilleures solutions intégrant les dimensions marchés, processus et hommes pour créer des avantages concurrentiels. Le fort développement de nos activités dans le secteur Telecoms et Multimedia nous conduit à renforcer notre équipe et à rechercher des spécialistes du secteur.

Notre équipe intervient sur des projets internationaux pour le compte des opérateurs télécommunications, des gouvernements, des constructeurs et des principales institutions financières. Nous nous appuyons sur une équipe de plus de 250 consultants spécialisés en Europe et sur nos centres de développement de produits et de services (Cambridge en GB, Princeton aux USA).

Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, maîtrisez l'anglais, et avec acquis une expérience de trois à huit ans dans le secteur sur des domaines stratégiques et marketing. Vous participerez, selon votre niveau d'expérience, au développement de l'activité, à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets stratégiques.

Ecrire à Benoît CORBIN - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex, en précisant la référence 0966/BC/CI. Vous pouvez également envoyer votre CV par e-mail à **stephanie.zeltoun@pa-consulting.com** ou remplir notre formulaire sur notre site **www.pa-jobworld.com**

Global Recruitment

PA Consulting Group

GRECOM

recherche
Consultants

Intervenir dans les grands projets d'organisation en intégrant la dimension humaine : études et réalisations en Organisation, Communication, Formation.

Pluridisciplinaire, mobile intellectuellement, impliquée depuis la phase d'étude jusqu'à la mise en œuvre des actions.

Grande Ecole (ingénieur ou commerce)
Formation ou expertise complémentaire souhaitée
Première expérience professionnelle si possible dans le conseil
Intérêts pour les aspects techniques (logistique, informatique), pédagogiques et humains.

Adresser CV + lettre manuscrite à Véronique ATHENOSY
GRECOM - 110 Bld Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE

GRECOM

Douze ans d'expérience au service de la réussite des projets

Les Assurances Générales de France renforcent leur direction de l'Audit Général Groupe.

Auditeurs seniors H/F

• Notre direction de l'Audit Général Groupe est directement rattachée au Président et intervient sur l'ensemble des structures de la Compagnie tant en France qu'à l'étranger. Elle souhaite renforcer ses équipes en intégrant de nouveaux collaborateurs.

• Les missions d'audit interne que vous effectuerez varieront tant par leur nature que par la diversité des métiers audités (assurance, réassurance, banque, directions fonctionnelles ...).

• De formation supérieure (ingénieur ou grande école de commerce), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit international. Les missions que vous y avez menées vous ont permis d'acquérir une très bonne connaissance de l'assurance et des questions financières. Outre l'anglais, vous maîtrisez l'espagnol ou l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence LM99, à Pascale DUMAS, AGF DRH - 33 rue La Fayette, 75444 Paris Cedex 09.

AGF

AGF AVEC VOUS

Communication Tell

« Cabinet de Conseil-Audit-Expertise spécialisé dans le secteur de l'Économie Sociale »

recherche

Consultant comptable confirmé

Missions
- Analyser la situation des entreprises sous un angle économique, financier et social.
- Prodiguer à nos clients, les Comités d'Entreprise et de Groupe, un diagnostic financier économique et stratégique de leur entreprise (notamment dans le cadre des évolutions de structures, mutations technologiques et changements profonds de l'environnement concurrentiel).
- Proposer des solutions créatives, adaptées à la problématique de la situation.

Profil
- De formation supérieure Grandes Écoles de Commerce, 3e cycle spécialisé ou équivalent, adepte de l'utilisation de l'informatique, vous justifiez d'une solide expérience dans le conseil.
- Votre maîtrise des techniques de l'analyse financière vous permet d'être immédiatement efficace.
- Ouvert et rigoureux, votre sens de l'organisation allié à vos réelles qualités de communication vous prédisposent tout naturellement à l'animation et la prise de responsabilité.
- Poste évolutif pour candidat à fort potentiel à pourvoir à Paris.

Adresser dossier de candidature, sous la réf. 4416 à l'Agence Centrale de Publicité, BP 229, 93523 Saint-Denis cedex, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

Allez à l'essentiel.
Rejoignez le N°2 du conseil*.

Notre progression est constante, supérieure à 30 % par an depuis 3 ans. Notre alliance avec CSC offre à nos clients des capacités d'innovation et une qualité de conseil inégalées.

Nos professionnels possèdent des compétences reconnues en stratégie, gestion, organisation, conduite du changement et technologies de l'information. Nous maîtrisons les métiers et les marchés de nos clients, nous allons leur apporter encore davantage :

- plus d'enthousiasme, plus de diversité, plus de créativité
- une solide présence internationale : 750 bureaux, 45 000 collaborateurs dans 45 pays et la capitalisation des compétences acquises à cette échelle.

En un mot, plus de résultats.

Votre contribution, votre point de vue sont uniques. Imaginez-les associés à d'autres talents.

Issu(e) d'une grande école, bilingue anglais, vous êtes jeune diplômé(e) ou vous avez 2 à 5 ans d'expérience réussie en cabinet de conseil ou en entreprise. Rejoignez-nous pour partager nos valeurs humaines et professionnelles.

Nous vous formerons. Vous vous développerez. Ensemble, nous ferons la différence.

* Source : Kennedy Information Research Group.

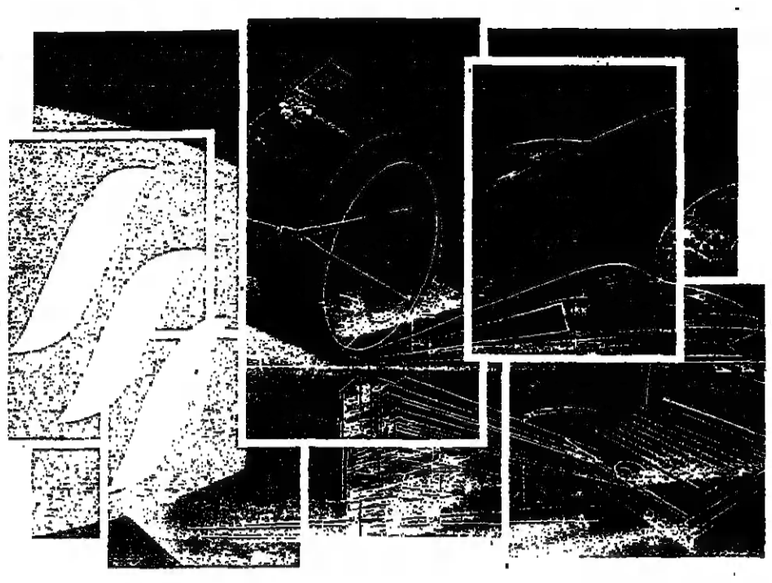
Merci d'adresser votre candidature et CV sous référence LM25/01 à Valérie Giroguy
CSC-Peat Marwick - Tour Framatome
1, Place de la Coupole - 92084 Paris La Défense

CSC - Peat Marwick
Computer Sciences Corporation

هكذا منذ الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Conseil - Audit



L'informatique bancaire ...

Une double compétence pour un avenir unique !

Vous souhaitez acquérir une forte valeur ajoutée professionnelle ?

Rejoignez les activités Banque et Finance de Steria : la société de référence en intégration de systèmes et de services.

Au sein d'un Groupe qui se développe fortement en France et à l'international, vous interviendrez auprès de grandes banques ou d'organismes financiers pour des missions d'études et de développement dans le domaine des front et back offices bancaires.

Ingénieurs, Analystes, Chefs de projets ou Consultants, débutants ou confirmés, vous avez une formation Bac +2 à Bac +5 et possédez si possible une bonne maîtrise de l'anglais.
Vous voulez capitaliser à la fois sur vos connaissances techniques (IBM grands systèmes, AS 400, Unix, Internet, Client/Serveur, Call center, Datawarehouse) **et vos compétences bancaires** (titres, échelles, moyens de paiement, monétique, crédits documentaires, swift, opérations bancaires internationales...).

Par la formation personnalisée, l'implication personnelle et l'héritage d'une culture de performance, vous évoluerez au rythme des grands projets, des clients et des technologies de pointe ; vous deviendrez alors un acteur incontournable de notre profession.

Rejoignez-nous... en adressant votre candidature, sous référence LM/SBF/99, à :

Catherine Franc, Steria Banque et Finance,
147 rue de Courcelles, 75017 Paris.
e-mail : Catherine.FRANC@steria.fr
web : http://www.steria.com

Steria
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

En 1998, 3F c'est :
3,8 MILLIARDS DE C.A.
1.620 COLLABORATEURS
120 000 LOGEMENTS

Premier groupe privé d'habitat social en France, en fort développement, nous avons 70 ans d'existence et venons d'inaugurer notre 120 000ème logement. Notre notoriété repose sur notre engagement dans l'action sociale et la satisfaction de nos clients, et sur notre souci constant d'efficacité et de recherche de l'équilibre économique.

Pour aborder les années 2000, nous avons entrepris des chantiers d'envergure : changement d'organisation au sein de nos agences, renouvellement du système d'information, mise en place des 35 heures.
Dans ce contexte de changement, nous recherchons notre

Responsable de l'organisation h/f

Rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, vous serez chargé de conduire des études relatives à l'évolution des processus, des structures, des coûts, des métiers, des compétences et des postes de travail. Avec l'assistance d'un Chargé d'Etudes, vous traiterez une très grande diversité de problématiques et saurez intervenir en véritable force de proposition auprès d'interlocuteurs très variés, à tous les niveaux de l'organisation. Fortement impliqué dans les décisions stratégiques du Groupe, vous serez appelé à jouer un rôle majeur dans l'accompagnement de l'évolution des structures et des compétences.

De formation supérieure de type DESS en Organisation, ISTO ou IAE, âgé d'environ 35 ans, vous avez un parcours de Consultant dans un Cabinet de Conseil en Organisation ou de Consultant en Organisation dans une entreprise. Vous êtes intervenu principalement dans le secteur des services. Vous maîtrisez les méthodes d'audit organisationnel, avez de bonnes connaissances en informatique et savez coordonner des projets. Vous possédez d'excellentes qualités de communication (à l'oral et à l'écrit). Animé d'un esprit de progrès, vous alliez pragmatisme, créativité, jugement et écoute.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Laurentia BENRUBI - 27, rue Vergniaud 75013 PARIS - sous réf LM/ORG.

Christine DANDONNEAU (DUGARD),
qui vient d'intégrer le cabinet au titre de consultante,
et toute l'équipe d'EVALUANCE Conseil vous souhaitent
une excellente année 1999.

9, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS
Tél : 01 47 20 26 36 - evaluanc@club-internet.fr

Evaluance CONSEIL

GROUPE ALPHA

« Réconcilier l'économique et le social »

- Nos experts, équipes pluridisciplinaires de secteurs et d'expériences diversifiés, interviennent auprès des élus de comités d'entreprise et de groupe.
- Nous apportons aux C.E. une analyse créative, un diagnostic (stratégique, économique, financier et organisationnel), des moyens d'anticiper, des solutions et des perspectives face aux mutations de leur entreprise.
- Notre groupe de 250 personnes est en plein développement et installé dans les plus grandes villes de France.

Consultants juniors et seniors

PARIS • BORDEAUX • LYON • METZ
LILLE • MARSEILLE • NANTES

➤ Vous êtes diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieur et/ou d'un 3ème cycle spécialisé.

➤ Pour les postes seniors, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans l'entreprise et/ou le conseil, notamment dans les secteurs suivants : banque, assurances, automobile et équipementiers, informatique, presse, associations, agro-alimentaire, BTP, chimie.

➤ Vous appréciez particulièrement un domaine comme l'économie industrielle, l'analyse financière, le contrôle de gestion, le redressement d'entreprises en difficulté.

➤ Vous avez envie de vous impliquer activement dans le développement d'un groupe qui saura vous donner diversité et perspectives.

Envoyez au **MONDE PUBLICITÉ** votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation, photo d'identité, prétentions) et la région souhaitée sous le n° **9898**.
LE MONDE PUBLICITÉ - 21 bis, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS